Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 15671 – 7 F | JEUDI 15 JUIN 1995 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La reprise prochaine des essais nucléaires français est vivement condamnée par les pays du Pacifique

Lors de son point de presse, Jacques Chirac s'est refusé à commenter les résultats du Front national aux municipales

LA DÉCISION, annoncée mardi 13 juin par le président de la République Jacques Chirac, de reprendre une *« ultime série »* d'essais nucléaires dans le Pacifique sud a provoqué des réactions parfois très vives de la part de nombreux dirigeants étrangers. Si Londres n'y voit rien à redire, si Bonn a choisi le silence et si la Maison Blanche, où M. Chirac devait rencontrer mercredi le président Bill Clinton, se contente de *« regretter »* en termes modérés, d'autres capitales étrangères ont donné libre cours à leur colère. C'est le cas en particulier dans le Pacifique, notamment en Nouvelle-Zélande où le premier ministre Jim Bolger a dénoncé *« l'action arrogante d'une puissance coloniale européenne »*, ou encore au Japon où le ministre des affaires étrangères, Yohei Kono, a estimé que Paris avait *« trahi la confiance des Etats non nucléaires »*.

Le président de la République a précisé que huit essais devaient avoir lieu, entre septembre 1995 *et mai 1996, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur du traité international interdisant définitivement les essais.* Cette décision, prise, a-t-il affirmé, à l'issue d'une *« large concertation »*, donne raison aux experts et aux militaires, qui jugeaient nécessaires la reprise des essais, interrompus en 1992, avant la mise au point des techniques de simulation en laboratoire. *M. Chirac a d'autre part déclaré envisager* la fermeture du site du plateau d'Albion.

Ces décisions ont été annoncées au cours d'une conférence de presse impromptue, organisée mardi soir à l'Elysée, et retransmise par les journaux télévisés. Le chef de l'Etat a répondu également à des questions sur la politique intérieure française. Interrogé sur le *score élevé obtenu par le Front national* au premier tour des élections municipales, il a estimé contraire à sa fonction de commenter les résultats du scrutin, renvoyant au lendemain du second tour ses *« véritables enseignements »*. Il s'est contenté de rendre hommage aux élus locaux et d'appeler les Français à voter dimanche 18 juin. M. Chirac a souligné, d'autre part, *que les finances publiques de la* France *« ne sont pas en bon état »* et que des *« efforts »* seront nécessaires. Il a souhaité que ceux-ci soient *« équitablement »* répartis.



Lire pages 2, 3, 4 et 8

Nouvelle polémique sur les logements de la Ville de Paris

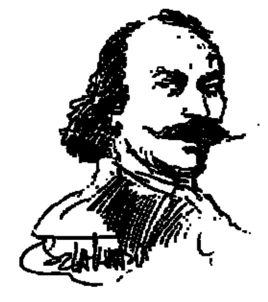
LES ATTRIBUTIONS de logements par les élus municipaux à Paris reviennent au centre de la campagne pour les élections municipales après la révélation, par *Le Canard enchaîné*, des avantages dont bénéficie la famille du successeur de Jacques Chirac à la mairie, Jean Tiberi. Les deux enfants de M. Tiberi sont logés, l'un dans un appartement à caractère social, l'autre dans un appartement du domaine privé de la ville, alors même qu'ils ont reçu de leurs parents, en donation-partage, des appartements qu'ils ont maintenus en location.

La gestion des appartements du domaine privé est également mise en cause par *Libération*, qui publie les noms de plusieurs bénéficiaires de ces logements bien situés et loués au-dessous du prix du marché. De nombreux élus figurent parmi eux.

Ces révélations ne peuvent qu'embarrasser la municipalité parisienne, menacée dans plusieurs arrondissements de l'est. L'opposition, qui réclame depuis longtemps une clarification des procédures d'attribution des logements sociaux et la mise en vente du patrimoine privé de la ville, dénonce, par la voix de Bertrand Delanoë (PS) et par celle de Georges Sarre (Mouvement des citoyens), l'existence d'un *« système »* fonctionnant *« au profit de quelques privilégiés »*.

Lire page 7
et notre éditorial page 15

Le père des Guignols



ALAIN DUVERNE

LE TIC, le mouvement d'épaule impulsif de Jacques Chirac, c'est lui. Jean-Pierre Papin, prononcer : *« P. a. p. 1. »*, aux oreilles décollées, c'est encore lui. Alain Duverne, ancien marionnettiste du « Bébête Show » est le véritable père des « Guignols de l'info », diffusés quotidiennement sur Canal Plus. Avant de laisser auteurs et imitateurs donner une personnalité aux célèbres marionnettes, Alain Duverne a dû relever le défi imposé par la direction de la chaîne cryptée. En moins de six mois, en 1988, le transfuge de TF 1 a conçu les fameux personnages de latex, mais surtout formé et rassemblé les équipes de manipulateurs qui, depuis, leur prêtent vie.

Lire page 13

Les ultranationalistes grignotent le pouvoir en Roumanie

C'EST FORT DISCRÈTEMENT et visiblement embarrassées que les autorités roumaines ont fini par reconnaître, lundi 12 juin, la nomination au sein du gouvernement d'un membre de Romania Mare (« Grande Roumanie »), un parti ouvertement ultranationaliste, xénophobe et antisémite. Certes, Toma Nastase ne dispose que du strapontin de secrétaire d'Etat au ministère du tourisme. Mais cette promotion a surtout une valeur symbolique : elle consacre la légitimation rampante et le grignotage constant du pouvoir par trois formations extrémistes peu fréquentables mais néanmoins alliées du gouvernement. De quoi renforcer les craintes des voisins et des partenaires européens de Bucarest, sans parler des Tsiganes et des Hongrois de Roumanie, particulièrement exposés aux vexations.

Signe de ce trouble, le ministère du tourisme a poussé la mauvaise foi jusqu'à prétendre ignorer l'appartenance politique de M. Nastase. Cette affaire ne serait qu'un épiphénomène si elle ne témoignait que la rupture avec l'ancien régime continue d'être moins nette en Roumanie qu'ailleurs à l'Est. Au lendemain de la réélection du président Ion Iliescu en 1992, son parti, minoritaire au Parlement, a passé un accord tacite avec trois formations qui ont en commun la démagogie sociale, un nationalisme virulent et une nostalgie à peine dissimulée de la dictature de Nicolae Ceausescu.

La fiction de ce soutien sans participation a volé en éclats pendant l'été 1994. A l'occasion de la nomination d'un ministre du Parti de l'unité nationale des Roumains (PUNR), il est apparu que ce mouvement, dirigé par le très provocant maire de Cluj, Gheorghe Funar, détenait, en fait, depuis longtemps, deux autres portefeuilles.

A l'époque, le gouvernement roumain s'est répandu en considérations « tactiques », expliquant que seule une association directe avec le pouvoir permettrait d'amadouer ces partenaires turbulents. Or l'engrenage s'avère irrésistible. La preuve : après la nomination de Toma Nastase, Romania Mare, piloté par Vadim Tudor, l'ancien chantre du dictateur Ceausescu, baptisé le *« Jirinovski roumain »*, réclame désormais des postes dans trois autres ministères.

Il y a fort à parier que, plus l'échéance des élections législatives et présidentielle de 1996 se rapprochera, plus les compromis seront fréquents. Le parti au pouvoir, *de facto* contrôlé par le président Iliescu, a beau se pincer le nez en invoquant les impératifs de l'arithmétique parlementaire, cette fausse pudeur est purement cosmétique. Une fois vérifiée, la collaboration entre les amis de M. Iliescu et les trois mouvements extrémistes, parmi lesquels se trouve le Parti socialiste du travail, l'héritier avoué du PC, a été officialisée en janvier par un pacte solennel.

Cette réhabilitation sournoise ne fait que renforcer le soupçon qui a toujours entouré le pouvoir roumain depuis la révolution de décembre 1989. Comment, par exemple, ne pas s'inquiéter de voir le ministère de la santé confié à l'instigateur du « programme d'alimentation scientifique » de sinistre mémoire sous Ceausescu ? Idem pour le ministère de la culture, dirigé par le vice-président de l'ancienne et très servile Union des artistes ? A Bucarest, l'ambiguïté et le double discours sont plus que jamais de mise.

Yves-Michel Riols

C'était hier



ÉDITORIAL

LA DÉCISION de Jacques Chirac – la première dans l'ordre prééminent qui est le sien – n'a surpris personne. La reprise des essais nucléaires par la France était déjà un argument de la campagne électorale de 1993. Butant que sur l'obstacle Mitterrand pendant la cohabitation, elle avait été avancée pour attester la faiblesse d'Edouard Balladur. Bref, elle était devenue une question de principe ; la voilà réglée. Reste à savoir si ce qui était bon pour le candidat Chirac est désormais bon pour la France.

Les arguments décisifs pour justifier de rompre le moratoire jusqu'alors respecté par quatre des cinq puissances du « club » nucléaire ne sont *aucunement techniques ; ils sont principalement* politiques. Mené sans aucune transparence, le débat technique a été caricatural car seuls se sont exprimés les responsables des armées et du CEA, alors que la France n'est dépourvue dans ce domaine *ni* de scientifiques de haut niveau *ni* même de Prix Nobel. Or, ces derniers n'étaient pas sur la même ligne que les militaires. En outre, il ne s'agissait en cette matière que d'une question de délai, chacun sachant que la simulation des essais est, à terme rapproché, parfaitement accessible à la France.

J.-M. C.

Lire la suite page 15

POINT DE VUE

Poker et mat en Bosnie ! *par Jacques Attali*

PENDANT cinquante ans, un ordre mondial bipolaire a fourni des grilles simples de lecture de l'Histoire. Il y avait les bons et les méchants, les alliés et les adversaires. Depuis peu, tout a changé.

A l'opposition de deux idéologies a succédé une multitude de conflits religieux, d'affrontements culturels, de batailles ethniques, de compétitions économiques, de rivalités technologiques, selon des alliances changeantes dans lesquelles l'ennemi mortel sur un front peut être l'allié principal sur un autre. L'image du jeu d'échecs, si obsédante pendant la guerre froide, n'est plus une métaphore pertinente. *Désormais, la géopolitique* ressemble plutôt à un ensemble de parties de poker jouées en même temps, contre des adversaires aux coalitions imprévisibles. Dans ce désordre apparent se forgent les règles du jeu du vingt et unième siècle. Il ne sera pas la répétition d'un temps antérieur. Il aura sa propre forme, ses propres principes, sa propre éthique. Il sera fait de la démesure du Bien et du Mal. Dans sa formidable complexité, la crise yougoslave le préfigure et l'engendre : on y trouve – comme d'ailleurs aussi au Nigéria et en Asie centrale – toutes les dimensions des combats de demain, en particulier la confrontation de l'islam et de la modernité, celle de l'ordre supranational et des peuples, celle du Nord et du Sud. L'échec dans cette crise, et c'est le chaos assuré, pour longtemps, sur toute la planète.

Pendant longtemps, les peuples des Balkans ont vécu bien à l'abri de leurs propres démons, paresseusement lovés au sein d'empires plus ou moins totalitaires. Ces maîtres disparus, les voilà obligés *de se définir*. Et ce n'est pas facile. L'empire bafoue les frontières ; la Nation les exige, le marché les balaie. Ces peuples se retrouvent ainsi divisés en tribus, chahutés dans un maelström d'identités perdues avant même d'être trouvées et de haines sans pardon.

Les Européens en sont particulièrement coupables : l'Allemagne et l'Autriche ont encouragé *Slovènes et Croates* avec une inconscience diabolique. La France, trop occupée à gérer tant bien que mal la réunification allemande, n'a pas osé imposer aux minuscules Etats balkaniques ce qu'elle avait obtenu de la puissante Allemagne : la reconnaissance préalable de ses voisins et de leurs frontières. Elle n'a pas non plus exigé d'elle, en échange, d'imposer ces mêmes principes à son allié croate.

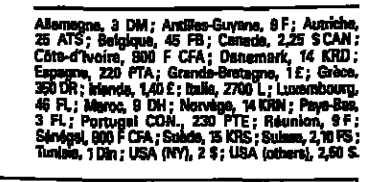
La Russie a poussé la Serbie de Milosevic à revendiquer, par Karadzic interposé, le contrôle d'une partie d'une autre province yougoslave, rasant villes et villages sans que personne ne fasse plus que froncer les sourcils. Enfin, les Etats-Unis ont décidé que la vie d'un seul soldat américain ne valait pas d'être risquée pour une cause sans pétrole ni débouchés.

Ainsi, alors que la civilisation réserve d'ordinaire à l'Etat le monopole du droit de vie et de mort sur les citoyens, la communauté des nations a reconnu ici aux meurtriers le droit de s'ériger en Etat.

Chacun, en définitive, s'est *comporté comme si ses alliances* étaient redevenues celles de 1914 : la France avec la Russie et la Serbie, l'Allemagne avec la Croatie, la Turquie avec la Bosnie. Et l'Angleterre, comme d'habitude, jetant de l'huile sur tous les feux. Nul en Europe n'a voulu prendre le *risque* d'une discussion sérieuse, de peur de nuire à la signature du traité de Maastricht, puis à sa ratification, puis à la monnaie unique, puis aux négociations sur la pêche ou sur l'élargissement. Ainsi, sous prétexte de construire l'Union européenne, on a laissé anéantir une partie de l'Europe. Et sous prétexte de maintenir la fiction de l'ordre onusien, on a voté des résolutions qu'on savait inapplicables.

Lire la suite page 14

Jacques Attali *est ancien conseiller spécial auprès du président de la République, ancien président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développpement (BERD) et conseiller d'Etat.*



Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.



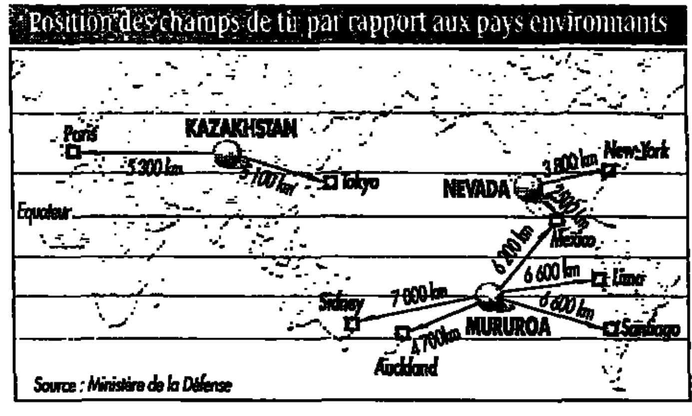
DÉFENSE Le président de la République, Jacques Chirac, a annoncé la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique sud, mardi 13 juin, lors d'un point de presse à l'Elysée, mettant ainsi fin au moratoire décrété par M. Mitterrand en avril 1992. ● NÉCESSITÉ. Huit essais auront lieu entre septembre 1995 et mai 1996. M. Chirac a expliqué qu'il avait conclu à leur nécessité pour garantir *« la sûreté, la sécurité et la fiabilité »* de la force de dissuasion française. Cette série d'essais sera également la dernière. ● PROTESTATIONS. La décision du chef de l'Etat français a été immédiatement suivie par une vague de protestations émanant en particulier des Etats du Pacifique. ● ALLIANCE. M. Chirac a choisi de faire cette annonce à la veille de sa rencontre, à Washington, avec le président américain Bill Clinton *(lire page 8 les principaux extraits des autres déclarations de M. Chirac).*

M. Chirac annonce une ultime série d'essais nucléaires dans le Pacifique

Le chef de l'Etat a donné satisfaction aux experts et aux militaires qui jugeaient cette nouvelle campagne nécessaire avant le passage aux techniques de simulation en laboratoire. Il a précisé qu'il ne s'agissait pas d'améliorer la performance des armes

D'UN POINT DE VUE militaire et technique, Jacques Chirac fait d'une pierre deux coups en liant, en quelque sorte, son autorisation pour une dernière série de huit essais entre septembre 1995 et mai 1996 à sa demande de reconsidérer le sort des dix-huit missiles fixes du plateau d'Albion. D'une part, il se range à l'avis des experts du Commissariat à l'énergie atomique et des chefs militaires, qui réclamaient, depuis 1993, de nouveaux tirs à Mururoa pour assurer la crédibilité de l'arsenal nucléaire en attendant des simulations en laboratoire difficiles à mettre au point. De l'autre, il rallie le camp de ceux qui voudraient, au nom de la *« suffisance »* de la dissuasion française, limiter à deux – au lieu de trois actuellement – le nombre des *« composantes »* nucléaires. Dans la lettre de mission qu'il avait adressée, la semaine dernière, au ministre de la défense, Alain Juppé avait montré la voie en associant, dans sa réflexion, la reprise des essais au renouvellement des systèmes d'armes.

Si l'on sait que pas moins de vingt-deux essais en vraie grandeur ont été nécessaires, au total, pour concevoir la tête TN-75 des missiles M-45 embarqués par les sous-marins nucléaires, on imagine aisément pourquoi tous les spécialistes consultés par le chef de l'Etat et le rapport de l'amiral Jacques Lanxade, le chef d'état-major des armées, remis à l'Elysée en septembre 1993 concluent au besoin de continuer quelques tirs avant d'espérer s'en passer grâce au programme Palen (préparation à la limitation des essais nucléaires) de simulations en laboratoire. Les experts ont expliqué à M. Chirac que des essais permettent de valider les concepts de physique fondamentale menant aux processus très complexes de fonctionnement des armes. En outre, ils facilitent le choix de la filière retenue pour réaliser une arme. Ils permettent aussi de vérifier la fiabilité des matières nucléaires de l'arme qui vieillissent, se dégradent et s'altèrent au fil des ans. De même, ils confortent la France dans l'option qu'elle a décidé de suivre de façon autonome, celle de la sophistication et de la modernisation permanente la plus poussée, avec un nombre minimal de systèmes d'armes (à la différence des Etats-Unis ou de la Russie, dont les arsenaux sont pléthoriques). Enfin, les essais sont des tirs de sûreté, qui mettent en jeu des questions de sécurité de l'arme pour éliminer les risques de fuite ou de contamination durant le stockage des systèmes nucléaires dans des conditions opérationnelles.



Source : Ministère de la Défense

DEUX OBJECTIFS MAJEURS

Expliquant qu'il s'agit d'une décision irrévocable, M. Chirac a donné son accord à huit essais, entre septembre 1995 et la fin mai 1996, et il a exprimé le souhait que ces nouvelles expériences en vraie grandeur aient deux objectifs majeurs : assurer la sûreté et la fiabilité de la dissuasion, en évitant le vieillissement des armes au-delà de 2005-2010, et mettre au point les instruments de la simulation en laboratoire.

Le chef de l'Etat, en ajoutant qu'il ne s'agissait pas d'améliorer la performance des armes, entendait répondre aux craintes, émises par les partisans d'un maintien du moratoire, que la France se lance dans la fabrication d'armes nouvelles ou qu'elle en modifie les performances. Il existe, en effet, chez les ingénieurs comme chez les militaires, un courant en faveur de la possession par la France d'armes nucléaires dites de théâtre : ce sont de véritables *« munitions »* nucléaires qui auraient des effets *« décapitants »* sur le champ de bataille, c'est-à-dire des effets sélectifs et ponctuels contre des cibles très localisées. Ces armes-là ne relèvent plus de la dissuasion – qui fait appel à la menace de leur emploi – mais de l'utilisation effective sur le terrain.

On notera que le président de la République a limité à huit le nombre des essais à entreprendre. Le rapport Lanxade parlait plutôt d'une dizaine et, à la veille du moratoire intervenu en avril 1992, il avait été question d'organiser une vingtaine d'expérimentations en vraie grandeur, prévues sur plusieurs années, avant de passer à la simulation.

C'est dans ce contexte que des tirs limités en nombre et en puissance prennent leur sens. La France poursuit, en effet, deux objectifs. Le premier est de pouvoir disposer, après l'an 2010, d'un missile, le M-5 avec sa tête TN-100, offrant des caractéristiques et des performances radicalement nouvelles, pour armer les sous-marins stratégiques. Le second est de compléter cette panoplie mer-sol par des missiles air-sol nucléaires (ASLP), qui pourraient être emportés par l'avion Rafale. Lors des prochains tirs, il sera question d'améliorer les capacités de pénétration des charges face au développement attendu, pour le siècle à venir, des technologies visant à leur opposer des missiles anti-missiles.

LE PROGRAMME PALEN

M-5 et ASLP constitueraient les deux *« composantes »* de la dissuasion après l'an 2000. Ce qui suppose – pour des raisons qui tiennent à l'existence d'*« une sécurité renforcée pour un coût moindre »*, selon une expression entendue à l'Elysée – l'abandon de la troisième *« composante »* aujourd'hui en service. D'où, précisément, la réflexion avancée par M. Chirac et suggérant la fermeture des dix-huit silos pour missiles sol-sol fixes S3-D enterrés dans le plateau d'Albion depuis les années 70. En 1986-1988, quand il était premier ministre, M. Chirac s'était déjà montré très favorable à un missile sol-sol mobile, le SX, pour se substituer aux systèmes fixes du plateau d'Albion, mais il s'était heurté, à l'époque, à une vigoureuse opposition de François Mitterrand.

Pour mettre au point les formules qui prépareront de nouvelles armes mer-sol et air-sol, les experts consultés par M. Chirac et le rapport Lanxade considèrent que le programme Palen de simulation en laboratoire ne peut pas livrer d'enseignements suffisamment utiles avant, au mieux, 2003-2005. Ce programme, qui est ambitieux et auquel les Américains prêtent leur concours scientifique, coûtera 10,5 milliards de francs. Le point central de Palen est un laser de 1,6 mégajoule (le plus puissant laser du Commissariat à l'énergie atomique, Phébus, est actuellement de 20 kilojoules), qui sera installé au Barp (Gironde), pour simuler une micro-explosion thermonucléaire. Avec cet instrument, il faudra acheter des accélérateurs radiographiques et de puissants ordinateurs Cray T3E.

On peut se demander pourquoi la France ne s'est pas lancée plus tôt dans la simulation de ses expériences nucléaires, après cent quatre-vingt douze essais depuis 1960. Il faut y voir une série de raisons. D'abord, les ingénieurs du Commissariat à l'énergie atomique, pour qui les tirs souterrains à Mururoa étaient une solution de facilité, n'ont pas spécialement incité les responsables politiques à ordonner de passer à l'étude en laboratoire : un seul essai, dénommé « Lycurgue », en 1991, a été l'amorce du développement d'un plan de simulation. Ensuite, le gouvernement, à cette même date, a reculé devant l'importance de la dépense. Enfin, les états-majors étaient pressés de disposer d'armes nouvelles, en dépit d'une situation internationale qui met la dissuasion au second plan. Le résultat est que la France a pris du retard, par exemple, sur les Etats-Unis, dont le programme de simulation, baptisé TBR (Test Ban Readiness), remonte aux années 80 et a été remplacé, en 1992, par le programme Safeguard. Elle s'estime donc obligée en 1995 de briser son propre moratoire. Il y a trente-cinq ans, le 13 février 1960, le général de Gaulle avait ordonné le premier tir nucléaire français au Sahara alors que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'ancienne URSS avaient arrêté leurs essais entre novembre 1958 et septembre 1961.

Jacques Isnard

Plus de 2 000 tirs dans le monde depuis la fin de la deuxième guerre mondiale

Les pays détenteurs du « feu nucléaire » ont procédé à 2 024 essais depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les Etats-Unis ont réalisé 815 expériences souterraines et 215 aériennes depuis 1945. L'ancienne Union soviétique (et la Russie, depuis) comptabilise 508 tirs souterrains et 207 aériens depuis 1949.

La Grande-Bretagne a réalisé 24 expériences souterraines et 21 tirs atmosphériques depuis 1952. La Chine a procédé à 18 essais souterrains et 23 aériens depuis 1964. La France est responsable de 192 expérimentations depuis 1960. L'Inde a réalisé un essai en 1974. Les deux années où l'on a enregistré le plus grand nombre de tirs de toutes sortes ont été l'année 1958 (avec 117 essais) et l'année 1962 (avec 171 expériences).

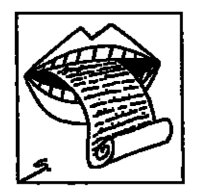
En 1960, la première « bombe A » française

Depuis le 13 février 1960, date du premier essai français à Reggane, au Sahara, la France a procédé à cent quatre-vingt-douze essais au total. A Reggane, on recense quatre tirs aériens. Puis, à partir de 1961, on compte treize expériences souterraines sur le site d'In Ecker, dans le Hoggar. Les sites sahariens sont fermés – et rendus aux autorités algériennes – en 1967.

A partir de juillet 1966, la France réalise ses expérimentations sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa, en Polynésie. Jusqu'en avril 1992, date du moratoire décidé par François Mitterrand, la France va réaliser quarante et un tirs aériens et, à partir de juin 1975, cent trente-quatre essais souterrains. Si la première explosion française d'une bombe A a eu lieu le 13 février 1960, la première explosion d'une bombe H remonte au 24 août 1968.

« Garantir la sûreté, la sécurité, la fiabilité de notre force de dissuasion »

« Le moment est venu pour la France d'arrêter une décision définitive dans le domaine de ses essais nucléaires. Naturellement, nous préférerions tous ne pas avoir à reprendre d'essais nucléaires. Malheureusement nous les avons arrêtés un peu trop tôt, en avril 1992, avant que la série, qui devait nous permettre d'achever, ne soit terminée. J'ai donc consulté tous les experts civils et militaires, compétents et responsables, pour qu'ils me donnent leur sentiment sur les conséquences de cet arrêt, la possibilité de maintenir le moratoire ou, au contraire, la nécessité de terminer les essais interrompus. Je peux vous dire qu'ils ont été unanimes pour m'indiquer que, si nous voulions assurer la sûreté, la sécurité et la fiabilité de nos forces de dissuasion sur lesquelles reposent notre défense et notre indépendance, si nous voulions passer au stade de la simulation en laboratoire (...), nous étions obligés d'achever cette série d'essais nucléaires.


VERBATIM

» Vous savez que ces essais se passent dans le Pacifique Sud, qu'ils ont lieu dans des conditions où, sans entrer dans les polémiques, il n'y a strictement aucune conséquence écologique, comme ont pu le constater de nombreux spécialistes étrangers venus sur les sites (...). Les essais nécessaires sont au nombre de huit. Ils interviendront à partir de septembre et seront, en tous les cas, terminés fin mai 1996, et peut-être avant. J'insiste sur ce point parce que c'est à l'automne 1996 que va arriver à terme et à signature le traité international portant interdiction de tout essai nucléaire, et la France a bien l'intention de signer sans réserve ce traité à l'automne 1996. Mais pour ce faire, il fallait naturellement qu'elle soit en situation d'assurer à la fois la sécurité et la fiabilité de sa force de dissuasion et qu'elle ait aussi la possibilité, comme l'ont d'autres pays, de passer à la simulation.

« Mon objectif est d'obtenir pour la France une sécurité renforcée à un coût moindre. Dans cet esprit, j'ai demandé au gouvernement d'examiner les conditions d'une fermeture rapide du plateau d'Albion. Je ne suis pas certain que ce site corresponde aujourd'hui à une nécessité (...). « Après mûre réflexion, après de larges consultations, j'ai pris cette décision parce que je la considérais nécessaire aux intérêts supérieurs de notre nation. Elle est naturellement irrévocable. » *En réponse à une question, M. Chirac a estimé que sa décision* « n'est pas de nature à encourager ceux qui n'ont pas fait d'essais à en faire ». « J'ai pris soin d'informer toutes les personnalités en France et à l'étranger qui devaient l'être de ma décision », *a-t-il ajouté.* « Je préviens aujourd'hui les gouvernements de Nouvelle-Zélande et d'Australie. Mais, pour ne rien vous cacher, j'avais eu l'occasion de rencontrer le premier ministre néo-zélandais le 8 mai à Paris et nous avions déjà évoqué ce sujet. Sa surprise ne devrait pas être grande. » *M. Chirac a précisé qu'il a aussi informé les personnalités françaises qu'il a pu joindre,* « notamment le premier secrétaire du Parti socialiste et, cela va de soi, mon prédécesseur, M. Mitterrand. »

Le président de la République a affirmé : « Chacun sait que la France avait interrompu ses essais alors qu'elle terminait son programme et qu'elle s'était donc amputée d'un certain nombre d'informations que l'on pouvait juger inutiles ou, au contraire, nécessaires. Chacun sait que ce ne sont pas des essais destinés à améliorer les performances de nos armes nucléaires. »

Le désir de renouer avec la geste gaullienne

DANS UN DÉCOR plus modeste et dans un style apparemment plus décontracté – bien que minutieusement préparé – Jacques Chirac a voulu, mardi 13 juin, renouer avec la geste gaullienne, précisément sur deux points qui font partie de l'héritage mythologique du général : la dissuasion nucléaire et les relations avec les Etats-Unis. Il l'a fait avec des arguments que résume parfaitement une de ses phrases : *« Je suis certain que la décision d'autoriser la fin de la campagne d'essais est conforme à l'intérêt de la France, à l'indépendance de la France. »* Ce n'est évidemment pas par hasard que le président de la République a annoncé la reprise des essais nucléaires français à la veille de son départ pour Washington où il s'entretient avec Bill Clinton, et deux jours avant le sommet du G7, où il rencontrera, pour la première fois dans ses nouvelles fonctions, les dirigeants des pays les plus riches du monde. Il n'y avait aucune urgence, puisque la campagne d'essais doit débuter seulement en septembre. Mais il a paru essentiel au nouveau chef de l'Etat de marquer son territoire avant de plonger dans le grand bain diplomatique.


ANALYSE

La méthode choisie s'apparente à une de ses provocations verbales dont de Gaulle était friand ; savoir si elle est la plus appropriée est une autre question. M. Chirac a brûlé ses vaisseaux avant de partir pour Washington, pour ne pas courir le risque de se laisser embarquer dans une négociation avec les Etats-Unis sur le respect du moratoire, voire à un marchandage sur la technique de simulation. Il a d'ailleurs cru bon, curieusement, de préciser que sa décision était *« irrévocable »*, comme si cela n'allait pas de soi de la part d'un président de la République, dans un domaine aussi sensible relevant de sa responsabilité suprême.

UNE OCCASION PERDUE

Décision souveraine donc, qui pourrait cependant, comme le craignait naguère François Mitterrand, *« offenser les amis de la France »*. M. Chirac a rapidement écarté les arguments avancés par les adversaires de la reprise des essais, que ce soient les risques pour l'environnement ou plus sérieusement le mauvais exemple donné aux pays rêvant de devenir des puissances nucléaires. Le président de la République semble penser que les protestations dans le Pacifique feront long feu et que l'engagement de la France en faveur du traité interdisant totalement les essais nucléaires (qui devrait être signé à l'automne 1996) suffira à rassurer les trois Etats nucléaires – Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie – respectant le moratoire de 1992 (la Chine, pour sa part, a procédé en mai à son 42e essai souterrain). Enfin, le président a déclaré que la France respecterait – ce qui parait évident – la signature apposée le mois dernier au bas du texte prorogeant *« pour une durée indéfinie »* le traité de non-prolifération.

Il reste que cette affirmation de souveraineté, qui peut être aussi dictée par la volonté de rompre d'une manière plus que symbolique avec le « régime » précédent, représente une occasion perdue d'avoir avec nos partenaires européens, placés devant le fait accompli, un vrai débat sur la politique de défense et de sécurité commune. La dissuasion nucléaire qui reste à la base de la doctrine militaire française n'est pas facilement acceptée par tous les membres de l'Union, notamment par les Allemands. Depuis quelques années – et M. Chirac lui-même a contribué à cette évolution bien avant son élection –, la position française, jadis repliée sur une conception de la dissuasion strictement nationale, a évolué. Avant de prendre une décision sur les essais, il n'aurait pas été déplacé de discuter du rôle de l'arme nucléaire dans la défense de l'Europe alors que l'hypothèse d'une menace massive venant de l'Est s'est estompée, des nouveaux risques liés à la dissémination des armes atomiques, des rapports entre la dissuasion nucléaire et le rétablissement de la paix dans les zones troublées par des conflits régionaux.

CONTRADICTION

Sans doute cette défense européenne est-elle seulement à l'état *« d'esquisse »* – pour reprendre l'expression de M. Chirac lors de son point de presse –, mais les décisions unilatérales ne constituent pas le meilleur moyen de la développer. Le nouveau président de la République ne s'est pas encore sorti de la contradiction qui a marqué la politique de défense de ses prédécesseurs : le refus de contribuer pleinement à une défense européenne, d'une part, la volonté de renforcer le rôle de l'Europe au sein de l'Alliance atlantique, d'autre part. M. Chirac a souligné la nécessité d'un *« pilier européen de défense »* au sein de l'OTAN, parce que *« l'Europe doit avoir un niveau de responsabilité que personne ne peut lui contester »*. Toutefois pour que l'Alliance atlantique *« n'ait pas de leader »* (sous-entendu de leader américain), encore faut-il donner à l'Europe les moyens de parler d'égal à égal avec les Etats-Unis. Et cette capacité européenne suppose certains transferts de souveraineté, y compris dans le domaine militaire. Après avoir affirmé haut et fort l'indépendance de la France, M. Chirac, qui est aussi à Washington en sa qualité de président en exercice du Conseil européen, se doit de ne pas négliger cette règle fondamentale de la construction européenne.

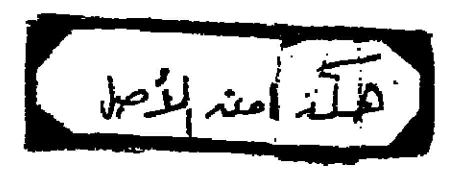
Daniel Vernet



La réprobation domine en P

Washington « regrette »
Tokyo dénonce « la trahison

L'ordinateur peut-il suffire ?





L'Australie et la Nouvelle-Zélande gèlent leur coopération militaire avec la France

Indignés par ce qu'ils appellent un « outrage », les Etats du Pacifique sud sont unanimes à condamner la reprise des essais nucléaires français. Wellington « rejette toutes les explications » de Paris

AUCKLAND
de notre envoyée spéciale

Immédiatement après l'annonce faite par Jacques Chirac, le ministre des affaires étrangères néo-zélandais, Don McKinnon, a dit à la radio nationale : *« Cette action prouve le mépris éhonté de la France pour les sensibilités de la région. Le président a fait une erreur, sans doute due à l'arrogance gaulliste-napoléonienne. »* Quand, plusieurs heures après, le ministre français des affaires étrangères a appelé son homologue néo-zélandais, ce dernier s'est déclaré *« tout à fait insulté d'apprendre la nouvelle trois heures et demie après que le président Chirac eut dit que nous* (l'Australie et la Nouvelle-Zélande) *étions au courant »*.

La rencontre qui a eu lieu ensuite entre l'ambassadeur de France à Wellington, Jacques Le Blanc, et Don McKinnon a tourné court : *« J'ai dit que nous perdions notre temps et que je rejetais toutes ses explications »*, a résumé le ministre néo-zélandais à l'issue du bref échange. L'ambassadeur de France n'a souhaité faire aucun commentaire, mais il a été dit que le ministre des affaires étrangères l'avait quasiment *« mis à la porte »*. Peter Bennett, conseiller pour les affaires européennes au ministère des affaires étrangères, a toutefois déclaré au *Monde* que l'entretien, auquel il a assisté, a été *« clair mais courtois »*.

Le gouvernement néo-zélandais a, pour sa part, annoncé au Parlement qu'il allait geler un certain nombre d'actions de coopération militaire avec la France, sans remettre en cause les actions à but humanitaire dans le Pacifique ni les opérations menées sous l'égide des Nations unies. Les visites de bateaux néo-zélandais en Nouvelle-Calédonie sont donc suspendues. Réciproquement, les bateaux et les avions français ne sont plus attendus sur le territoire national. L'échange de pelotons avec l'armée française qui devait avoir lieu en septembre en Nouvelle-Calédonie, est annulé, de même que le voyage du ministre des affaires étrangères en Nouvelle-Calédonie à l'occasion des célébrations de la victoire contre le Japon.

Le premier ministre, Jim Bolger, a annoncé qu'en concertation avec les autres membres du Forum du Pacifique sud il allait envisager d'autres moyens d'exprimer son opposition, en particulier aux Nations unies. Le Parlement a condamné *« l'arrogance d'un vieux pouvoir colonial »*, selon le leader du parti Labour, Helen Clark. Un député est intervenu en disant : *« Si les essais sont si sûrs, que la France les fasse chez elle ! »* Le leader du parti d'opposition Alliance a déclaré au *Monde* que cette décision serait interprétée comme un acte d'hostilité à l'égard de la région, préconisant l'envoi à Mururoa d'un navire de la marine en soutien au *Rainbow-Warrior*, parti la veille d'Auckland. Du *Rainbow-Warrior*, les militants de Greenpeace se sont affirmés *« plus déterminés que jamais à faire tout ce qui était possible pour empêcher la reprise des essais »*.

En Australie, le premier ministre travailliste, Paul Keating, a déclaré : *« Le gouvernement a décidé de geler la coopération en matière de défense entre l'Australie et la France, tant qu'un programme d'essais continue. »* Alexandre Downer, chef de la coalition d'opposition, a traité la France d'*« arrogante »* et a souhaité que d'autres mesures soient prises. Le chef du Parti national, Tim Fisher, a quant à lui appelé au *« boycottage des produits français en Australie »*. De son côté, Raymond Capdevila, ancien président de la Chambre de commerce franco-australienne, a déclaré au *Monde* : *« Je considère cette décision comme très mal informée et révélatrice du peu d'importance que la France accorde, à tort, à cette région. »*

Florence de Changy

La réprobation domine en Polynésie française

PAPEETE
de notre correspondant

En l'absence du président du gouvernement polynésien, Gaston Flosse, actuellement en métropole, où il a été reçu, lundi 12 juin, par Jacques Chirac, la plupart des élus de la majorité sont restés sur la réserve après l'annonce de la reprise des essais nucléaires. A l'initiative du syndicat A Tia I Mu, le ministre de l'environnement, Patrick Howel, qui fut le fondateur de l'association écologiste Paix et Développement, a cependant été invité à quitter ses fonctions au sein du gouvernement local. Le secrétaire général de ce syndicat, Hiro Tefaarere, a exprimé son indignation devant l'attitude *« méprisante »* du président de la République, estimant que la reprise des essais allait mener le territoire *« tout droit vers l'exclusion sociale »*. Il a rappelé qu'une délégation syndicale avait obtenu du gouvernement Balladur la promesse de la reconversion des activités du Commissariat à l'énergie atomique et du centre d'expérimentation du Pacifique en vue de maintenir les quelque deux mille emplois sur les bases de repli.

Le président de la toute puissante Eglise évangélique de Polynésie française, Jacques Ihdrai, a rappelé que la foi se fondait sur l'amour du prochain et rejetait la fabrication des instruments de mort. Il a rappelé que, depuis 1982, le synode des églises protestantes tahitiennes s'est toujours opposé aux essais nucléaires, expériences que le sénateur (Union centriste) Daniel Millaud vient lui aussi de qualifier *« d'erreur monumentale et de maladresse »*.

MOBILISATION

La même réprobation a été exprimée par le Tetia Api, groupe parlementaire d'opposition autonomiste présidé par Boris Léontieff, qui parle de *« rechute grave »*. On s'attend dans les heures qui viennent à une vaste mobilisation des indépendantistes du Front de libération polynésien. Le dirigeant du mouvement, Oscar Temaru, maire de Faaa, devait appeler, mercredi, ses militants à manifester, en liaison avec l'association Greenpeace dont le navire *Rainbow Warrior II* est attendu dans les eaux polynésiennes dans les jours qui viennent.

Enfin, les organisateurs tahitiens des dixièmes Jeux du Pacifique Sud, prévus en août, ont toutes les raisons de craindre une vague de boycott de la part des pays riverains.

Michel Yieng Kow

Washington « regrette », Tokyo dénonce « la trahison »

■ **États-Unis** : annoncée quelques heures avant la visite de Jacques Chirac à Washington, la décision de reprendre les essais nucléaires français ne pouvait faire l'objet de critiques très vives, du côté officiel, sous peine de placer la première rencontre officielle entre le président français et Bill Clinton sous de mauvais auspices. Le mouvement écologiste Greenpeace a, en revanche, annoncé qu'une manifestation de protestation se déroulera devant la Maison Blanche pendant l'entretien.

La Maison Blanche a *« regretté »* la décision française, en *« prenant note du ferme engagement du président Chirac d'achever les essais français au plus tard en mai 1996 »* et *« de signer à l'automne 1996 au plus tard »* le traité en cours de négociation sur l'interdiction totale des essais, nous indique notre correspondant, Laurent Zecchini. Ce langage diplomatique n'empêche pas les Etats-Unis de vivement déplorer que Paris renonce au moratoire de 1992. *« Nous continuons de presser toutes les puissances nucléaires, y compris la France, à se joindre à un moratoire global au moment où nous travaillons pour achever un traité sur l'interdiction totale des essais aussitôt que possible »*, indique le comuniqué de la Maison Blanche.

■ **Nations unies** : c'est avec indignation mais sans aucune surprise que l'annonce de la France a été accueillie au siège des Nations unies à New York. Bien que passionnelles, les réactions des pays non alignés sont celles de l'impuissance devant un fait accompli, nous indique notre correspondante, Afsané Bassir Four.

■ **Grande-Bretagne** : le gouvernement britannique a réagi avec beaucoup de compréhension à l'annonce française, rapporte notre correspondant, Patrice de Beer. Londres, qui avait accepté en 1994, de formaliser un renforcement de la coopération militaire avec Paris, y compris dans le domaine de la stratégie nucléaire, n'y voit aucune raison de ne pas *« continuer sa coopération avec la France dans ce domaine »*, selon le Foreign Office. *« Nous ne voyons aucune raison pour laquelle une reprise limitée des essais pourrait affecter les perspectives d'un négociation fructueuse du Traité sur l'interdiction totale des essais »*. La décision française n'a toutefois pas convaincu les Britanniques d'en faire de même.

■ **Japon** : à quelques jours de la visite à Paris du premier ministre Murayama, le 19 juin, la décision du *« Grand ami du Japon »* – selon l'expression souvent employée pour désigner Jacques Chirac – a provoqué une onde de choc à Tokyo. La décision de la France *« a trahi la confiance des nations non nucléaires »*, a déclaré le ministre japonais des affaires étrangères, Yohei Kono. Le premier ministre Murayama a annoncé qu'il soulèverait cette question lors du sommet du G7 à Halifax. C'est également avec un *« vif regret »* que les maires d'Hiroshima et de Nagasaki, les deux villes frappées par la bombe atomique, ont réagi.

■ **Équateur** : *« Je crois que le gouvernement français doit renoncer à tout nouvel essai nucléaire, et notamment à Mururoa »*, a déclaré le président de la Commission équatorienne de l'énergie atomique.

■ **Chine** : dans une courte dépêche datée de Paris, l'agence Chine Nouvelle a simplement indiqué que le président Chirac a annoncé que la France procéderait à huit essais nucléaires à partir de septembre. La Chine était jusqu'à présent la seule puissance atomique à ne pas respecter le moratoire de 1992.

Une décision « à contre-courant » selon M. Jospin

■ **Lionel Jospin (PS)** : l'ancien candidat à la présidence de la République a affirmé, mardi 13 juin, lors d'une réunion publique à Tours, que la décision de reprendre les essais *« va à contre-courant de l'évolution actuelle, face au risque majeur de prolifération d'armes nucléaires »*. M. Jospin a ajouté que *« les pays déjà dotés d'une force de dissuasion, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, devraient donner l'exemple pour limiter la course aux essais nucléaires »*.

■ **Laurent Fabius (PS)** : l'ancien premier ministre s'est interrogé, mardi sur France 2, sur un changement de stratégie militaire. *« Etant donné que l'armement actuel de la France n'a pas besoin d'essais supplémentaires, ce qui peut être en filigrane, c'est un changement stratégique, c'est-à-dire l'utilisation d'armes nucléaires tactiques, ce qui alors est quelque chose de grave, qui n'est pas conforme à la tradition nucléaire de la France »*, a expliqué M. Fabius.

■ **Les Verts** : le mouvement écologiste a dénoncé, dans un communiqué, la *« grande leçon de cynisme politique »* donnée par le président de la République, en soulignant que la France prend *« une lourde responsabilité vis-à-vis du monde entier, au nom d'une meurtrière raison d'Etat »*. Les Verts vont proposer à des *« experts indépendants »* de se rendre en mission dans le Pacifique sud.

■ **Greenpeace** : pour le bureau de Paris, la décision du président Chirac représente *« un mardi noir, qui a vu l'espoir d'un désarmement mondial réduit à néant »*. Demandant au président Clinton d'annuler sa rencontre avec le président français, Greenpeace écrit dans un communiqué : *« Soucieux de se conformer à son modèle gaullien, Chirac veut se servir des essais nucléaires pour réaffirmer la grandeur de la France et son poids international. Ce faisant, il réagit comme un homme du passé. »*

■ **Brice Lalonde (GE)** : le président de Génération Ecologie a exprimé sa *« forte déception »*. *« En donnant le mauvais exemple,* [la France] *met en danger le traité d'interdiction des essais nucléaires. Entre ses responsabilités planétaires et son égoïsme militaire, la France a choisi »*, a affirmé l'ancien ministre de l'environnement.

■ **Corinne Lepage** : le ministre de l'environnement estime que la reprise des essais est un problème diplomatique et non pas écologique : *« Il est vrai que, sur le plan du symbole, c'est une décision importante. Mais, sur le plan environnemental, c'est insignifiant. Il y aura de toute façon une expertise internationale »*.

L'ordinateur peut-il suffire ?

POUR LES INGÉNIEURS et les physiciens français responsables de la conception des armes nucléaires, rien ne peut aujourd'hui remplacer les essais nucléaires. Malgré un peu moins de deux cents tirs d'engins effectués, tant aériens que souterrains, les Français estiment que leurs connaissances de la physique très complexe et des phénomènes particuliers qui interviennent au moment d'une explosion ne sont pas encore suffisantes pour qu'ils puissent concevoir une arme par le seul calcul.

Pour prévoir le comportement d'une arme, il faut connaître tous les paramètres qui entrent en jeu dans le tir et savoir à l'avance la manière dont ils vont évoluer extrêmement rapidement au cours du temps. A titre d'exemples, la température monte en une fraction de seconde de plusieurs dizaines de millions de degrés, la pression atteint des centaines de milliers d'atmosphères, tandis que des flux énormes de rayonnements mortels sont crachés dans toutes les directions. Toutes choses qui, lors d'un essai, en disent long sur les techniques qu'il faut mettre en œuvre pour mesurer avec des capteurs ultra-rapides les paramètres dont on a besoin et surtout remonter ces informations à la surface *via* des circuits qui sont progressivement détruits par la boule de feu de l'explosion.

Jusqu'à ce jour donc, les responsables de la fabrication des armes concevaient un engin, le faisaient exploser, récupéraient le maximum de mesures possible puis en déduisaient des informations sur le fonctionnement réel et le rendement de cet arme. Ensuite, ils modifiaient leur « recette », jouant sur tel ou tel paramètre pour obtenir plus de neutrons, plus de rayons X ou gamma, plus d'effet thermique ou plus d'effet de souffle, et testaient le nouvel engin fruit de ce cocktail. Et ainsi de suite.

Cette voie de recherche est la seule que peuvent suivre ceux qui débutent dans la fabrication des armes stratégiques. Mais certains experts avancent que pour la France, qui a déjà un long passé dans ce domaine, c'est peut-être celle de la facilité et qu'elle aurait dû se préparer plus tôt à abandonner les essais pour s'engager dans une simulation numérique plus poussée. Faute de l'avoir fait, le président de la République a autorisé huit nouveaux tirs sur le centre d'expérimentation du Pacifique.

Huit essais qui seront analysés dans les moindres détails par les physiciens pour servir en quelque sorte de références pour les modèles informatiques dont dispose déjà le Commissariat à l'énergie atomique. Les calculs d'armes, disent ses ingénieurs, sont le fruit de certaines approximations qu'il faut affiner et seuls les modèles plus précis issus de ces huit tirs permettront de le faire.

Mais, ajoutent-ils, ces modèles améliorés supposent aussi des capacités de calculs considérablement accrues pour pouvoir faire jouer tous les paramètres. Le CEA et les armées estiment donc qu'ils ont aussi besoin de se doter de superordinateurs dont l'architecture est adaptée à ce type d'opération. Le tout numérique ne résolvant pas tout, un minimum de tests devrait être conduits pour conforter les calculs. Pour cela, la France a décidé de se doter d'un tout nouveau laser géant dont les composants sont développés en commun avec les Américains. Cet outil, d'un coût de 6 milliards de francs, devrait être opérationnel en 2003.

De quoi *« faire progresser la connaissance de la physique »* en se rappelant toutefois que les Sud-Africains et les Israéliens n'ont pas eu besoin d'essais multiples pour se doter de l'arme nucléaire.

Jean-François Augereau

Les sept pays industrialisés, réunis en sommet à Halifax, devraient donner au FMI les moyens de faire face aux crises financières futures

Jacques Chirac et Bill Clinton examinent, au cours d'une rencontre bilatérale, la possibilité d'une nouvelle relation transatlantique

La rencontre au sommet entre M. Chirac et M. Clinton, qui se tient mercredi 14 juin à Washington – et à laquelle se joint ensuite M. Santer, le président de la Commission européenne – devrait permettre de jeter les bases d'un nouveau partenariat euro-américain qui reste à inventer. Le lendemain, à Halifax, au Canada, les leaders des sept pays les plus industrialisés (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) passeront en revue les principaux dossiers économiques du moment. Présent au deuxième jour des discussions, le président Boris Eltsine entend affirmer à cette occasion le rôle de la Russie sur la scène politique.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Les relations euro-américaines ? *« Férocement conflictuelles et extrêmement consensuelles. On s'envoie du papier bleu, mais on pilote ensemble une douzaine de groupes de travail qui fonctionnent de façon satisfaisante »*, résume un collaborateur de Jacques Santer, le président de la Commission de Bruxelles, qui, aux côtés de Jacques Chirac, participe mercredi à Washington au traditionnel sommet de printemps entre les Etats-Unis et l'Union européenne.



Cette boutade, qui se veut rassurante, reflète-t-elle la réalité ? De fait, en dépit du souci partagé par les deux parties de lui conférer une tonalité positive, le dialogue transatlantique paraît au point mort, et il serait étonnant que les deux rendez-vous de la semaine – le sommet de Washington, suivis de celui du G 7 à Halifax, au Canada – permettent de lui donner un nouvel essor. Si personne ne souhaite alourdir l'ambiance, les divergences de fond – qu'il s'agisse du commerce et de la monnaie, des orientations à donner aux politiques économiques, de la sécurité – semblent trop profondément ancrées pour que puisse s'amorcer rapidement une coopération renouvelée.

METTRE TOKYO A GENOUX

La signature des accords de Marrakech, en mars 1994, qui concluaient le cycle de l'Uruguay après sept ans de négociations tendues et officialisait le remplacement du GATT par l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce), avait apaisé les tensions transatlantiques. Mais elle laissait ouverts plusieurs dossiers sensibles : services financiers, aéronautique, télécommunications... Les pourparlers qui ont eu lieu depuis n'ont pas abouti, sans d'ailleurs que le blocage soit forcément imputable à une divergence euro-américaine. Ainsi, s'agissant de la libéralisation des services financiers, Européens et Américains sont aujourd'hui unis face aux pays d'Asie dont ils déplorent l'attitude protectionniste.

Le débat sur le commerce, sur la nécessité de consolider l'OMC et sur la manière de le faire, n'aura sans doute pas lieu, ni à Washington ni à Halifax, où il sera occulté par le contentieux entre les Etats-Unis et le Japon sur l'automobile. C'est sur ce thème que se concentre aujourd'hui l'essentiel des énergie américaines, avec apparemment le souci de mettre Tokyo à genoux. A ce propos, la position de l'UE est claire et sera exprimée avec fermeté par les différents interlocuteurs du président Clinton : elle plaide, comme les Américains, en faveur d'une meilleure ouverture du marché japonais ; elle entend éviter qu'un éventuel arrangement américano-japonais se fasse sur son dos et avertit que, si elle a le sentiment d'être discriminée, elle soumettra immédiatement le différend à l'arbitrage de l'OMC.

Un débat constructif sur le commerce n'aurait de sens que si les protagonistes acceptaient de se pencher avec sérieux sur les turbulences monétaires des derniers mois, leurs causes, leurs effets destructeurs, notamment sur le marché unique européen et sur les moyens d'y remédier. *« Les Américains ne veulent pas qu'on en parle »*, constate le collaborateur de Jacques Santer déjà cité et, résigné, Yves-Thibault de Silguy, le commissaire chargé des affaires monétaires, présent à Halifax, remarque : *« Il ne faut pas faire naître de faux espoirs sur le marché, et ce n'est pas au niveau du G 7 que des décisions utiles peuvent être prises. »* Cependant, le président de la Commission n'a, semble-t-il, pas l'intention d'en rester là. Il tirera profit de la discussion sur le renforcement de la coordination des politiques économiques, pour souligner qu'une surveillance multilatérale renforcée peut donner des résultats si l'on en a la volonté politique. Il rappellera, devant les ministres des affaires étrangères des Quinze, les expériences réussies des accords du Plazza (1985) puis du Louvre (1987) en vue de mettre fin aux errements du billet vert.

Même si les dernières interventions concertées sur le dollar ont montré que les autorités de Washington étaient encore capables de réagir, elles ne sont, à l'évidence, pas prêtes à modifier fondamentalement leur position. Les dirigeants de Siemens, de Daimler ou de l'Aérospatiale peuvent s'insurger ; vu des Etats-Unis, le dollar n'est pas sous-évalué, il demeure même très fort face au peso mexicain ou au dollar canadien. Et les Européens les font sourire quand ils froncent les sourcils à propos du déficit budgétaire américain : autour de 2 % du PIB, il serait, lui, tout à fait en règle avec les critères de Maastricht !

Statu quo tendu sur le commerce, black-out sur la monnaie ! Difficile, dans ces conditions de trouver un second souffle. Les projets d'un nouveau traité, ou bien d'une zone de libre-échange transatlantique, évoqués par les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne, semblent pour le moins prématurés. *« Il ne faut pas l'exclure, mais ce n'est pas d'actualité »*, tranche Jim Klaus, le « sherpa » de Jacques Santer. *« L'idée d'une zone de libre-échange ne passera pas à cause de l'agriculture. De plus, une zone de libre-échange avec des fluctuations monétaires erratiques n'aurait guère de signification. Réalisons l'Union économique et monétaire* (UEM), *voyons ce que donne la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme des institutions, et alors nous serons convenablement préparés pour discuter d'un traité d'alliance avec les Etats-Unis »*, suggère pour sa part M. de Silguy.

LE DOSSIER BOSNIAQUE

On sait que les Français ne sont guère emballés à l'idée d'une multiplication des zones de libre-échange. Jacques Chirac répétera à ses interlocuteurs qu'elles ne doivent ni mettre en péril les politiques communes de l'Union, ni porter ombrage à l'OMC, ni réduire à néant les préférences dont bénéficient les partenaires les plus immédiats des Quinze, à savoir les pays d'Europe centrale, candidats à l'adhésion, leurs voisins méditerranéens ou les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) signataires de la convention de Lomé.

Pour éviter de donner une impression de paralysie, les Sept qui ont annoncé l'an passé à Naples leur intention de réformer, pour les rendre plus efficaces, les institutions financières internationales, évoqueront, en termes généraux, une surveillance multilatérale renforcée, une meilleure coordination des politiques économiques et la mise en place de mécanismes de prévention pour pouvoir répliquer à temps en cas de difficultés du type de la crise mexicaine. Avec probablement, à la clé, des responsabilités accrues pour le FMI. Lors d'un précédent sommet des Sept, en 1986 à Tokyo, sous l'impulsion de James Baker, alors secrétaire au Trésor, le G 7 s'était déjà prononcé en faveur d'un pilotage serré de l'économie internationale. Sans suite.

Les Sept débattront également de l'Ukraine, de la Bosnie, de la Russie... Mais, même sur de tels thèmes, le camp occidental est-il crédible alors que, sans s'attarder sur les cafouillages transatlantiques que suscite le conflit dans l'ex-Yougoslavie, Européens et Américains ne parviennent pas à accorder leur violon sur la manière d'organiser la sécurité en Europe ? Le sommet de l'OTAN en janvier 1994 avait esquissé une redistribution des rôles, un renforcement de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), à la fois *« pilier européen de l'Alliance »* et *« bras armé de l'Union »*, en harmonie avec l'OTAN et avec son concours. Depuis, les bureaucraties américaine et « otanienne » bloquent la mise en œuvre des orientations prises alors. *« Les Américains sont moins que jamais décidés à s'engager en Europe, mais ils sont moins que jamais décidés à lui passer le pouvoir, confortés en cela par le fait que les Européens hésitent eux-mêmes à prendre le relais »*, résume un diplomate français.

Philippe Lemaitre

M. Clinton annonce un plan pour équilibrer le budget

WASHINGTON
de notre correspondant

Le président Clinton a annoncé, mardi 13 juin, un plan visant à éliminer en dix ans le déficit budgétaire américain. Cette initiative, à la veille du sommet du groupe des Sept (G7) à Halifax, vise à prouver aux dirigeants des pays industrialisés *« son engagement en faveur de la réduction du déficit et de la discipline budgétaire »*. Mais son autre souci est électoral : les républicains ont fait du retour à l'équilibre des finances publiques leur cheval de bataille pour le scrutin présidentiel de 1996.

Critiquée par de nombreux économistes, l'option du « déficit zéro » est populaire. Après avoir proposé, en février dernier, un projet de budget 1996 marquant le pas dans la lutte contre le déficit (qui devrait atteindre quelque 197 milliards de dollars cette année), Bill Clinton s'est rendu compte qu'il était dangereux de laisser le champ libre aux républicains sur le thème de la rigueur budgétaire. Il leur emboîte donc le pas. Le Grand Old Party s'était donné sept ans pour équilibrer le budget ? M. Clinton demande trois ans de plus : en une décennie, il se fait fort d'économiser quelque 1 230 milliards de dollars (il avait annoncé qu'il opposerait son veto aux propositions républicaines prévoyant 1 400 milliards de dollars d'économies sur sept ans).

Bill Clinton ne remet pas en cause les allègements fiscaux, limités à 63 milliards de dollars sur cinq ans, qu'il avait offerts aux classes moyennes. Pour les financer, il se résoud à réduire les dépenses de Medicare (assurance-maladie des personnes âgées) et de Medicaid (aide aux plus démunis). Le plan supprime certains avantages fiscaux aux grandes entreprises et réduit d'environ 20 % les budgets fédéraux, hors éducation, formation professionnelle, environnement et défense.

Manifestement, Bill Clinton a pensé à une « synthèse » ultérieure avec les propositions républicaines car, en l'état, son plan n'a aucune chance d'être accepté par le Congrès.

Laurent Zecchini

Au moment où la FRR débarque sur la côte croate les Serbes de Bosnie commencent à libérer leurs otages

SEULS 26 des 130 « casques bleus » dont la libération avait été annoncée par les dirigeants serbes, mardi 13 juin, avaient franchi dans la soirée la frontière bosno-serbe. Comme les 2 et 7 juin lorsque 120 puis 111 des quelque 400 « casques bleus » et observateurs militaires pris en otage par les Serbes de Bosnie avaient été libérés, ce nouveau groupe, comprenant notamment 14 Français, a été remis à la Serbie. Dans la matinée, le président serbe, Slobodan Milosevic, avait annoncé à Belgrade la libération de 130 des 144 « casques bleus » retenus en otage depuis bientôt trois semaines (*Le Monde* du 14 juin). A Pale, le fief des Serbes de Bosnie au-dessus de Sarajevo, Radovan Karadzic avait, pour sa part, déclaré que *« tous les membres de l'ONU, à l'exception de 14 d'entre eux, sont libres depuis onze heures »*.

UNE FORCE DE PAIX

Toutefois, selon un responsable de l'ONU, la situation des « casques bleus » encore bloqués par les Serbes dans leur poste n'avait pas changé mardi soir. La remise en liberté des 14 membres de l'ONU qui, pour des raisons prétendument *« techniques »*, ne devaient pas encore être libérés semblait liée à l'élargissement de 4 soldats serbes faits prisonniers par les « casques bleus » français lors d'un affrontement armé sur le pont de Vrabanja, à Sarajevo. Les dirigeants de Pale ont dit *« espérer que la communauté internationale respectera les engagements pris auprès du président Milosevic de ne plus bombarder »* des positions serbes tout en soulignant que *« la crise des otages* [étant] *terminée, elle devra se montrer désormais impartiale »*.

Au même moment, les premiers éléments français de la Force multinationale de réaction rapide (FRR) – une compagnie d'infanterie, 16 véhicules blindés et une antenne médicale – débarquaient dans le port croate de Split depuis le porte-avions *Foch*, qui croise depuis dix jours dans l'Adriatique. *« Cette nouvelle force est une force de paix, elle n'est pas là pour faire la guerre ni pour imposer la paix »*, a rappelé un haut responsable militaire de l'ONU à Zagreb. L'ONU, qui tient à définir strictement le champ d'action de la FRR, a retardé le vote prévu mercredi 14 juin au Conseil de sécurité devant entériner la création de cette force multinationale, décidée le 3 juin à l'initiative de l'OTAN et de l'Union européenne. Ce retard est essentiellement dû à des considérations financières, en raison des difficultés auxquelles se heurte la Maison Blanche face aux réticences du Congrès américain.

A Strasbourg, le Parlement européen a, pour sa part, approuvé de justesse cette initiative. Ce n'est en effet que par une voix de majorité (187 suffrages contre 186) qu'il a voté un texte *« se félicitant vivement de la constitution d'une force de réaction rapide »*, rapporte notre correspondant Michel Scotto. Constatant que *« cette force ne suffira pas à garantir l'inviolabilité des zones protégées si ses effectifs actuels n'augmentaient pas »*, les eurodéputés se sont prononcés pour la levée de l'embargo sur les armes en faveur de l'armée bosniaque si la Forpronu continuait à ne pas pouvoir conduire une *« action efficace »* en Bosnie.

Le nouveau médiateur européen, Carl Bildt, qui a formellement pris la succession de Lord Owen, a annoncé, mardi, à la Conférence permanente sur l'ex-Yougoslavie siégeant à Genève, qu'il se rendrait la semaine prochaine à Belgrade en compagnie du médiateur de l'ONU, Thorvald Stoltenberg, pour y rencontrer le président de Serbie Slobodan Milosevic. L'ancien premier ministre suédois a, cependant, écarté l'idée d'une reprise prochaine des négociations entre les différentes parties au conflit et déclaré qu'*« il n'y aura pas de solution rapide »*, rapporte notre correspondant à Lausanne, Jean-Claude Buhrer.

COMMENTAIRE

L'INTOLÉRABLE SELON M. CHIRAC

S'il fallait une preuve que la politique de la France en Bosnie n'a pas changé depuis l'arrivée de Jacques Chirac à l'Elysée, le président l'a administrée lors de sa conférence de presse. Le chef de l'Etat a sans doute eu raison de rappeler qu'il ne saurait y avoir de solution que politique. Ce n'était pas tellement sur ce point qu'on l'attendait. C'était sur le ton, sur quelque chose qui manque trop souvent aux dirigeants occidentaux lorsqu'ils parlent de ce conflit : un peu d'âme.

M. Chirac en a manqué. Il n'a cessé de laisser entendre que ce qui lui importait le plus dans cette affaire, hormis la libération des otages, c'était que les soldats français servant sous le drapeau de la Forpronu ne soient plus humiliés.

Objectif certes louable, important et nécessaire, mais qui a conduit le chef de l'Etat à assigner une mission bien limitée à la fameuse Force de réaction rapide (FRR) que la France et la Grande-Bretagne, notamment, viennent de constituer. Si l'on comprend bien M. Chirac, cette FRR est d'abord là pour empêcher l'humiliation des hommes de la Forpronu, pas pour les aider à accomplir leur mission.

« Rien n'est plus intolérable que l'humiliation d'un soldat », a-t-il observé, expliquant que, sur l'échelle de *« l'intolérable »*, la violation des dispositions de l'ONU, *« de l'ordre international »*, un phénomène *« hélas trop fréquent »*, ne venait qu'ensuite. Autrement dit, l'objectif premier de la FRR est de protéger les « casques bleus », pas de protéger les « zones de sécurité », que les hommes de la Forpronu sont censés protéger...

On avait pu croire, il y a quelques jours, que la FRR était là pour aider la Forpronu à briser le siège de Sarajevo, à rouvrir l'aéroport, à assurer l'acheminement de l'aide humanitaire en dépit des petits chefs de la soldatesque serbe, à empêcher les artilleurs de Radovan Karadzic de prendre pour cible, comme à Tuzla, les cafés où se réunissent les jeunes, etc. Se serait-on trompé ?

Alain Frachon

L'armée bosniaque masse des troupes au nord de Sarajevo assiégée

SARAJEVO
de notre correspondant

L'armée bosniaque préparerait-elle la libération de Sarajevo ? La question brûle les lèvres des Sarajeviens, des « casques bleus » et des reporters. Depuis plusieurs jours, des mouvements de troupes inhabituels ont été observés, à l'intérieur de la ville et en Bosnie centrale. Selon une source de l'ONU ayant requis l'anonymat, vingt mille combattants se seraient regroupés dans la région de Visoko, au nord de la capitale bosniaque. Un officier de cette armée estime que dix mille hommes auraient effectivement été acheminés sur la ligne de front Visoko-Breza. D'autre part, toujours selon cet officier des forces gouvernementales, entre trois et cinq mille soldats auraient emprunté, ces trois derniers jours, le tunnel creusé sous l'aéroport pour pénétrer dans la ville assiégée et renforcer ainsi les brigades chargées de la défense de Sarajevo.

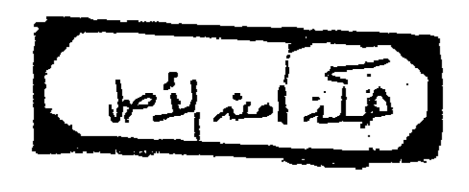
Dans les rues de la capitale, l'arrivée de troupes fraîches ne passe pas inaperçue. Des combattants portants des écussons de Mostar ou de Tuzla sont visibles en plusieurs endroits. *« C'est la première fois que ces unités d'élite sont appelées de toute la Bosnie pour venir à Sarajevo »*, dit un soldat. De l'autre côté du mont Igman, un journaliste a rencontré des combattants d'une brigade de Bosnie centrale. Tous portaient des uniformes neufs, certains étaient équipés de fusils d'assaut britanniques, et non plus des traditionnelles vieilles kalachnikov. La rumeur d'une offensive imminente circule donc, chacun étant persuadé de détenir *« la »* bonne information. *« L'attaque sera déclenchée vendredi à midi »*, dit un homme qui se targue d'avoir un cousin au sein de l'état-major. *« Dès mercredi soir »*, répond un policier, sûr de ses informations.

« Vous avez entendu la dernière nouvelle ? Sarajevo a été libérée hier », ironise un général bosniaque, attablé dans un café. Chaque mois, la capitale bosniaque vit au rythme de ces rumeurs qui entretiennent la tension. Récemment, le président Izetbegovic avait promis que le siège de la ville, qui dure depuis plus de trois ans, serait brisé avant fin novembre, en l'absence de solution diplomatique. Les experts militaires estiment toutefois que l'armée bosniaque n'a pas les moyens de remporter une telle bataille, face à la redoutable puissance de feu des forces serbes. *« Peut-être cette agitation n'est-elle que politique*, s'interroge un officier de la Forpronu. *Ou peut-être une action militaire va-t-elle effectivement avoir lieu, mais ce sera également dans un but politique, car les Bosniaques ne pourront ni percer une brèche à Sarajevo, ni conserver l'éventuel terrain conquis. »*

Les hypothèses sont donc multiples, l'une d'entre elles étant que l'armée bosniaque cherche à attirer les Serbes autour de Sarajevo pour mieux attaquer ailleurs, dans le nord du pays. *« Je suis prête pour la guerre*, dit une femme. *Il faut en finir, parce que la vie n'est plus tenable. De nouveau, nous manquons de nourriture. De nouveau, je me lave et je cuisine avec l'eau de pluie. Je veux que notre armée chasse ces terroristes des collines. »* Sarajevo attend, anxieuse, de connaître les véritables intentions de son gouvernement. L'armée a sans aucun doute reçu la consigne d'être prête à passer à l'action. Cela ne signifie pas qu'elle recevra l'ordre d'attaquer.

Rémy Ourdan

■ **La police des Serbes sécessionnistes de Croatie** a effectué une mobilisation forcée de ses compatriotes réfugiés sur le territoire de la Serbie et du Monténégro, rapporte, mardi 13 juin, la presse indépendante de Belgrade, qui précise que la police de Belgrade participe à cette action. – *(AFP)*



Le parti du chancelier Kohl rend publiques ses propositions sur l'Europe

Les chrétiens-démocrates allemands se veulent « réalistes »

A l'issue de deux jours de réunion en présence du chancelier Kohl, les dirigeants du Parti chrétien-démocrate ont rendu publics, mardi 14 juin à Berlin, deux documents précisant leur position sur les prochaines étapes de la construction européenne. Ces textes définissent de facto la position officielle du gouvernement allemand en vue de la conférence intergouvernementale de 1996.

BERLIN
de notre envoyé spécial

Après les « méditations », voici le « discours de la méthode » : neuf mois après avoir publié leurs premières réflexions sur l'avenir de l'Europe, qui avaient suscité une intense polémique dans toutes les capitales, les dirigeants du Parti chrétien-démocrate allemand s'efforcent aujourd'hui de les traduire dans les faits. Dans deux documents, rendus publics mardi 13 juin, à l'issue de deux *journées de discussions entre* les dirigeants du groupe parlementaire réunis en conclave au Reichstag, à Berlin, ils demandent notamment d'élargir le vote à la majorité au Conseil européen et de renforcer l'exécutif de l'Union en matière de politique étrangère, de défense, de justice et de police. Ils se prononcent en faveur d'un renforcement des institutions de défense européenne – l'Union de l'Europe occidentale (UEO) devant à terme devenir le bras armé de l'Union européenne (voir *Le Monde* daté 11-12 juin).

Ces textes, qui feront l'objet d'une discussion élargie au sein du groupe parlementaire, définissent *de facto* la position officielle du gouvernement allemand en vue de la conférence intergouvernementale de 1996 : le chancelier Kohl, présent à Berlin lundi soir, a personnellement été associé à leur rédaction finale. A l'approche du sommet de Cannes, le gouvernement allemand, qui a consacré sa réunion de mardi aux affaires européennes, a fait globalement siennes les proposi*tions de la CDU.*

VOTE À LA MAJORITÉ

A l'issue du conseil, le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a assigné *« quatre objectifs »* à l'action européenne de son gouvernement : élargissement des capacités d'action de la politique extérieure commune, renforcement des décisions communautaires en matière d'immigration et de visas, généralisation du vote à la majorité (sauf en matière de finances et d'impôts) et, enfin, renforcement de la subsidiarité et de la légitimité démocratique de l'Union. Si les mots de « noyau dur » et de « fédéralisme » n'apparaissent pas dans la version finale des deux documents de la CDU, il serait faux, selon les auteurs, d'interpréter ce changement de formulation comme un *« recul »*. De la même façon, toute mention précise concernant la mise en place d'un secrétaire général de la politique étrangère commune ou d'un marché commun de l'armement ont été évitées. Mais il ne s'agit pas pour autant de propositions « molles » : le deuxième document, sur les affaires intérieures, prévoit l'adoption d'un « traité constitutionnel » européen et une politique d'immigration commune à l'ensemble des pays de l'Union. *« Nous avons voulu nous concentrer sur l'essentiel »*, dit le député Karl Lamers, porte-parole du groupe parlementaire CDU-CSU pour les questions de politique étrangère.

L'essentiel, en l'occurrence, c'est de généraliser le vote à la majorité au Conseil européen : en passant de l'intergouvernemental au communautaire, on *« renforcera les capacités d'action de l'Union européenne »*, dit-il. *« Les questions de politique étrangère et de sécurité, tant qu'elles ne sont pas à caractère militaire, devraient être décidées à la majorité qualifiée »*, souligne le texte consacré au renforcement de la politique étrangère et de sécurité commune. La CDU se prononce pour un système de double majorité (majorité des Etats et majorité de la population européenne) afin de permettre aux grands pays de ne pas être mis en minorité. Quant aux décisions à caractère militaire, *« elles devraient être prises de telle sorte que, d'une part, une minorité de pays ne puissent pas empêcher la majorité de recourir à des actions communes, et, d'autre part, qu'aucun pays ne puisse être obligé d'agir contre son gré »*. Ce principe concerne en particulier l'Allemagne, encore réservée vis-à-vis de toute opération militaire hors des frontières de l'OTAN.

Lucas Delattre

Moscou annonce la chute du dernier bastion tchétchène

MOSCOU
de notre correspondant

La guerre en Tchétchénie, entamée le 11 décembre 1994, aurait pris fin, près de six mois plus tard, le 13 juin : les forces russes ont annoncé, mardi, avoir pris Chatoï, dernière localité tenue par les indépendantistes tchétchènes dans les montagnes du Sud. Comme pour marquer, une nouvelle fois, la fin de la *« phase militaire »*, les autorités provisoires mises en place par Moscou en Tchétchénie ont annoncé la tenue, le 5 novembre, d'élections législatives dans la petite République autonome de la Fédération de Russie. Les forces de Moscou ont aussi déclaré avoir pris mardi la localité de Nojaï-Iourt (Est).

Forts de ces succès, les militaires russes affirment avoir divisé les combattants tchétchènes en trois groupes *« aux loyautés divergentes »*. Pour tenter d'en rajouter à l'atmosphère de débandade, des « sources bien informées » au FSB (ex-KGB) ont affirmé que le président Djokhar Doudaev avait été *« blessé aux jambes et à un bras »*, suggérant même que ces blessures avaient été infligées lors d'affrontements entre Tchétchènes... Un des porte-paroles de la guérilla a démenti ces « informations ».

Comme à l'accoutumée, les proclamations de victoires russes semblent prématurées. Les Tchétchènes résistent encore et tiennent les montagnes, où Moscou devra envoyer son infanterie, au corps à corps, pour les déloger. Ils ont surtout été contraints de changer de tactique, abandonnant le combat frontal, et donc les localités, au profit de la guérilla. Ils sont sans doute moins divisés politiquement que Moscou voudrait le faire croire. En territoire « sous contrôle » russe, et jusque dans la capitale Grozny, des sources « informées », citées par l'agence Interfax, annoncent une *« intensification »* des attentats. Ainsi, la voie ferrée reliant la Tchétchénie au Daghestan voisin a sauté, il y a quelques jours, pour la troisième fois. Et Boris Eltsine a reconnu, le 9 juin, dans une rare interview, que la *« pacification »* de la République *« serait lente »* et difficile.

Jean-Baptiste Naudet

L'Inde veut rassurer les investisseurs français

La visite en France du premier ministre M. Rao devrait resserrer les liens entre Paris et New Delhi

IL N'EST PAS indifférent que le premier ministre indien, Narasimha Rao, qui devait achever, mercredi 13 juin, une visite de trois jours à Paris, soit le premier hôte étranger à être officiellement reçu par le chef du gouvernement français. Les deux parties y voient l'illustration de leur volonté commune de resserrer une coopération dont chacun déplore l'insuffisance. Une même appartenance au *« cercle des démocraties »* et un goût partagé pour *« l'indépendance nationale »* auraient pourtant dû créer entre les deux capitales de plus solides affinités. Le fait est qu'il n'en est rien pour cause de barrières culturelles et de divergences diplomatiques passées.

Or, l'effondrement du bloc communiste a créé une donne radicalement nouvelle pour les deux pays. Le refus commun d'un monde unipolaire pourrait être ce ciment qui manquait tant aux relations bilatérales. Orpheline de son tuteur soviétique et entamant une relative libéralisation de son économie, l'Inde se tourne désormais plus franchement vers les pays occidentaux et accorde ainsi une place privilégiée à la France.

Aucun dossier politique sensible n'obère véritablement les relations bilatérales, même si Alain Juppé a évoqué devant M. Rao les *« divergences d'appréciation »* sur la non-prolifération, l'Inde refusant de signer le traité de non-prolifération (TNP) tant que le Pakistan n'en aura pas fait de même. Le premier ministre a aussi demandé à son homologue des éclaircissements sur la politique que conduit New Delhi au Cachemire – Etat déchiré par une insurrection séparatiste musulmane – dossier dont la France ne veut pas se mêler sinon en plaidant discrètement pour un meilleur respect des droits de l'homme de la part des troupes indiennes. Alors qu'un groupe de sénateurs pakistanais est en visite à Paris afin d'expliquer que la tiédeur occidentale sur *« la répression au Cachemire »* a pour conséquence de *« renforcer le fondamentalisme musulman dans la région »*, l'Inde ne peut que se réjouir de voir la France se refuser à internationaliser le sujet.

Dans ce contexte, les deux capitales peuvent se focaliser plus aisément sur l'économie. L'objectif majeur de M. Rao, qu'accompagnait une importante délégation de chefs d'entreprise indiens, était de convaincre les industriels français d'accroître les investissements et les échanges avec son pays, qui n'ont pas suivi l'ouverture décidée par l'Inde depuis 1991.

TIMIDITÉ

Les investissements français n'ont en effet atteint, en 1994, que 150 millions de francs (soit 0,7 % du total), ce qui met la France au treizième rang. Sur le plan commercial, la France est aujourd'hui le huitième client et le onzième fournisseur de l'Inde, avec moins de 3 % des échanges, loin derrière les Etats-Unis ou l'Allemagne.

M. Rao a cherché à rassurer les industriels français en affirmant que les réformes économiques ne pouvaient être remises en question par les récentes déconvenues électorales du Parti du Congrès au pouvoir et que la libéralisation en cours s'étendrait progressivement au domaine financier et aux importations de biens de consommation.

La volonté du premier ministre indien de développer les relations économiques a rencontré un écho chez ses interlocuteurs français. M. Juppé, pour sa part, a notamment regretté la *« timidité »* des entreprises françaises, tout en comprenant leurs réserves. Selon les responsables indiens, les quelques contentieux qui avaient un peu troublé le climat des relations économiques, ces dernières années, devraient être prochainement réglés. Un accord de protection réciproque des investissements est aussi en discussion. Enfin les Français, qui ont signé un nouveau protocole financier en 1994, récemment complété et qui s'élève à 226 millions de francs, pourraient faire un geste, fin juin, lors de la réunion des pays donateurs.

Frédéric Bobin et Guy Herzlich

Plusieurs millions de dollars ont été détournés par le bureau kényan de l'Unicef

NAIROBI
de notre correspondant

Sur un budget de 37 millions de dollars, près d'un quart a été détourné, entre 1993 et 1994, par les employés du bureau kényan du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Devant l'ampleur du scandale, Carol Bellamy, qui a choisi le Kenya pour sa première visite officielle depuis sa nomination, le 1er mai, à la tête de l'Unicef, a fait le choix de la transparence, en publiant les principaux résultats des deux enquêtes internes, qui ont estimé les fraudes à un million de dollars et les pertes dues à une mauvaise gestion à 8 ou 9 millions de dollars.

Vingt-quatre employés ont déjà été suspendus ou limogés – dont six expatriés – et vingt-trois autres font l'objet d'une enquête. Les deux directeurs du bureau kényan, l'Irlandais Vincent O'Reilly, en poste de 1992 à mai 1994, et son successeur, le Jamaïcain Joseph Chritsmas, ont été suspendus – avec leur salaire – en décembre 1994. En mai, après le deuxième audit, la sanction a été aggravée et leur traitement gelé.

Le rapport insiste, entre autres, sur l'intégrité douteuse des employés, et sur des complicités entre le personnel et les banques et entre les fournisseurs et les organisations non gouvernementales (ONG). Les trois quarts de la centaine d'ONG – souvent locales – impliquées dans les programmes de l'Unicef n'étaient pas légalement enregistrées. Sur ce sujet, Mme Bellamy est assez vague, car les conclusions du rapport pourraient se révéler embarrassantes pour le Kenya, où la corruption sévit à tous les échelons de l'administration.

Les inspections régulières – tous les deux ans – des autres bureaux de l'Unicef basés à Nairobi, en charge du Sud-Soudan ou de la Somalie, et du bureau régional qui couvre vingt-trois pays de l'Afrique orientale et australe, n'ont abouti à la découverte d'aucune malversation. Ce qui porte à croire qu'il s'agit bien d'un problème d'individus, en l'occurrence les deux directeurs du bureau local, déjà incriminés.

La fraude a été certainement facilitée par les événements extérieurs. En 1993 et 1994, le budget annuel avait plus que doublé à cause de l'afflux massif de réfugiés, notamment somaliens, au Kenya. Et le nombre d'employés sous contrat était alors passé de 71 à 300. Mais, selon Mme Bellamy, aucune procédure supplémentaire de contrôle n'avait été mise en place, pas plus qu'un plan de formation du nouveau personnel.

Jean Hélène

Consensus italien sur des élections anticipées

APRÈS LA VICTOIRE de Silvio Berlusconi aux référendums de dimanche 11 juin portant notamment sur le paysage audiovisuel, les principales forces politiques italiennes semblent désormais accepter l'idée d'élections législatives anticipées à l'automne. Le chef de l'Etat, Oscar Luigi Scalfaro (seul à pouvoir dissoudre l'assemblée actuelle élue en 1994), a affirmé, lundi, que le temps du gouvernement de Lamberto Dini était compté et qu'il faudrait voter à l'automne. M. Dini a confirmé, mardi, qu'il remettrait sa démission dès l'adoption de la loi réformant le système des retraites, indispensable à l'assainissement des finances publiques. Ce texte devrait être examiné par le Parlement en juillet. Par ailleurs, le parquet de Milan s'apprêterait, selon certaines sources, à demander le renvoi, pour la seconde fois, de M. Berlusconi devant un tribunal à propos d'accusations de corruption concernant son empire audiovisuel, la Fininvest. – *(AFP.)*

Un haut fonctionnaire rwandais dénonce la « dérive » du régime

LE DIRECTEUR DE CABINET du premier ministre a démissionné mardi 13 juin, en dénonçant la *« politique d'exclusion et de revanche »* menée par le *« régime FPR »* (Front patriotique rwandais, ancien mouvement de rébellion de la minorité tutsie, au pouvoir depuis juillet 1994). Jean Damascène Ntakirutimana affirme dans sa lettre de démission que le FPR fonde sa politique sur *« la domination d'une ethnie sur une autre, comme si les expériences douloureuses des régimes déchus ne lui avaient pas servi de leçon »*. L'armée *« du FPR terrorise la population, se livre au racket et fait jeter en prison tout Hutu indésirable »*, écrit-il.

Le Mouvement démocratique républicain (MDR), auquel le premier ministre et lui-même appartiennent, est *« contraint au silence*, ajoute M. Ntakirutimana, *et assiste à la dégradation de la situation : exécutions sommaires, tortures, arrestations arbitraires, blocage de la justice, double langage sur le problème des réfugiés, répression de la presse libre... »*. M. Ntakirutimana demande aux *« pays qui soutiennent le régime de faire le nécessaire afin de ramener le FPR à plus de réalisme »*. Hutu *« modéré »*, M. Ntakirutimana a perdu plusieurs membres de sa famille pendant les massacres de 1994. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **ALLEMAGNE : le secrétaire général du Parti social-démocrate (SPD)** à Luebeck (Nord), Thomas Rother, a été grièvement blessé, mardi 13 juin, par l'explosion d'une lettre piégée. C'est la deuxième fois en cinq jours qu'une lettre piégée postée en Autriche explose en Allemagne. – *(AFP.)*

■ **ESPAGNE : le vice-président du gouvernement**, Narcis Serra, et le ministre de la défense, Julian Garcia Vargas, ont annoncé, mardi 13 juin, qu'ils s'expliqueraient, vraisemblablement jeudi, devant les députés sur les révélations de presse concernant la mise sur écoutes de nombreuses personnalités, dont le roi Juan Carlos, par les services secrets espagnols. – *(AFP.)*

■ **HONGRIE : le Parlement de Budapest a ratifié**, mardi 13 juin, le traité de bon voisinage conclu avec la Slovaquie en mars à Paris. Ce traité réaffirme l'intangibilité des frontières entre les deux pays et réglemente les droits accordés à la minorité hongroise de Slovaquie. – *(Reuter, AP.)*

■ **AZERBAÏDJAN : les premières élections législatives** depuis l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991 se tiendront le 12 novembre, a annoncé, mardi 13 juin, le Parlement. Les dernières élections remontent à octobre 1990, avant l'éclatement de l'URSS. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

■ **CUBA : le gouvernement a annoncé, mardi 13 juin,** qu'il ajoutait 19 « petits métiers » à la liste des 135 professions indépendantes, autorisées depuis septembre 1993. Actuellement, environ 160 000 personnes travaillent à leur compte. – *(AFP.)*

■ **CHILI : le président Eduardo Frei a lancé**, mardi 13 juin, un nouvel appel *« au respect de l'ordre juridique »*, après que Manuel Contreras, l'ancien chef de la police secrète du régime militaire, eut persisté dans son refus de purger la peine de sept ans prononcée pour sa responsabilité dans l'assassinat d'Orlando Letelier. M. Contreras s'est fait admettre mardi à l'hôpital naval de Talcahuano, au sud du pays. – *(Corresp.)*

■ **PÉROU : sept guérilleros du Sentier lumineux** et un militaire sont morts dans un affrontement dans la région de Huallaga (nord du pays), a annoncé, mardi 13 juin, le ministère de la défense. – *(AFP.)*

ASIE

■ **NÉPAL : le roi Birendra a dissous**, mardi 13 juin, le Parlement après que le Parti du congrès (opposition) eut annoncé son intention de déposer une motion de censure contre le gouvernement communiste de Man Mohan Adhikari. Le roi a convoqué de nouvelles élections pour le 23 novembre. Le Parti marxiste-léniniste unifié (UML), au pouvoir à Katmandou, ne disposait que d'une majorité relative au Parlement. – *(Reuter.)*

■ **VIETNAM : le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher** a recommandé au président Bill Clinton l'établissement de relations diplomatiques formelles avec le Vietnam, a annoncé, mardi 13 juin, le sénateur républicain John Mac Cain. Il affirme avoir été informé de cette décision par le département d'Etat. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **LIBAN : six Palestiniens, dont quatre partisans de Yasser Arafat,** ont été tués et 29 autres ont été blessés dans les combats inter-palestiniens qui ont ont eu lieu lundi 12 et mardi 13 juin dans le camp de réfugiés d'Aïn Héloué, au sud du Liban. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : lors d'une visite lundi 12 et mardi 13 juin à Paris**, à l'occasion du Salon aéronautique du Bourget, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, a été reçu mardi par le président Jacques Chirac. Il s'est également entretenu avec son homologue Alain Juppé et le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette.

ECONOMIE

■ **ESPAGNE : les prix à la consommation** n'ont pas augmenté en mai, ramenant l'inflation sur douze mois à 5,1 %. La hausse a été de 2,7 % depuis janvier, ce qui rend difficile l'objectif du gouvernement d'arriver à 3,5 % seulement sur l'année 1995. – *(AFP.)*

■ **ETATS-UNIS : Larry Summers, sous-secrétaire au Trésor** chargé des affaires internationales, a été nommé, mardi 13 juin, secrétaire adjoint au Trésor par le président Clinton. Il remplace Frank Newman, qui a quitté l'administration pour le secteur privé. Ancien vice-président de la Banque mondiale, il a *joué un rôle important dans le soutien au Mexique et à la Russie.* – *(AFP.)*

Nouveaux reculs pour les droits des minorités aux Etats-Unis

LA COUR SUPRÊME des Etats-Unis a rendu lundi 12 juin deux décisions qui devraient restreindre le champ d'application de la politique de traitement préférentiel pour les minorités ethniques, connue sous le nom d'*« affirmative action »*. La première porte sur l'attribution dans le Colorado d'un contrat fédéral de construction à un entrepreneur hispanique, alors qu'un entrepreneur blanc avait soumis un projet meilleur marché. La Cour a estimé que ce type de traitement préférentiel ne pouvait être accordé que s'il répondait à un *« intérêt public impératif »*. La Cour suprême a par ailleurs statué que les Etats ne peuvent plus être contraints par les autorités fédérales à financer des projets scolaires de déségrégation raciale, lorsqu'il devient évident que ces programmes ont échoué. Ces deux décisions ont été prises à une seule voix de majorité (5 contre 4). – *(Corresp.)*

...ommet à Halifax
aux crises financières futur...
...ur équilibrer le budget
...née bosniaque masse des troupes au nord de Sarajevo assiégée



FRANCE

LE MONDE / JEUDI 15 JUIN 1995

MUNICIPALES **Le délai de dépôt des listes pour le second tour des élections municipales expirait mardi 13 juin à minuit. ● PARMI LES TRENTE-CINQ villes de plus de 100 000 habitants, (y compris Paris), huit avaient été pourvues au premier tour. Vingt-sept sont donc en ballottage. Après les tractations de dernière heure, on dénombre dix-sept triangulaires, trois quadrangulaires (Nîmes, Nice et Metz) et sept duels gauche-droite classiques. Parmi les triangulaires, seules deux (Tours et Boulogne-Billancourt) s'effectueront en dehors de la présence du Front national. ● LE FRONT NATIONAL, dans les autres villes en ballottage, participera à une triangulaire à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) avec Bruno Mégret, le numéro deux du parti lepéniste, tandis que Marie-France Stirbois, sera présente à Dreux (Eure-et-Loir).**

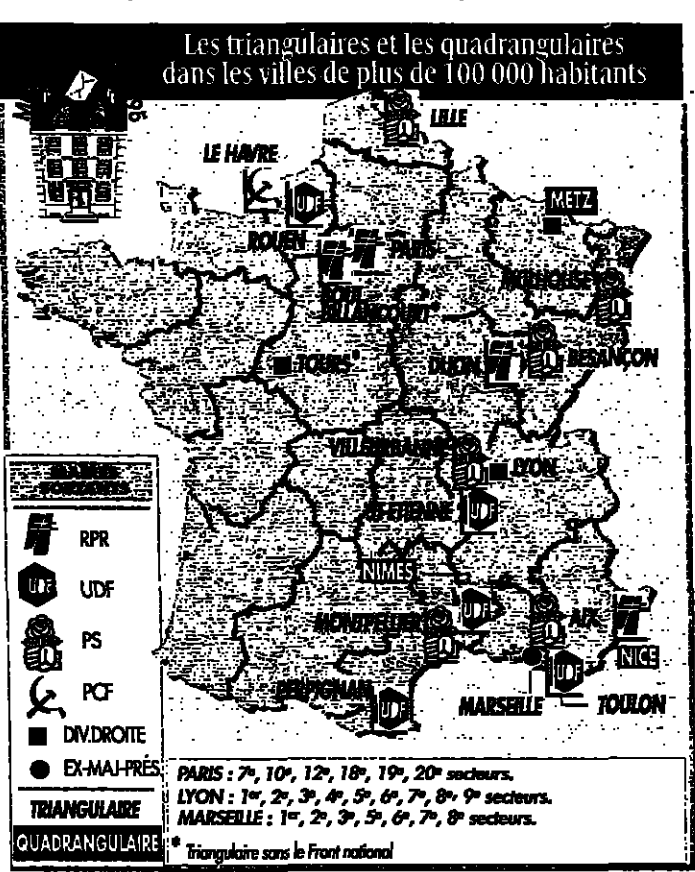
Dans dix-sept grandes villes, trois listes s'affronteront le 18 juin

Hormis à Mulhouse, et bien que Charles Millon s'y soit déclaré favorable, nul « front républicain » ne se constitue, alors que le Front national se maintient partout où il le peut. Il ne sera absent que de deux triangulaires et participera, dans trois cités, à des affrontements à quatre

L'OPTION prise par Joseph Klifa à Mulhouse est la plus spectaculaire des tractations ayant eu lieu dans les dernières heures de mardi en vue du second tour des élections municipales. Mais l'accord qu'il a passé avec le maire sortant, Jean-Marie Bockel (PS), afin de contrer le FN est resté isolé. Ni la droite ni la gauche n'ont voulu, ailleurs, d'un « front républicain », même si le ministre de la défense, Charles Millon (UDF-PR), s'est dit favorable, mercredi, à *« des alliances entre des hommes qui ne participent pas au même combat politique »* – c'est-à-dire entre la majorité et le PS – dans les villes où le Front national risque de l'emporter au second tour de scrutin.

En mesure de rétorsion contre l'embryon de « front républicain » de Mulhouse, Jean-Marie Le Pen a décidé d'embarrasser autant que faire se peut la majorité. Il a appelé ses partisans à voter en faveur de Valéry Giscard d'Estaing (UDF) contre Roger Quilliot, à Clermont-Ferrand, pour Jean Royer (div.d.) contre ses *challengers* Michel Trochu (RPR) et Jean Germain (PS), à Tours, en faveur, enfin, de Jean-Marie Girault (PR), à Caen, face à Louis Mexandeau (PS).

Dans cette dernière ville, les partisans du FN ont été un peu surpris par la décision de leur leader : dans la journée de mardi, ils en étaient encore à prôner l'abstention auprès de leurs partisans. M. Girault a, par ailleurs, reçu le soutien de la candidate de Génération Écologie, tandis que la liste socialiste a fusionné avec celle d'un divers droite, d'un écologiste et a reçu l'appui de la LCR (extrême gauche) locale qui, avec ses alliés, a frôlé la barre des 5 % au premier tour.



Dans les autres agglomérations de plus de 100 000 habitants, où les partisans de Jean-Marie Le Pen obtiennent des scores plutôt inférieurs à ceux recueillis dans les villes moyennes, ces derniers ont choisi de se maintenir lorsqu'ils le pouvaient, entraînant des triangulaires, cas de figure désormais classique, entre une liste d'union de la droite, une de gauche et, donc, une d'extrême droite. C'est le cas dans la cité de Pierre Mauroy (PS), à Lille, où les Verts, qui ont recueilli moins de 5 % des voix au premier tour, soutiennent le maire sortant, et où Génération Écologie a choisi l'adversaire du maire sortant, Alex Türk (div.d.). A Perpignan, Jean-Paul Alduy (CDS) arrive en tête devant le FN, qui devance lui-même nettement la liste socialiste.

Autre trio de cette nature, à Aix-en-Provence, où les trois candidatures de droite se sont réunies sous le nom de Jean-Bernard Raymond (RPR). À Montpellier, les trois listes arrivées en tête au premier tour se maintiennent également, ainsi qu'à Toulon, où Jean-Marie Le Chevallier (FN) a obtenu un meilleur score que le maire, François Trucy (UDF-PR).

A Saint-Etienne, face à l'union de la droite et au FN, Gérard Lindeperg (PS), l'ancien maire battu aux dernières municipales, Joseph Sanguedolce (PC), et un socialiste dissident se sont rassemblés. De même à Rouen : le dissident PR Michel Guetz a rejoint la liste de François Gautier (CDS) et les écologistes celle du PS, toujours face à l'extrême droite. Au Havre et à Besançon, aucune fusion ne s'imposait. Il n'y a pas eu, non plus, d'union de dernière heure à Dijon, où les écologistes soutiennent cependant la gauche.

POINTS CHAUDS

Dans le Rhône, les électeurs de Villeurbanne devront aussi arbitrer une triangulaire, ainsi que ceux de Lyon. Dans cette ville, où Bruno Gollnisch (FN) se maintient, Michel Noir a finalement renoncé à se présenter, permettant ainsi à son « poulain », Henri Chabert (div.d.), de figurer sur la liste de Raymond Barre (UDF). A gauche, Gérard Collomb conduit une équipe d'union (PS, PC, Radical, div. g, Verts).

Des triangulaires auront lieu dans tous les secteurs de Marseille. Michel Pezet, socialiste dissident, a appelé à soutenir les listes d'union de la gauche de Lucien Weygand, tandis que les partisans du maire sortant, Robert Vigouroux, voteront pour les listes de M. Gaudin.

Trois candidats restent aussi en lice à Boulogne-Billancourt, mais sans le FN. Cette fois-ci, l'UDF Jean-Pierre Fourcade poursuit son combat contre le RPR Paul Graziani, sous l'oeil de la gauche.

A Nîmes, Nice et Metz, la gauche se trouve à chaque fois confrontée au FN et à deux listes de droite. Dans aucune de ces villes il n'y a eu d'accord politique.

Au chapitre des duels, Le maire d'Orléans, Jean-Pierre Sueur (PS), affronte Jean-Louis Bernard (UDF-rad). Celui de Rennes, Edmond Hervé (PS), qui n'a pas voulu d'une fusion avec Yves Cochet, porte-parole des Verts, rencontre le député Yvon Jacob (RPR). A Grenoble, le champion de la dénonciation du système Carignon, Raymond Avriller, a rejoint la liste du socialiste Michel Destot avec un divers gauche. Ils seront face à face avec une liste d'union de la droite. Jean Monnier (div. g.) brigue un quatrième mandat à Angers, face à Roselyne Bachelot (RPR). Enfin, Robert Jarry, autre figure locale, a passé un accord, au Mans, avec ses anciens amis communistes, qui présentaient leur propre listes. Il dirigera donc une liste d'union de la gauche face au député Jean-Marie Geveaux (RPR).

Parmi les autres points chauds de la campagne dans les villes de moins de 100 000 habitants, la situation est inverse entre Dreux (Eure-et-Loir) et Vitrolles (Bouches-du-Rhône). À Vitrolles, les chances de Bruno Mégret, pour le FN (43,04 % au premier tour), sont renforcées par le maintien des trois listes (gauche, union de la droite et FN) qui pouvaient se maintenir. A Dreux, la liste d'union de la gauche de Maurice Ravanne et celle de centre-gauche d'Yves Cauchon se sont retirées. Deux listes restent en présence : celle de Marie-France Stirbois et celle de Gérard Hamel (union de la droite).

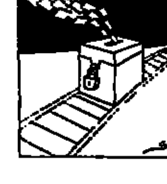
Martine Valo et Sylvia Zappi avec nos correspondants

Jean Bousquet, à Nîmes, seul contre trois

L'avenir politique du maire UDF de Nîmes, Jean Bousquet, s'est assombri, mardi 13 juin, après l'annonce de la constitution d'un front commun né de la fusion de la liste de son ancien premier adjoint, divers droite, Camille Lapierre, avec celles du socialiste dissident François Bruguelrolles et de l'avocat, sans-étiquette, Olivier Goujon. Cette initiative réduit sensiblement l'« espace » de M. Bousquet, fragilisé par deux récentes mises en examen dans des dossiers de fausses factures. Jusqu'au dernier moment, et malgré l'échec de plusieurs missions de conciliation menées par les dirigeants de l'UDF et du RPR, Jean Bousquet pensait pouvoir accrocher le ralliement de Camille Lapierre, arrivé derrière lui au premier tour. Le 18 juin, le PDG de Cacharel, qui a obtenu 23,6 % des suffrages au premier tour, devra finalement se soumettre à une quadrangulaire : face à lui figurent une liste d'union de la gauche conduite par le communiste Alain Clary (26,1 % des voix au premier tour), celle du FN, avec Serge Martinez (14,8 %), et enfin la liste de Camille Lapierre, qui, remodelée, pèse « sur le papier » 33 %. – *(Corresp.)*

Règle et exceptions

« LA DÉMOCRATIE LOCALE est un élément essentiel de la démocratie », a affirmé, mardi 13 juin au cours de sa conférence de presse, le président de la République, Jacques Chirac. C'est la règle, à quelques exceptions près. Jean Girard, par exemple. Ce conseiller régional, ancien maire de Grand-Bourg, en Guadeloupe, qui tente de reconquérir son mandat perdu en 1989, a été placé mardi, sous mandat de dépôt, avec huit autres de ses amis, et mis en examen pour *« port d'armes, participation à un attroupement par des porteurs d'armes et violences sur les personnes »*. Selon le rapport de police, Jean Girard avait pris la tête, dimanche en fin d'après-midi, d'un commando qui a envahi un bureau de vote pour tenter, en vain, d'en dérober l'urne. Dans la bousculade, le tabernacle républicain s'est brisé, répandant les bulletins sur le sol. Des coups de feu ont alors été tirés, deux personnes ont été blessées, l'une par une décharge de plomb au pied et l'autre, d'un coup de crosse. Des renforts de gendarmerie, dépêchés par hélicoptère, ont permis la reprise des opérations de vote, qui se sont soldées par la victoire, écrasante, de l'adversaire de Jean Girard.



A Mutzig, dans le Bas-Rhin, un repris de justice hostile au maire vient d'être mis en examen pour *« ursurpation d'identité et de fonction et extorsion de documents »*. Vendredi, Jean-Pierre Tuillier s'était présenté à l'hôtel de ville sous l'identité d'un fonctionnaire de police *« chargé d'une enquête sur la mairie »*. Menaces à l'appui, il a tenté de soutirer un témoignage compromettant pour le maire sortant à l'une de ses secrétaires. Arrêté le jour même à Strasbourg, il n'a pas pu empêcher la réélection, dès le premier tour, du maire de Mutzig. *« Il faut respecter ces hommes et ces femmes qui, dans des conditions souvent difficiles, se présentent pour assurer la gestion des affaires quotidiennes d'une commune »*, a encore dit M. Chirac. C'est la règle, à quelques exceptions près. Les électeurs de Sauve, dans le Gard, n'ont pas su gré au maire sortant, le sénateur Claude Pradille (PS), des *« conditions difficiles »* dans lesquelles il se présentait. Incarcéré à Nîmes depuis le 24 mai pour corruption et escroquerie, il avait annoncé sa candidature depuis sa cellule. Dimanche, les électeurs ont respecté son équipe, arrivée en tête du scrutin, mais ils ont méthodiquement biffé son nom. M. Pradille a renoncé à se présenter au deuxième tour, mais il a délégué sa fille, Hélène, âgée de vingt-quatre ans, pour figurer sur sa liste.

« UNION SACRÉE »

A Béthune, au contraire, on ne tient pas rigueur au maire socialiste, Jacques Mellick, de sa condamnation pour faux témoignage dans l'affaire OM-VA. En tête du premier tour, il peut être rassuré : l'*« union sacrée pour rétablir les principes démocratiques de base »* proposée, contre lui, par la droite aux socialistes dissidents et aux communistes ne verra pas le jour.

Lorsque les conditions sont *« difficiles »*, comme pour Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) à Marseille, tous les ralliements sont bons à prendre. Deux anciens vigouristes, Jacques Rocca-Serra, sénateur, et Lucien Vassal, ex-communiste, ont annoncé leur soutien à la liste de la droite. *« Il y des moments où il faut savoir répondre aux impératifs et prendre ses responsabilités »*, s'est justifié M. Rocca-Serra. Et tant pis si l'électeur, lui, a du mal à s'y retrouver.

« Il faut les encourager, en tout cas, il faut voter », a martelé M. Chirac depuis les salons de l'Elysée. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) partage cet avis, mais contre Jean-Marie Le Pen et son *« idéologie de haine »*. M. Le Pen partage cet avis, mais pas pour tout le monde. Le président du Front national a l'encouragement sélectif et distillé. Mardi matin, il faisait don de son soutien à Valéry Giscard d'Estaing, candidat à la mairie de Clermont-Ferrand, *« pour faire battre le maire socialiste Roger Quilliot »*. L'après-midi, il prodiguait ses encouragements à Jean Royer, maire de Tours, qui assurait n'avoir *« rien demandé »*, mais les accueillait sans barguigner. *« C'est quand même le signe qu'il y a, autour de nous, un mouvement qui va nous permettre, dans l'opinion, pour des gens qui ne sont pas sur la même ligne que nous, de façonner le barrage vis-à-vis des socialistes »*, a déclaré M. Royer.

A Grenoble, Alain Carignon a encouragé ce qui lui reste de fidèles à voter en faveur de son ami Richard Cazenave (RPR). Le succès du socialiste Michel Destot serait, selon M. Carignon, de nature à *« briser l'élan de Grenoble, paralyser toute décision, créer un climat général de suspicion »*. Parole d'expert.

Robert Hue et Lionel Jospin vont reprendre du service. Ensemble, ils ont promis d'animer deux réunions publiques à Marseille, jeudi, et au Havre, vendredi, pour mobiliser le peuple de gauche. Inutile, pour eux, de faire un détour par Canteleu, dans le Pas-de-Calais. Les douze électeurs de ce village de dix-huit habitants sont, comme d'habitude, tous allés voter, et la famille Cousin a triomphé en raflant cinq des neuf sièges. L'Ecossais de Véron, dans l'Yonne, aurait bien voulu voter, lui aussi. Autorisé, comme tous les Européens résidant en France, à participer pour la première fois aux élections européennes en juin 1994, il a découvert, dimanche, après s'être déplacé en vain jusqu'au bureau de vote, que la participation à la *« démocratie locale »* était autrement plus exigeante.

Récit de nos correspondants

Un vent mauvais souffle sur Vitrolles

VITROLLES (Bouches-du-Rhône)
de notre envoyé spécial

« Dire tout haut ce que vous pensez tout bas »... Pléonasme mis à part, ce slogan du Front national constitue un extraordinaire raccourci d'une démarche politique basée sur l'exploitation du refoulé. Pourtant, depuis sa fracassante percée du premier tour à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), Bruno Mégret aurait tendance à faire l'inverse : penser tout haut mais dire tout bas... *« Pas de polémiques. »* Tandis que la gauche, dépassant son état de choc, mobilise à tout va, il dit renoncer à toute *« campagne ostentatoire »*, interrompt le porte-à-porte systématique et, pour mettre en lieu sûr son pactole de 43 %, n'est pas loin de se replier sur sa permanence, en dénonçant... *« le tour extrêmement malsain que prennent les événements »*.

Dans son F3 de l'avenue Jean-Moulin, M. Mégret est très sollicité par les journalistes, souvent venus de l'étranger. Deux jeunes armoires à glace, en combinaisons de mécano anthracite et rangers, jouent les prévenantes hôtesses tandis que des militantes s'emploient à coller des timbres sur des piles d'enveloppes autour des tables de jardin qui constituent l'essentiel d'un mobilier spartiate.

« Mes adversaires n'hésitent pas à distiller la haine et l'intolérance en pratiquant le mensonge et la manipulation ; ils appellent à la violence et jettent de l'huile sur le feu... », se lamente M. Mégret, avec les accents de sincérité d'un pompier pyromane. *« Si le premier magistrat organise le trouble dans la cité, c'est parce qu'il panique à l'idée que je puisse demain ouvrir les dossiers et dénoncer ses turpitudes... »*. Et le numéro deux du FN de déballer une série de tracts anonymes tellement racistes et orduriers qu'il est, effectivement, difficile de dire s'ils relèvent d'un premier ou d'un second degré de provocation.

« SEULS AVEC LA HAINE »

En s'indignant de récolter cette tempête, le candidat d'extrême droite semble oublier que, depuis près d'un an et à travers son matériel de campagne, il a généreusement semé le vent de la xénophobie la plus primaire. Ne négligeant dans ses journaux ni la rumeur alarmiste, ni les témoignages anonymes, ni certaines caricatures odieuses, sans oublier le pseudo-bulletin de versement d'allocations familiales à une *« Mme X, Algérienne, trois enfants, seconde épouse d'un Algérien vivant chez nous ! »*. N'est-ce pas lui qui a fait diffuser une bande dessinée mettant en parallèle l'itinéraire d'une famille de chômeurs français méritants, à laquelle on refuse tout, et celui d'une famille immigrée choyée par la municipalité ? Lui aussi qui est à l'initiative d'un « livre blanc » évoquant, de façon quasi névrotique, la lutte contre *« l'immigration et l'islamisme »* et les thèmes de la *« préférence nationale »* et de la *« priorité aux Français »* ? A-t-il oublié les cassettes audio et les petites savonnettes – pour *« faire la grande lessive à Vitrolles »* – distribuées dans les boîtes à lettres ?

Dans un climat qui, de fait, tend à se dégrader, les jeunes issus de l'immigration et leurs copains, relayant, spontanément ou non, des initiatives militantes, exercent à leur tour leur imagination de propagandistes. *« Papa, maman, papie, mamie, nous sommes jeunes, nous ne savons pas ce qu'ont voté nos parents. Mais si le FN passe, nous, nous quittons la ville. Tant pis pour les adultes. Ils vieilliront seuls dans une ville de vieux, vide. Seuls avec la haine »*, ont écrit des élèves du lycée Pierre-Mendès France. *« Tous les Français ne sont pas des salauds. Mégret c'est la haine et la misère. La guerre, c'est Mégret. Dites non à Mégret »*, ont pauvrement exprimé et imprimé d'autres ados. A Vitrolles, qui, extérieurement, n'a rien d'une ZUP cafardeuse ou d'une banlieue à la dérive, des mots inacceptables deviennent ainsi monnaie courante, d'un quartier à l'autre, d'un lotissement à un groupe d'HLM, d'un bistrot-rendez-vous-des-jeunes à un bar-PMU « ségrégationniste ». Même verbal, l'engrenage mis en branle par le FN a de quoi inquiéter. Lionel Jospin et Robert Hue, d'accord pour animer un meeting commun à Vitrolles, jeudi prochain, devraient s'efforcer de l'interrompre.

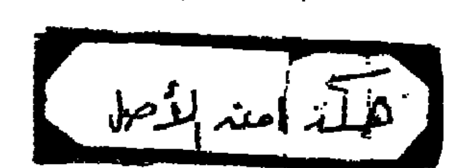
Faite de mille petits actes divers, la campagne dépose son écume d'une frange à l'autre de la ville. Dans le quartier nord, Bruno Mégret venait de s'en prendre aux handballeurs de l'OMVHB, qui ont annoncé leur départ de Vitrolles s'il est élu (*Le Monde* du 14 juin) : *« On utilise le sport à des fins partisanes ; les joueurs sortent de leur éthique, ils ont un devoir de réserve. C'est Tapie, l'escroc bien connu, qui les manipule... »* Aux confins méridionaux de la commune, dans le ventre du Stadium, cube de béton noir inauguré voilà deux ans, les joueurs commençaient à s'échauffer pour leur entraînement. Invités à expliquer leur attitude, ils persistaient, avec des arguments assez convaincants. *« Je ne suis pas branché politique mais le message d'exclusion du Front national, je ne peux pas l'accepter ni envisager d'en être, d'une certaine manière, l'ambassadeur »*, précisait l'international Jackson Richardson. La présence sur la touche de Jean-Claude Tapie, président du club et candidat, en dernière position, sur la liste du maire sortant, Jean-Jacques Anglade, amoindrissait à peine la portée d'une prise de position collective, rarissime chez des sportifs de haut niveau.

Robert Belleret

Mulhouse : un accord « pour défendre les valeurs de la République »

Toulon : Jean-Marie Le Chevallier (FN) aux portes de l'hôtel de ville

Hauts-de-Seine : Charles Pasqua met de l'ordre dans les listes RPR



ffronteront le 18 juin

Jean Bousquet, à Nîmes, seul contre trois

Mulhouse : un accord pour « défendre les valeurs de la République »

Les listes UDF et PS ont fusionné

MULHOUSE
de notre correspondant

Soucieux de *« préserver Mulhouse d'une fracture politique et sociale qui lui serait fatale »*, Joseph Klifa – député (UDF-PSD) dont la liste est arrivée en troisième position au premier tour devant celle du RPR Bernard Arnaud – tire un trait sur trente années passées au service de Mulhouse au sein du conseil municipal. Comme il l'avait annoncé pendant la campagne pour le premier tour, il a passé un accord avec le maire sortant socialiste, Jean-Marie Bockel, afin de faire barrage au Front national.

Avec plus de 30 % des voix (et près de 40 % d'abstentions), l'éventualité d'une élection d'un maire FN à Mulhouse n'a pas totalement disparu. C'est du moins l'avis de Jean-Marie Bockel. Il juge l'arrivée de Joseph Klifa, avec cinq autres colistiers, non point comme *« une alliance entre des formations politiques, mais comme un accord entre une liste fidèle à son engagement de gauche et des personnes issues de la majorité présidentielle, elles-mêmes fidèles à leurs convictions et qui veulent ensemble donner un signal et une interpellation forte à tous les Mulhousiens attachés aux valeurs de la République pour que cesse la progression du Front national »*.

Le leader du FN, Gérard Freulet, qui estime encore disposer d'un « réservoir » de voix pour le second tour, reste confiant car *« cette alliance entre la carpe et le lapin n'apportera rien à Jean-Marie Bockel. Les Mulhousiens sauront apprécier la trahison de Joseph Klifa (VRP multicartes de la politique mulhousienne) et ne voudront pas être les dindons d'une farce qui n'a que trop duré »*.

Quant à Bernard Arnaud, troisième dans la triangulaire du second tour, il regrette de s'être laissé entraîner quelques heures dans des négociations avec Joseph Klifa. Des négociations *« dont l'échec était programmé de longue date »*, dit-il.

Si Joseph Klifa figure en cinquante-cinquième et dernière position (non éligible) de la liste Bockel, « La volonté de vivre ensemble », c'est autant pour ménager une porte de sortie honorable que pour assurer l'élection de trois, voire quatre, de ses partenaires (2 UDF-CDS, dont le conseiller régional Bernard Stoessel, 1 PSD et un membre du Club perspectives et réalité). Quarante-sixième sur la liste, les chances du sixième homme de l'équipe Klifa – un radical valoisien – d'entrer au conseil municipal sont réellement minces.

Bernard Lederer

Toulon : Jean-Marie Le Chevallier (FN) aux portes de l'hôtel de ville

TOULON
de notre correspondant

Avec 4 928 voix d'avance sur le sénateur et maire sortant François Trucy (UDF-PR), le candidat du Front national, Jean-Marie Le Chevallier, semble le mieux placé à la veille du second tour des municipales à Toulon (Var). Crédité, dimanche 11 juin, de 31,03 % des suffrages, il peut bénéficier d'une partie des voix recueillies par le RPR Louis Bernardi (4,87 %), et par la liste de Jacques Croidieu (div. d. ; 3,13 %). Ce dernier s'était illustré lors des cantonales de mars 1994 en appelant à voter pour la candidate du FN, Eliane de la Brosse, favorisant ainsi son élection face à Maurice Arreckx. *« Soucieux de rester dans la logique d'un vote-sanction contre François Trucy et d'aller dans le sens de l'intérêt de Toulon »*, comme il l'explique, cet ancien membre du CNI n'a pas d'état d'âme devant l'éventuelle arrivée de l'extrême droite à la mairie.

Quant au député PR, Louis Colombani, il s'est présenté sans investiture contre François Trucy dont il voulait fustiger la gestion municipale, et n'a recueilli que 9,61 % des suffrages. Il refuse maintenant tout ralliement au maire sortant, malgré les exhortations des dirigeants du Parti républicain. A ses yeux, *« la liste de droite, la meilleure, aurait été celle recomposée après le retrait de M. Trucy »*. Faute d'avoir obtenu satisfaction, il *« pense que la gauche est mieux placée que le maire sortant pour faire barrage au Front national »*...

Ce soutien à peine voilé à la liste conduite par l'ancien député socialiste Christian Goux (21,67 %) sera-t-il déterminant pour remonter son handicap et distancer le FN ? M. Goux sait qu'il lui faudra bénéficier d'un report important des voix de trois listes « divers gauche » représentant 6,49 % des voix.

Les suffrages des abstentionnistes du premier tour (41,77 %) seront également convoités par M. Trucy qui, avec un crédit de 23,17 %, espère rallier une partie des voix de son « frère ennemi » Colombani, et celles de M. Bernardi, tout en étant conscient que la présence de neuf listes au premier tour traduisait une grogne et un désir de sanction de la part des électeurs.

José Lenzini

Hauts-de-Seine : Charles Pasqua met de l'ordre dans les listes RPR

DEPUIS LE 11 JUIN, Charles Pasqua, secrétaire de la fédération RPR des Hauts-de-Seine, multiplie rencontres et conversations téléphoniques afin de clarifier la situation de plusieurs villes du département, en proie à des « primaires » à droite. Si à Meudon, son proche collaborateur, le député Jean-Jacques Guillet, s'est retiré de la compétition sans commentaire, après son échec contre le maire sortant Henri Wolf (UDF-PSD), M. Pasqua n'a pas obtenu du maire de Boulogne-Billancourt, Paul Graziani, le même résultat. Malgré son piètre score (21,35 %), M. Graziani, sénateur (RPR), a préféré fusionner sa liste avec celle du RPR dissident Jean-Pierre Gruny (5,11 %), plutôt que de laisser le champ libre à Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF-PR), largement en tête avec 42,37 % des voix. M. Fourcade affirmait, mardi 13 juin, que M. Pasqua était intervenu à plusieurs reprises, sans succès, pour obtenir le retrait du maire sortant. L'échec de M. Graziani fournirait un excellent prétexte au « patron » du RPR pour l'évincer de la liste sénatoriale, alors que plusieurs élus revendiquent d'y figurer. C'est le cas, notamment, de Charles Ceccaldi-Raynaud, maire de Puteaux, qui rechigne à se démettre de son mandat de député pour permettre à Nicolas Sarkozy, dont il était le suppléant, de retrouver son siège à l'Assemblée nationale. Isabelle Balkany, conseiller général de Levallois-Perret, sera aussi une prétendante de poids, à condition que son mari, Patrick Balkany, maire de Levallois, parvienne à surmonter, au second tour, la difficulté constituée par le score de son adversaire chiraquien, Olivier de Chazeaux. A Colombes, M. Pasqua a obtenu de la « dissidente » Nicole Goueta la fusion de sa liste avec celle du chiraquien Alain Aubert, Mme Goueta figurant en deuxième place. En cas de victoire contre le maire communiste sortant, Dominique Frelaut, M. Aubert pourrait prétendre, lui aussi, à un siège de sénateur.

Si M. Pasqua est parvenu à imposer une certaine discipline à ses proches, la rue de Lille n'a rien tenté, semble-t-il, pour dissuader, par exemple, le candidat « chiraquien » d'Antony, Guy Lopez, de se maintenir contre le maire sortant balladurien, Patrick Devedjian (RPR).

Pascale Sauvage

La majorité municipale est menacée dans cinq arrondissements de Paris

La gauche a réalisé des accords avec les écologistes

Le maire de Paris Jean Tiberi, qui conduit les listes de la majorité, aura du mal à réaliser le « grand chelem » obtenu par Jacques Chirac en 1989. Parmi les treize arrondissements en ballottage, certains pourraient être conquis par la gauche. Pour conforter ses positions, celle-ci a fait alliance avec les écologistes. Le Front national, qui se maintient dans cinq arrondissements, pourrait jouer un rôle déterminant.

APRÈS LE DÉPART de Jacques Chirac pour l'Elysée, Paris semble retrouver son équilibre politique. En gagnant seulement huit arrondissements au premier tour, la droite est, en effet, dans une position semblable à celle du lendemain du premier tour des municipales de 1977. Et Bertrand Delanoë, chef de file des candidats de l'opposition, peut rêver de rendre à la gauche une place que le règne de M. Chirac avait réduit comme peau de chagrin : ses candidats se retrouvent en ballottage favorable dans cinq arrondissements. Avec une nouveauté d'importance : cette reconquête des arrondissements de l'Est ne sera possible qu'en raison de l'irruption dans le duel gauche-droite du FN, qui s'installe comme nouvel acteur sur la scène électorale de la capitale.

« Une dynamique est née. Plusieurs arrondissements, dont la représentation au conseil de Paris était monocolore, auront désormais une représentation plus diversifiée », se réjouit Bertrand Delanoë, en insistant sur les quatre sièges gagnés, dès le premier tour, dans les 1er, 6e, 9e, et 16e, qui n'avaient pas eu d'élus PS depuis longtemps.

Dans les arrondissements en ballottage, les socialistes ont calculé leurs réserves de voix et négocié soutiens ou désistements. Si les membres de Radical ont rapidement décidé de soutenir les listes d'union de la gauche, les négociations ont été plus difficiles avec les écologistes, et particulièrement avec les représentants des listes Paris Ecologie Solidarité. Mais elles ont fini par aboutir. Dans les 3e, 10e, 11e, 12e, 19e et 20e, des *« accords de fusion »* ont été passés qui assureraient aux écologistes – en plus de celui de Laure Schneiter déjà élue dans le 15e – plusieurs sièges au conseil de Paris si les mairies basculent à gauche.

D'ici à la fin de la semaine, les socialistes vont poursuivre une campagne de proximité, dont ils estiment qu'elle leur a plutôt réussi. Les candidats ont tout juste fait imprimer quelques tracts et journaux supplémentaires pour distribuer sur les marchés, dans les cages d'escalier ou lors des réunions dans les préaux d'écoles.

Quelques candidats se sont tout de même concoctés des temps forts : dans le 3e, Pierre Aidenbaum devait recevoir ce mercredi le soutien de Lionel Jospin ; dans le 20e, Michel Charzat accueillera, jeudi soir, Robert Badinter dans une école ; Georges Sarre invite à une grande réunion unitaire dans le 11e ; et dans le 13e, Jean-Marie Le Guen, qui entend mener la vie dure au ministre RPR Jacques Toubon, tiendra meeting vendredi soir.

SÉDUCTION ET MODÉRATION

Quant à Bertrand Delanoë, chef de file de « Paris s'éveille », il va de réunion en réunion porter la bonne parole : *« Je ne joue pas la candidature contre Tiberi. J'essaie plutôt d'expliquer en quoi cela servirait les Parisiens s'il y avait des mairies d'arrondissement de couleurs différentes. »* Toujours virulents sur le manque de transparence de la gestion chiraquienne et les « affaires », notamment le mode d'attribution des logements, les socialistes optent plutôt pour la séduction par la modération. *« On ne fait pas la guerre à Didier Bariani*, assure Michel Charzat, qui pourrait enlever la mairie du 20e. *Nous cherchons à installer une cohabitation utile et contradictoire, une démocratie apaisée. »*

Cette affirmation est une réponse au refrain entonné, dès dimanche soir, par la majorité municipale. *« Il faut à tout prix faire passer le message que Paris est un tout, un ensemble, et nous devons faire en sorte que les vingt arrondissements restent de la même sensibilité politique »*, a martelé Jean Tiberi. Et de rappeler que, *« en 1982, l'idée des socialistes, avec la loi PLM créant les vingt arrondissements, était de casser Paris, de balkaniser la capitale »*. Avec ce thème, les responsables parisiens de la coalition RPR-UDF ressortent la photo jaunie d'une capitale coupée en deux : à l'est, des quartiers de gauche et, à l'ouest, des quartiers de droite. M. Tiberi et M. Delanoë, qui devaient en débattre ensemble sur FR 3 mercredi, pourraient manquer cette occasion, car M. Tiberi semblait peu désireux de maintenir cette rencontre, après les échanges récents de propos peu amènes entre les deux hommes.

Pour M. Tiberi et ses amis, l'urgence est de mobiliser l'électorat qui avait fait le succès de Jacques Chirac à Paris, en lui accordant le 7 mai plus de 60 % des voix. *« Il est difficile d'imaginer qu'entre deux scrutins si proches le comportement des électeurs change à ce point. Le fort taux d'abstention empêche toute projection sur le second tour »*, estime un observateur parisien. Guéri de sa mauvaise grippe, Jean Tiberi, qui a lancé *« un appel pressant aux Parisiens pour qu'ils se mobilisent »*, va donc repartir en campagne, notamment dans les arrondissements considérés comme *« difficiles »*.

En revanche, il se dispensera sûrement d'une visite dans le 2e, où la dissidente Benoîte Taffin (UDF), maire sortant, a distancé le sénateur RPR, Magdeleine Anglade, candidate officielle de la majorité, dépêchée sur place pour bouter l'équipe rebelle hors du Conseil de Paris. Il n'ira sans doute pas non plus dans le 7e, où le RPR Jean-Philippe Hubin a décidé de se maintenir contre le tandem Martine Aurillac-Michel Roussin. Cette guérilla a d'ailleurs provoqué une première dans l'histoire électorale de Paris : le maire du 7e n'a pas été élu au premier tour.

Dans les batailles serrées qui se dérouleront dimanche, le Front national jouera un rôle important. Si le parti de Jean-Marie Le Pen n'a obtenu qu'un seul élu au Conseil de Paris (dans le 17e), il a réalisé un score supérieur à 10 % dans huit arrondissements. Ses candidats se maintiennent dans cinq arrondissements (10e, 12e, 18e, 19e, 20e), sur les treize où il y a ballottage. Le comportement de ses électeurs et celui des abstentionnistes du premier tour sera déterminant dans ces triangulaires, auxquelles il faut ajouter le duel droite-gauche du 11e.

Françoise Chirot

Les conditions de logement des enfants de M. Tiberi au centre d'une nouvelle polémique sur la Ville de Paris

***MAINTES FOIS** critiqué* pour son opacité, le système de désignation des bénéficiaires du parc immobilier de la ville de Paris est à nouveau mis en cause. Dans leurs éditions du mercredi 14 juin *Le Canard Enchaîné* et *Libération* publient les noms d'environ vingt-cinq personnalités, appartenant à la municipalité, ou proches de Jacques Chirac et de Jean Tiberi. Toutes résident dans des appartements dont la Ville est propriétaire dans le centre de Paris et qu'elle loue à des tarifs qu'elle maintient volontairement au-dessous de ceux du marché.

M. Tiberi, maire de la capitale, chef de file des candidats de la majorité et lui-même candidat au poste de premier magistrat de la capitale, est directement mis en cause par ces révélations. Selon les informations publiées par nos confrères et qui sont confirmées par la Ville, Dominique Tiberi, trente-cinq ans, son fils, actuellement membre du cabinet de Roger Romani, questeur du Conseil de Paris et ministre des relations avec le Parlement, a bénéficié d'un logement social de catégorie ILN (immeubles à loyers normaux, au loyer d'environ 5 000 francs par mois), situé dans le cinquième arrondissement et appartenant à l'OPAC (office d'HLM de Paris).

De son côté, Hélène Tiberi, trente-quatre ans, fille du maire, actuellement employée à Air Inter, réside dans un appartement de catégorie PLA (logement social) géré par une filiale de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP). Or, les deux enfants de M. Tiberi ont reçu chacun, en 1983, en donation-partage, un appartement de cinq pièces, l'un venant de la famille de Xavière Tiberi, l'autre de celle de Jean Tiberi. Ces deux locaux, situés dans les cinquième et sixième arrondissements, étaient alors occupés par des locataires, mais, au lieu de les reprendre pour eux-mêmes lors du renouvellement des baux, les enfants de M. Tiberi ont préféré les relouer et conserver les logements faisant partie du parc de la Ville.

Bien que ces faits ne constituent nullement un délit, ils sont extrêmement gênants pour un candidat qui a axé sa campagne sur la lutte contre l'exclusion et la priorité au logement social. Ils constituent un argument de poids pour l'opposition qui, depuis des années, *ne cesse de critiquer* les passe-droits dont bénéficieraient, selon elle, les amis, la parentèle et les « clients » des élus de la majorité chiraquienne. Venant après l'affaire des fausses factures de l'OPAC, des révélations sur les appartements privés de la famille Chirac, des mises en cause de sociétés d'économie mixte comme la SEMIDEP, ce vieux dossier déjà ouvert lors des municipales de 1983 et abondamment complété cette année ne peut pas ne pas peser sur la campagne électorale en cours. M. Tiberi multiplie les sorties de terrain dans chacun des arrondissement que l'opposition ambitionne de conquérir, mais son plaidoyer pour le bilan social des trois mandatures précédentes s'en trouve singulièrement affaibli, comme sa position personnelle, déja entamée par sa faible notoriété dans les secteurs « menacés ».

Avec lui, ce sont tous les candidats de la majorité qui vont souffrir. En effet les informations publiées par *Le Canard enchaîné* et *Libération* mettent en cause de nombreux « sortants ». Roger Romani, déjà réélu dans le 5e arrondissement, mais aussi Jacques Féron, deuxième de liste dans le e, Camille Cabana, chef de file dans le 12e Jacqueline Nebout, candidate dans le 10e, Guy Longeville dans le 19e, Claude Challal, deuxième de liste et maire sortant dans le 10e, Jacques Dominati, maire sortant et candidat dans le 3e, Daniel Naftalski dans le 14e, Michel Roussin, deuxième de liste dans le 7e et ancien directeur du cabinet de M. Chirac.

Tous ont bénéficié, soit pour eux-mêmes, soit pour leur famille, d'un appartement faisant partie du domaine privé de la Ville. Ce patrimoine, qui comprend environ mille trois cents logements le plus souvent situés dans le centre, est l'un des secrets les mieux gardés de l'administration municipale. Elle en a hérité des préfets qui gouvernaient la capitale jusqu'en 1977 et qui, traditionnellement, y logeaient les « vieux serviteurs de l'Etat et de la Ville ». La Cour des comptes avait critiqué à la fois la gestion de ce parc et son maintien dans les possessions municipales. Apparemment, Jacques Chirac n'a pas écouté les magistrats qui lui recommandaient de vendre ces appartements n'ayant aucune fonction sociale pour consacrer les fonds ainsi obtenus à des opérations ayant une réelle utilité publique. Et, après avoir critiqué les pratiques de ses prédécesseurs coupables d'avoir laissé s'installer des « fils d'archevêques », il a repris à peu près la même politique.

Marc Ambroise-Rendu

vent mauvais souffle sur Vitr

M. de Robien (UDF) critique l'amnistie

GILLES DE ROBIEN, nouveau président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, s'est montré extrêmement critique, mardi 13 juin, sur le principe même de la loi d'amnistie traditionnellement votée après l'élection présidentielle *(lire page 11)*. Le député (UDF-PR) et maire d'Amiens a estimé qu'il faudrait à l'avenir « *supprimer l'amnistie* », qui est à ses yeux une « *mesure démagogique, qui encourage l'incivisme et représente une perte de recettes pour l'Etat* ». « *On n'achète pas des voix avec des PV* », a-t-il conclu. Quant au projet de loi d'amnistie adopté, mardi, par le conseil des ministres, M. de Robien a indiqué que les députés UDF l'« *amenderaient* » pour en « *restreindre* » la portée.

Soucieux d'instaurer un fonctionnement plus collectif du groupe UDF, M. de Robien a aussi annoncé la mise en place, dès la semaine prochaine, de cinq groupes de travail sur les principaux sujets qui vont venir en discussion devant le Parlement : réforme du Parlement, extension du référendum, office parlementaire d'évaluation des choix budgétaires, mesures pour l'emploi et le logement.

DÉPÊCHES

■ **TABAC : une hausse des prix** est maintenant très probable. Les représentants de la professsion ont été reçus mardi 13 juin par le ministre de l'économie et des finances, Alain Madelin, et n'ont pas obtenu la baisse des droits fiscaux qu'ils souhaitaient, en compensation de la hausse de la TVA. Le gouvernement a même mis à l'étude une hausse de ces droits, qui viendrait donc se cumuler avec celle de la TVA. Les prix des cigarettes pourraient donc augmenter sensiblement dans le courant de l'été.

■ **JACHÈRE : l'Association générale des producteurs de blé**, qui tiendra les 22 et 23 juin à Reims son congrès national, réclame, dès l'automne 1995, une diminution de moitié de la jachère obligatoire en Europe. Les céréaliers militent pour une jachère obligatoire de 6 % à 8,5 % des terres cultivées (selon le type de friche) contre 12 % ou 17 % actuellement. Leur objectif est de ramener de 4 à 2 millions d'hectares les surfaces européennes laissées en friche. Bruxelles avait accepté l'an dernier, à la demande de la France, de ramener pour l'année 1994-1995 le taux de jachère obligatoire à 12 %, contre 15 % l'année précédente.

■ **DOLÉANCES : le Groupement des fédérations industrielles** (GFI) – qui regroupe huit fédérations patronales des industries agroalimentaires, automobiles, électriques et électroniques, mécaniques, chimiques, textiles, métallurgiques et minières, et les industries de l'acier, soit 35 000 entreprises – a présenté, mardi 13 juin, un cahier de doléances que les représentants patronaux vont soumettre au gouvernement. Pour soutenir la reprise de l'investissement et la création d'emplois dans les entreprises industrielles, ils demandent une baisse des taux d'intérêt, une réduction des charges, portant « *prioritairement* » sur les faibles qualifications, et des mesures favorisant le départ à la retraite des salariés de plus de 56 ans.

■ **COLÈRE : la manifestation des agriculteurs de Haute-Corse** a regroupé, mardi 13 juin à Bastia, quelque trois cents exploitants. Ils protestaient contre « *le non-respect des engagements pris par le gouvernement* » avant l'élection présidentielle. Ils se sont emparés d'un camion, ont défoncé les grilles de la préfecture et incendié trois véhicules de l'administration. Au cours des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, trois agriculteurs et trois policiers ont été légèrement blessés. – *(Corresp.)*

M. Chirac refuse de commenter les résultats du Front national aux municipales

Le président de la République engage les abstentionnistes à voter au second tour

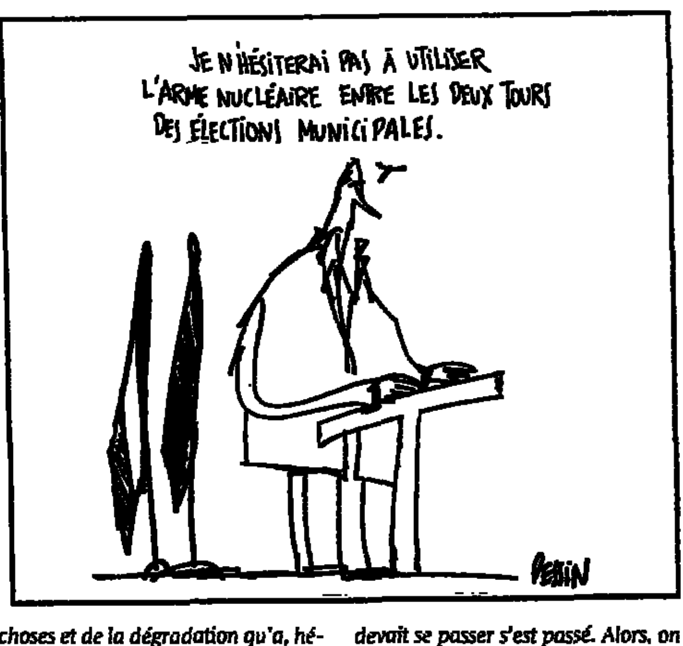
A l'occasion de sa première conférence de presse comme chef de l'Etat, mardi 13 juin, à l'Elysée, Jacques Chirac a annoncé la reprise des essais nucléaires par la France *(lire pages 2 et 3)* et, à la veille du second tour des municipales, il a refusé de prendre position sur la conquête éventuelle de certaines villes par l'extrême droite. Il a seulement invité les abstentionnistes du premier tour à sortir de leur réserve au second.

INTERROGÉ sur les élections municipales et sur les scores du Front national au premier tour de scrutin, le 11 juin, M. Chirac a déclaré : « *Il n'est pas dans ma vocation, au poste qui est le mien et, de surcroît, entre les deux tours d'une élection, de faire des commentaires politiques au sujet de cette élection. Je n'en ferai donc pas, d'autant qu'il y en a eu beaucoup de fort pertinents. D'autant que l'expérience prouve que c'est au lendemain du second tour que se dégagent les véritables enseignements du scrutin. En revanche, je profiterai de votre question pour m'adresser aux Français, en leur disant que la démocratie est un bien inestimable, dont il faut avoir été privé pour se rendre compte à quel point il est important et que la démocratie locale est un élément essentiel de la démocratie. Et donc qu'il faut respecter ces hommes et ces femmes qui, dans des conditions souvent difficiles, se présentent pour assumer la gestion des affaires quotidiennes d'une commune, avec généralement de grandes ambitions et de petits moyens, surtout lorsqu'il s'agit de communes modestes en nombre d'habitants. Je pense donc qu'il faut les encourager.*

» *En tout cas, il faut voter ; les citoyens ont des devoirs, c'est un sujet sur lequel j'aurai l'occasion de revenir (...), mais, au-delà, des droits qui doivent être mieux garantis. (...) Parmi ces devoirs, il y a celui de voter, et c'est pourquoi j'encourage tous nos compatriotes, dimanche prochain, à aller voter.* »

■ **ÉCONOMIE.** « *Nos finances publiques, ce n'est un secret pour personne, ne sont pas en bon état. Nos déficits sont importants et sont allés croissant. Avec eux, notre dette n'a cessé d'augmenter et, par là même, la pression sur les marchés fait augmenter les taux d'intérêt et tout cela a des conséquences fâcheuses. Alors, voilà pourquoi je crois que, depuis quelques années, on a un peu laissé aller les choses, et aujourd'hui, on est obligé de les reprendre en mains. Il faut un nouvel état d'esprit qui soit à la fois plus exigeant, plus volontariste, et qui conduise à comprendre que l'objectif essentiel, qui consiste pour nous à réduire le chômage et à maîtriser l'exclusion, c'est-à-dire à retrouver la cohésion sociale de notre peuple, passe par la meilleure santé de nos finances publiques. Lutte contre le chômage, protection des plus fragiles : ce sont en réalité des éléments qui sont indissociables. Et c'est donc dans ce sens que je souhaite que le gouvernement agisse.*

» *Dans quelques jours, vous le savez, le premier ministre va présenter son programme économique et social. Je connais sa conviction, je connais sa compétence et je suis sûr que ce qu'il décidera sera bien décidé. Ce que je voudrais simplement dire, c'est que, bien sûr, il faudra faire des efforts, mais ces efforts, je souhaite qu'ils soient d'abord demandés au gouvernement, à l'administration, ensuite naturellement, aux Français les plus favorisés. Et enfin, bien sûr, à tous nos concitoyens, mais à condition que l'effort soit équitablement réparti, c'est-à-dire qu'il tienne compte de la réalité des choses et de la dégradation qu'a, hélas, connue, sur le plan social, notre société.* »



■ **BOSNIE.** « *Rien n'a été donné en échange* [de la libération des otages de la FORPRONU]. *Il n'était même pas envisageable d'imaginer dans ce domaine je ne sais quel troc. La prise d'otages est un acte scandaleux, barbare, et nous avons agi de façon diplomatique et fermement, mais, naturellement, sans aucune espèce de contrepartie. J'avais même indiqué, lorsque nous l'avons désigné, à l'occasion du dîner il y a trois ou quatre jours, des chefs d'Etat et de gouvernement européens, que dans le cadre de la mission que nous lui avons confiée, M. Carl Bildt, ancien premier ministre de Suède, ne pourrait et ne devrait rencontrer les représentants des Serbes de Bosnie qu'après la libération naturellement des otages.*

» *Alors, à partir de là, l'action diplomatique a été renforcée, c'est vrai, notamment pour faire comprendre au président Milosevic, à Belgrade, que son intérêt n'était sans doute pas d'attendre et que le temps jouait contre lui, mais qu'il devait user de toute son influence sur les Serbes de Bosnie pour obtenir de leur part une meilleure compréhension des choses, (...) et également pour faire la reconnaissance mutuelle entre la Bosnie et la Serbie, ce qui serait un pas décisif. J'espère que nous nous orientons dans cette direction. Donc une diplomatie plus ferme, mais également des moyens militaires plus adaptés.*

» *Il est certain que la Forpronu, et nous l'avons vu avec les prises d'otages, était extraordinairement vulnérable. Des soldats peu armés, désignés par la couleur de leur casque et celle de leur véhicule sont d'une grande vulnérabilité. Et ce qui devait se passer s'est passé.* Alors, *on peut comprendre que des soldats soient blessés, voire tués. On le déplore, on le regrette, mais cela peut se concevoir. Mais on ne peut pas admettre que les soldats soient humiliés. Or, nous étions entrés dans un processus où les soldats de la Forpronu, et notamment les soldats français, étaient humiliés. C'est quelque chose que je ne peux pas accepter, d'où la décision que nous avons prise avec les Britanniques d'envoyer une force de réaction rapide dont la vocation n'est pas d'agresser, n'est pas de faire la guerre naturellement, ce n'est pas notre intention, mais d'être en mesure de réagir instantanément et efficacement avec les moyens adaptés, notamment par l'artillerie, en hélicoptère, en char, chaque fois que les soldats de la Forpronu sont visés, sont agressés, sont délogés des positions qu'il leur avait été demandé d'occuper.* »

(Lire le commentaire d'Alain Frachon, page 4)

■ **ALLIANCE ATLANTIQUE.** « *Je ne porterai pas de jugement sur la position prise par le président américain, en ce qui concerne la présence des forces américaines sur le terrain* [en Bosnie]. *En revanche, je rendrai hommage à l'action militaire superbe de récupération d'un aviateur qui a été conduite par les troupes américaines. Je ne parlerai pas de leader de l'Alliance atlantique, je crois que l'Alliance atlantique n'a pas de leader. Il y a une organisation de l'Atlantique nord qui, cela apparaît à l'évidence, doit être aujourd'hui réformée, c'est d'ailleurs l'un des sujets dont je parlerai sans aucun doute au président américain, et réformée de telle sorte qu'il y ait deux piliers – un pilier américain, cela va de soi, et un pilier européen qui devrait petit à petit se développer. D'ailleurs on voit bien dans l'évolution de cette affaire ex-yougoslave que, petit à petit, se dessine en quelque sorte l'esquisse d'un pilier européen de la défense, ce qui va tout à fait dans le sens souhaitable.* »

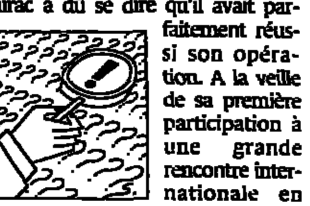
■ **PROCHE-ORIENT.** « *Je dois dire que les entretiens que j'aurai avec le président Clinton porteront sur tout un ensemble de sujets, notamment les problèmes de l'Union européenne, les problèmes de l'emploi, de la stabilité monétaire, de l'organisation du commerce international, de la lutte contre la grande criminalité ou de la sûreté nucléaire – je pense à Tchernobyl – les problèmes aussi d'aide au développement – dans la mesure où je suis un peu inquiet de voir certains pays et notamment les Américains se désengager. Nous parlerons aussi certainement des problèmes du Moyen-Orient. Dans la mesure où l'Union européenne dans le monde est, de loin, le plus gros contributeur, et étant le plus gros contributeur de fonds – le plus gros bailleur de fonds – l'Europe doit avoir un niveau de responsabilité que personne ne peut lui contester.*

» *S'agissant de (...) l'accord israélo-syrien et israélo-libanais, (...), je souhaite que cet accord intervienne, naturellement, puisque j'approuve le processus de paix et je dirai que j'ai une grande admiration pour ceux qui ont été les promoteurs de ce processus et qui ont engagé la désescalade. Cet accord de paix devrait, me semble-t-il, intervenir avant la fin de l'année – je n'en sais rien –, mais le processus sera long. Vous avez, entre le moment où le processus de paix est intervenu entre Israël et l'Egypte et la stabilisation totale de la situation, il s'est passé plus de deux ans. Donc, les choses sont lentes. Mais je pense qu'on est dans la bonne direction.* »

■ **DRAPEAU EUROPÉEN.** « *Il en est ainsi dans tous les palais nationaux des Douze auparavant, des Quinze maintenant des pays membres de l'Union européenne, et (...) je suis respectueux à la fois du protocole et aussi de la vocation européenne de la France d'être le moteur d'une construction européenne, et d'un union européenne qui soit un facteur de stabilité et de progrès dans le monde et en Europe.* »

L'image d'un « chef »

DANS LE CONCORDE de la ligne régulière d'Air France qui a décollé, mercredi 14 juin, à 11 heures, de Roissy - Charles-de-Gaulle, Jacques Chirac a dû se dire qu'il avait parfaitement réussi son opération. A la veille de sa première participation à une grande rencontre internationale en tant que président de la République, il a proclamé haut et fort à la face du monde que, sous sa direction, la France ne se laisse pas influencer par les « criailleries » des uns et des autres. Il s'est aussi probablement félicité de s'être attaché les conseils de Jacques Pilhan, ce spécialiste de la communication qui avait si bien réussi auprès de François Mitterrand.



ANALYSE

Une fois arrêtée sa décision de reprendre les essais nucléaires, il lui fallait trouver le moyen de l'annoncer. Une intervention officielle du chef de l'Etat à la télévision aurait dramatisé une annonce dont la force se suffisait à elle-même. Un simple communiqué aurait banalisé un choix que l'on voulait spectaculaire. D'où l'idée d'une conférence de presse organisée à 20 h 15 pour que les chaînes de télévision puissent la retransmettre en direct à une heure de grande écoute.

Pour symboliser la simplification du protocole – volonté que traduit aussi le refus de louer un Concorde, comme le faisait son prédécesseur, mais de voyager presque au milieu des passagers ordinaires –, il ne restait plus qu'à copier la mise en scène des points de presse des présidents américains, même si le déroulement de la conférence n'a eu qu'un lointain rapport avec la spontanéité et la pugnacité du modèle : un nombre restreint de journalistes, un chef d'Etat debout derrière un simple pupitre, un décor de panneau sobre pour cacher les dorures élyséennes.

UNE ALLURE GAULLISTE

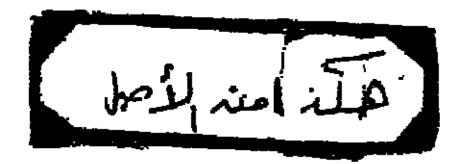
Le seul message important était, bien entendu, la reprise des essais, mais M. Chirac n'était certainement pas mécontent d'intervenir ainsi entre les deux tours du scrutin municipal. Il a eu beau assurer que sa fonction lui interdit de se mêler des combats électoraux, il a profité de l'occasion pour redonner espoir à sa majorité en assurant que le bilan d'une élection ne pouvait être tiré qu'au lendemain du second tour. En attendant, il n'a rien fait pour lui compliquer la tâche. Bien au contraire.

Se donner une allure gaulliste ne peut que satisfaire tous ceux qui pensent que la grandeur de la France passe d'abord et avant tout par l'apparent prestige de ses armées. Associer, comme son prédécesseur, le drapeau de l'Union européenne à celui de la République française peut satisfaire l'aile centriste de sa majorité, mais s'en excuser presque en assurant que le protocole l'imposait, c'était adresser un clin d'oeil aux anti-européens. Refuser de s'exprimer sur l'enracinement de l'extrême droite et se contenter d'appeler les électeurs à remplir leur devoir électoral est surprenant de la part d'un homme qui n'a jamais fait la moindre concession à Jean-Marie Le Pen et insuffisant de la part du président de la République chargé de protéger les institutions démocratiques et républicaines.

Pour permettre à ses amis de conserver l'électorat populaire qui a assuré son succès, Jacques Chirac a confirmé que son virage à gauche pendant la campagne électorale ne serait pas suivi d'un coup de volant à droite. Donnant, au passage, un nouveau coup de griffe à Edouard Balladur, accusé implicitement d'avoir laissé se dégrader la situation des finances publiques, il a confirmé que, pour les rétablir, un effort particulier sera demandé « *aux Français les plus fortunés* » et que, pour les autres, il sera « *équitablement réparti* ». Il reste à la droite à espérer que les électeurs ne s'apercevront pas, avant le second tour des municipales, qu'il n'y a pas « équité » entre l'augmentation de l'impôt sur la fortune et celle de la TVA.

Une communication apparement simplifiée, mais bien organisée ; une prestance de « chef » qui décide vite et clair ; l'assurance donnée que le souci des plus pauvres est au premier rang : en une simple demi-heure d'horloge, M. Chirac a réussi à condenser l'image qu'il a voulu donner tout au long de son premier mois à l'Elysée.

Thierry Bréhier



La mobilisation contre le

Chasse au « gaspi »

Nous forgeons le 3èm millénai

La mobilisation contre le chômage prend corps dans les départements

Les préfets devront remettre avant le 30 juin un rapport au gouvernement sur les gisements d'emplois dans les zones relevant de leur autorité

Le premier ministre, Alain Juppé, devait rappeler, mercredi 14 juin, en présidant le comité départemental pour l'emploi des Yvelines, que tout l'appareil d'Etat doit se mobiliser pour faire reculer le chômage. Le gouvernement devrait nommer dans quelques jours un commissaire interministériel à l'emploi, directement rattaché à Anne-Marie Couderc, secrétaire d'Etat à l'emploi. Le nom d'Alain-Roland Kirsch, qui fut directeur de cabinet de Nicole Catala au secrétariat d'Etat à la formation professionnelle (1987-1988), est avancé pour occuper ce poste. Depuis l'appel à la mobilisation générale contre le chômage, décrétée par Jacques Chirac lors d'une réunion avec les préfets le 22 mai au ministère de l'intérieur, place Beauvau, des commissaires à l'emploi ont été désignés dans chaque département. D'ici au 30 juin, les préfets doivent remettre au premier ministre un rapport sur les gisements d'emplois dans leurs départements. La mobilisation pour l'emploi prend corps dans les départements mais rencontre, ici et là, un certain scepticisme.

À PEINE INSTALLÉ à l'Elysée, Jacques Chirac avait prévenu les préfets qu'ils seraient jugés sur leurs résultats dans la lutte contre le chômage. De son côté, Alain Juppé n'a pas perdu une occasion, depuis sa nomination à Matignon, de souligner que tout l'appareil d'Etat doit se mobiliser en faveur de l'emploi. Le premier ministre devait le rappeler, mercredi 14 juin, en présidant le comité départemental pour l'emploi des Yvelines.

La mobilisation prend corps dans les départements, même si, ici ou là, elle suscite un certain scepticisme. *« Il ne se passe pas une heure sans que je sois en contact avec un responsable économique ou social. »* A en croire ce préfet, la déclaration de guerre au chômage aurait été reçue cinq sur cinq par les représentants de l'Etat.

« PROVISOIRE »

Dans les jours qui ont suivi la réunion du 22 mai, place Beauvau, au cours de laquelle Jacques Chirac était intervenu, des commissaires à l'emploi ont été nommés dans chaque département. Il s'agit, dans la plupart des cas, des directeurs départementaux du travail et de l'emploi ou des collaborateurs des préfets (secrétaires généraux de préfecture, notamment). *« Cela m'oblige à abandonner toutes mes autres fonctions de directeur départemental »*, confie un nouveau promu, qui mise sur le caractère *« provisoire »* de cette mobilisation.

Certaines préfectures se sont senti pousser des ailes. Dès le 23 mai, François Filliatre, préfet de l'Ardèche, annonçait la création d'une « mission d'initiative pour le développement de l'emploi », où tous les services de l'Etat sont représentés. Le préfet des Bouches-du-Rhône s'est vite doté d'un *« état-major pour l'emploi »*, celui du Rhône a mis en place un *« point contact par téléphone »*. Les premiers effets de cet appel aux citoyens sont toutefois modestes. A Troyes, ils en ont profité pour réclamer une intensification de la lutte contre le travail clandestin ou la généralisation de la retraite à cinquante-cinq ans.

GUICHETS UNIQUES

Parallèlement, les réunions des comités départementaux de l'emploi et de la formation professionnelle (CODEF) ont souvent donné lieu à une grand-messe en faveur de l'emploi. Il y a eu, bien sûr, quelques « couacs », certains réseaux, pourtant en première ligne dans la lutte contre le chômage (missions locales, comités de bassin d'emploi), n'ayant pas été conviés. Ailleurs, des réunions élargies à toutes les instances (Urssaf, Assedic) ont compté jusqu'à cent trente personnes.

Reste que ces premières réunions devraient modérer les enthousiasmes. *« Les patrons n'embauchent pas pour faire plaisir aux chômeurs de longue durée »*, dit un participant. *« Les employeurs n'ont laissé aucun espace de négociation en matière de création d'emplois : ils veulent des exonérations de charges globales et surtout pas poste par poste »*, assure un chargé de mission RMI. Un chef d'agence de l'ANPE est tout aussi sceptique : *« Lors d'une précédente mobilisation de ce genre, sur les trois cents offres d'emploi promises par les chambres consulaires, seules cinquante ont été finalement recensées par l'agence. »*

Si tous ces partenaires se sont attelés à la création des guichets uniques pour l'embauche, certains avouent faire attention *« à ne pas réinventer l'eau chaude »*. *« Ces guichets uniques ne seront ni des guichets ni uniques »*, promet Jean-Pierre Mazery, commissaire à l'emploi de l'Aube. Et de préciser que ces structures devront s'appuyer sur les centres de formalités déjà installés dans les chambres consulaires et ne pas doublonner avec les missions dévolues aux agents de l'ANPE. *« Nous ferons pour le mieux, sachant que chaque service est bien jaloux de ses effectifs »*, assure de son côté Yvon Garnier, commissaire à l'emploi du Nord-Valenciennes.

ÉNERGIES

L'inventaire des emplois de proximité mobilise les énergies. Les Bouches-du-Rhône ont organisé *« trois décades pour l'emploi »* visant à détecter les postes dans les associations, les entreprises, les collectivités. Mais un certain scepticisme pointe. *« Nous allons dépenser une énergie folle à brasser des réponses que tout le monde va exploiter n'importe comment ! »*, peste une directrice départementale de l'action sanitaire et sociale, qui s'inquiète notamment des risques de double comptabilisation des emplois de proximité cofinancés par plusieurs administrations.

Cette suractivité devrait durer jusqu'au 30 juin, date à laquelle les préfets devront remettre leur rapport à M. Juppé. *« Il y a toujours un risque à faire réfléchir les gens en province pour rien quand les décisions se prennent à Paris »*, prévient un commissaire à l'emploi.

Valérie Devillechabrolle

Chasse au « gaspi » administratif dans le Rhône

LYON
de notre envoyée spéciale

Le pli est pris. Chaque mercredi après-midi, une vingtaine de fonctionnaires se retrouvent au siège de la direction départementale du travail du Rhône. Objectif : faire la chasse aux complications administratives qui entravent la lutte contre le chômage. Tel projet est en panne, faute de financements promis ; un autre s'enlise car deux administrations se renvoient la balle ; un troisième est abandonné, à défaut d'avoir été adressé au bon guichet...

Tels sont quelques-uns des problèmes dont s'emparent les membres de la mission interadministrative d'appui aux politiques de l'emploi (MIAPE). Cette mission a été créée il y a trois ans, préfigurant les nouveaux comités départementaux pour l'emploi. Ses membres appartiennent à de nombreux services de l'Etat : préfecture, directions du travail, de l'action sanitaire et sociale, de la jeunesse et des sports, missions interministérielles (RMI), ANPE, AFPA... Certains viennent d'autres services publics (URSAFF, ASSEDIC, CAF), des collectivités territoriales ou des associations.

« Il s'agit de donner davantage de cohérence à la parole de l'Etat en matière d'insertion professionnelle », explique Paul Bernard, préfet de la région Rhône-Alpes. Les services de l'Etat sont de plus en plus sollicités pour participer à des initiatives de lutte contre le chômage. Sur le seul département du Rhône, ils disposent de 140 aides différentes ! *« Nous avons évalué que, chaque année, nos agents participent au total à plus de 1 600 réunions relatives à l'emploi et à la formation. »*

CATALOGUE À LA PRÉVERT

« Ces aides constituent un maquis tel que nul ne peut prétendre les maîtriser seul », observe Philippe Boisadam, secrétaire général de la préfecture du Rhône. La MIAPE a ainsi recensé 19 aides au développement local et à l'insertion par l'économique ; 17 dispositifs en faveur des jeunes demandeurs d'emploi ; 15 aides à l'emploi et à la formation des chômeurs ; 12 autres en faveur des publics en difficulté et tout autant pour l'accès à l'emploi des femmes, des handicapés et des étrangers. A cela s'ajoutent la quarantaine de dispositifs destinés aux entreprises et à leurs salariés. Et ce catalogue à la Prévert ne tient compte ni des aides distribuées par les chambres consulaires ni des secours d'urgence apportés aux chômeurs par les municipalités...

Ces réunions du mercredi donnent aux cadres administratifs la possibilité de mieux percevoir la réalité du marché du travail. Les coordonnateurs emploi-formation n'hésitent pas notamment à faire part de leurs difficultés quotidiennes. Comment faire pression sur un employeur qui refuse d'embaucher un jeune en raison de sa couleur de peau ou parce qu'il vit dans un quartier difficile ? Comment éviter que deux associations intermédiaires ne se retrouvent en concurrence ? Comment donner un statut à des activités dont chacun sait qu'elles sont encore effectuées au noir ?

En réponse, d'autres participants mettent à disposition leur expérience professionnelle, comme l'ANPE, qui joue les intermédiaires vis-à-vis de ces employeurs. *« Ces partenariats jouent tant qu'ils n'entrent pas en collision avec les politiques nationales de tel ou tel ministère »*, reconnaît Martine Souvignet, secrétaire générale de la MIAPE. Le déblocage des aides d'urgence par les fonds d'aide aux jeunes a été freiné par les lenteurs administratives du ministère du travail. De son côté, le directeur départemental de la jeunesse et des sports n'est pas encore parvenu, semble-t-il, à faire remonter à Paris son idée de créer des chèques emploi-services destinés aux associations sportives...

V. D.

SEXUALITÉ Une étude de l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS), rendue publique mercredi 14 juin, souligne la fréquence des comportements à risque aux Antilles et en Guyane. Ces travaux révèlent une certaine spécificité des conduites sexuelles dans les départements français d'Amérique, avec une fréquence plus élevée qu'en métropole du multipartenariat et du recours à la prostitution, notamment féminine. ● LES CHERCHEURS ont été surpris de constater une aussi forte corrélation entre les pratiques sexuelles et la prévalence de l'épidémie de sida dans ces régions. ● UNE STRATÉGIE nouvelle de prévention devrait, selon eux, être élaborée d'urgence. ● MALGRÉ un niveau d'information globalement satisfaisant, cette enquête insiste par ailleurs sur les graves formes d'exclusion sociale dont sont victimes les personnes séropositives et les malades.

La propagation du sida aux Antilles et en Guyane inquiète les experts

Dans ces départements, la prévention de la maladie se heurte à certains comportements sexuels et à la persistance de préjugés
Les personnes séropositives et les malades sont victimes de formes d'exclusion plus graves qu'en métropole

LE SIDA vient, une nouvelle fois, jouer un puissant rôle de révélateur social : il aura fallu l'émergence de cette épidémie pour que l'on prennne conscience de l'absence de travaux scientifiques sur la sexualité aux Antilles et en Guyane, et que l'on cherche, dans une relative urgence sanitaire, à y remédier. L'enquête de l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) rendue publique mercredi 14 juin est le prolongement, dans les départements français d'Amérique, de celle intitulée « Analyse des comportements sexuels en France », réalisée sous la responsabilité du professeur Alfred Spira, directeur de l'unité 292 de l'Inserm (*Le Monde* du 7 juillet 1993).

Cette enquête conduite par Michel Giraud et Augustin Gilloire (CNRS) aura coûté au total 3,2 millions de francs, une somme provenant uniquement de fonds publics. Riche de multiples données sociologiques rompant avec certains clichés ou stéréotypes concernant la « sexualité sous les tropiques », elle lève utilement un voile sur les comportements sexuels des populations antillaise et guyanaise. A ce titre, elle témoigne de la complexité des actions qui restent impérativement à mener en matière de prévention du sida et des MST dans cette partie du territoire national.

L'épidémiologie a depuis longtemps déjà établi la gravité de la situation en matière d'infection par le VIH dans ces départements où la proportion de malades du sida est la plus élevée de France et, pour la Guyane, l'une des plus élevées à l'échelon international. Sans détailler la méthodologie mise en œuvre, il faut souligner qu'à la différence du travail initial conduit dans l'Hexagone (où les entretiens étaient téléphoniques), les investigations ont été ici effectuées en « face-à- face ». Au total, plus de 1 600 personnes âgées de dix-huit à soixante-neuf ans ont accepté de participer à cette étude originale.

MULTIPARTENARIAT

« *Rien ne vient indiquer dans les données de notre enquête qu'il existe aux Antilles et en Guyane une activité sexuelle particulièrement intense*, indiquent les auteurs. *Les proportions des personnes sexuellement actives au cours de la vie et des douze derniers mois sont sensiblement identiques dans ces pays et en France métropolitaine. De même, le nombre moyen de rapports sexuels que ces personnes ont déclaré avoir eu durant le mois qui a précédé l'enquête (cinq aux Antilles et sept en Guyane) est proche de celui indiqué par les personnes qui avaient été interrogées sur le même thème dans l'Hexagone. En ce qui concerne l'âge auquel les individus ont fait l'amour pour la première fois, on n'observe pas aujourd'hui une précocité particulière des habitants des départements d'Amérique. L'apparition du sida n'a pas conduit, en règle générale, les jeunes de ces pays à retarder l'âge de leur premier rapport sexuel. Ce phénomène est, il est vrai, retrouvé dans l'Hexagone.* »

L'enquête conclut par ailleurs, que les hommes des départements français d'Amérique manifestent « *un attachement à la pénétration beaucoup plus important en proportion que les hommes de l'Hexagone, ce qui n'est pas le cas des femmes de ces départements* ». Après celle conduite dans l'Hexagone, cette nouvelle enquête croit pouvoir attester « *de l'universalité de la pénétration vaginale* ». « *Il n'en est pas de même pour les autres pratiques sexuelles*, ajoutent les enquêteurs. *A l'inverse de ce qui est observé pour le coït vaginal, la pénétration anale est assez peu pratiquée dans les rapports entre hommes et femmes (...). La déclaration des pratiques bucco-génitales se situe à un niveau intermédiaire entre ceux du coït vaginal et la pénétration anale dans les trois départements. Nous constatons que ces pratiques recueillent toujours des pourcentages inférieurs à ceux observés en métropole (...). En ce qui concerne la masturbation, l'écart considérable entre les pourcentages enregistrés dans les départements d'outre-mer et ceux observés en métropole témoigne d'une très forte dévalorisation de l'auto-érotisme dans cette région, et ce plus encore pour les femmes que pour les hommes.* »

Cette enquête met surtout en lumière l'importance dans ces départements français d'Amérique du « *multipartenariat* » hétérosexuel et du recours des hommes à la prostitution féminine. Les auteurs soulignent ainsi que leurs résultats indiquent sans ambiguïté qu'une forte proportion d'hommes vivant aux Antilles et en Guyane ont fait, durant l'année précédant l'enquête, ou font encore au moment de cette dernière l'amour avec deux personnes ou plus. Par rapport à l'Hexagone, ce pourcentage est, en Martinique, multiplié par deux et en Guadeloupe ou en Guyane multiplié par trois ou plus. En d'autre termes, en Guadeloupe et en Guyane, près du dixième et près du quart des hommes sexuellement actifs ont, au cours de leur vie, été « voir » au moins une fois une prostituée dans les cinq dernières années contre – selon les déclarations des personnes interrogées – moins de 5 % en Martinique et dans l'Hexagone.

Le multipartenariat des Antilles et de la Guyane est à plusieurs titres différent de celui qui peut être identifié dans l'Hexagone. Il n'est d'abord pas l'apanage des jeunes en phase d'initiation sexuelle, « *mais davantage un comportement qui persiste durablement chez les individus même si son importance tend, comme partout ailleurs – mais bien moins vite qu'en d'autres endroits –, à s'amenuiser avec le vieillissement* ». Par ailleurs, la part du « *multipartenariat simultané* » y est particulièrement forte chez les hommes. Une autre différence avec la métropole tient au plus grand nombre des hommes des Antilles et de la Guyane vivant en couple et déclarant avoir eu plus d'un partenaire au cours des douze derniers mois : entre 20 % des hommes mariés en Martinique et 30 % en Guadeloupe, soit trois ou quatre fois plus que la moyenne métropolitaine.

EN PREMIÈRE LIGNE

« *Tous les indices convergent pour souligner que chez les hommes des départements d'Amérique, le multipartenariat, même s'il est globalement minoritaire, ne constitue pas un comportement marginal* », peut-on lire dans le rapport de l'enquête. Ce multipartenariat hétérosexuel, ce recours masculin important à la prostitution féminine, ne permettent sans doute pas d'établir scientifiquement un lien de causalité avec la prévalence de l'infection par le VIH.

Pour autant, les auteurs de cette enquête soulignent les liens étroits entre les données comportementales *a priori* à risque et l'épidémiologie de l'infection. Il y a là un phénomène majeur dont les nouveaux responsables de la santé publique ne pourront durablement faire l'économie. Sauf à considérer que les Antilles et la Guyane, terres lointaines mais en première ligne du combat contre le sida, doivent « naturellement » payer un plus lourd tribut que l'Hexagone à cette maladie.

Jean-Yves Nau

La connaissance du risque n'a guère modifié les pratiques

Le dépistage est parfois considéré comme un moyen de protection

LES CHERCHEURS de l'ANRS disent avoir été « *surpris* » de constater à quel point l'épidémiologie de l'infection par le virus du sida est liée aux comportements sexuels des populations des Antilles et de la Guyane. Ce parallélisme se présente cependant différemment dans les trois départements étudiés. La Martinique présente un bilan « *au mieux, relatif quant à l'épidémie* » et apparaît « *plus sage* » du point de vue des conduites à risque, alors que la Guadeloupe, « *pas si sage* », connaît des taux d'infection plus élevés. En Guyane, la situation épidémiologique se révèle encore plus dégradée bien que les comportements semblent « *prudents* ». Ce découpage renvoie, selon les auteurs, aux « *différences notables* » entre les trois sociétés, « *notamment dans leur relation à la métropole : au plus près de l'Hexagone (...), la martiniquaise, au plus loin, la guyanaise* ».

A bien des égards, les attitudes des ressortissants de ces trois départements face au sida ne diffèrent sensiblement pas de celles observées en métropole. Si « *le préservatif est encore jugé d'un usage difficile par un nombre important de personnes* », son « *niveau d'acceptation* » semble équivalent à celui qui prévaut en France métropolitaine. Les chercheurs ont ainsi recensé « *à peu près la même proportion d'utilisatrices de préservatifs aux Antilles qu'en métropole* ». Cependant, « *les hommes des trois départements français d'Amérique devancent nettement ceux de la métropole, et ce jusqu'à trente points chez les 25-34 ans* ». Ce relativement bon niveau d'utilisation du préservatif ne doit pourtant pas masquer les nombreux obstacles qui restent à franchir pour élaborer des messages de prévention efficaces.

« *L'absence de protection chez plus de la moitié des hommes mariés multipartenaires* » mérite en premier lieu d'être soulignée. En moyenne, près de six hommes multipartenaires mariés sur dix n'ont jamais utilisé de préservatifs au cours des douze derniers mois, tandis que les hommes multipartenaires ne vivant pas en couple sont seulement deux sur dix. Ensuite demeure une « *part relativement forte des personnes qui ne sont pas protégées au cours du dernier rapport décrit* » ainsi qu'un « *faible usage de la protection chez les femmes multipartenaires guyanaises* », sans doute lié au taux de refus plus élevé chez les hommes de ce département que chez les Antillais. « *La faiblesse relative de la confidence sexuelle* » vient compliquer la tâche.

MÉPRISE

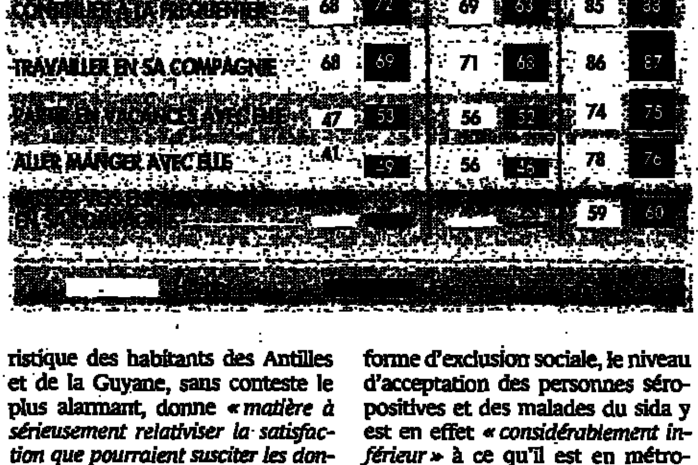
Hormis le mode de contamination par « *piqûres intraveineuses* », visiblement moins bien identifié qu'en métropole, « *les connaissances et les représentations (...) des problèmes relatifs à l'infection par le VIH sont dans l'ensemble assez bonnes* », indique l'enquête, même s'il subsiste des lacunes, concernant notamment « *le risque associé à certaines pratiques très dangereuses comme la pénétration anale non protégée* » ou encore « *ce qu'il est légitime ou non, pour l'individu, d'attendre du dépistage* ».

Le pourcentage d'individus ayant déclaré avoir subi un test de dépistage de l'infection par le VIH au cours des douze mois précédant l'enquête est, aux Antilles et en Guyane, approximativement le double de ce qu'il est en métropole. Cette donnée « *semble indiquer que la conscience du danger de contamination est avivée (...) par la gravité de l'épidémie* ». Ce recours massif et volontaire au dépistage pourrait être dû à « *la tendance de certains individus à projeter la responsabilité de ce qui leur arrive à l'extérieur d'eux-mêmes* », et le recours au dépistage « *les découragerait, par ailleurs, à utiliser des préservatifs* ». Plus inquiétant, 85 % des personnes interrogées ont jugé efficace, en termes de prévention du risque, le fait de se soumettre à un test de dépistage.

L'autre comportement caractéristique des habitants des Antilles et de la Guyane, sans conteste le plus alarmant, donne « *matière à sérieusement relativiser la satisfaction que pourraient susciter les données concernant le niveau de la connaissance des modes de transmission* ». Signe d'une nouvelle forme d'exclusion sociale, le niveau d'acceptation des personnes séropositives et des malades du sida y est en effet « *considérablement inférieur* » à ce qu'il est en métropole : un enquêté sur cinq – soit trois fois plus qu'en France métropolitaine – pense par exemple qu'il est légitime de licencier une personne infectée par le virus du sida ou d'interdire à un enfant atteint d'aller à l'école...

Face à cette « *insuffisance dramatique de la tolérance à l'endroit des personnes atteintes par le VIH* », et parce qu'« *il n'y a pas de relation d'implication nécessaire entre les connaissances (ou les jugements) et les pratiques* », les chercheurs soulignent la nécessité d'« *innover dans la définition des stratégies de prévention* ». Ils concluent ainsi que « *l'acceptation des séropositifs et des malades* » constitue « *une absolue priorité de l'action préventive* ».

L. F.



Trouble de l'ordre public

Les enquêteurs de l'ANRS n'étaient pas sans inquiétudes quant à la faisabilité de leurs travaux et aux répercussions que pourrait avoir la publication de leurs résultats. Ils durent, dans un premier temps, affronter le scepticisme sinon l'opposition des responsables de l'action sanitaire et sociale de ces départements. « *En Guyane, on a même essayé de nous empêcher de travailler,* nous a expliqué Michel Giraud. *Nous avons été convoqués chez le préfet et notre questionnaire a été faxé place Beauvau, à Paris. On nous a expliqué que nous risquions de mettre en danger l'ordre public... Et il a fallu que les responsables nationaux de ce travail et que le ministère de la recherche donne de la voix pour qu'on nous laisse continuer.* » A l'inverse, les enquêteurs soulignent le très bon accueil qu'ils ont reçu sur le terrain de la part des populations concernées, comme en témoigne la faible proportion des personnes refusant de répondre à des questions relatives à leur sexualité.

L'avocat général demande la réclusion criminelle à perpétuité contre Henri Jacomet

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Quand l'instruction à l'audience est terminée, quand la parole est aux gens de robe, c'est l'instant où les faits disparaissent derrière les mots. Celui où la magie du verbe permet de raisonner, d'expliquer et même d'interpréter. Il n'y a là que l'application normale des règles de la cour d'assises et si parfois l'esprit est submergé par les discours, il reste toujours la possibilité de s'accrocher à quelques constatations indiscutables qui guideront la pensée. Dans le procès d'Henri Jacomet, cette bouée de sauvetage n'existe pas. Devant la cour d'assises de la Haute-Garonne, il n'y a eu que des mots pour construire des hypothèses et sept ans de procédure n'ont pas permis de fournir un élément matériel suffisamment probant pour enrichir un débat uniquement fondé sur des convictions.

PROCÈS

La seule certitude est constituée par la découverte, le 13 juillet 1988 dans une maison d'Huos (Haute-Garonne) de trois cadavres : ceux de Fabienne, épouse d'Henri Jacomet, de Joëlle, sa belle-sœur, et de Fernando, son beau-frère. La position de la famille des victimes, partie civile, était d'autant plus évidente que les débats avaient déjà montré qu'Henri Jacomet n'était pas aimé par sa belle-famille. Parmi leurs conseils, Mᵉ Monique Naoum a longuement démonté le dossier pour en extraire chaque détail qui puisse être interprété à la charge de l'accusé. Plus réaliste, Mᵉ Alain Furbury a d'abord expliqué au jury toutes les subtilités de « *la liberté de la preuve* », qui peut être constituée « *d'indices et de présomptions* ».

Cette précaution étant prise, l'avocat s'attaqua au dossier. La personnalité d'Henri Jacomet n'offrant aucune particularité susceptible d'étayer l'accusation, il constatait que l'accusé était « *effroyablement normal* ». Une partie des experts de médecine légale ayant conclu au suicide de Fernando, qui serait alors le meurtrier des deux femmes, Mᵉ Furbury s'attacha à détruire cette version. « *Plus je plaide devant la cour d'assises, plus je suis effaré par l'incompétence des scientifiques* », tonnait l'avocat avant d'ajouter : « *Il y a des gens qui sont partis au bagne à cause de ces absurdités.* » La phrase pourrait être exploitée par la défense, mais il s'agissait, pour Mᵉ Furbury, d'écarter la thèse du suicide de Fernando et de démontrer qu'une multitude d'éléments l'avaient convaincu de la culpabilité d'Henri Jacomet.

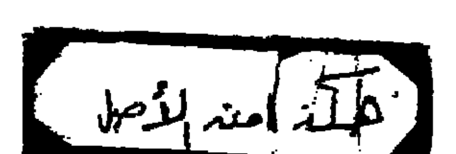
Dans ce contexte flou, le réquisitoire était particulièrement attendu car le parquet, quand il décide de soutenir l'accusation, doit montrer plus de rigueur que les parties civiles. Défenseur de la société, son discours est empreint de la précision la plus grande et il peut dénoncer les carences d'un dossier. Mais si l'avocat général, François Baxerres, s'y est employé, c'est pour regretter les conclusions des premiers enquêteurs, qui avaient penché pour le suicide de Fernando. Il expliquait cette attitude par « *l'horreur qui a paralysé les enquêteurs et les magistrats* ». La suite se devinait facilement : à ses yeux, Henri Jacomet était coupable. Mais c'est l'argumentation qui a surpris car le magistrat l'a présentée en trois points : « *1) Fernando n'a pas pu tuer Fabienne et Joëlle car il n'avait pas de mobile ; 2) Fernando ne s'est pas suicidé car il n'avait aucune raison de le faire ; 3) Jacomet est le seul à avoir pu commettre ce meurtre et il n'a pas d'alibi.* »

Et, laborieusement, M. Baxerres développa ces trois points dans un réquisitoire fondé sur le principe de l'élimination successive des hypothèses les plus fragiles. « *Les preuves sont là !* » osait affirmer l'avocat général avant d'admettre en se tournant vers les jurés : « *Votre tâche n'est pas facile.* » Puis en demandant la réclusion criminelle à perpétuité contre Jacomet, il ajoutait cette phrase sibylline : « *Je vous répète ma conviction étayée par un dossier où tout ce qu'il a été possible de faire a été fait.* »

Comme l'avocat général s'était tourné vers elle en exigeant des explications – avant de lancer, solennel : « *Il ne suffit pas de dire "c'est pas moi !"* » –, la défense était contrainte de tenter de prouver l'innocence de Jacomet. Avant la plaidoirie, mercredi matin, de Mᵉ de Caunes, Mᵉ Catherine Mouniélou remarquait : « *Il n'est pas aussi simple de dire : "Si ce n'est pas lui, c'est l'autre." On ne fait pas une enquête avec des suppositions. Ce procès est celui de la passion, pas celui de la raison.* »

Maurice Peyrot





Le conseiller Van Ruymbeke relance l'enquête sur le financement du Parti républicain

Une « affaire koweïtienne » permettra-t-elle d'établir un lien entre Gérard Longuet et le banquier Alain Cellier ?

Le conseiller Renaud Van Ruymbeke tente d'éclaircir les conditions de versement d'une commission versée sur un compte panaméen à la suite de négociations entreprises au Koweït, en 1987-1988, par un conseiller du ministre délégué aux PTT, Gérard Longuet. Cette commission pourrait permettre d'établir un lien entre les comptes du banquier Alain Cellier et le financement du Parti républicain.

S'EFFORÇANT depuis des mois d'établir un lien entre les comptes du banquier Alain Cellier et les dirigeants du Parti républicain, le conseiller rennais Renaud Van Ruymbeke enquête actuellement sur une affaire qui pourrait lui permettre d'arriver à ses fins. Au coeur de cet imbroglio, une commission de plusieurs dizaines de millions de francs versés sur un mystérieux compte panaméen lors de négociations effectuées, en 1987 et 1988, au Koweït par un conseiller de Gérard Longuet et destinées à régler le contentieux d'une société française de télécommunications. Une négociation d'un genre un peu particulier puisqu'elle donna lieu à une étonnante manipulation au détriment d'une société suisse.

Tout a commencé il y a quelques semaines, le 23 mai, lors d'une perquisition effectuée au domicile parisien d'un proche collaborateur de M. Longuet, M. Constandinov. Le magistrat rennais avait alors mis la main sur une lettre datant de 1987 dans laquelle Gérard Longuet, alors ministre délégué chargé des PTT auprès du ministre de l'industrie, des PTT et du tourisme, Alain Madelin, demandait à M. Constandinov d'accomplir une mission d'information et de négociation destinée à récupérer un milliard de francs de créances dues par le Koweït à la Compagnie générale des constructions téléphoniques (CGCT) (*Le Monde* des 25 et 26 mai 1995). La société française, qui avait livré des centraux téléphoniques à ce pays à la suite de contrats signées en 1983, n'arrivait pas à se faire payer et avait sollicité l'intervention du ministère des télécommunications.

Entendu par le conseiller Van Ruymbeke, M. Constandinov avait indiqué que sa mission avait abouti, en 1988, à la restitution par le Koweït de 70 millions de francs. Il avait ajouté que cette somme avait été remise intégralement à la CGCT et qu'il n'y avait pas eu de commission versée à cette occasion. Estimant que les investigations du magistrat rennais *« ne le concernent pas »*, M. Constandinov n'a pas souhaité répondre aux questions du *Monde*. Quand au magistrat genevois chargé de l'enquête sur le réseau de comptes d'Alain Cellier, il n'a voulu *« ni confirmer, ni démentir »* nos informations.

Telle que nous avons pu la reconstituer, cette affaire est en effet plus compliquée que ne l'affirme M. Constandinov. En 1986, la société La Signalisation, filiale de la CGCT, possède une créance de plusieurs centaines de millions de francs (18 690 582 dinars koweitiens) au Koweït où elle a installé des centraux téléphoniques. Pour négocier avec le ministère koweitien des Télécommunications, elle passe un accord d'assistance technique avec une société suisse de consultants, Egecena S. A. Pour l'appuyer dans cette négociation, celle-ci fait à son tour appel aux services d'un consultant français bien introduit dans les milieux dirigeants du Koweït, Thierry Latour.

LA PLAINTE D'EGECENA

Selon l'avocat français de la société suisse, Me José Rosell, du barreau de Toulouse, les négociations, qui se sont déroulées en 1987 et 1988, aboutissent à un accord. Pourtant, les honoraires d'Egecena, qui s'élèvent à 1,6 millions de dinars (32 millions de francs) tardent à venir. Les dirigeants de la société suisse ont même l'impression qu'ils sont sur le point de se faire doubler par des Français venus en cours de route se greffer sur la négociation. Pour renforcer sa main, alors que les discussions achoppaient, M. Latour aurait fait appel à l'une de ses connaissances, Pierre Rochon, beau-frère de Gérard Longuet. C'est à la suite de cette démarche que M. Longuet aurait mandaté M. Constandinov pour qu'il participe, lui aussi, aux négociations.

Convaincus qu'il sont victimes d'un double jeu, les Suisses déclenchent une action judiciaire qui aboutit le 3 mars 1988 à la saisie conservatoire des honoraires qui leurs sont dûs. Signifiée au ministre des télécommunications du Koweït, cette mesure sera superbement ignorée. Dans les jours suivants, les fonds faisant l'objet de la saisie sont transférés *« sur le compte d'une société panaméenne »*, nous a précisé Me Rosell. *« Les recherches menées par ma cliente,* note M. Rossell dans une lettre adressée le 30 mai à M. Van Ruymbeke dans laquelle il annonce qu'Egecena souhaite se porter partie civile, *(...), montrent que des pressions ont été exercées par des membres du gouvernement français auprès d'un tiers saisi, en l'occurence le ministère des communications du Koweït, pour qu'il soit passé outre à une mesure conservatoire prise par une autorité judiciaire du Koweït afin d'empêcher que Egecena, créancière légitime des sommes saisies, puisse les recouvrer le moment venu, tout en demandant qu'une partie de ces sommes soient versées dans un compte panaméen, avec le plus grand mépris des droits de la société Egecena. »*

MM. Latour et Constantinov se sont-ils entendus pour partager les honoraires des consultants suisses, avec la complicité de responsables koweitiens haut-placés ? Où sont allés les 32 millions de francs ? Où se trouve le nouveau compte panaméen ? Qui le gère et au profit de qui ? Se pourrait-il qu'il ait été ouvert en Suisse ou au Luxembourg et qu'il appartienne à la nébuleuse de M. Cellier ? On devrait y voir bientôt un peu plus clair. En effet, pour retrouver le cheminement des 32 millions, qu'elle considère comme des honoraires lui restant dûs, Egecena a récemment porté plainte et fait rouvrir le dossier de liquidation de La Signalisation (cette liquidation est intervenue le 30 juin 1994). Le liquidateur était la Cogecom, holding coiffant les filiales de France-Télécom actuellement dirigé Marc Dandelot, ancien directeur du cabinet de Gérard Longuet au ministère des PTT...

Reste donc à savoir si le développement *« koweitien »* de cet imbroglio politico-financier permettra d'établir un lien entre Gérard Longuet et le système de comptes anonymes mis en place par le banquier Alain Cellier en Suisse et au Luxembourg. Le conseiller Van Ruymbeke avait déjà mis au jour une telle relation lorsqu'il avait découvert, en 1994, qu'un dessous-de-table de 6 millions de francs, négocié par Gérard Longuet dans l'affaire des locaux du PR, avait transité par un compte luxembourgeois dont l'ayant droit était Alain Cellier. A plusieurs reprises, les dirigeants du Parti républicain ont démenti tout lien avec les comptes gérés par M. Cellier sur lesquels auraient transité, depuis 1986, une centaine de millions de francs.

Roland-Pierre Paringaux

L'amnistie sera accompagnée d'un décret de grâces

LE GARDE DES SCEAUX, Jacques Toubon, a annoncé mardi 13 juin que l'amnistie qui suit traditionnellement l'élection du président de la République serait accompagnée d'un décret de grâces collectives. Selon le ministre, ce texte pourrait prévoir des dispenses de peine de sept jours par mois dans une limite de quatre mois maximum. Au total, la combinaison de ces deux mesures – amnistie et grâces collectives – aboutirait à la libération anticipée, de juin à septembre, de 4 500 à 5 000 détenus.

Depuis 1988, ces grâces collectives du 14 juillet sont devenues une véritable habitude. Des décrets prévoyant des dispenses de peine plus ou moins généreuses ont ainsi été signés en 1988, 1989, 1991, 1992, 1993 et 1994. Ces mesures de clémence ont pour but de soulager une administration confrontée à une augmentation régulière de la population carcérale : au 1er mai, les prisons françaises comptaient 57 782 détenus, contre 38 000 en 1984. Grâce à ce mécanisme, les sorties ne sont pas concentrées brutalement sur quelques mois, comme elles l'avaient été en 1981 et 1985 : afin de limiter la récidive, les libérations anticipées sont étalées sur plusieurs années, ce qui permet de prévoir des mesures d'accompagnement à la sortie.

■ **FRANÇAISE DES JEUX : Me Philippe Lemaire, avocat de Gilles Ménage**, ancien directeur de cabinet de François Mitterrand, a annoncé, mardi 13 juin, qu'il *« portait plainte contre* Le Monde *pour diffamation, violation et recel du secret professionnel et du secret de l'instruction »*, après la publication d'informations révélant l'audition de M. Ménage par les policiers comme témoin dans l'enquête sur Gérard Colé, ex-PDG de la Française des jeux. Dans son édition du 14 juin, *Le Monde* indiquait que, selon les explications de M. Ménage, un système de primes occultes avaient été institutionnalisé à l'Elysée afin de compléter la rémunération de certains collaborateurs.

■ **GÉNÉRALE DES EAUX : Guy Dejouany**, PDG de la Compagnie générale des Eaux (CGE), mis en examen pour corruption active dans une affaire de marché public à Saint-Denis de la Réunion, a été placé sous contrôle judiciaire, lundi 12 juin à Paris, par le juge d'instruction réunionnais Jean-Michel Prêtre. Le contrôle judiciaire de M. Dejouany, *« très limité »* interdit à M. Dejouany de rencontrer les élus réunionnais impliqués dans cette affaire, mais lui laisse la *« capacité de plein exercice »* de ses fonctions de PDG de la CGE.

Le gourou des « chevaliers du lotus d'or » présenté au juge d'instruction de Digne

GILBERT BOURDIN, soixante et onze ans, gourou de la secte des chevaliers du lotus d'or, a été présenté mercredi matin 14 juin, au juge d'instruction Yves Bonnet, du tribunal de grande instance de Digne (Alpes-de-Haute-Provence). M. Bourdin risquait une mise en examen pour viol. Une ancienne disciple, aujourd'hui âgée de vingt-neuf ans, affirme avoir été victime d'agressions sexuelles répétées, entre quatorze et dix-huit ans, lorsqu'elle se rendait avec sa mère au temple du Mandarom, à Castellane. Le *« messie cosmoplanétaire »* Gilbert Bourdin nie les faits qui lui sont reprochés.

Lundi, la police judiciaire avait procédé à une vaste opération dans le monastère (*le Monde* du 14 juin). Dix-sept autres personnes, parmi lesquelles la mère de la plaignante, avaient été placées en garde à vue et entendues par les enquêteurs du Service régional de police judiciaire (SRPJ) de Marseille.

DISPARITIONS

Mikel Dufrenne

Philosophe et esthéticien

LE PHILOSOPHE Mikel Dufrenne est mort samedi 10 juin. Né le 9 février 1910, il était âgé de quatre-vingt-cinq ans. Il était l'auteur d'une réflexion phénoménologique sur l'art, dont la réputation a débordé largement nos frontières. Si la maladie l'avait contraint depuis plusieurs années à renoncer à l'écriture, il continuait, quoique confiné dans son appartement, à porter au monde extérieur un intérêt sans faille.

Normalien, agrégé de philosophie et docteur ès lettres, il enseigna à Poitiers de 1955 à 1964, puis à Paris-X Nanterre, de 1964 à 1974, où il créa le département de philosophie. Directeur de la collection « Esthétique » aux éditions Klincksieck, il dirigea aussi, avec Olivier Revault d'Allonnes, la *Revue d'esthétique* et était, depuis 1994, président d'honneur de la Société française d'esthétique. Sur une quinzaine de livres et de nombreux articles – *Le Monde* avait publié un long entretien avec lui dans ses numéros des 30 et 31 mai 1978 –, on retiendra surtout, outre le *Karl Jaspers et la philosophie de l'existence*, qu'il rédigea avec Paul Ricœur pendant leurs cinq années de captivité, *la Phénoménologie de l'expérience esthétique* (1953, réédité aux PUF en 1992), *Le Poétique* (1963, réédité aux PUF en 1973) et les volumes d'*Esthétique et philosophie*, publiés en 1967, 1976 et 1981 (Klincksieck). Son dernier livre, *L'Œil et l'Oreille*, avait paru en 1987 à Montréal avant d'être repris aux éditions J.-M. Place, en 1991.

L'IMAGINAIRE

La philosophie de l'art est le champ dans lequel s'est développée sa réflexion la plus connue : la *Phénoménologie de l'expérience esthétique*. Si l'analyse des œuvres d'art n'en constitue pas l'objet, ce texte essentiel ouvre d'autres perspectives. Il s'articule autour de ce que Mikel Dufrenne nomme *« l'objet esthétique »*, c'est-à-dire l'œuvre d'art en tant qu'elle donne lieu à une perception esthétique. Il n'y a d'art que si quelqu'un fait place aux œuvres et les apprécie comme telles. Les articles regroupés dans *Esthétique et philosophie* précisent et développent les thèmes de l'œuvre principale : l'expérience esthétique est abordée à travers les conditions qui la rendent possible, du côté du monde et du sujet qui s'y ouvre, comme du côté de l'objet qui la provoque : il y est question de *« l'esthétisable »* de l'imaginaire, de l'art contemporain.

Cette réflexion ne constitue cependant que la partie apparente d'un champ de recherches, indispensable à la compréhension de l'œuvre de Mikel Dufrenne : marqué en ses débuts par la sociologie autant que par la phénoménologie, il resta toute sa vie partagé entre un intérêt pour le politique – *Pour l'homme*, en 1968 (Seuil), *Art et politique*, en 1974 (« 10-18 »), *Subversion, perversion*, en 1977 (PUF) – et un engagement dans une réflexion philosophique fondamentale qui fonde son esthétique : deux ouvrages consacrés aux *a priori* en marquent les étapes, en 1959, puis en 1981.

Sans doute fut-il difficile pour Mikel Dufrenne, critique à l'encontre du structuralisme comme des développements onto-théologiques de la phénoménologie, d'imposer sa vision de ce qui relève d'une conception de la Nature dans laquelle la philosophie de l'art est élargie au sentir, dans son acception la plus vaste. Seule pourtant cette philosophie de la Nature, pensée du sensible et du positif, mais tout aussi bien du possible et du virtuel, permet d'embrasser la totalité du champ parcouru par Mikel Dufrenne. Il se consacra à l'amitié. Il y trouva un terrain pour cultiver les bonheurs du sentir et pour penser *« la chair du monde »*.

Maryvonne Salson

★ **Professeur de philosophie à l'université Paris-X**

Noël Devaulx

Un maître du conte fantastique

L'ÉCRIVAIN Noël Devaulx est mort, vendredi 9 juin, à son domicile ardéchois. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Plus proche de Nodier ou de Villiers de l'Isle-Adam que de ses contemporains, Noël Devaulx était un conteur raffiné, subtil, et assez méconnu, bien que distingué par de nombreux prix – notamment, le Grand Prix de la Société des gens de lettres, qui lui avait été décerné en 1989 pour l'ensemble de son œuvre. De ses récits insolites, on pourrait dire, pour reprendre le titre d'un de ses recueils, qu'ils ont *Vue sur la zone*, une zone obscure, lointaine, aux frontières de la veille et du songe.

Rien ne semblait prédisposer Noël Devaulx à écrire ce genre d'ouvrages. Né en 1905, cet ancien élève du collège des jésuites de Brest – sa ville natale – a exercé pendant quarante ans, à l'issue de ses études à l'Ecole supérieure d'électricité, le métier d'ingénieur, spécialisé dans les centrales thermiques. Mais ce lecteur de Nietzsche et de la Bible, de Kierkegaard et de Chestov a été bouleversé par les conteurs russes, découverts à travers la traduction de Boris de Schoelzer.

L'amitié de ce dernier, rencontré lors d'une cure à Amélie-les-Bains, a été déterminante pour Noël Devaulx : encourageant ses premiers essais en prose, il lui a fait connaître Jean Paulhan, qui a publié son premier récit dans la revue *Mesures*. En 1945, son premier recueil de nouvelles, *L'Auberge Parpillon* (récemment réédité dans la collection « L'Imaginaire ») paraît chez Gallimard : à travers des paysages inconnus, il y est question de folie et de mort. Dans une postface très élogieuse, Paulhan définit l'étrange attrait qu'exercent ces *« allégories sans explication et* [ces] *paraboles sans clé »*.

« LE REMÈDE DE PROUST »

Après *Le Pressoir mystique*, écrit clandestinement pendant l'Occupation et publié en 1948 par Albert Béguin à la Bâconnière, en Suisse, Noël Devaulx publie quelques récits, comme *Sainte Barbegrise*, et de nombreux recueils de nouvelles, *Le Lézard d'immortalité* (Prix de la nouvelle de l'Académie française), *La Plume et la racine*, *Le Manuscrit inachevé* (prix Valéry-Larbaud) : le plus récent, *Visite au palais pompéien*, a paru en 1994.

Son nom de plume, choisi dès ses débuts, montrait bien la séparation entre sa vie de père de famille nombreuse et son travail d'écrivain : *« Il y avait vraiment une cloison étanche entre les deux activités de mon existence*, confiait-il dans un entretien au *Monde* du 6 mai 1983. *J'écrivais la nuit dans un nuage de fumée de poudre Legras, qui était alors le seul médicament de l'asthme. C'était aussi, je crois, le remède de Proust. »*

Dans le fantastique de Noël Devaulx, le surnaturel a moins de place que la rêverie métaphysique, voire mystique. Ces contes déroutants retracent souvent les étapes d'une aventure intérieure, sans jamais vraiment la conduire à son terme. Ils dissimulent leur contenu, pareils au *Vase de Gurgan*, une de ces céramique persanes où l'on enfermait des trésors, au temps de Tamerlan. Clos sur son mystère, ce vase contient-il de l'or, de la bourre ou du vide ? Qu'importe, puisqu'il est, un peu comme le *Faucon maltais*, fait de la matière de nos rêves.

Monique Petillon

■ **RENÉ FIRINO MARTELL**, ancien PDG de la société Martell, est mort, mardi 6 juin, à l'âge de soixante-huit ans. Héritier direct du fondateur de Martell, l'une des plus vieilles maisons de négoce de cognac créée en 1715, René Firino Martell était entré dans la société à l'âge de vingt-deux ans avant d'en devenir le président en 1977, jusqu'en 1988, date à laquelle il avait cédé le contrôle de la firme au groupe canadien Seagram.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Catherine FERBOS-NAKOV
et Andréï Boris NAKOV,
laissent à Iris et Constantin,
la joie d'annoncer la naissance de

Daria,

née le 11 juin 1995, à Paris.

Ania et Dimitri s'associent à cet heureux événement.

Mariages

Lo Zio Pan
et la Zia Hélène de Paris
ont l'immense bonheur d'annoncer le mariage qui a eu lieu le 1er mai à New York de

Luca BOTTELLO
et
Jessica CAPPA,
(dessiners).

Nos remerciements émus et étonnés à leurs grands-parents, le comte Arturo Bottello del Casalot et la comtesse Norma, qui grâce à leur générosité ont contribué à la réalisation de cet heureux événement, ainsi qu'à Claudio, Lucetta, Fabrizio, Carmen, Tommy, etc.
Paris, 13 juin 1995.

Décès

– Mme Lucile Chaussat,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis CHAUSSAT,

survenu à Paris le 12 juin 1995.
Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 15 juin à 15 h 30 en l'église de Seur (Loir-et-Cher).

30, rue des Montils,
41120 Seur.
59, rue Auguste-Lançon,
75013 Paris.

– Nogent-sur-Oise. Lamorlaye.

Mme Coryse Trinquet,
sa fille,
Antony et Laura,
ses petits-enfants,
Ses oncles et tantes,
cousins et cousines,
Le personnel de l'Hostellerie du Lys de Lamorlaye,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger COCU,
chevalier de la confrérie du Sabre d'Or,

survenu le 11 juin 1995, à Creil, dans sa cinquante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 juin, à 9 h 30, en l'église de Nogent-sur-Oise, sa paroisse.

Réunion à l'église.
Condoléances sur registre.

Après la crémation, les cendres seront inhumées au cimetière de Nogent-sur-Oise, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Hostellerie du Lys,
60260 Lamorlaye.

– Mme Danièle Demouy, son épouse,
Mme Colette Domergue, sa mère,
M. et Mme Yves Domergue
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Gérard
et leurs enfants,

Ses frère, sœur, belle-sœur, beau-frère, neveux et nièce,
Mme Monique Demouy,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain DOMERGUE,

survenu le 13 juin 1995, dans sa cinquante-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 16 juin, à 15 heures, en l'église Notre-Dame, à Gaillon (Eure).

4, avenue Antoine-Quinson,
94300 Vincennes.
6, rue du Four-à-Baon,
27600 Gaillon.

– Ses associés
Et toute l'équipe de MBD Design
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain DOMERGUE,
directeur fondateur,

survenu le 13 juin 1995.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Victor-Hugo,
93100 Bagnolet.

– On nous prie d'annoncer le décès de

G.M. Michel DRUCKER,

survenu le 3 juin 1995, dans sa quatre-vingt-douzième année.

De la part de ses enfants, de ses petits-enfants, de ses arrière-petits-enfants,
Et des bénédictines de l'abbaye N.-D.-de-Fidélité, à Jouques (Bouches-du-Rhône),
où ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

14, rue Choron,
75009 Paris.
4, rue Martel,
75010 Paris.

– Bernard Dufour,
Philippe Dufour,
Et la famille Dufour-Boulanger,
Alex et Liliane Vatin et leurs enfants,
La société Pascale,
font part du décès de

Martine DUFOUR,
née Vatin,

survenu le dimanche 11 juin 1995.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, rendez-vous à l'entrée principale à 15 heures, le jeudi 15 juin.

– Le bureau national de la MGEN,
Le conseil d'administration,
ont la tristesse de faire part du décès de

Michel FLANDRIN,
secrétaire général adjoint
(chargé du secteur prévoyance).

L'incinération a eu lieu le 14 juin à Cornebarrieu (31).

– Maïté Bonnafous,
sa compagne,
Marina Dupont,
sa sœur,
Les familles Cassou, Dupont, Lauque, Rousse et Séguret,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Paul DUPONT,
magistrat honoraire,

survenu le 10 juin 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année.

6, rue Georges-Bizet,
09200 Saint-Girons.

– Mme Yvan Fortunel,
Et sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Alain FORTUNEL,

survenu le 10 juin 1995, à l'âge de quarante-six ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Bergerac où l'on se réunira.

– La direction et le personnel de la société Jacques Jaunet SA (New Man) ont le regret de faire part du décès accidentel de

M. Alain FORTUNEL,

survenu le 10 juin 1995.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Bergerac où l'on se réunira.

– M. et Mme Jean-Louis Gerondeau,
M. et Mme Vincent Gerondeau
et Marie,
M. et Mme Sébastien Gerondeau,
Mlle Charlotte Bellet,
sa fiancée,
Mme Jean Gerondeau,
Mme Raymond Quentin,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Jean-Gabriel GERONDEAU,

survenu à Dallas (Texas), le 9 juin 1995.

Il avait vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, à Paris.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Bourgeauville (Calvados) dans l'intimité familiale.

– Les obsèques de

M. François GONNET,
journaliste littéraire
à Radio-France,

auront lieu le jeudi 15 juin 1995, à 15 h 45, au funérarium du cimetière des Batignolles, à Paris-17e.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les familles Kikoïne et Schnerb
ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon KIKOÏNE,

le 12 juin 1995.
Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le jeudi 15 juin (rendez-vous entrée principale).

De la part de Gérard Kikoïne,
28, rue Lalo,
75116 Paris.
Tél. : 45-01-22-99.

– Mme Charlotte Heilbrun,
M. et Mme Gabriel Austin
et leur fille Louise,
Alain et Béatrice Heilbrun
et leurs enfants Benoît et Charlotte,
Mme Françoise Heilbrun,
ses frère, sœurs, beaux-frères
et belle-sœur,
Monique Grandidier,
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Georges HEILBRUN,
dite Douce,
née Geneviève Camaret,

survenu à Paris, le 10 juin 1995.

Ils rappellent le souvenir de son époux,

Georges HEILBRUN,

disparu le 14 mai 1977.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, à 15 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, 75017 Paris, suivie de l'inhumation aux Batignolles, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

50, rue Madame,
75006 Paris.
9, rue Gustave-Flaubert,
75017 Paris.
6, rue de Vézelay,
75008 Paris.

– M. Claude Landrieu,
son époux,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Elsje LANDRIEU,
née Slooff,

survenu le 11 juin 1995.

– Pascale Dauman,
sa fille,
Yvette Guille,
sa sœur,
Les familles Guille et Hanin,
Ses neveux et petits-neveux,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Suzanne LETELLIER,

survenu à Vincennes, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

L'incinération a eu lieu le 13 juin 1995 et ses cendres ont été dispersées au jardin des Souvenirs du cimetière du Père-Lachaise.

– M. Jérôme Lindon,
M. Denis Lindon,
M. Laurent Lindon,
Mme Hélène Mackenzie Peers,
Leurs conjoints,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Raymond LINDON,
née Thérèse Baur,

survenu le 11 juin 1995.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

10, rue Bénouville,
75116 Paris.

– Les obsèques civiles de

Mme Claude PAPY

ont eu lieu dans l'intimité familiale le mardi 13 juin 1995 au cimetière communal de Bagneux.
En sa mémoire, des dons pourront être adressés à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75015 Paris, CCP 434 C Paris, 4, rue des Mathurins, 92220 Bagneux.

– Le conseil et les membres de la Société de l'histoire de l'art français
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Bruno PONS,
président de la Société
de l'histoire de l'art français,

survenu le mercredi 7 juin 1995.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 14 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7e.

– Mme Andrée Bohin, sa mère,
Laurence et Christophe Wilmart,
ses enfants,
Les familles Bohin et Wilmart,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marianne WILMART,
née Bohin,

survenu à Boulogne, le 13 juin 1995.
La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 16 juin, à 11 heures, en l'église de Saint-Sulpice-sur-Rille (Orne).

3, avenue du Maréchal-Juin,
92100 Boulogne.

– Mme Claire Xixonet Spira,
Sa fille et ses petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Camille XIXONET,
ancien vice-président
du Parti radical socialiste,
ancien cadet de Saumur,
école de Saint-Maixent,

survenu le 6 juin 1995, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Augustin, place Saint-Augustin, à Paris-8e.

63, boulevard des Batignolles,
75017 Paris.

Messes anniversaires

– Une messe à la mémoire de

Jean BAILLOU,

décédé le 22 juin 1990, sera dite par le Père Armogathe, aumônier de l'Ecole normale supérieure, le 22 juin 1995, à 19 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques.

Anniversaires

– Il y a sept ans, le 15 juin 1988, disparaissait

M. Ali ALI-MOKHNACHE,
retraité des PTT,
ancien joueur du M.O. Constantine.

Il y a neuf mois disparaissait (le 14 septembre 1994)

Mme veuve Ali
ALI-MOKHNACHE,
née Lazit Akila.

Ses filles Dalila, Fawzia, Fatima, Salima demandent une pensée à tous ceux qui les ont connus et aimés.

– Le 14 juin 1994,

Francis LAPIERRE,

nous quittait à l'âge de quarante sept ans.

Tu restes vivant dans nos cœurs.

– Il y a un an, le 15 juin 1994, un homme de qualité,

Ajax Jean
de COURTEMANCHE,
Marquis de LACLEMANDIÈRE,
secrétaire général de l'UFOD,

nous quittait.

Micheline Cousture, sa femme,
Sa famille, ses amis, ses anciens élèves, tous ceux qui l'ont connu et aimé vous demandent d'avoir une pensée pour lui.

En te lisant
J'entends tout ce que tu ne dis pas
En te relisant
Je découvre tout ce que j'ai à te dire.
Jacques SALOMÉ

82, rue Charles-Lafitte,
92200 Neuilly.

– Que ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour

Charles ZYGEL,

mort il y a dix ans, le 14 juin 1985.

De la part de Nicole Sorand, Cathie et Claude Silvestre, Lola Schalit, Arthur Schalit, et son fils Jean-François.

Débats

– **Débat au C.B.L.**, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. **« Jérusalem, an 2000 ! »** avec Me J. Witbeck, avocat international, ce jeudi 15 juin, à 20 h 30.

Communications diverses

– **La Maison de l'hébreu** : (1) 47-97-30-22. Stages individuels de conversation et grammaire (moderne/biblique). Préparation bac hébreu et bar-mitsva à domicile.

– **Association des Gais Papas.** L'APG rappelle à son membre vaudois actuellement en déplacement dans le centre de la France que la réunion annuelle de l'association débutera le 24 juin prochain à 11 heures, au zoo de Servion (VD-Suisse).

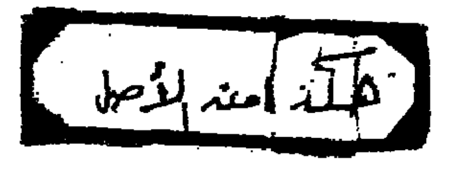
– L'Amicale des déportés d'Auschwitz-Birkenau organise son voyage annuel sur le site du plus grand crime organisé par les nazis. Il aura lieu du 27 au 31 octobre 1995. L'accompagnement est assuré par d'anciens déportés. Pour tous renseignements : Amicale d'Auschwitz, 73, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél. : 47-00-90-95 ; 47-00-90-33.

Cinquantième anniversaire
de l'école Decroly

Nous recherchons tous les anciens élèves, enseignants et amis de l'Ecole afin de fêter l'événement ensemble.
Contacter Brigitte au (1) 45-27-20-24 ou par fax au 43-03-74-32.

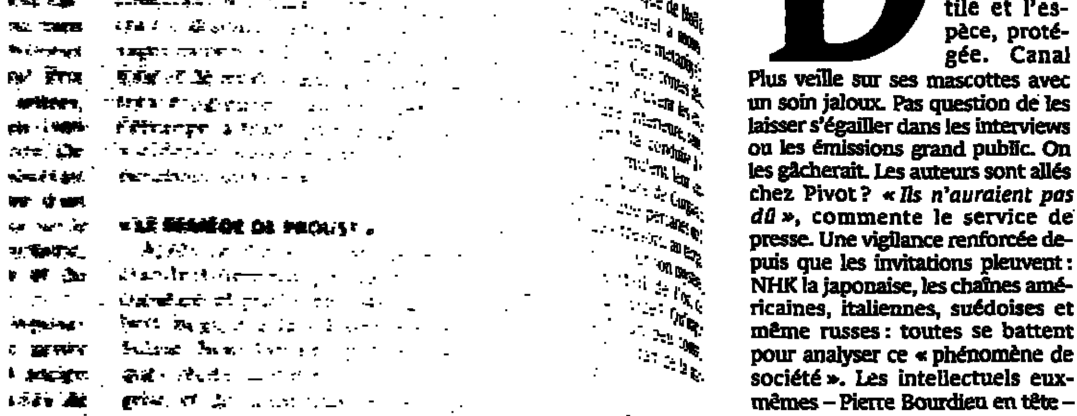
Conférences

– Fondation François-Perroux. Conférence du professeur Jun Nishikawa, Université Waseda, Tokyo, sur **« le modèle de développement au Japon – Examen d'un modèle d'interaction économique et sociale »**, sous la présidence de M. Raymond Barre. 15 juin 1995, à 18 heures, salle 1, Collège de France, 11, place Marcellin-Berthelot, 75005 Paris.



HORIZONS

ENQUÊTE



La « machine Guignols »

Extrêmement rentables, les impertinentes marionnettes de Canal Plus n'en sont pas moins sujettes à des états d'âme. L'équipe va être élargie pour éviter un effet d'usure. En attendant, on prie : pourvu que le succès dure

DÉBUSQUER le Guignol n'est pas un sport de tout repos. La bête est subtile et l'espèce, protégée. Canal Plus veille sur ses mascottes avec un soin jaloux. Pas question de les laisser s'égailler dans les interviews ou les émissions grand public. On les gâcherait. Les auteurs sont allés chez Pivot ? *« Ils n'auraient pas dû »*, commente le service de presse. Une vigilance renforcée depuis que les invitations pleuvent : NHK la japonaise, les chaînes américaines, italiennes, suédoises et même russes : toutes se battent pour analyser ce « phénomène de société ». Les intellectuels eux-mêmes – Pierre Bourdieu en tête – se sont mis de la partie.

La présidentielle a consacré les Guignols de l'info. N'est-ce pas « leur » Chirac qui a gagné ? L'éternel candidat trahi de tous, maladroit, touchant, l'homme à la pomme plus humain que nature. L'ont-ils fait élire ? Question à la mode. Ils s'en défendent. *« Nous ne sommes pas des analystes politiques. Nous, on commente, on imagine. Chirac, on l'a imaginé. Le problème, c'est que tout était vrai »*, dit l'un des auteurs. A les entendre, c'est au contraire l'entourage du candidat qui a *« vampirisé»* leurs thèmes : la trahison, exploitée après l'apparition d'un Chirac lardé de couteaux dans le dos ; puis l'*« effet pommier»*.

« Les Guignols participent à la construction de la réalité politique. Ils ont redessiné l'identité de Jacques Chirac. Pour autant, cela n'implique pas une modification du vote », assure Eric Darras, politologue. Est-ce si sûr ? Selon un sondage « sortie des urnes », réalisé par le CSA après le premier tour, 13 % des Français admettaient que les émissions satiriques avaient été *« le moyen le plus utile de faire leur choix »*; le taux atteignait 25 % chez les jeunes et 17 % chez les électeurs de Jacques Chirac... Mieux : dans les entretiens directs conduits par l'institut chaque soir pendant des semaines, les Guignols étaient systématiquement cités, même par les moins jeunes. *« Les Guignols ne font pas l'opinion, mais ils sont pour la plupart des électeurs un moyen de confirmer ce qu'ils pressentent à travers la langue de bois »*, explique Roland Cayrol, directeur du CSA.

Les Guignols participent à la construction de la réalité politique. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'ils influencent le vote

Le triomphe ! Un triomphe qui embarrasse plus qu'il ne réjouit à Canal Plus. Les Guignols sont certes le parfait symbole d'une chaîne qui se veut *« impertinente sans méchanceté »*, un pic d'audience (3 millions d'auditeurs, 14 % à 18 % de parts de marché, trois fois plus que la moyenne de Canal Plus) et la vache à lait publicitaire des émissions en clair. Mais l'édifice est fragile. Très fragile. *« Il suffirait qu'un des auteurs devienne fou ou malade, que PPDA soit remplacé, ou que tout simplement l'usure vienne, pour que ça retombe »*, analyse Philippe Aubert, d'Europe 1. Il ne croit pas si bien dire. On est passé tout près de l'arrêt.

APRÈS la campagne et la fameuse soirée électorale – un exploit d'une heure trente qui a mobilisé toute l'équipe pendant des mois –, les trois auteurs ont eu un coup de vague à l'âme. Fatigue ? Peur de faire « une année de trop » ? Goût d'ailleurs ? Un peu tout ça, avec, en prime, l'angoisse de ne plus être portés par l'actualité. Ça n'a pas duré. *« J'ai répondu que je ne pouvais pas me permettre d'arrêter*, raconte Alain De Greef, directeur des programmes de Canal Plus. *Ils se sont dit : autant rester, en intégrant deux ou trois auteurs de plus pour soulager la pression. »* Dès septembre, Bruno Gaccio, le « beau gosse » du trio, présentera la première partie de « Nulle part ailleurs » ; Jean-François Halin, le « buteur », le plus féroce, retrouvera, dans une autre émission, Patrick Timsit, dont il a longtemps écrit les sketches ; et Benoît Delépine, l'« intello », travaillera à un long métrage. Sans lâcher « Les Guignols », dont ils auront, en prime, le statut de « producteurs artistiques ». *« On va former nos propres tueurs »*, dit Bruno Gaccio. Pour le moment, cinq apprentis tueurs se font les dents sur de petits sketches. Ils rasent les murs, en attendant leur tour. Les Guignols survivront à leurs auteurs. Il suffit d'appliquer les recettes qui ont fait leurs preuves depuis sept ans.

Car le triomphe ne doit rien au hasard. Canal Plus a voulu avoir la meilleure émission satirique : elle y a mis le temps et le prix. Derrière les marionnettes, il y a une énorme machine, une « usine » de quatre-vingts personnes pour six minutes de miracle quotidien. Sur le papier, ça a l'air simple : prenez une bonne marionnette, donnez-lui un bon texte – écrit par de bons auteurs, dit par de bons imitateurs –, faites-la bouger juste par de bons manipulateurs. Ajoutez une poignée de costumières, d'accessoiristes, de décorateurs et de techniciens. Plus un coordinateur de talent.

En pratique, c'est beaucoup moins évident. *« Ça regroupe tous les corps de métier possibles dans la télévision ! C'est l'émission la plus compliquée que j'ai eu à organiser »*, avoue Alain De Greef, père et véritable « patron » des Guignols. D'abord, il faut de bonnes marionnettes. Et la France ne compte qu'un spécialiste : Alain Duverne, un petit homme passionné, à la moustache conquérante, indépendant et original, qui, dans son bric-à-brac d'atelier – à mi-chemin entre le magasin de farces et attrapes et l'antre du sculpteur –, a introduit en France les techniques nées outre-Atlantique avec le « Muppet Show ». Des marionnettes de taille humaine en mousse de latex, à la fois souples, pratiques à manipuler et beaucoup plus réalistes que leurs ancêtres.

Avec son marionnettiste, Canal Plus a joué de chance. Après avoir travaillé pour le « Bébête Show » première manière, Alain Duverne vient de claquer la porte de TF 1 lorsqu'au début 1988 Alain De Greef décide, pour remplacer les Nuls, d'adapter une émission britannique, « Spitting Image ». *« La première fois qu'il m'a annoncé son projet*, raconte Alain Duverne, *j'étais interloqué. Je lui ai dit :* « Ça coûte 30 000 francs la minute. » *Il a dit oui. Venant de TF 1, je me disais : Il est fou furieux. Petit à petit, j'ai découvert qu'il était très déterminé. »* Suivent six mois de folie. Il faut en même temps concevoir les marionnettes, les fabriquer et former des manipulateurs – à l'époque rarissimes. *« J'y ai perdu une partie de mes cheveux »*, plaisante Alain Duverne.

D'autant que, au départ, la formule ne prend pas. Les textes, écrits par l'équipe des Nuls, se jouent dans la finesse, sur le fil du rasoir. Impossible pour des marionnettes, qui sont des *« comédiens diminués de 50 %»*. Le faux journal, conçu comme un hebdomadaire, ne profite pas de l'actualité. Il faut un changement complet d'équipe (dix auteurs sont testés avant de trouver le trio gagnant), de rythme (on passe au quotidien), de titre (les « Arènes » deviennent « Les Guignols de l'info ») et l'arrivée d'un coordinateur pour qu'enfin l'audience décolle, profitant de la guerre du Golfe, au début de 1991.

VÉCU au quotidien, l'exercice tient à la fois du journal et du théâtre, un subtil mélange de rigueur et de créativité. Pour faire tourner l'« usine » – ses 160 marionnettes et ses 80 salariés (30 permanents, plus une cinquantaine d'occasionnels) –, il faut des horaires et une organisation stricts : pas question d'improviser en direct. En six minutes, on n'a pas droit à l'erreur. Mais pour faire rire tous les soirs, il faut aussi de l'inspiration et du talent. Donc de la liberté. *« Mon but est de faire en sorte que la création soit aux commandes »*, dit Franck Arguillère, directeur artistique et coordinateur.

La « machine Guignols » fonctionne, avec une précision quasi militaire, sur deux rythmes distincts. Car il n'y a pas une mais deux usines : la première fait le « JT » en direct et travaille au quotidien. La seconde tourne (par groupe de trois) les sketches plus longs sur un rythme bimensuel : une semaine de préparation (écriture, enregistrement des voix, décors, costumes) ; une semaine de réalisation (trois jours de tournage, puis montage, mixage, etc.). Chaque sketch équivaut à une petite fiction et mobilise un réalisateur et une équipe complète de marionnettistes, costumières, accessoiristes, techniciens, etc.

La même rigueur préside au découpage du quotidien. La journée débute à 9 heures avec l'arrivée des auteurs, le cerveau des Guignols. Un bureau de 12 m², des journaux en pagaille, une télé, des ordinateurs ; c'est, disent les trois lascars, le royaume de l'*« inspirocratie»* : le plus en veine prend les commandes, ça tourne tous les jours. Deux écrivent ; le troisième surveille. Une complicité telle qu'eux-mêmes s'en étonnent : *« Il y a entre nous une complémentarité étonnante : l'un apporte les idées ; l'autre, les analyses de fond ; le troisième a le génie du mot, de l'idée qui fait mal. »*

Là non plus pas de hasard. S'ils s'entendent si bien, s'ils sont restés simples et même un peu naïfs, partageant avec leur public ce rapport désenchanté à la politique et aux médias qui fait le succès, c'est que, après une sévère sélection, ils se sont peu ou prou cooptés, qu'ils ont le même âge (la trentaine) et sortent du même milieu (provincial et relativement modeste), malgré des parcours différents. Pour choisir leurs successeurs, la même méthode prévaut : *« Je fais des appels à auteurs, mais il n'en sort pas grand-chose. Je compte plus sur eux pour ça. Ils vont éjecter quelques individus, en retrouver d'autres ; ça marchera »*, assure Alain De Greef, qui continue à couver ses enfants prodiges *« pour les protéger des influences extérieures »*. Il passe lui-même chaque matin, histoire de *« discuter de ce qui s'est fait hier »*, et veille à ce qu'en tout ils aient carte blanche. Un rêve de gosse à qui tout est permis, à condition d'avoir du talent et... de respecter les horaires.

Car l'« inspirocratie » a aussi ses règles : à 14 h 30, 15 heures dernier délai, Laurence Lefèvre, la fée tranquille qui assure l'interface avec le reste de l'« usine », vient pointer les besoins. Quelles marionnettes, quels accessoires, quels effets spéciaux, pour quels sketches ? Il y a des jours simples. D'autres fous : tous se souviennent de la séquence où Chirac et Jospin attendaient le face-à-face dans leur Safrane respective. *« Tout le monde a dit : « Non, ce n'est pas possible ! »*, raconte le producteur technique de « Nulle part ailleurs », qui assure la régie des « Guignols ». *On est remonté vers les auteurs : ils n'avaient pas d'autre idée. Il a fallu trouver en catastrophe deux Safrane, démonter les sièges arrière pour caser les marionnettistes qui se sont contorsionnées. On a filmé sur le plateau pendant la répétition, c'était vraiment limite. »*

Après 15 heures, c'est l'effervescence : il faut reconstituer (tête + corps + mains), habiller et maquiller une quinzaine de marionnettes, dénicher ou bricoler accessoires et effets spéciaux. En un temps record, car à 17 heures pile, la séance de lecture réunit l'équipe du jour qui découvre le texte définitif de l'émission. On n'y changera plus une virgule. Place aux interprètes. Derrière le décor, les marionnettistes collés deux à deux – l'un fait le visage, l'autre les mains –, se concentrent, les pieds calés au sol, les bras levés, glissés dans les pantins en mousse, l'œil rivé aux écrans de contrôle en contrebas. Dans le studio voisin, les imitateurs, Yves Lecoq et Jean-Eric Bielle, donnent le rythme, changeant inconsciemment de physionomie à chaque personnage. On a juste le temps de faire trois répétitions avant que les spectateurs envahissent le plateau à 18 h 15. Puis, c'est la magie du direct. *« On ne sait pas pourquoi, mais ça marche... »*

RIEN n'y fait : ni l'usure ni le succès. Tous, à tous niveaux, se sentent indispensables. *« Les auteurs donnent l'impulsion. Après, tout le monde apporte le meilleur de lui-même*, explique Laurence Lefèvre. *Moi, je vais essayer de trouver un détail ; les costumières auront un trait de génie ; les marionnettistes vont donner une vie supplémentaire ; Lecoq va trouver quelque chose de plus. »* Des « riens » qui font la qualité : le chien de Philippe de Villiers aboie comme son maître – *« aeuh, aeuh »* – ; les costumes sont vrais jusqu'à la boutonnière ; les tics de Chirac ou de PPDA longuement étudiés.

Si la « machine Guignols » tourne si bien, c'est que Canal Plus ne lésine pas. Tous sont des « pros » : bien triés, bien formés, bien payés. Les marionnettistes s'entraînent une fois par semaine, les imitateurs passent un test pour tout nouveau personnage. Faut-il un son, une voix off, un effet graphique, un décor, un accessoire spécifique (couteau géant, fausse caméra, etc.), une nouvelle marionnette (35 000 francs pièce), un générique (400 000 francs) ? On les commande aux spécialistes. Outre l'atelier d'Alain Duverne, trois autres sous-traitants (pour les décors, le son, le graphisme) travaillent en permanence pour l'émission.

« Les Guignols » coûtent cher, mais ils rapportent gros. Combien ? On ne s'étend guère sur ces détails à Canal Plus. On préfère parler d'image, de symbole. *« Je crois que ça s'équilibre à peu près »*, grommelle Alain De Greef. L'émission, totalement produite par la chaîne, n'a pas de comptabilité séparée. Un budget ? Oui : *« Un peu moins de 200 000 francs par jour, 200 jours par an. »* Sans compter la technique, le studio, les amortissements, etc. *« Si je devais la vendre, il faudrait rajouter au moins 50 %. »* Quand aux recettes...

Le service publicité, qui finance toutes les émissions en clair, sait, lui, que les Guignols sont son meilleur créneau : audience record, jeune, urbaine, d'un niveau socioculturel élevé, celle qui se vend le mieux. Comptons : un écran de 3 minutes tous les jours, à 220 000 francs la minute, ça fait 660 000 francs par jour. Sans compter la rediffusion du dimanche qui, à raison de trois écrans de 2 minutes 30, rapporte à elle seule plus de 1,5 million par semaine. Le vrai « jackpot », cette « Semaine des Guignols », lancée pourtant par hasard. *« A trois semaines de la rentrée 1992, une émission du week-end a capoté. Il fallait trouver quelque chose. Vite »*, raconte Alain De Greef. Heureux accident : grâce à lui, les Guignols rapporteraient, *grosso modo*, trois fois plus qu'ils ne coûtent. On est très au-delà de l'*« équilibre à peu près»*... D'autant qu'il faut ajouter les recettes tirées par Canal Plus des « à-côtés» : cassettes vidéo, agenda, etc ; volontairement limités, il est vrai, de peur, une fois encore de « gâcher l'image».

Syndrome de la « reine d'un jour ». Et si demain ça ne marchait plus ? L'angoisse les hante tous, du marionnettiste jusqu'au directeur du marketing de Canal Plus, qui multiplie enquêtes et « suivis d'image » pour traquer le moindre signe d'essoufflement. Jusqu'ici, ça va.

Véronique Maurus



REPORTAGE DE CAGNAT

Chronique d'un désastre annoncé

par Jean-François Petitbon

J'ÉTAIS pendant l'hiver 1992-1993 l'un de ces anonymes observateurs tout habillés de blanc, membres de cette mission de la Communauté européenne en ex-Yougoslavie, dont pas un Européen sur mille ne connut l'existence et les fonctions. Créée à la suite de l'accord de juillet 1991 signé à Brioni entre la Communauté européenne et les diverses parties concernées, cette mission devait aider à la stabilisation du cessez-le-feu entre le gouvernement de Belgrade et la Slovénie. Ce rôle de contrôle des violations du cessez-le-feu et des mouvements militaires a été progressivement repris par l'ONU qui, à l'époque, n'avait personne sur le terrain, la mission européenne ayant de plus en plus un rôle humanitaire et d'intermédiaire entre les adversaires.

Ne pouvant faire beaucoup et craignant de ne rien faire, la Communauté européenne se contenta de faire peu.

Engagés sur le terrain à la frontière serbo-croate – c'était avant l'embrasement de la Bosnie – par petites équipes de quatre, nous avions tous rapidement compris, en échangeant nos expériences, que les Serbes étaient l'agresseur, même si les Croates avaient commis des maladresses, mais qu'il n'était pas opportun de le dire parce qu'il ne fallait pas les *« provoquer »*, ni heurter les Russes.

Nous savions que c'étaient les Serbes qui occupaient par la force des armes un tiers du territoire croate, et non le contraire, et qu'ils voulaient annexer la plus grande partie du territoire bosniaque (la première chose qu'ils faisaient était de remplacer les inscriptions en caractères latins par des caractères cyrilliques).

Nous savions que Belgrade et Knin, capitale de la Krajina, territoire croate confisqué par la minorité serbe, sont complices et rêvent d'une Grande Serbie.

Nous savions, pour l'avoir vue sur le terrain, ce qu'était la purification ethnique inventée par les Serbes. Nous savions que l'ONU était incapable de remplir sa mission, dont l'un des éléments était de permettre le retour des réfugiés. Nous nous étonnions de la brusque fraternité russo-serbe, car nous nous souvenions que, pendant tout son règne, Tito avait eu l'obsession de l'invasion de l'armée rouge, et que chaque mairie, chaque poste de police, chaque gendarmerie était un arsenal devant permettre aux partisans de se défendre contre le « grand frère » russe.

Nous savions que nous étions en train d'entériner les conquêtes serbes, comme nous avions jadis accepté les annexions d'Hitler

Nous savions ce que coûtait l'indécision d'une Europe sans pouvoir politique et qu'à force de discuter du sexe des anges, de faire des plans de partage dignes du couloir de Dantzig, le temps jouait en faveur des agresseurs. Nous savions que nous étions en train d'entériner les conquêtes serbes, comme nous avions jadis accepté les annexions d'Hitler.

Nous déplorions que l'Europe ne soit que la juxtaposition de douze velléités dispersées. Nous savions...

Mais les états-majors se méfient des gens de terrain qui se mêlent de désorganiser la belle ordonnance de leur *Kriegspiel* et le bon sens du fantassin est rarement pris en compte. Puisque l'Europe se satisfait de cet état bâtard de ni guerre ni paix et d'un statut ambigu d'arbitre qui ne peut pas sanctionner les coups bas d'un des protagonistes, puisque les « casques bleus », après s'être fait tirer comme des lapins, se font maintenant humilier et prendre en otages avec interdiction d'utiliser leurs armes, puisque nos Etats européens si fiers de leur souveraineté perdent toute crédibilité, pourquoi ne pas tout simplement quitter le terrain en disant : *« Ceci est votre guerre, le produit de votre folie, cessez de nous en rendre responsables et d'attendre de nous seuls la solution. Puisque nous ne sommes plus les bienvenus et que rien ne nous oblige, sinon notre conscience, à jouer les conciliateurs, nous ne reviendrons que le jour où vous serez fatigués de vous détruire, lorsque vous accepterez de vraiment négocier. »*

Jean-François Petitbon *est ancien membre de la mission d'observateurs de la Communauté européenne en ex-Yougoslavie.*

La preuve par le Kosovo

par René André

A PRISTINA, quelque deux cents policiers albanais licenciés en 1990 sont aujourd'hui en instance de jugement pour le motif qu'ils auraient constitué une police parallèle. Leurs juges leur dénient le droit d'être défendus par des avocats albanais. Cet épisode est révélateur du double langage pratiqué par les autorités de Belgrade.

Les Kosovars – 85 % de la population du Kosovo – sont privés de leurs droits les plus élémentaires, ceux-là mêmes que la Serbie revendique pour ses *« frères »* de Bosnie-Herzégovine et de Croatie. L'autonomie de la province, garantie par la Constitution de 1974, a été unilatéralement abrogée. L'enseignement a été serbisé, et les licenciements se sont multipliés afin d'évincer les Albanais du Kosovo de toutes les responsabilités.

Alors que Belgrade serait disposée à des concessions quant au statut de la Bosnie-Herzégovine – qui écornent le projet de reconstitution de la Grande Serbie – au Kosovo, rien ne bouge et Belgrade se dérobe à toute discussion sérieuse au nom du principe de non-ingérence.

Certes, notre conception du droit ne saurait se balkaniser : le principe de respect des frontières intérieures de l'ancienne Yougoslavie, qui inspire notre diplomatie, s'agissant des Républiques croate et bosniaque, nous interdit de soutenir la revendication d'indépendance des Kosovars, bien qu'elle soit unanimement soutenue par les Albanais.

La restauration de l'autonomie est l'une des conditions qui permettront de rétablir la paix dans les Balkans

En outre, aucun Serbe ne pourrait accepter que le Kosovo, berceau de l'orthodoxie serbe, se sépare de la Serbie. La sagesse commande de ne pas agiter ce chiffon rouge au nez d'un peuple qui a déjà bien du mal à faire prévaloir la raison.

Mais cette même conception du droit nous oblige aussi à nous préoccuper de ce qui n'est plus une affaire intérieure dès lors qu'elle fait peser une menace sur la paix et met en cause les droits de l'homme.

La diplomatie préventive réconcilie le souci des droits de la personne et la Realpolitik lorsque les atteintes aux premiers créent une situation potentiellement explosive. Car le risque est grand d'une insurrection au Kosovo, qui aurait des répercussions sur l'Albanie et la Macédoine.

En outre, une ouverture significative de la Serbie sur le Kosovo serait la preuve que quelque chose a vraiment changé à Belgrade. Elle pourrait convaincre les Européens du bien-fondé d'une levée définitive des sanctions. A moyen terme, on imagine mal une complète normalisation des relations entre la Serbie et l'Union européenne tant que sévira au Kosovo un régime d'« apartheid ».

Pour toutes ces raisons, la restauration de l'autonomie du Kosovo est l'une des conditions qui permettront de rétablir la paix dans les Balkans.

René André *est député (RPR) de la Manche et président du groupe d'études Kosovo à l'Assemblée nationale.*

Poker et mat !

Suite de la première page

Si les dirigeants occidentaux continuent de se laisser ainsi guider par la lâcheté et l'égoïsme, s'ils persistent à faire des promesses qu'ils savent intenables, un nouveau droit international se mettra inexorablement en place, dont ils seront un jour, eux aussi, les victimes :

– le droit de rectifier les frontières et de déplacer les populations par la force ;

– le droit d'être reconnu comme un interlocuteur valable en violant, massacrant, torturant ;

– le droit de ridiculiser les organisations internationales en leur faisant décider une politique dont elles n'ont pas les moyens.

La suite est facile à prévoir : les forces internationales se retireront de la région ; la Bosnie sera dépecée ; on y vendra et essayera les armes de la guerre de demain ; un petit Etat fondamentaliste s'y implantera. Ailleurs – en Hongrie, en Albanie, en Bulgarie, mais aussi en Italie, en Espagne, en Belgique –, les riches se sentiront libres de se débarrasser des pauvres, sous des prétextes ethniques ou politiques. On reconnaîtra comme une nation quiconque se déclarera telle. L'Union européenne ne sera plus qu'un vague club chrétien. Le fondamentalisme deviendra le dernier recours d'un islam bafoué. Les Etats-Unis et l'Union européenne ne pourront plus se prétendre gendarmes du monde. Le coup de grâce sera donné aux organisations internationales.

Pour éviter ces désastres, il faut au plus vite prendre le risque d'une discussion sérieuse, même si elle se révèle conflictuelle, d'abord entre Européens. Il ne servirait à rien d'avoir une monnaie unique si on a aussi la guerre à nos portes. Et, puisqu'il s'agit de poker, il faut mettre sur la table toutes nos mises. Les prochains sommets de Halifax et de Cannes fournissent les ultimes occasions de le faire, en levant quatre ambiguïtés :

1) Désigner l'ennemi et le lui faire savoir. L'agresseur est serbe, depuis les massacres de Vukovar, même si les Croates et les Bosniaques ne sont pas indemnes de critiques. Sans doute faut-il distinguer le peuple serbe de ses dirigeants, et soutenir ceux qui, à Belgrade, luttent pour la démocratie. Mais le gouvernement serbe ne devrait échapper à l'ostracisme international que s'il combat Karadzic – qui déshonore le peuple serbe comme Hitler a déshonoré les Allemands – et s'il reconnaît le droit à la Bosnie à l'existence avant même qu'un référendum ne puisse en dessiner le territoire.

2) Fixer des buts de guerre et se donner les moyens de les atteindre. Jusqu'ici les troupes servant en Bosnie – qu'elles soient de l'ONU ou de l'OTAN – n'ont aucun objectif précis. Or une armée sans but de guerre est une armée vaincue d'avance. Ce but ne saurait être seulement d'établir un illusoire cessez-le-feu. Il doit être, au moins, d'en finir avec les bandes de Karadzic ; et, au plus, d'abattre le régime de Belgrade, s'il refuse de les combattre.

Il faut désormais désigner clairement l'agresseur serbe, fixer des buts de guerre et se donner les moyens de les atteindre avant de songer au financement de la paix retrouvée

Pour cela, on ne pourra se contenter de l'actuelle force internationale, humiliée et infirme et dont personne ne sait quoi faire. Encore moins imaginer un honteux retrait qui précipiterait la catastrophe. Il y faut envoyer une véritable armée, professionnelle, opérationnelle. L'OTAN n'en a ni les moyens, ni le goût, ni la compétence. Si les Français et les Allemands le décident – et c'est la seule option réaliste, mis à part le retrait –, l'Eurocorps sera l'institution la mieux adaptée à cette tâche, sans qu'il soit besoin pour cela d'un mandat vide des Nations unies. Ce serait d'ailleurs une bonne occasion pour y inclure les Anglais, y intéresser les Turcs... et pourquoi pas aussi un jour les Russes.

3) Fixer des buts de paix et rassembler les ressources pour les financer. Après en avoir fini avec les ennemis de la démocratie, et établi dans ces pays des régimes se reconnaissant les uns les autres, il faudra aider à la reconstruction de leurs économies, dans le contexte de leur intégration progressive dans l'Union européenne. Grands travaux pour le siècle prochain, dont il faut dès maintenant prévoir l'agenda.

4) Imaginer les institutions internationales nécessaires et les mettre en place. Pour que tout cela serve aussi à prémunir contre d'autres désordres du même genre ailleurs dans le monde, il faudrait doter les Nations unies d'un budget correct, d'une force de police autonome et d'un tribunal international souverain.

On dira que tout cela est de l'utopie. Certes. Mais c'est notre seule chance de paix : l'Europe tout entière – et pas seulement la Bosnie – devra demain faire vivre ensemble, dans la démocratie et la modernité, musulmans et chrétiens, catholiques et orthodoxes ; elle devra être le pont entre l'Occident et l'Orient ; et son avenir économique et politique se jouera à l'Est et au Sud. Si elle ne réussit pas à franchir ce rituel de passage, même au prix de la guerre, elle aura réussi le tour de force de perdre à la fois aux échecs et au poker et elle paiera très longtemps le prix des barbaries du siècle finissant.

Jacques Attali

La main de Dieu, Israël et les Etats-Unis

par Abraham B. Yehoshua

SI j'étais un juif religieux, j'aurais dit que la main de Dieu se laisse voir dans le bizarre tumulte qui a saisi le Parlement israélien, entraînant l'annulation de la malheureuse décision gouvernementale de confisquer des terres arabes à Jérusalem en vue d'y installer un nouveau quartier ultra-orthodoxe. Décision malheureuse parce qu'elle était entâchée de trois péchés originels : elle était superflue, injuste et nuisible au processus de paix.

Superflue parce que, dans la partie juive de Jérusalem, il y a suffisamment d'espaces libres pour fournir des unités de logement *aux habitants*. Et, s'il en manquait, Jérusalem pouvait toujours s'étendre à l'ouest, dans la limite des frontières de 1967. Là aussi, il y a du terrain constructible à l'envi, pour des milliers de logements ! La confiscation de terres dans des villages arabes qui jamais, au grand jamais, n'ont appartenu à Jérusalem, qui ont été purement et simplement annexés à la municipalité par l'Etat d'Israël, découle seulement d'une volonté politique d'empêcher les habitant arabes de bâtir sur les terrains disponibles et de se rendre maître du plus de terre arabe possible.

Injuste, cette confiscation l'était en outre de façon criante, étant donné que cette même terre confisquée avait été déclarée inconstructible pour les Arabes, et qu'après sa confiscation elle n'était destinée qu'aux juifs. Depuis longtemps, la discrimination à l'encontre des Arabes de Jérusalem est flagrante dans la répartition des budgets de développement. Si à cela s'ajoute l'interdiction de construire sur des terres qui leur appartiennent, cette discrimination atteint le summum de l'injustice.

Dernier point : cette confiscation nuit absolument au processus de paix, ce dont ont témoigné les réactions violentes non seulement *des pays arabes ou islamiques* – lesquels s'étaient pourtant engagé dans un lent processus d'apaisement avec Israël –, mais de toutes les nations du monde. Il a été clairement décidé, lors des accords d'Oslo, de repousser la question de Jérusalem jusqu'à l'issue des négociations et, entre-temps, de geler le statu quo (même si chacun en a sa propre interprétation). Mais, en tout état de cause, confisquer des terres arabes n'est pas maintenir le statu quo, mais l'enfreindre.

Cette étrange agitation parlementaire, unique en son genre, où l'on a vu les partis arabes de la Knesseth, qui soutiennent généralement le gouvernement Rabin, déposer une motion de censure contre lui, les partis de la droite nationaliste prêts à soutenir cette motion rien que pour faire tomber le gouvernement, et qui a conduit Ytzhak Rabin à annuler la décision de confiscation (à laquelle de toute façon la majorité des membres de son cabinet s'opposait), a produit une double humiliation : celle du gouvernement, qui a étalé ses dissensions internes au grand jour, et celle de l'opposition, qui, dans son désir de faire tomber le gouvernement, a résolument fait bon marché de ses principes.

L'administration américaine s'est transformée en une sorte d'annexe du nationalisme israélien

Qui encore a été humilié dans cette affaire ? L'administration américaine, bien sûr, laquelle avait décidé, après une abstention de cinq ans, de mettre son veto au Conseil de sécurité. Et pour quoi ? Pour une décision injustifiée et arbitraire du gouvernement israélien. Et sur cette humiliation des Etats-Unis, il faut ajouter encore ceci : au cours de ces dernières années, l'administration américaine s'est transformée, par la grâce de ses succursales du Sénat et du Congrès, en une sorte d'annexe du nationalisme israélien.

J'avoue sans honte que, si au cours de ma vie j'ai prévu beaucoup d'événements politiques, je ne m'attendais pas que le vote juif aux Etats-Unis pèse d'un poids aussi énorme, et je ne m'attendais pas non plus au « flirt » des hommes politiques américains avec le vote juif. Leur flagornerie et leur obséquiosité laisse croire, parfois, que la part des juifs dans la population américaine s'élève à 20 % et non à 2 %.

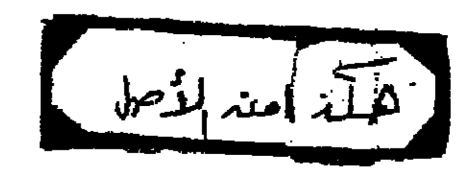
Je ne parviens pas à comprendre comment des citoyens américains sensés laissent leur gouvernement et leurs représentants agir à ce point à l'encontre des intérêts et des valeurs de leur propre pays, rien que pour permettre à leurs politiciens de grappiller quelques voix du groupe de pression juif. Ce dernier n'agit pas non plus en fonction de ses principes, mais en fonction des illusions politiques israéliennes.

Si, par exemple, lorsqu'en 1980 Menahem Begin annexa par une décision arbitraire et injustifiée le Golan – annexion contraire à la résolution 242 du Conseil de sécurité, à laquelle avait souscrit l'ensemble des nations, Israël inclus –, le gouvernement américain avait rappelé son ambassadeur en signe de protestation, au lieu de se contenter d'une simple déclaration, qui sait ?, peut-être l'inutile et nuisible démarche de Begin en aurait-elle été stoppée net. Peut-être la construction de localités juives sur le plateau du Golan aurait-elle été interrompue. Peut-être les nombreuses difficultés qui, aujourd'hui, jalonnent les négociations de paix avec la Syrie – lesquelles achoppent principalement sur la question de ces localités juives – n'auraient-elles pas existé. Et à la fin des fins, si un accord de paix est signé avec Damas, ce sera aux Etats-Unis de faire couler l'argent à flot, afin qu'Israël puisse couvrir les frais du déménagement et du relogement des juifs du Golan.

Pourquoi les Etats-Unis, qui ne cessent de s'enorgueillir de leur combat en faveur des valeurs démocratiques, ont-ils ainsi soutenu dans le passé – et soutiennent-ils encore – une politique israélienne qui perpétue une situation clairement non démocratique dans les territoires annexés, puisque les centaines de milliers d'Arabes qui les peuplent n'y jouiront jamais des droits de citoyens ? Bien sûr, je comprends et j'apprécie le ferme engagement des Etats-Unis en faveur de la sécurité d'Israël et pour l'aide à un petit Etat édifié sur les ruines de la terrible catastrophe subie par le peuple juif. Mais cela n'a rien à voir avec la défense illogique et condamnée par le monde entier d'un vol de terres inutile dans des localités arabes.

J'ai dit en commençant que je n'étais pas religieux. Et pourtant, oui, dans ce cas précis, je suis bien porté à croire que la main de Dieu, seule, a pu orchestrer cette représentation absurde dont le Parlement israélien a été le théâtre, afin de sauver la Ville sainte de ceux qui s'entêtent à entretenir en son sein le feu d'un nationalisme à courte vue.

Abraham B. Yehoshua *est écrivain. (Traduit de l'hébreu par Nicolas Weill ; © La Stampa.)*



Le Monde

Les Baltes en Europe

Privilégiature parisienne

La preuve par le Kosovo

par René André

La restauration de l'autonomie est l'une des conditions qui permettront de rétablir la paix dans les Balkans

par Abraham B. Yehoshua

Le Monde

Les Baltes en Europe

EN signant, lundi 12 juin à Luxembourg, des accords d'association avec les Quinze, les trois pays baltes ont franchi un pas décisif vers leur adhésion à l'Union européenne. Le texte approuvé est en effet plus ambitieux, dans son calendrier, que ceux qui avaient été mis au point avec les pays d'Europe centrale et orientale. Ainsi la période de transition, prélude à l'intégration de la Lettonie, de l'Estonie et de la Lituanie dans la Communauté, ne devrait pas dépasser l'an 2000 au maximum alors qu'elle est pourrait s'échelonner jusqu'en 2005 pour les autres pays européens ex-communistes.

Comment ne pas se réjouir de cette arrivée ? En résistant, contre vents et marées, aux tentatives d'assimilation de la Russie communiste, en se battant, avec toute la force de leur conviction, pour préserver leur existence même, les peuples baltes, ont, plus que d'autres, mérité que l'Europe leur garantisse, enfin, leur indépendance. Comment ne pas oublier que ce sont les émeutes de janvier 1991, réprimées dans le sang, de Vilnius quelques semaines avant celles de Riga et de Tallin, qui ont sonné symboliquement le glas de l'URSS ?

D'autant qu'économiquement leur adhésion à l'Union européenne ne devrait pas poser de problèmes insurmontables. Beaucoup moins, en tout état de cause, que celle de pays plus peuplés, avec des agricultures difficilement compatibles avec les règles européennes, comme la Pologne ou la Roumanie. Autre point favorable : la libéralisation de l'économie en Lettonie et en Estonie, dans une moindre mesure en Lituanie, a été menée au pas de charge, sous la houlette tant des réformateurs que des anciens communistes, revenus au pouvoir – démocratiquement, cette fois – à Riga et à Vilnius.

« Culturellement », enfin, il est clair que les trois républiques baltes sont les plus « européens » de toutes celles issues de l'ex-URSS. Qui s'est promené, ne serait-ce que quelques heures, dans les rues de Riga ou de Tallin, même du temps où ces villes étaient sous le joug soviétique, ne pouvait qu'être frappé par cette évidence. Et l'indépendance n'a que renforcé cette impression.

Reste que ces pays ont un voisin. Et pas n'importe lequel : la Russie, qui depuis toujours, les a considérés comme faisant partie de son empire et n'a jamais réellement accepté leur indépendance. Si, comme beaucoup de dirigeants européens le disent, pour le moment en privé, l'entrée dans l'Union européenne est un premier pas vers l'adhésion à l'Otan, Le Kremlin pourrait peser de tout son poids pour empêcher cet élargissement de l'Alliance atlantique vers des pays appartenant à son « étranger le plus proche ». Il ne faut enfin pas oublier que des millions de russes vivent dans les pays baltes. Envoyés là, à partir de 1945, par Moscou dans la perspective de renverser l'équilibre démographique – Staline avait même donné l'ordre de vider une ville comme Narva de tous les Estoniens – ils risquent de créer de nombreuses difficultés, une fois leur pays d'accueil intégrés à la Communauté.

Privilégiature parisienne

« POUR moi, l'Etat républicain est celui qui n'a pas peur d'enseigner la morale civique, qui la pratique lui-même et veille à son observance par tous ceux qui, plus que d'autres, doivent assumer la responsabilité de leurs actes et de leurs décisions : les élus du peuple et les fonctionnaires. » Jacques Chirac, auteur de ces lignes (*Une nouvelle France, réflexions 1*, éditions NiL, 1994), a dû être distrait durant les longues années – dix-huit – qu'il a passées à la tête de la municipalité de Paris. Comment comprendre, sinon, que des pratiques telles que celles que révèle *Le Canard enchaîné*, aient pu avoir cours parmi ceux qui, dans la capitale, *« plus que d'autres »*, doivent respecter la *« morale civique »* invoquée, au cours de sa campagne électorale, par le président de la République ?

L'ancien premier adjoint et actuel maire de Paris, Jean Tiberi, a offert à ses enfants, en donation-partage, deux appartements de rapport, que leurs propriétaires continuent de louer alors qu'ils bénéficient eux-mêmes de logements à loyers fort modérés, l'un entrant dans la catégorie sociale des PLI (prêt locatif intermédiaire), l'autre faisant partie du désormais célèbre « domaine privé » de la Ville de Paris. Si l'on ajoute que le fils de M. Tiberi, Dominique Tiberi, est le chef de cabinet de Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement et... questeur du Conseil de Paris, voilà tracé le tableau d'une *nomenklatura* RPR et parisienne qui ne recule pas devant sa propre caricature.

Venant après l'affaire de pots-de-vin du douzième arrondissement et celle de l'appartement d'Alain Juppé, ces nouvelles révélations appellent deux remarques. La première concerne le logement social, dont relèvent les appartements PLI, même s'ils n'entrent pas dans la catégorie des HLM. Il est proprement scandaleux que des appartements de ce type puissent être attribués, sur le contingent mis à la disposition des élus, à des membres de leurs familles dont les ressources ne justifient aucun « accompagnement » social. La seconde remarque porte sur le « domaine privé », dont l'opposition réclame depuis longtemps la mise en vente et dont on se demande, en effet, comment la majorité parisienne, acquise au libéralisme et friande de privatisations, peut expliquer qu'il reste la propriété de la Ville.

La liste des bénéficiaires de ces appartements, évoquée *in petto* par les édiles de la capitale pour gêner leurs détracteurs, n'est en aucune façon une excuse. Que des personnalités diverses, voire des journalistes, jouissent de telles faveurs ne peut que renforcer la condamnation qu'appelle le régime de privilégiature perpétué et développé par la municipalité. Et l'inquiétude qu'inspire la transposition éventuelle de ces méthodes au niveau de l'Etat. Alain Juppé ne disait-il pas pendant la campagne présidentielle : *« Nous gérerons la France comme nous gérons Paris »* ?

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ;
Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction

Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Laurent Greilsamer,
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig

Alain Rollat, conseiller de la direction ;
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur : André Laurens

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président

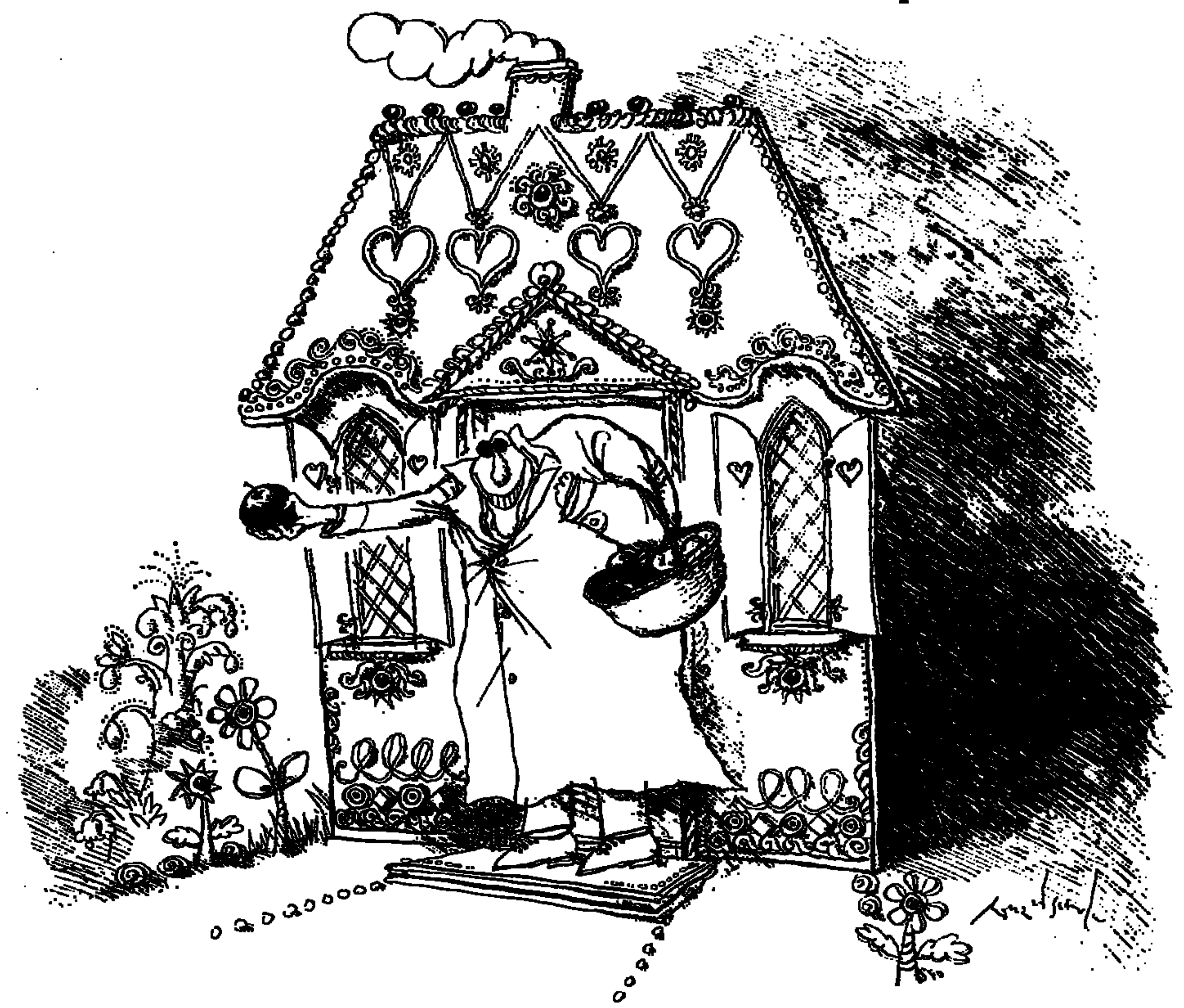
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Le dealer par Ronald Searle



AU FIL DES PAGES/Société

Les cités chocolat

LE sujet était tabou jusqu'à une date récente. On ne voulait ni voir, ni savoir. Même dans les colloques, celui qui avait le malheur de s'inquiéter de la concentration géographique des personnes d'origine étrangère était vertement rappelé à l'ordre : ne faisait-il pas le jeu des racistes ? Aujourd'hui, on aurait plutôt tendance à voir des « ghettos » partout. Des enfants d'immigrés, noirs ou maghrébins, ne sont-ils pas au coeur de tous les drames qui enfièvrent les banlieues ? Noisy-le-Grand ou Vaulx-en-Velin font penser spontanément aux ghettos noirs du Bronx, de Chicago ou de Detroit.

Sophie Body-Gendrot, professeur à la Sorbonne et à Sciences-Po, avait déjà eu l'occasion, il y a quelques années, dans ces colonnes, de dénoncer l'emploi abusif du mot « ghetto ». La situation française, écrivait-elle, n'est pas comparable à celle des Etats-Unis. Le livre qu'elle préface – et qui a valu à ses deux auteurs, Douglas S. Massey et Nancy A. Denton, le prix 1995 de l'Association américaine de sociologie – l'illustre amplement. C'est un tableau accablant de la ségrégation résidentielle au pays du *melting-pot*. Avec une minutie très américaine, les deux sociologues ont établi un indice d'isolement des Noirs allant de 1 à 100. A Chicago, la ville la plus atteinte, cet indice est de 91 pour les plus pauvres et de 86 pour les plus riches. Dans aucune zone métropolitaine du Nord, l'indice n'est inférieur à 72. Ce qui veut dire, plus simplement, qu'une majorité de Noirs vit dans des quartiers noirs à 100 %.

Aux Etats-Unis, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des villes d'Europe, les personnes les plus favorisées désertent le centre pour aller se barricader à la périphérie. *« Cités chocolat, banlieue vanille »*, dit une chanson américaine. Seuls les Noirs qui travaillent à l'extérieur de leur ghetto urbain ont des contacts avec des Blancs. Or, plus de la moitié des Noirs âgés de dix-huit à vingt-neuf ans ne travaillent qu'occasionnellement ou pas du tout. Ces citoyens de la nation la plus développée du monde font partie des personnes les plus isolées de la planète.

Douglas Massey et Nancy Denton démontrent que la ségrégation résidentielle aux Etats-Unis n'est pas le reliquat d'un vieux racisme en voie de résorption. Ce phénomène a pris de l'ampleur au vingtième siècle, avec la montée des Noirs vers le Nord et leur abandon des zones rurales pour aller travailler dans l'industrie. La ségrégation ne s'est pas faite toute seule. Elle résulte d'une multitude de pratiques, institutionnelles et privées, qui ont conduit à une situation d'apartheid. Dans les années 50 et 60, pour exclure les Noirs de certains quartiers, les agents immobiliers avaient mis au point... vingt-six techniques différentes à Chicago, et quarante-six à New York. S'y ajoutaient les obstacles posés par les banques et les compagnies d'assurances, puis les actes hostiles du voisinage.

La ségrégation résidentielle dont sont victimes les Noirs américains a des effets destructeurs

Diverses émeutes ont conduit le président Johnson à faire voter en 1968 des lois sur l'accès égalitaire au logement *(Fair housing act)*. Mais elles restent souvent sur le papier. Pour lutter contre la discrimination, des particuliers se retrouvent seuls devant les tribunaux. C'est David contre Goliath. L'intégration des Noirs a progressé ces dernières années dans divers domaines (l'université, le journalisme, l'administration...), mais la ségrégation résidentielle reste entière. Or, cette ghettoïsation a des effets destructeurs, non seulement sur les pauvres mais sur la classe moyenne noire qui les entoure. Elle freine la promotion de ceux qui veulent s'en sortir, car mobilité sociale et mobilité spatiale vont de pair. Et elle isole politiquement les Noirs, car ils ne trouvent pas d'alliés dans les autres communautés, contrairement à ce qui s'était passé pour tous les groupes d'immigrants : quand des Polonais réclamaient un hôpital, ils donnaient du travail à des maçons italiens et permettaient d'embaucher des médecins allemands ou écossais...

La ségrégation résidentielle crée une culture d'opposition à la société blanche. Les habitants des ghettos adoptent peu à peu des comportements en complète contradiction avec ceux du reste de la société américaine. Même leur anglais parlé s'en différencie de plus en plus, du point de vue de l'accent, de la grammaire et du vocabulaire. Les petits Noirs se moquent de leurs camarades qui *« parlent blanc »*. C'est un formidable handicap scolaire et professionnel.

Rien de comparable en France, où une famille sur cinq (et une famille algérienne sur deux) vit dans un logement subventionné, alors que le parc social américain représente à peine 2 % du total. Même dans les quartiers les plus difficiles, de nombreuses ethnies se côtoient. Il n'y a pas de « ghettos » en France, et encore moins d'« apartheid ». Ce n'est pas une raison pour se voiler les yeux, se boucher les oreilles et ne voir que du racisme là où le mal-vivre a atteint la cote d'alerte.

Robert Solé

★ ***American apartheid,*** **de Douglas S. Massey et Nancy A. Denton (traduit de l'américain par Ada Grigorova et Irène Markowicz). Editions Descartes et Cie, 385 p., 200 F.**

C'était hier

Suite de la première page

Trop souvent, et bien que ce ne soit pas un monopole national, les ministres de la défense se comportent en simples porte-parole des états-majors. Il n'était pas nécessaire que ce « porte-parolat » soit élevé à la dignité de chef de l'Etat.

La nouvelle attitude française doit donc s'apprécier au regard de deux données fortes, qui mettent en jeu, en effet, le destin du pays : la dissuasion et l'indépendance. Or, dans ces deux domaines, il est à craindre que Jacques Chirac ne mène le combat de la génération qui l'a précédé à la tête de l'Etat.

La qualité de la dissuasion française n'est ni contestée ni même menacée. Les Français y consacrent chaque année des sommes considérables, régulièrement reconduites et placées en quelque sorte à l'abri du débat et hors de tout véritable contrôle parlementaire. Sa crédibilité se joue désormais dans l'espace, principalement dans la capacité que nous aurons, ou non, de nous doter, hors de la logistique américaine, de moyens d'observation propres.

Surtout, on peut difficilement disserter sur les conséquences de la chute du mur de Berlin et adopter une posture qui eut été parfaitement compréhensible en période de guerre froide. Or cette attitude perd toute pertinence dès lors que le problème posé à nos dirigeants n'est plus la dissuasion Est-Ouest, mais bel et bien la dissémination nucléaire.

De ce point de vue, quelles que soient les perspectives ultérieures du futur traité de non-prolifération, la France donne bel et bien un encouragement à la Chine et à toutes les puissances moyennes qui s'efforcent de se doter du feu nucléaire militaire. Dans un monde éclaté et incertain où l'équilibre de la dissuasion a laissé place aux déséquilibres de la terreur, notre pays donne soudain le mauvais exemple.

Quant à l'indépendance, elle ne sera pas mieux garantie par le seul fait de renouer avec une geste nationale, fût-elle d'apparence gaullienne. Au chapitre de la dissuasion, les preuves de notre indépendance ne sont plus à apporter : elles existent. Le rôle de l'Etat est de nous dire désormais quelle contribution celle-ci pourra apporter sur le terrain où se joue véritablement l'indépendance nationale, dans l'interdépendance avec nos alliés : celui de l'affirmation d'une identité européenne.

Comment, avec quels moyens, avec qui, doter l'Europe d'une défense dont la perspective ne peut être que nucléaire ? Quel rôle doit y jouer notre force de dissuasion ? M. Chirac est désormais chargé de répondre à ces questions. Or il vient de prendre une décision qui est de nature à diviser l'Europe, et notamment à mécontenter ceux qui la rejoignent ; et ce faisant, il affaiblit son propre objectif qui est de préserver, ou de restaurer, une prééminence française au service d'une Europe forte face aux Etats-Unis.

A vouloir remettre ses pas dans ceux d'un glorieux prédécesseur, M. Chirac court le risque de se tromper d'époque. Aujourd'hui, le fameux « rang » de la France ne se défend pas sur un atoll des antipodes mais bien sur le continent européen, dans l'interminable défi meurtrier du conflit yougoslave.

Notre indépendance se joue dans la façon dont nous serons ou non capable de construire l'Europe et de lui donner les moyens de maintenir sa propre paix à ses frontières.

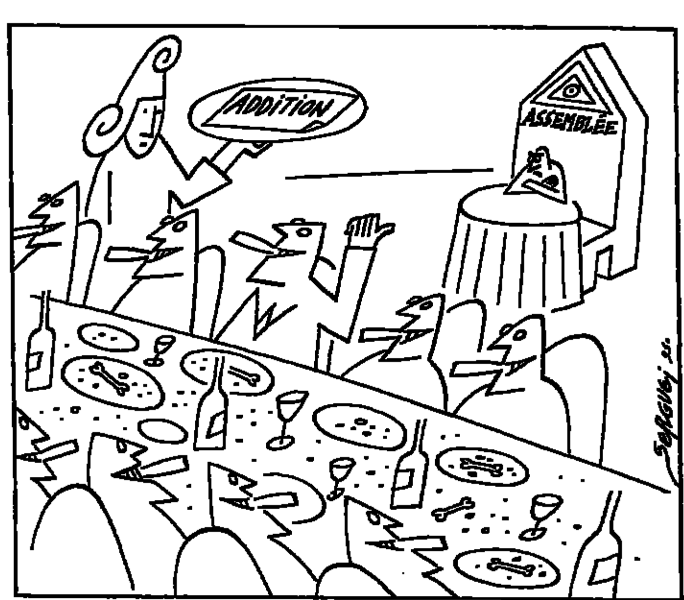
J.-M. C.

DÉFAISANCE Les opérations de défaisance du Crédit lyonnais et du Comptoir des Entrepreneurs, filiale des AGF, devraient être examinées par le Parlement dans le cadre du collectif budgétaire présenté le 28 juin. ● PLAFONNEMENT. Une proposition de loi préparée par Philippe Auberger, député RPR de l'Yonne, était présentée mercredi 14 juin à la commission des finances de l'Assemblée. Elle prévoit notamment un plafonnement de la garantie de l'Etat à 50 milliards de francs et un contrôle des structures de cantonnement. Face au risque de démission du président du Lyonnais que pourrait provoquer les modifications apportées au plan de sauvetage, un compromis devrait cependant être trouvé. ● PIERRE BARBERIS, président de VEV, et Pierre-Yves Cossé, ancien président de la Coface, ont été approchés pour gérer respectivement les sociétés de défaisance des deux établissements.

Le plan de sauvetage du Crédit lyonnais sera soumis au Parlement

Philippe Auberger, rapporteur général du budget, devait présenter une proposition de loi devant la Commission des finances de l'Assemblée mercredi 14 juin précisant les limites de la garantie de l'Etat aux défaisances du Crédit lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs

LES STRUCTURES de cantonnement qui recueilleront d'une part les 9 milliards de créances immobilières du Comptoir des Entrepreneurs et d'autre part les 135 milliards de francs d'actifs sains et douteux du Crédit lyonnais commencent enfin à prendre forme. Sur le papier du moins. Mais il manque encore un texte de loi, d'autant plus indispensable que la garantie de l'Etat se trouve de fait engagée et pour des sommes considérables dans le plan de sauvetage du Lyonnais. Philippe Auberger, député RPR de l'Yonne, devait y remédier en présentant mercredi 14 juin à la Commission des finances de l'Assemblée une proposition de loi précisant le cadre de l'engagement budgétaire de l'Etat aux côtés des établissements publics en difficulté. Elle pourrait plafonner la garantie de l'Etat à l'égard des actifs sortis du bilan du Lyonnais à 50 milliards de francs et doter la structure de défaisance d'un comité consultatif de contrôle et d'un conseil de surveillance.



Déjà les personnalités qui seront chargées de les gérer ont été pressenties. Du côté du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade a approché Pierre Barberis, patron de VEV, (*Le Monde* du 23 mai)pour prendre en charge le Consortium de Réalisation (CDR). Sa réponse est attendue le 20 juin. Pour le Comptoir, un consensus semble s'être fait entre Antoine Jeancourt-Galignani, président des AGF, Philippe Lagayette, directeur général de la Caisse des Dépôts-associés dans le deuxième plan de sauvetage du Comptoir des Entrepreneurs-et le Trésor, sur le nom de Pierre-Yves Cossé, ancien président de la Coface (Compagnie française du commerce extérieur).

Pourtant, rien n'est encore acquis et le temps presse. Le Budget de l'Etat étant directement ponctionné, au moins dans l'opération de défaisance du Crédit lyonnais, cette dernière doit être intégrée au collectif budgétaire et ne peut être réglée par un simple DDOF (dispositions diverses d'ordre financier).

Depuis l'annonce d'un plan gigantesque de sauvetage de la banque publique, la polémique n'a cessé d'enfler : les autres banques françaises ont crié à la distorsion de concurrence et en ont appelé à Bruxelles. Les politiques comme François d'Aubert, député de la Mayenne, aujourd'hui secrétaire d'Etat au Budget, a dénoncé avec constance les dérives de la banque et le manque de transparence du plan de sauvetage. Les parlementaires se sont déclarés choqués qu'un tel plan ne leur ait pas été soumis.

LES PROMESSES DE M.CHIRAC

Ces derniers vont aujourd'hui pouvoir tester les promesses du candidat Chirac qui s'est prononcé pour une revalorisation du rôle du parlement, comme celles du Président élu qui a souhaité que le parlement *« exerce pleinement sa mission de contrôle du gouvernement »*. Sous l'impulsion de Philippe Auberger, rapporteur général du Budget de l'assemblée, les membres de la Commission des finances de l'Assemblée devait examiner mercredi 14 juin une propositon de loi visant notamment à plafonner la garantie de l'Etat à 50 milliards de francs, à doter le CDR d'un comité consultatif de contrôle et à instaurer un conseil de surveillance où siègerait des membres du Parlement parlementaires et présidé par une personnalité qualifiée nommée par décret en conseil des ministres.

Le gouvernement qui, tant chez Alain Madelin que chez Alain Juppé, a commencé à étudier le dossier, ne devrait pas être gêné par la volonté légitime des parlementaires d'instaurer un contrôle strict des structures de défaisance – au Crédit lyonnais comme au Comptoir des Entrepreneurs. En revanche, le plafonnement de la garantie ferait s'écrouler tout l'édifice. Il entraînerait à coup sûr la démission du président du Lyonnais. Jean Peyrelevade n'a pas caché qu'une remise en cause de certains éléments du plan de sauvetage ne lui permettrait pas de remettre la banque sur la voie de la rentabilité. Si le patron du Lyonnais n'exclut pas un plafonnement, il estime que celui-ci devrait être fixé à 135 milliards de francs, c'est-à-dire à la valeur comptable des actifs logés dans le CDR. Aussi, Philippe Auberger réfléchit d'ores et déjà à un compromis introduisant la notion de plafonnement « dégressif » qui formaliserait de façon plus stricte les objectifs de désengagements du CDR. Restera alors à obtenir le feu vert de Bruxelles. Karel Van Miert, le commissaire à la concurrence de la commission ne semble toujours pas avoir reçu les réponses du gouvernement français à la douzaine de questions qui lui permettra de juger si oui ou non le plan de restructuration approuvé par le précédent gouvernement constitue une aide de l'Etat et donc une distorsion de concurrence.

Pour sa part, le patron des AGF se serait sans doute passé de la proximité d'un dossier aussi encombrant qui ne facilite pas le réglement définitif de l'affaire Comptoir des entrepreneurs. En présentant vendredi 9 juin les comptes définitifs 1994 des AGF, Antoine Jeancourt-Galignani a joué la prudence. *« Depuis le printemps 1994, nous travaillons d'arrache-pieds pour venir à bout du problème que nous pose le Comptoir des Entrepreneurs. Reste à en faire approuver le principe par le Parlement. »* a-t-il déclaré devant ses actionnaires. C'est ce même souci qui lui a fait dire dans une interview accordée au Financial Times du 9 juin *« nous serons prêts pour la privatisation en septembre »*. Depuis son arrivée rue de Richelieu, Antoine Jeancourt n'a cessé de plaider pour une privatisation rapide. Les conditions du marché ne l'ont pas permis. Désormais expertes en préparation de privatisation, les AGF n'ont plus qu'à ressortir documentation technique et film publicitaire ... dès le règlement définitif de ce boulet appelé Comptoir des Entrepreneurs.

L'Etat s'est engagé à prendre à sa charge 4,5 milliards de francs de créances douteuses. Cet effort sera financé via la Caisse des dépôts, directement ou par apport de titres AGF à la Caisse, cette dernière récupérant sa mise lors de la privatisation de la compagnie.

Babette Stern

Les 16 milliards escamotés du Comptoir des entrepreneurs

Le deuxième plan de défaisance du Comptoir des entrepreneurs, filiale des AGF, porte sur la sortie de 7 milliards de francs d'actifs immobiliers du bilan de l'institution. Il vient compléter une première opération mise en place en mars 1994. Une société foncière, Atlas Capital, créée pour l'occasion, avait accueilli 9 milliards d'actifs immobiliers. L'Etat s'est engagé à garantir les pertes sur le portefeuille immobilier au-delà de 4 milliards de francs. Le montage du deuxième plan de sauvetage diffère dans la répartition de l'effort. L'Etat mettra en place les financements de ce portefeuille à hauteur de 4,5 milliards. Deux lignes de crédit viendront compléter le dispositif : 400 millions consentis par les AGF et 2,1 milliards que se partageront la compagnie d'assurances et la Caisse des dépôts.

L'usine à gaz du Lyonnais

Le plan de restructuration du Crédit lyonnais, tel qu'il a été approuvé par l'ex-ministre des finances, Edmond Alphandéry, prévoit que 135 milliards de francs de titres et créances liés au cinéma et aux sociétés Altus, SDBO et Colbert, ainsi que les 42 milliards de francs d'actifs immobiliers sortent du bilan de la banque. Ce portefeuille sera transféré au Consortium de réalisation (CDR), filiale du Crédit lyonnais (*Le Monde* du 19-20 mars). L'ensemble des participations détenues par le CDR est destiné à être vendu. La cession de ces actifs dégagerait une cinquantaine de milliards de moins-values. Le Crédit lyonnais a la faculté de racheter certaines participations industrielles et commerciales pour un montant total de 5 milliards. En contrepartie de la garantie de l'Etat, pour l'instant illimitée, le Crédit lyonnais versera à l'Etat pendant la durée du prêt une partie de ses bénéfices. La banque s'engage en outre à recentrer ses activités, à réduire son bilan de 100 milliards et à limiter ses frais généraux.

Les Quinze reconnaissent le principe du service universel pour le téléphone européen

« JUSQU'À présent nous avions une échéance : la libéralisation des télécommunications en Europe à l'horizon 1998. Il nous manquait un cadre commun définissant les conditions dans lesquelles cette ouverture à la concurrence devait être faite. C'est désormais acquis. » A l'issue du conseil européen des postes et télécommunications réuni mardi 13 juin à Luxembourg, la délégation française était satisfaite. Les Quinze ont en effet approuvé à l'unanimité sa résolution fixant les grandes orientations en matière de libéralisation des télécommunications.

Le principe *« d'un maintien et d'un développement d'un service universel »* sera repris dans la directive que la commission doit rédiger d'ici à la fin de l'année. Les Quinze s'engagent ainsi, chacun dans leur pays, à exiger de certains opérateurs *« la fourniture d'un ensemble minimal de services de télécommunications, d'une qualité donnée et à un prix abordable »*. *« Il fallait établir un lien entre service universel et concurrence, faire admettre que ces deux notions ne sont pas incompatibles »*, explique-t-on à Paris. Le principe d'une compensation destinée à financer les missions de service universel a également été retenu.

Confirmant le rôle des autorités nationales en matière de réglementation – une super autorité européenne en charge des télécommunications n'est pas à l'ordre du jour –, la résolution laisse libre choix aux Etats membres quant aux mécanismes de compensation financière. Les obligations de service public pourront donc être financées selon deux modèles. Le premier est celui des charges d'accès (les autorités nationales désignent un opérateur à qui incombent les missions de service public et les concurrents négocient avec lui des droits d'accès à son réseau qui le dédommagent), en vigueur au Royaume-Uni, en Suède et aux Etats-Unis.

ENTRÉE LIBRE

Le second, uniquement pratiqué en Nouvelle-Zélande, est celui du fonds de garantie. Il fonctionne selon le principe dit du *« pay or play »*. Aucun opérateur n'est désigné *a priori* pour prendre en charge les missions de service public. Simplement, les exploitants de télécommunications ont la possibilité soit de cotiser à un fonds, soit de prendre en charge ces missions.

La résolution réaffirme par ailleurs le principe d'entrée libre sur le marché des télécommunications à compter du 1er janvier 1998. Sauf critères techniques – la limitation des fréquences, par exemple, pour les téléphones mobiles – les autorités nationales qui délivreront les licences ne pourront pas limiter le nombre d'opérateurs. Les Quinze se sont refusés à définir une licence européenne unique.

L'avenir des services postaux figurait également au menu de ce conseil. Mais aucun accord n'est intervenu. A l'origine, les commissaires Karel Van Miert et Martin Bangemann devaient y soumettre un projet de directive, finalement retiré de l'ordre du jour, sa tonalité ayant été jugée *« excessivement libérale »*. Le texte ébauché par les deux commissaires prévoyait la libéralisation totale du publipostage actuellement sous monopole. *« Le projet Bangemann ne pouvait passer en l'état. Les commissaires ont décidé de ne pas le soumettre »*, commente-t-on à Paris. Pour autant, chaque délégation a eu l'occasion d'exprimer ses positions. L'absence de texte ne réjouit pas les adversaires d'une libéralisation acharnée. Rien n'est plus dangereux qu'un vide juridique, qui permet aux commissaires d'agir par décisions unilatériales comme ils en ont le droit, ou aux juges de la Cour de justice d'établir une jurisprudence qui comble ce vide sans négociation politique, laisse-t-on entendre dans l'entourage de François Fillon. La commission s'est toutefois engagée à présenter un nouveau texte d'ici à la fin de juillet.

C. M.

France Télécom et Deutsche Telekom modifient leur projet Atlas

France Télécom et Deutsche Telekom ont proposé des changements à leur projet d'alliance Atlas, a indiqué, sans donner de détails, mardi 13 juin, le commissaire européen chargé de la concurrence, Karel Van Miert, qui avait, le 24 mai, réclamé *« des changements considérables »* sur ce dossier. France Télécom et Deutsche Telekom ont revu les missions confiées à Atlas. Ils ont proposé de continuer à se concurrencer sur leurs propres marchés nationaux. *« Il y a des indications sur une évolution dans le bon sens, mais il faut encore la confirmer dans la notification* [à venir fin juin] », a indiqué M. Van Miert, soulignant que pour le moment la Commission n'avait pas changé de position. *« En France, il y a un pas dans la bonne direction avec l'ouverture des infrastructures de la SNCF, mais si Deutsche Telekom pense qu'il peut s'en tirer avec des modifications cosmétiques, il se trompe »*, a-t-il précisé.

COMMENTAIRE

La France, bonne élève

François Fillon, le nouveau ministre des technologies de l'information, en charge des dossiers poste et télécommunications, s'est plutôt honorablement tiré mardi 13 juin d'un Conseil européen à hauts risques. La stratégie que s'est fixée la nouvelle équipe consiste à lâcher le moins possible sur les services postaux (secteur pour lequel, estime le ministre, *« nous sommes très en amont d'un processus de libéralisation »*), et à tenter d'imposer certains principes en matière de télécommunications puisque la fin des monopoles en 1998 était désormais irréversible. A Luxembourg, la résolution française en matière de télécommunications, qui réaffirme entre autres le nécessaire *« maintien et développement d'un service universel »*, a été adopté à l'unanimité. Cette résolution est importante car elle doit servir de texte de référence pour les Européens dans les négociations en cours sur la libéralisation des télécommunications dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La France s'est par ailleurs payé le luxe d'être félicitée par la Commission pour avoir autorisé, à la différence de l'Allemagne, très réticente sur le sujet, ses opérateurs de radiotéléphone mobile à se doter de leurs propres infrastructures ou à louer des infrastructures alternatives.



En matière postale, rien n'est encore gagné. Certes, le texte ébauché par la Commission menaçant toute l'activité courrier a été remisé. Les pouvoirs publics français vont toutefois devoir jouer serré et inciter la Commission à présenter le plus rapidement possible un nouveau texte cadrant le plus l'évolution du secteur postal. Faute de quoi, la Commission européenne, soumise à forte pression de la part des Néerlandais, risque de disposer d'une grande latitude d'action pour imposer une libéralisation, pas véritablement souhaitée.

Caroline Monnot

Moulinex, toujours déficitaire, se redresse

Inquiets, les salariés en Normandie font grève

JEAN-CHARLES NAOURI, dit-on, serait satisfait. Le financier, dont le holding Euris a pris le contrôle de Moulinex en 1994, ne s'alarmerait pas outre mesure, selon son entourage, des nouvelles décevantes en provenance du célèbre fabricant de petit électroménager. Malgré la grève frappant certaines usines normandes, malgré des pertes encore importantes et un chiffre d'affaires inférieur à ce qui était espéré, Moulinex, assure-t-on sans en démordre, est bien sur la voie du redressement.

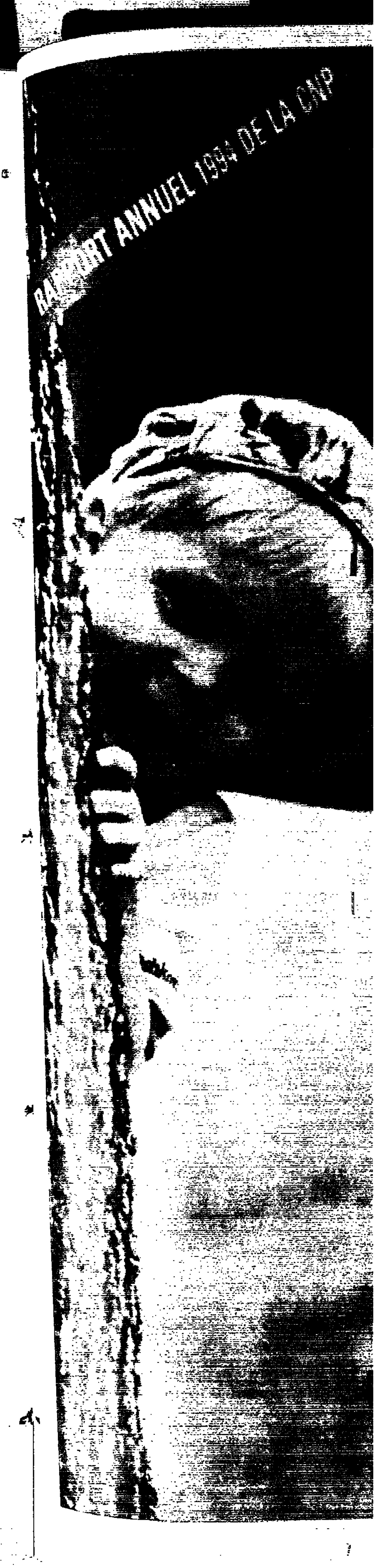
Les 213 millions de francs de pertes nettes, part du groupe, annoncées, mardi 13 juin, pour l'exercice clos fin mars, sont sensiblement inférieures aux 564 millions de déficit de l'exercice précédent. Et le résultat d'exploitation (-126 millions) s'est redressé malgré un recul de 4,5 % du chiffre d'affaires (7,68 milliards de francs). *« A parités monétaires et périmètres comparables*, souligne d'ailleurs le groupe, *la baisse n'est que de 1,4 % »*. Dans un environnement chahuté, Moulinex estime avoir engrangé les premiers fruits de son *« plan de retournement »* décidé par le président du directoire, Jules Coulon. Ce plan qui a conduit le groupe à supprimer un millier d'emplois, et à se désengager d'activités déficitaires (la filiale Girmi, l'activité « air conditionné », l'usine de Birmingham en Grande-Bretagne), *« devrait se traduire par 350 millions de francs d'économies en année pleine »*, souligne Michel Ybert, nouveau directeur administratif, juridique et financier.

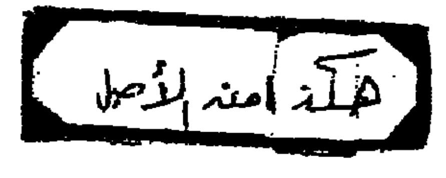
UNE GAMME RENOUVELÉE

A ces économies ou suppression de pôles de pertes devraient s'ajouter, selon le groupe, d'autres facteurs favorables. Sensible ces derniers mois, la hausse de l'activité peut s'appuyer, désormais, sur une gamme renouvelée, notamment dans le micro-onde. *« Vingt-cinq à trente pour cent du chiffre d'affaires est désormais réalisé avec des produits nouveaux »*, affirme Michel Ybert. Avec la recapitalisation de 1 milliard de francs, l'endettement s'est allégé. Les risques de change sont raisonnablement couverts. Enfin, à activité égale, le groupe a réduit de 500 millions de francs les capitaux employés grâce à une meilleure gestion de ses stocks.

Ce redressement, toutefois, semble toucher ses limites sur le plan social. Tout autant que les revendications salariales affichées ces derniers jours, l'inquiétude compte pour beaucoup dans les arrêts de travail de ces derniers jours. Le groupe qui se dit *« prêt à prendre un engagement écrit sur un calendrier de discussions »*, se doit, notamment, de sortir avec le moins de dommages possibles de l'inévitable vente de l'usine de Domfront en Basse-Normandie.

P.-A. G.

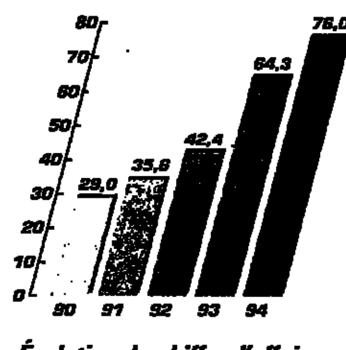




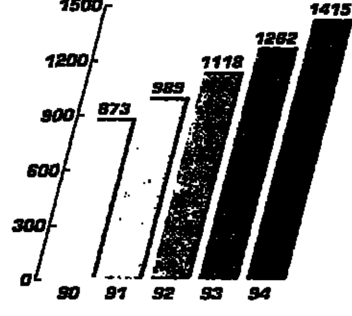


Aujourd'hui, c'est le moment de porter un œil neuf sur le 1er assureur de personnes en France

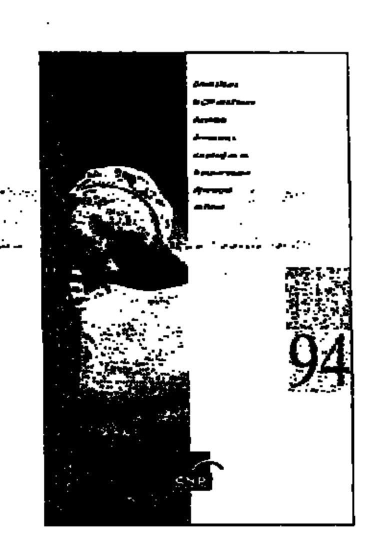
Voici déjà 2 bonnes raisons...



Évolution du chiffre d'affaires (en MDF)



Évolution du résultat net part du groupe (en MF)



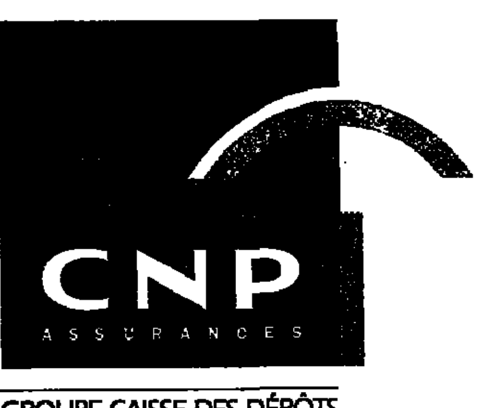
Découvrez-en beaucoup d'autres

Rapport Annuel 1994 de la CNP
édité par la communication financière
4, place Raoul Dautry - 75015 PARIS

Appelez le

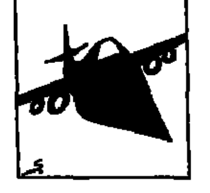
48 38 33 47

pour recevoir gratuitement ***LE RAPPORT ANNUEL 1994 DE LA CNP***



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

©SEMAPHORE - Photo: PIX



SALON DU BOURGET

L'axe aéronautique et spatial franco-allemand devrait se renforcer

Malgré d'anciennes rivalités entre Paris et Bonn, des projets de filiales communes dans les missiles et les satellites pourraient voir le jour. Des conflits de pouvoir existent également entre les sociétés des deux pays dans le domaine commercial

Les discussions progressent entre Paris et Bonn pour qu'Aérospatiale et DASA créent des filiales communes dans les missiles et les satellites. Une décision pourrait intervenir au sommet entre la France et l'Allemagne de juillet. Jusqu'à présent, les dossiers butaient sur le refus du gouvernement français de laisser le siège de la filiale dans les satellites s'installer à Munich. Les salariés de l'usine Aérospatiale de Cannes refusaient également cette solution. Matra, totalement opposé à ces projets auparavant, se déclare aujourd'hui prêt à collaborer avec son concurrent français pour entrer dans cette structure franco-allemande. Toutefois, des divergences entre Aérospatiale et DASA sur les projets d'avion de 100 places, de supersonique ou de très gros porteur, risquent de profiter à la concurrence américaine. Boeing, qui avait tenté de diviser les associés d'Airbus en invitant seul le partenaire allemand à discuter sur un projet d'avion gros porteur, n'a pas réussi dans cette tentative. Mais les Européens restent opposés sur les priorités à établir.

MÊME SI LES GROUPES DASA et Aérospatiale mettent les bouchées doubles pour parvenir à un accord industriel pour mettre sur pied, au profit de l'Europe, un système satellitaire d'observation militaire, il faudra sans doute attendre le « sommet » franco-allemand des 10 et 11 juillet pour avoir une idée précise du sort réservé, dans les deux pays, à ce projet ambitieux. Dans la mesure où les principaux alliés européens des Etats-Unis prendraient, par ce biais, leur autonomie vis-à-vis de Washington pour ce qui concerne la perception des menaces dans le monde, l'entreprise franco-allemande est d'une ampleur politique telle qu'elle est soumise à un « feu vert » des deux gouvernements.

HELIOS ET HORUS

En outre, l'affaire s'est jusqu'à présent compliquée en France, avec la querelle qui oppose la société nationale Aérospatiale au groupe privé Matra. Ce dernier préconisait de substituer une entente franco-britannique (avec son associé GEC-Marconi), en y attirant de surcroît Alcatel-Espace, à l'axe qui se dessine de part et d'autre du Rhin en matière de satellites militaires. Un revirement spectaculaire a toutefois pu être constaté au Salon du Bourget.

Les nouvelles menaces et les instabilités géostratégiques qui se multiplient à la surface du globe exigent une information continue, sûre et rapide, des responsables politiques. Les technologies spatiales se prêtent à cette exigence. Mais nul pays en Europe n'est en mesure de mener à bien, seul, de telles opérations. L'observation militaire devient, après les communications, un enjeu européen prioritaire et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) est le cadre privilégié de cette coopération.

En 1986, la France a lancé le programme Helios 1, élargi à l'Italie (une participation à hauteur de 14,1 %) et à l'Espagne (7 %). Il s'agit de mettre sur orbite, à l'été prochain, un satellite de reconnaissance optique, avec un second disponible en 1996, pour un coût global de 10 milliards de francs. Mais la conception de ce système date des années 80 et il est maintenant envisagé de développer Helios 2, un système plus précis et doté d'une capacité de reconnaissance infrarouge pour l'observation de nuit. Ce projet coûtera 11 milliards de francs et devrait être prêt après 2001. Les Espagnols et les Italiens se font tirer l'oreille pour s'y joindre.

De son côté, l'Allemagne a, depuis longtemps, exprimé le besoin d'un satellite-radar à haute résolution, qui a l'avantage de recueillir des informations de jour comme de nuit, par tous les temps et à travers la couche nuageuse. Evalué à 13 milliards de francs, ce programme, qui pourrait être opérationnel après 2005, a été baptisé Horus. L'Allemagne est aujourd'hui sollicitée de toutes parts. Outre le groupe américain Lockheed-Marietta, qui propose un système équivalent clés en main, la France a conçu l'ambition de développer avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne une coopération européenne de grande envergure sur Horus.

UNE BATAILLE FRANCO-FRANÇAISE

Déjà lié à DASA pour la famille des Airbus et pour la gamme des hélicoptères civils ou militaires, Aérospatiale a offert au groupe allemand de faire cause commune en mariant, en quelque sorte, leurs secteurs dans les activités des satellites et des nouveaux missiles (un domaine particulier où il existe, de longue date, une collaboration). En échange d'une primauté reconnue à Aérospatiale dans le secteur des missiles, l'accord sur les satellites se ferait sur la base d'une société holding de droit allemand, ayant son siège à Munich. L'Allemagne, qui accepterait de financer une part minoritaire du projet Helios 2 et une part majoritaire du programme Horus (soit une dizaine de milliards de francs, au total, à elle seule), aurait la maîtrise des activités satellitaires.

Cette perspective a soulevé un tollé en France, où la crainte existe de devoir confier un savoir-faire jugé essentiel en matière de sécurité nationale à des partenaires qui manquent encore de compétences. Les syndicats des salariés de l'aéronautique repoussent la perspective que l'établissement de Cannes, qui conçoit les satellites pour Aérospatiale, soit privatisé, avec des risques non négligeables de licenciements. De technique et industriel, voire financier, le débat est devenu politique avec le refus de nombreux proches de Jacques Chirac et d'élus du RPR, comme Pierre Lellouche qui se présente aux élections municipales à Cannes, d'entériner un montage aussi favorable, disent-ils, à DASA.

Ce n'est pas encore la crise dans la douloureuse gestation d'une défense commune de part et d'autre du Rhin. Mais cela y ressemble bien que les industriels impliqués soient en harmonie sur l'essentiel du projet. Pour sortir de l'impasse et continuer à avancer sur la voie de la construction européenne en matière de défense à partir du « pilier » franco-allemand, il faura de toute façon à Helmut Kohl et à Jacques Chirac beaucoup de diplomatie et d'esprit d'initiative au « sommet » de la mi-juillet à Paris.

Jacques Isnard

Revirement de Matra

Jusqu'à présent, DASA et Aérospatiale ont dû faire face à une contre-offensive franco-française de Matra appuyé, sans doute, par Alcatel-Espace. Les deux groupes privés français, auxquels la firme britannique GEC-Marconi et le secteur « satellites » de British Aerospace pourraient prêter main-forte, représentaient jusqu'à présent l'autre face de l'alternative à la coopération franco-allemande. Noël Forgeard, PDG de Matra-Défense-Espace et ancien conseiller de M. Chirac, lorsque celui-ci était à Matignon en 1986-1988, contestait que DASA et Aérospatiale eussent pu monopoliser l'espace militaire en Europe. Mais sa position vient de changer radicalement. Le 12 juin au Bourget, Lagardère Groupe a très clairement proposé à Aérospatiale de *« rassembler les forces franco-françaises »* dans l'optique de la constitution d'un pôle franco-allemand de satellites avec DASA, dont la maison-mère Daimler-Benz est déjà actionnaire de Lagardère Groupe. *« Il faut éviter une duplication franco-française génératrice de concurrence stérile et de coûts »*, a plaidé M. Forgeard, qui a justifié son changement de discours par le fait que *« les mouvements de concentration ont été multipliés au niveau mondial par deux ou trois dans les deux ans passés »*. Un revirement qui, après les déclarations de Jacques Chirac insistant sur la place de la coopération franco-allemande dans l'espace, laisserait supposer que l'Elysée a choisi de conforter les liens entre Aérospatiale et Dasa.

Des divergences entre Aérospatiale et DASA dans le secteur civil risquent de profiter à Boeing

APRÈS QUASIMENT trente ans de coopération, Daimler-Benz Aerospace (DASA) et Aérospatiale affichent des divergences dans leur vision de l'avenir. Le futur avion de cent places d'une part, le supersonique contre le très gros porteur d'autre part, divisent les deux partenaires. En arrière-plan, l'enjeu est stratégique pour DASA, qui veut affirmer sa suprématie dans l'industrie aéronautique et spatiale. Au Salon du Bourget, le discours se veut européen et consensuel. Les deux partenaires réalisent une part importante de leur chiffre d'affaires grâce à leur alliance (plus de 75 % pour le Français, 50 % pour l'Allemand). Pas question donc de faire étalage de dissensions, à l'heure où les deux firmes sont déterminées à faire société commune dans les missiles et les satellites. Le bouc-émissaire est américain, il s'appelle Boeing ou Lockheed Martin.

Cependant, DASA essaie de reprendre la main dans le jeu européen, estimant ne pas recueillir le prestige national, voire les justes retombées industrielles, de ses participations dans les groupements communs. Tous les sièges des entreprises où l'on retrouve les deux partenaires sont implantés en France, remarquent les Allemands. Ce qui est compréhensible pour les programmes dans lesquels les entreprises françaises dépassent leurs homologues d'outre-Rhin comme Arianespace le serait moins pour Airbus Industrie et Euromissile, dans lesquels les deux associés sont à parité. Ainsi, la décision d'installer le siège de la société commune, qui pourrait être créée dans les satellites, à Munich est une première. Pour Manfred Bischoff, le nouveau président de Daimler-Benz Aerospace, *« il ne peut pas être dans l'intérêt de la France de considérer que chaque entreprise commune doive systématiquement être surmontée du drapeau français »*.

Première société en Europe dans son secteur, DASA s'emploie à retrouver le prestige perdu au lendemain de la guerre dans le domaine aéronautique. En janvier 1994, la sortie des chaînes allemandes du premier Airbus A 321 a consacré le retour de l'industriel. Après avoir obtenu l'assemblage de cette version d'Airbus puis celle des A 319, l'entreprise trouverait logique d'obtenir à terme les Airbus A 320, laissant aux usines de Toulouse l'assemblage des gros avions. Pour asseoir ses ambitions, DASA a également tenté de s'imposer comme leader européen dans les avions de transport régional, en rachetant le néerlandais Fokker en 1993. Mais la société n'a pas réussi à fédérer l'industrie européenne autour d'elle, puisque Aérospatiale et l'italien Alenia viennent de s'allier au britannique British Aerospace (*Le Monde* du 13 juin). Aujourd'hui, le français et l'allemand se retrouvent en compétition sur les marchés asiatiques pour un avion de cent places.

SUPERSONIQUE OU SUPER-JUMBO

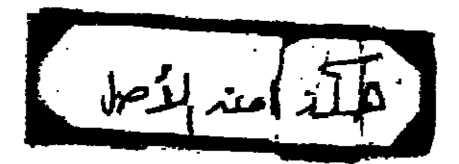
Les divisions des deux partenaires ne s'arrêtent pas là. Boeing a déjà cherché à en profiter pour fragiliser l'axe franco-allemand, comme lorsqu'il invita DASA à discuter – seul – sur un projet de très gros porteur en janvier 1993, alors qu'Airbus possède un projet similaire. Finalement, la discussion sur un VLCT (*Very Large Capacity Transport*) s'est élargie au consortium... et s'est interrompue. Au début de 1995, les dirigeants d'Airbus et de Boeing ont en effet déclaré qu'ils ne voyaient pas de débouchés suffisants dans les années à venir pour un tel avion. D'autant plus que, sur un plan financier, il entre en concurrence avec un autre projet, le supersonique de deuxième génération. Super-Jumbo ou successeur du Concorde : le choix de DASA se porte clairement sur le premier, tandis qu'Aérospatiale plaide pour le second. Or, les deux projets sont gourmands de financements et il apparaît difficile de les mener de front.

Chacun des deux camps justifie sa position. *« Il y a un marché pour le 600 places à l'horizon 2005*, assure Harmut Mehdorn, responsable de la division avion au sein de Daimler-Benz Aerospace. *Les besoins des compagnies sont estimés à environ huit cents avions. » « Boeing dispose d'un monopole dans les gros avions avec son 747. Si Airbus ne s'impose pas sur ce segment, qui représentera 40 % des besoins des compagnies dans vingt ans, son existence est compromise »*, renchérit Wolfgang Piller, membre du directoire de Daimler-Benz Aerospace, en charge des finances.

De son côté, Louis Gallois, le président d'Aérospatiale, ne veut pas prendre de retard par rapport aux Américains sur le supersonique, considéré par les Allemands comme un *« avion de luxe »*, polluant et difficile à défendre auprès de ses écologistes. Boeing et ses partenaires investissent massivement sur un projet similaire, dont les besoins sont estimés entre 500 et 1 000 avions à l'horizon 2025. *« Les Etats-Unis auront investi 2 milliards de dollars dans la décennie 1990. Un tel effort financier ne peut qu'inquiéter*, souligne M. Gallois. *Il faut que nous soyons partie prenante du supersonique de seconde génération. »*

Mais, là encore, le choix entre un supersonique et un Super-Jumbo cacherait un problème de leadership industriel. Les Français, avec Concorde, sont armés pour réaliser son successeur, tandis que Daimler-Benz, avec le second, peut espérer renforcer ses positions. *« Avec le gros porteur, les Allemands s'imaginent qu'ils pourraient avoir la construction d'une partie plus noble – ou bien l'assemblage – de l'avion »*, explique un professionnel de l'aéronautique. Car Daimler-Benz Aerospace souffre aussi de ne construire que le fuselage des Airbus, des rondelles de métal qui n'ont pas une haute valeur ajoutée.

Martine Laronche



La stratégie ... entre les

... remplacement délicat

...ichel Sapin à la Banque de France

mand devrait se renforcer

ivil risquent de profiter à Boeing

La stratégie de Suez est au centre d'une polémique entre les dirigeants et certains actionnaires

Gérard Worms, le président de la compagnie, va devoir défendre ses choix

Le président de Suez, Gérard Worms, devait affronter l'« épreuve du feu », mercredi 14 juin, avec un conseil d'administration et une assemblée des actionnaires qui s'annonçaient mouvementés. L'avenir de la compagnie et sa stratégie sont l'objet d'un différend entre les partisans d'un rapprochement avec la BNP et l'UAP et ceux qui prônent une alliance avec le groupe Pinault.

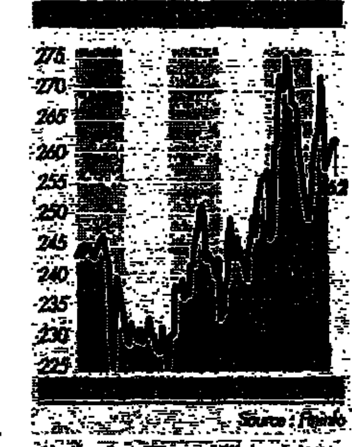
LE CONSEIL d'administration et l'assemblée générale de la Compagnie de Suez, réunis mercredi 14 juin, devraient être l'occasion pour la plupart des grands actionnaires, hostiles à l'idée d'un rapprochement avec le groupe Pinault, de demander des éclaircissements au président Gérard Worms, voire de lui faire payer ses initiatives, jugées intempestives. Manifestement, du côté de l'UAP, de Saint-Gobain, de la BNP et d'Elf Aquitaine, les quatre principaux actionnaires de la compagnie, la mise sur la place publique d'un projet de rapprochement UAP-BNP-Suez et, quelques jours plus tard, l'annonce de *« contacts »* en vue d'une fusion entre Pinault-Printemps et La Redoute ont été considérées, à tort ou à raison, comme une manœuvre de M. Worms. Même s'il n'est pas de tradition dans le capitalisme français de transformer les assemblées générales en lieux d'affrontement, elle pourrait réserver des surprises.

PROBLÈME DE PROCÉDURE

L'offensive a été en quelque sorte préparée dès mardi 13 juin dans un entretien accordé par Jacques Friedmann, le président de l'UAP, à *La Tribune*. *« Le Conseil d'administration de Suez n'a jamais été saisi du projet* [de rapprochement avec François Pinault], *alors que c'est la seule instance habilitée à se prononcer sur de telles orientations »*, dénonce M. Friedmann. *« Il y a donc d'abord un problème de procédure, de forme, de respect des voies normales de décision qui me choque. »* Mais M. Friedmann reconnaît lui-même avoir été averti le 28 avril du projet.

L'opposition la plus dangereuse contre Gérard Worms viendrait plutôt théoriquement de l'assemblée générale que du conseil, qui devrait être dans sa majorité favorable aux dirigeants de la compagnie. Parmi les quinze administrateurs, les opposants déclarés ou presque à Gérard Worms ne sont que trois : Jacques Friedmann, Philippe Jaffré (président d'Elf Aquitaine) et Jean-Louis Beffa (président de Saint-Gobain). La BNP n'est pas représentée. En revanche, du côté des soutiens potentiels de Gérard Worms, on trouve trois représentants directs des salariés et deux dirigeants de la plus importante filiale de Suez, la Société générale de Belgique (Etienne Davignon et Gérard Mestrallet). D'autre part, Jérôme Monod (président de la Lyonnaise des eaux), Lucien Douroux (directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole) et Pierre Faurre (président de la Sagem) sont considérés comme des opposants au rapprochement BNP-UAP-Suez. Enfin, les trois derniers administrateurs : Reto Domeniconi (Nestlé), Philippe Malet (président du Comptoir Lyon-Allemand Louyot et des Salins du Midi) et Bernard Mirat (ancien vice-président de la Société des Bourses françaises), sont jugés *« neutres »*.

Remontée de l'action Suez



C'est donc lors de l'assemblée générale que les grands actionnaires pourraient éventuellement bloquer les trois résolutions (les 9e, 10e et 13e) qui autorisent le conseil, pour les vingt-six mois à venir, à procéder à une augmentation de capital dans la limite de 10 milliards de francs de nominal et éventuellement en période d'OPA (offre publique d'achat) et d'OPE (offre publique d'échange). Ces résolutions ont été adoptées par le conseil du 11 avril. Elles sont classiques pour permettre à un groupe de se mettre à l'abri d'une attaque, mais elles pourraient, dans le contexte actuel, ouvrir la porte à une entrée en force de Pinault-Printemps-Redoute au capital de Suez ou permettre à la compagnie de contrer une montée en puissance dans son capital du tandem UAP-BNP.

APAISER LES TENSIONS

Les résolutions doivent être adoptées par le vote des deux tiers des actions présentes ou représentées plus une. L'UAP et Saint-Gobain possèdent chacun environ 10 % des droits de vote par le biais des droits de vote doubles (respectivement 6,9 % et 5,6 % des titres), Elf environ 6 % des droits de vote (avec 3,6 % des actions) et la BNP, récemment montée dans le capital, quelques 5 % des droits de vote et autant du capital. Si l'on y ajoute 16 % des titres détenus par les fonds de pension britanniques et américains, susceptibles de se rallier, les résolutions peuvent être rejetés.

La partie que joue M. Worms pourrait donc être serrée. Mais, les grands actionnaires pourraient aussi se contenter de hausser le ton... et, finalement, de l'inciter à trouver une solution de compromis afin de permettre à tout le monde de sauver la face. Une façon d'apaiser des tensions qui ont pris un tour trop médiatique aux yeux des principaux patrons concernés. Il s'agirait de décréter une sorte de « paix armée » et de fourbir les armes et les montages pour une prochaine offensive plus discrète.

Eric Leser

Le remplacement délicat de Michel Sapin à la Banque de France

LA PROCÉDURE de succession de Michel Sapin, élu dimanche 12 juin maire d'Argenton-sur-Creuse, au Conseil de la politique monétaire de la Banque de France (CPM) devrait aller vite et être normalement terminée dans moins d'un mois. *« Si l'un des membres du Conseil ne peut exercer son mandat jusqu'à son terme, il est pourvu immédiatement à son remplacement »*, précise la loi relative au statut de l'institut d'émission.

TROIS CANDIDATS

Dès que Michel Sapin aura remis sa démission au président du CPM Jean-Claude Trichet – après l'officialisation du résultat de l'élection –, le ministre de l'économie et des finances Alain Madelin écrira aux présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social afin que ces derniers lui proposent une liste de trois candidats. Philippe Séguin, René Monory et Jean Mattéoli disposeront alors de quinze jours pour établir celle-ci d'*« un commun accord ou à défaut à parts égales »*. La liste des trois noms sera ensuite soumise, pour avis, au Conseil de la politique monétaire, avant d'être transmise au premier ministre, qui effectuera alors son choix. Le successeur de Michel Sapin sera nommé par décret en conseil des ministres.

A la joie de sa victoire électorale s'ajoute pour l'ancien ministre socialiste de l'économie et des finances le plaisir de mettre le gouvernement dans l'embarras. Le premier ministre Alain Juppé se serait volontiers passé de cet exercice délicat. La nomination de Michel Sapin par M. Balladur, en janvier 1994, après d'âpres marchandages entre l'Elysée et l'Hôtel Matignon, avait été bien interprétée par les investisseurs internationaux. Elle symbolisait pour eux le caractère ouvert du Conseil de la politique monétaire, comme il existe à la Bundesbank, où cohabitent personnalités du Parti socialiste et du Parti chrétien-démocrate. Afin de respecter ce principe, le gouvernement pourrait être tenté de remplacer Michel Sapin par une personnalité socialiste. Un tel choix risquerait toutefois de déplaire à l'actuelle majorité parlementaire.

Certains analystes estiment également que le gouvernement pourrait profiter de cette occasion pour donner une coloration moins technocratique au Conseil. La nomination d'un représentant du monde agricole ou du monde syndical – ou les deux à la fois – serait envisagée.

Les investisseurs internationaux, enfin, ne manqueront pas de juger l'attachement du gouvernement à la politique du franc fort à travers le nom du successeur de Michel Sapin. Le choix d'une personnalité moins attachée au franc fort que l'ancien ministre socialiste donnerait l'impression que le gouvernement est moins favorable à la stabilité monétaire qu'il ne le prétend officiellement.

P.-A. D.

Ancienne gloire des années 70, ITT se saborde

INTERNATIONAL TELEPHONE AND TELEGRAPH (ITT), l'une des multinationales américaines les plus puissantes des années 60 et 70, a annoncé, mardi 13 juin, son prochain démantèlement en trois sociétés : un ITT *« nouveau »* (héritier du nom et spécialisé dans les médias, l'hôtellerie et les casinos avec les enseignes Sheraton et Ciga, le stade Madison Square Garden de New York), une compagnie d'assurances (ITT Hartford) et un groupe industriel (ITT Industries). Le conglomérat, né en 1920 et qui compta jusqu'à 250 sociétés, cessera d'exister sous sa forme actuelle en décembre. En 1986, Rand Araskog, PDG d'ITT et futur patron du *« nouvel »* ITT, avait vendu 63 % des télécommunications de la firme à Alcatel-Alsthom.

■ **BBA : le groupe britannique** reste seul en lice pour le rachat du groupe papetier Holvis. Le groupe américain International Paper, qui avait lancé une contre-OPA, a annoncé, mardi 13 juin, qu'il renonçait à son projet.

■ **FIRST DATA et FIRST FINANCIAL MANAGEMENT** : les deux groupes américains spécialisés dans le traitement des transactions financières ont conclu un accord de fusion par échange d'actions d'une valeur globale de 6,6 milliards de dollars (33 milliards de francs). Cette fusion, qui reste soumise à l'approbation des actionnaires et des autorités, donnera naissance à un géant réalisant un chiffre d'affaires de 4 milliards de dollars pour 1995.

■ **GEC-ALSTHOM** : la direction de Gec-Alsthom a annoncé le 13 juin qu'elle maintenait la procédure de consultation du comité central d'entreprise prévue le 14 juin sur son plan social prévoyant la suppression de 172 emplois sur les 362 que compte son établissement du Havre.

■ **DAIEI : le distributeur japonais** va construire dans l'agglomération de Tokyo la première ligne commerciale au monde (5,3 km) où circulera un train à sustentation magnétique (Maglev), a indiqué, mercredi 14 juin, l'entreprise. L'entrée en service est prévue pour 1999.

■ **BRÉSIL : le gouvernement brésilien** a annoncé, mardi 13 juin, qu'il limitait à 100 000 unités ses importations d'automobiles sur le reste de l'année, alors qu'elles ont représenté 200 000 voitures sur les cinq premiers mois de 1995 (sept fois plus que l'an dernier). En mars dernier déjà, les droits de douane sur automobiles étaient passés à 70 %.

■ **SOFRES : le groupe français** vient de prendre le contrôle de l'australien Frank Small et Associates, second groupe d'études de marché de la région Asie-Pacifique. L'acquisition, de l'ordre de 85 millions de francs, est effectuée par la Sofres Asia Pacific, détenue à 75 % par la Sofres et à 25 % par le groupe Suez.

■ **WALL STREET a terminé à moins d'un point de son record absolu, mardi 13 juin, à 4 484,51 points, stimulée par une détente des taux d'intérêt à long terme.**

■ **LE CONTRAT notionnel juin du Matif a terminé, mardi, en hausse de 74 centièmes en compensation à 115,86. A court terme, Pibor septembre en gagnait 12 à 93,55.**

■ **LES RÉSERVES DE LA BANQUE DE FRANCE ont diminué de 10 milliards de francs à la fin du mois de mars 1995 pour s'établir à 311,225 milliards de francs.**

■ **LE DIRECTEUR général du FMI a annoncé, mardi, que le G7 prendrait « *des décisions importantes* » pour permettre au FMI de régler les crises financières de type mexicain.**

■ **LA PRODUCTION mondiale de café devrait atteindre 87,4 millions de sacs (de 60 kg) en 1995-1996, soit son plus bas niveau depuis 1986-1987 (79,5 millions de sacs).**

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↘ 1 an | SBF 120 ↗ 3 mois

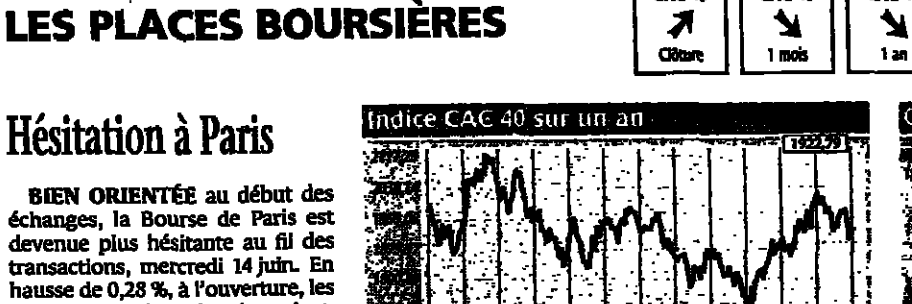
NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN ↗ MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

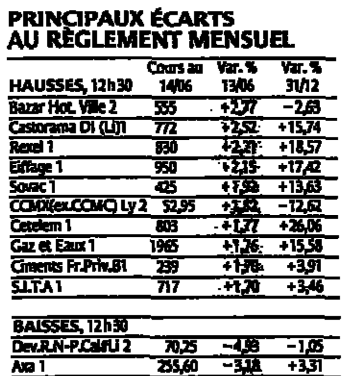
Hésitation à Paris

BIEN ORIENTÉE au début des échanges, la Bourse de Paris est devenue plus hésitante au fil des transactions, mercredi 14 juin. En hausse de 0,28 %, à l'ouverture, les valeurs françaises abandonnaient, une heure et quart plus tard, 0,15 %. Aux alentours de 13 heures, l'indice CAC 40 accentuait ses pertes, – 0,9 %, à 1 905,43 points. Le chiffre d'affaires du compartiment à règlement mensuel avoisinait 1,5 milliard de francs. Ce repli s'effectuait en dépit d'une nouvelle et petite avance des marchés obligataires après la nette détente des taux américains mardi. *Le Matif échéance* septembre était en hausse de 10 centièmes à 115,96.

Aux Etats-Unis, le taux des bons du Trésor à 30 ans est tombé à 6,56 % contre 6,70 % vingt-quatre heures plus tôt à la suite de statistiques américaines confirmant un ralentissement de l'activité. Les milieux financiers jouent donc une baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale lors de la prochaine réunion de l'Open Market, en juillet. La Bundesbank, qui tenait exceptionnellement son conseil mercredi, a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés, le taux d'escompte restant fixé à 4 % et le taux Lombard à 6 %.

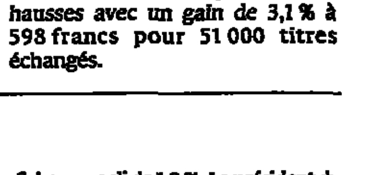
Du côté des valeurs, Bouygues était en tête des plus fortes hausses avec un gain de 3,1 % à 598 francs pour 51 000 titres échangés.

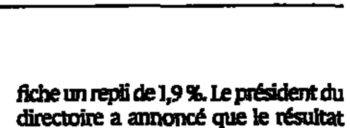


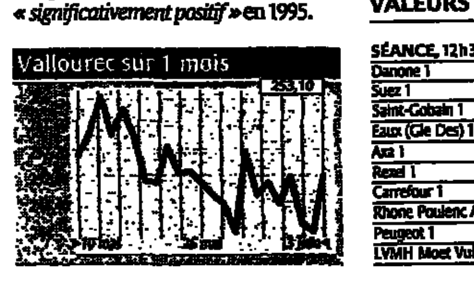


Vallourec, valeur du jour

VALLOUREC (tubes sans soudure), qui a enregistré un chiffre d'affaires en hausse de 9,1 % à périmètre constant sur les cinq premiers mois de 1995 par rapport à 1994, a terminé en deuxième position des plus fortes hausses du compartiment à règlement mensuel, avec un gain de 3,7 %, à 253,10 francs dans un volume d'échange de l'ordre de 76 000 titres. Mais le cours du titre reste en deçà de son plus haut niveau, atteint au cours du premier semestre (275,5 francs). Depuis le début de l'année, l'action affiche un repli de 1,9 %. Le président du directoire a annoncé que le résultat d'exploitation consolidé devrait être « *significativement positif* » en 1995.







PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 14/06	Var. % 13/06	Var. % 31/12
Bazar Hot. Ville 2	555	+2,77	–2,63
Castorama Dl (Li)1	772	+2,52	+15,74
Rexel 1	830	+2,31	+18,57
Eiffage 1	950	+2,15	+17,42
Sovac 1	425	+1,98	+13,63
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	52,95	+1,82	–12,62
Cetelem 1	803	+1,77	+26,06
Gaz et Eaux 1	1965	+1,76	+15,58
Ciments Fr.Priv.B1	239	+1,70	+3,91
S.I.T.A 1	717	+1,70	+3,46
BAISSES, 12h30			
Dev.R.N-P.Cal/Li 2	70,25	–4,93	–1,05
Axa 1	255,60	–3,18	+3,31
Groupe Andre S.A.1	446,30	–3,14	–15,79
Metrologie Inter.1	28,60	–3,05	+43,71
DMC (Dollfus Mi)1	274,10	–2,80	–9,65
Valeo 1	246	–2,77	–7,48
Spie Batignolles 1	180,50	–2,64	–31,88
UIF 1	458	–2,55	+0,88
Nordon (Ny) 2	391	–2,49	–9,28
Groupe De La Cite1	843	–2,48	+10,19

VALEURS LES PLUS ACTIVES

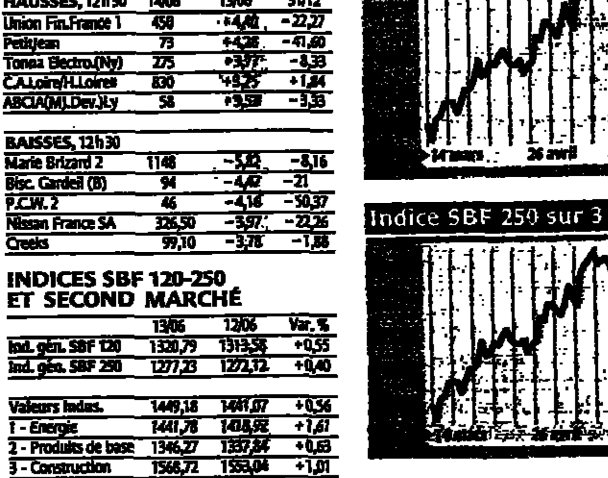
SÉANCE, 12h30	14/06 Titres échangés	Capitalisation en KF
Danone 1	81120	67581890
Suez 1	242690	64634628,50
Saint-Gobain 1	91480	56769600
Eaux (Gle Des) 1	75290	42215660
Axa 1	159825	41375170,50
Rexel 1	47525	39524275
Carrefour 1	15755	39338320
Rhone Poulenc A 1	330990	37202595
Peugeot 1	54375	37038850
LVMH Moet Vuitton1	36400	33119490

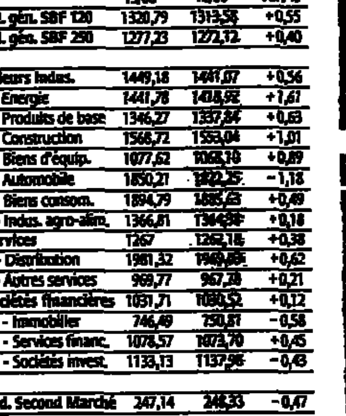
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

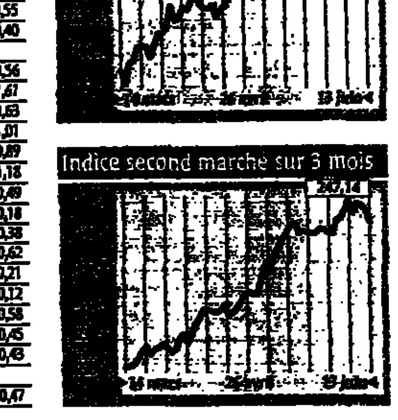
HAUSSES, 12h30	Cours au 14/06	Var. % 13/06	Var. % 31/12
Union Fin.France 1	458	+4,80	–22,27
Petitjean	73	+4,28	–41,60
Tonna Electro.(Ny)	275	+3,77	–8,33
C.A.Loire/H.Loire1	830	+3,25	+1,84
ABCIA(M).Dev.)Ly	58	+3,58	–3,33
BAISSES, 12h30			
Marie Brizard 2	1148	–5,82	–8,16
Bisc. Gardeil (B)	94	–4,42	–21
P.C.W. 2	46	–4,16	–50,37
Nissan France SA	326,50	–3,97	–22,26
Creeks	99,10	–3,78	–1,88

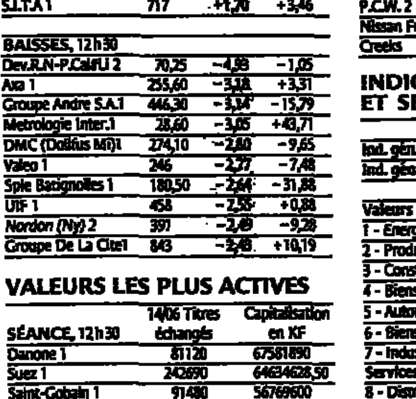
INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ

	13/06	12/06	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1320,79	1313,58	+0,55
Ind. gén. SBF 250	1277,23	1272,12	+0,40
Valeurs Indus.	1449,18	1441,07	+0,56
1 - Energie	1441,78	1418,92	+1,61
2 - Produits de base	1346,27	1337,84	+0,63
3 - Construction	1568,72	1553,04	+1,01
4 - Biens d'équip.	1077,62	1068,10	+0,89
5 - Automobile	1850,21	1872,25	–1,18
6 - Biens consom.	1894,79	1885,63	+0,49
7 - Indus. agro-alim.	1366,81	1364,38	+0,18
Services	1267	1262,18	+0,38
8 - Distribution	1981,32	1969,05	+0,62
9 - Autres services	969,77	967,78	+0,21
Sociétés financières	1031,71	1030,52	+0,12
10 - Immobilier	746,49	750,87	–0,58
11 - Services financ.	1078,57	1073,70	+0,45
12 - Sociétés invest.	1133,13	1137,96	–0,43
Ind. Second Marché	247,14	248,33	–0,47









Légère reprise à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a clôturé en hausse mercredi 14 juin, mettant fin aux baisses observées depuis quatre séances. L'indice Nikkei a fini sur un gain de 60,81 points, soit 0,42 %, à 14 660,49 points. Les boursiers affirment qu'il ne s'agit pas d'un renversement de tendance mais d'achats à bon compte.

La veille, Wall Street a terminé à moins d'un point de son record absolu, propulsée par une détente des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones a gagné 38,05 points, soit 0,86 %, à 4 484,51 points.

La progression de la Bourse new-yorkaise a permis au Stock Exchange de Londres de se redresser en fin de journée, après une partie de la séance dans le rouge. L'indice Footsie a clôturé en hausse de 3,4 points, soit 0,09 %, à 3 348 points. L'activité est restée faible avant la publication, mercredi, des chiffres du chômage britannique. La Bourse de Francfort n'a pu prendre connaissance des statistiques américaines, compte tenu de son heure de clôture, et a terminé en baisse de 0,21 %. Selon un analyste de la DG Bank, l'attentisme des investisseurs était justifié à la veille de la réunion du conseil central de la Bundesbank à Magdeburg.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 13/06	Cours au 12/06	Var. en %
Paris CAC 40	1922,79	1907,75	+0,78
New-York/DJ indus.	4475,52	4446,46	+0,65
Tokyo/Nikkei	14599,70	14813,50	–1,46
Londres/FT100	3348	3344,60	+0,10
Francfort/Dax 30	2115,11	2119,56	–0,21
Frankfort/Commer.	779,72	777,68	+0,27
Bruxelles/Bel 20	1634,12	1631,58	+0,17
Bruxelles/Général	1414,60	1412,14	+0,17
Milan/MIB 30	14310	14294	+0,11
Amsterdam/Gé. Cbs	288,70	288,50	+0,07
Madrid/Ibex 35	295,50	293,99	+0,51
Stockholm/Affarsal	1258,13	[illegible]	–0,31
Londres FT30	2511,80	2514,60	–0,11
Hong Kong/Hang S.	9103,17	[illegible]	–0,20
Singapour/Strait t	2138,23	2140,72	–0,12

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

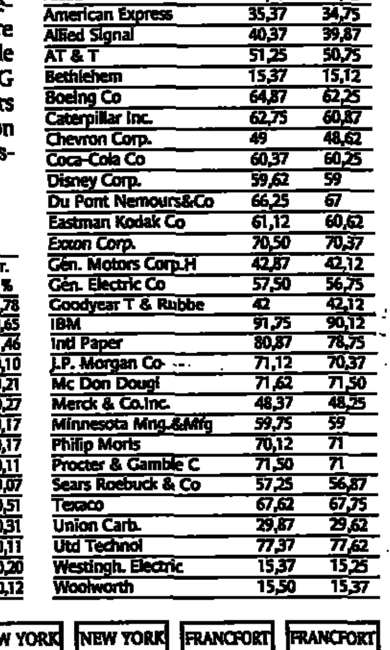
	13/06	12/06
Alcoa	44,25	44,62
American Express	35,37	34,75
Allied Signal	40,37	39,87
AT & T	51,25	50,75
Bethlehem	15,37	15,12
Boeing Co	64,87	62,25
Caterpillar Inc.	62,75	60,87
Chevron Corp.	49	48,62
Coca-Cola Co	60,37	60,25
Disney Corp.	59,62	59
Du Pont Nemours&Co	66,25	67
Eastman Kodak Co	61,12	60,62
Exxon Corp.	70,50	70,37
Gén. Motors Corp.H	42,87	42,12
Gén. Electric Co	57,50	56,75
Goodyear T & Rubbe	42	42,12
IBM	91,75	90,12
Intl Paper	80,87	78,75
J.P. Morgan Co	71,12	70,37
Mc Don Dougl	71,62	71,50
Merck & Co.Inc.	48,37	48,25
Minnesota Mng.&Mfg	59,75	59
Philip Moris	70,12	71
Procter & Gamble C	71,50	71
Sears Roebuck & Co	57,25	56,87
Texaco	67,62	67,75
Union Carb.	29,87	29,62
Utd Technol	77,37	77,62
Westingh. Electric	15,37	15,25
Woolworth	15,50	15,37

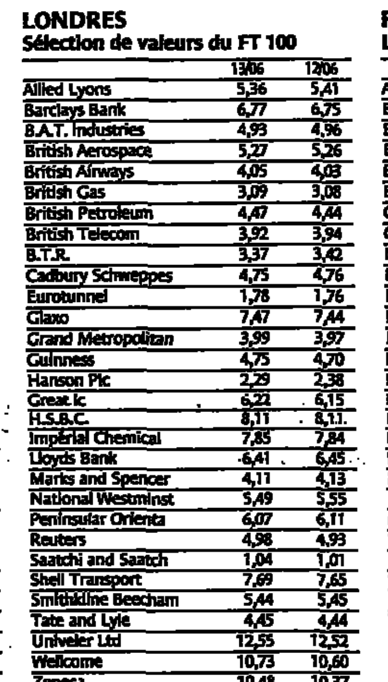
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

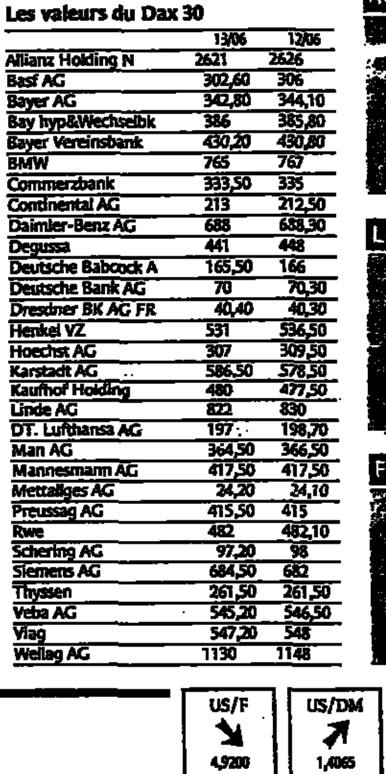
	13/06	12/06
Allied Lyons	5,36	5,41
Barclays Bank	6,77	6,75
B.A.T. Industries	4,93	4,96
British Aerospace	5,27	5,26
British Airways	4,05	4,03
British Gas	3,09	3,08
British Petroleum	4,47	4,44
British Telecom	3,92	3,94
B.T.R.	3,37	3,42
Cadbury Schweppes	4,75	4,76
Eurotunnel	1,78	1,76
Glaxo	7,47	7,44
Grand Metropolitan	3,99	3,97
Guinness	4,75	4,70
Hanson Plc	2,29	2,38
Great Ic	6,22	6,15
H.S.B.C.	8,11	8,11
Impérial Chemical	7,85	7,84
Lloyds Bank	6,41	6,45
Marks and Spencer	4,11	4,13
National Westminst	5,49	5,55
Peninsular Orienta	6,07	6,11
Reuters	4,98	4,93
Saatchi and Saatch	1,04	1,01
Shell Transport	7,69	7,65
Smithkline Beecham	5,44	5,45
Tate and Lyle	4,45	4,44
Univeler Ltd	12,55	12,52
Wellcome	10,73	10,60
Zeneca	10,48	10,37

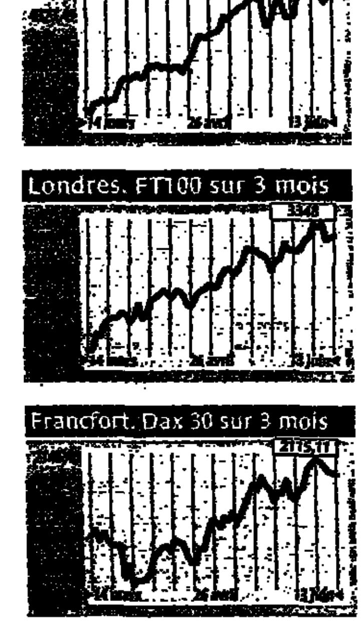
FRANCFORT
Les valeurs du Dax 30

	13/06	12/06
Allianz Holding N	2621	2626
Basf AG	302,60	306
Bayer AG	342,80	344,10
Bay hyp&Wechselbk	386	385,80
Bayer Vereinsbank	430,20	430,80
BMW	765	767
Commerzbank	333,50	335
Continental AG	213	212,50
Daimler-Benz AG	688	688,30
Degussa	441	448
Deutsche Babcock A	165,50	166
Deutsche Bank AG	70	70,30
Dresdner BK AG FR	40,40	40,30
Henkel VZ	531	536,50
Hoechst AG	307	309,50
Karstadt AG	586,50	578,50
Kaufhof Holding	480	477,50
Linde AG	822	830
DT. Lufthansa AG	197	198,70
Man AG	364,50	366,50
Mannesmann AG	417,50	417,50
Mettallges AG	24,20	24,10
Preussag AG	415,50	415
Rwe	482	482,10
Schering AG	97,20	98
Siemens AG	684,50	682
Thyssen	261,50	261,50
Veba AG	545,20	546,50
Viag	547,20	548
Wellag AG	1130	1148









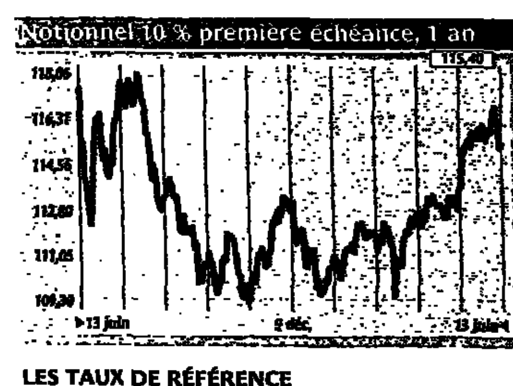
LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↗ OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↗ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT ↗ Bunds 10 ans

Progression du Matif

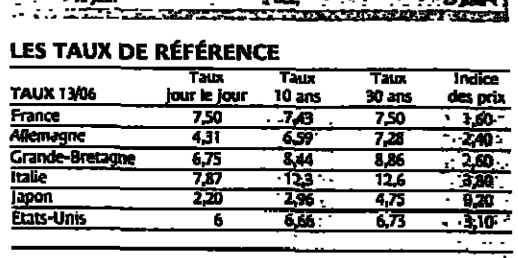
LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif – le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises – a ouvert mercredi matin 14 juin en hausse. L'échéance juin gagnait 28 centièmes à 116,14 après quelques minutes de transactions. La veille, le contrat notionnel avait fortement progressé (+ 74 centièmes) dans le sillage du marché obligataire américain, dopé par la publication des statistiques de ventes au détail et d'inflation. Le taux de rendement de l'emprunt d'Etat américain de référence à trente ans s'est détendu de 6,70 % à 6,55 %.

Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait mercredi matin à 7,39 %, soit un écart de 0,72 % par rapport aux titres d'Etat allemands de même échéance. Les taux à trois mois s'inscrivaient en baisse à 7,10 %.



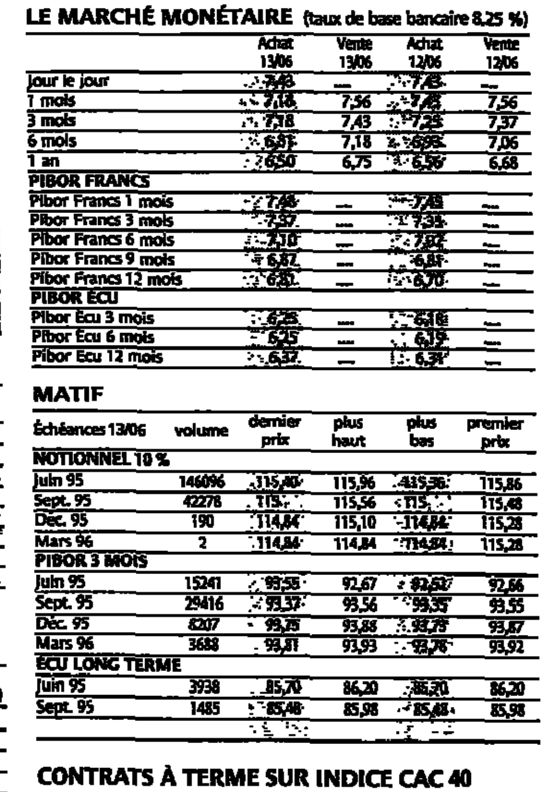
LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 13/06	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,50	7,43	7,50	1,60
Allemagne	4,31	6,59	7,28	2,40
Grande-Bretagne	6,75	8,44	8,86	2,60
Italie	7,87	12,3	12,6	3,80
Japon	2,20	2,96	4,75	0,20
États-Unis	6	6,66	6,73	3,10



MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 13/06	Taux au 12/06	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'État 3 à 5 ans	6,85	6,74	103,36
Fonds d'État 5 à 7 ans	7,02	6,94	104,30
Fonds d'État 7 à 10 ans	7,31	7,23	106,50
Fonds d'État 10 à 15 ans	7,48	7,45	104,94
Fonds d'État 20 à 30 ans	7,92	7,86	107,58
Obligations françaises	7,59	7,54	105,55
Fonds d'État à TME	–0,81	–0,83	100,49
Fonds d'État à TRE	–0,47	–0,44	99,80
Obligat. franç. à TME	–0,50	–0,54	99,71
Obligat. franç. à TRE	+0,09	+0,11	100,47



LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat 13/06	Vente 13/06	Achat 12/06	Vente 12/06
Jour le jour	7,43	—	7,43	—
1 mois	7,18	7,56	7,43	7,56
3 mois	7,18	7,43	7,25	7,37
6 mois	6,81	7,18	6,93	7,06
1 an	6,50	6,75	6,56	6,68
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	7,48	—	7,48	—
Pibor Francs 3 mois	7,37	—	7,35	—
Pibor Francs 6 mois	7,10	—	7,02	—
Pibor Francs 9 mois	6,87	—	6,81	—
Pibor Francs 12 mois	6,80	—	6,70	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Écu 3 mois	6,25	—	6,18	—
Pibor Écu 6 mois	6,25	—	6,19	—
Pibor Écu 12 mois	6,37	—	6,31	—

MATIF

Échéances 13/06	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	146096	115,40	115,96	115,36	115,86
Sept. 95	42278	115	115,56	115	115,48
Déc. 95	190	114,84	115,10	114,84	115,28
Mars 96	2	114,84	114,84	114,84	115,28
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	15241	93,55	92,67	92,62	92,66
Sept. 95	29416	93,37	93,56	93,35	93,55
Déc. 95	8207	93,75	93,88	93,75	93,87
Mars 96	3688	93,81	93,93	93,76	93,92
ÉCU LONG TERME					
Juin 95	3938	85,70	86,20	85,70	86,20
Sept. 95	1485	85,48	85,98	85,48	85,98

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 13/06	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Juin 95	16066	1906	1922	1903	1920
Juillet 95	2522	1910,50	1922,50	1906	1922,50
Août 95	351	1921	1930	1921	1933
Sept. 95	980	1930,50	1944	1930	1944

LES MONNAIES

US/F ↘ 4,9200 | US/DM ↗ 1,4065 | US/¥ ↗ 84,3700 | DM/F ↗ 3,5206 | £/F ↘ 7,8620

Hausse du dollar

LE DOLLAR s'inscrivait, mercredi matin 14 juin, en hausse. Il s'échangeait à 1,4105 mark, 84,65 yens et 4,96 francs. Le billet vert a bien réagi à la publication, mardi, aux Etats-Unis, d'indicateurs économiques qui ont confirmé le ralentissement de l'économie et l'absence de tensions inflationnistes. Les ventes au détail ont progressé de 0,2 % au mois de mai (les analystes attendaient un rebond de 0,5 %) et les prix à la consommation se sont inscrits en hausse de 0,3 %. Les investisseurs craignent que le sommet du G7 d'Halifax ne s'ouvre symboliquement par une nouvelle salve d'interventions des banques centrales. Ils n'ont, enfin, guère été sensibles à l'information parue dans le *New York Times* selon laquelle la Maison Blanche serait mécontente de la politique monétaire suivie par la Réserve fédérale, jugée trop restrictive.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 13/06	% 12/06	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	352,0600	[illegible]	339	[illegible]
Ecu	6,4960	+0,06	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	4,9200	–0,41	4,7000	[illegible]
Belgique (100 F)	17,1295	[illegible]	16,5500	[illegible]
Pays-Bas (100 fl)	314,6000	[illegible]	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	2,9635	[illegible]	2,8000	[illegible]
Danemark (100 krd)	90,0800	[illegible]	85	[illegible]
Irlande (1 iep)	8,0410	[illegible]	7,7500	[illegible]
Gde-Bretagne (1 L)	7,8620	[illegible]	7,5000	[illegible]
Grèce (100 drach.)	2,1755	–0,21	2	[illegible]
Suède (100 krs)	68,0300	–0,06	63	[illegible]
Suisse (100 F)	427,0500	[illegible]	411	[illegible]
Norvège (100 k)	79,0400	[illegible]	75	[illegible]
Autriche (100 sch)	50,0660	[illegible]	48,5000	[illegible]
Espagne (100 pes.)	4,0540	+0,20	3,8000	[illegible]
Portugal (100 esc.	3,3450	[illegible]	3	[illegible]
Canada 1 dollar ca	3,5647	[illegible]	3,3500	[illegible]
Japon (100 yens)	5,8676	[illegible]	5,6500	[illegible]
Finlande (mark)	114,7700	[illegible]	110	[illegible]

PARITES DU DOLLAR	14/06	13/06	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,4065	1,4003	+0,44
TOKYO : USD/Yens	84,3700	[illegible]	+0,62

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	4,9475	4,9505	4,9762	4,9772
Yen (100)	5,8564	5,8668	5,8682	5,8763
Deutschemark	3,5173	3,5188	3,5115	3,5126
Franc Suisse	4,2563	4,2618	4,2477	4,2522
Lire ital. (1000)	3,0021	3,0094	3,0177	[illegible]
Livre sterling	7,8853	7,8926	7,8962	7,9028
Peseta (100)	3,3477	3,3522	4,0454	[illegible]
Franc Belge	17,093	17,109	17,094	17,118

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	7,43	7,25	6,93
Eurodollar	6	[illegible]	5,25
Eurolivre	6,31	6,50	6,68
Eurodeutschemark	4,43	4,43	4,87

L'OR

	cours 13/06	cours 12/06
Or fin (k. barre)	61200	61000
Or fin (en lingot)	61850	61600
Once d'Or Londres	386,40	387
Pièce française(20f)	353	351
Pièce suisse (20f)	356	352
Pièce Union lat(20f)	354	355
Pièce 20 dollars us	2420	2400
Pièce 10 dollars us	1310	1310
Pièce 50 pesos mex.	2290	2285

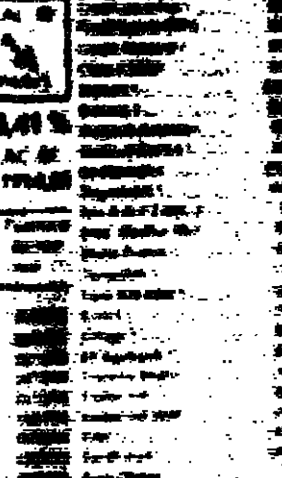
LE PÉTROLE

En dollars	cours 13/06	cours 12/06
Brent (Londres)	18,90	18,90
WTI (New York)	17,11	17,07
Crude Oil (New York)	20,30	20,30

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	13/06	12/06
Dow-Jones comptant	204,85	203,27
Dow-Jones à terme	287,43	285,56
Moody's	—	[illegible]
METAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	2915	2951
Cuivre à 3 mois	2876	2879
Aluminium comptant	1749,50	1762
Aluminium à 3 mois	1770,50	1780
Plomb comptant	617	615,50
Plomb à 3 mois	—	[illegible]
Étain comptant	6930	6765
Etain à 3 mois	6750	6585
Zinc comptant	1008	1012
Zinc à 3 mois	1031	1034
Nickel comptant	7850	7740
Nickel à 3 mois	7850	7740

MÉTAUX (New-York)		cents/once
Argent à terme	4,73	4,73
Platine à terme	0,80	0,80
Palladium	168,25	167
GRAINES, DENREES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	1,24	1,26
Maïs (Chicago)	2,41	2,41
Grain. soja (Chicago)	—	[illegible]
Tourt. soja (Chicago)	—	[illegible]
GRAINES, DENRÉES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	108	107
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1304	1315
Café (Londres)	3079	3079
Sucre blanc (Paris)	—	[illegible]
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	1,10	1,10
Jus d'orange (New-York)	1,02	1,02



RÈGLEMENT MENSUEL

COMPTANT

SECOND MARCHÉ

SICAV

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 14 JUIN

Liquidation : 23 juin
Taux de report : 7,75
Cours relevés à 12h30

CAC 40 PARIS ↘ **–0,41 %** CAC 40 : 1914,83

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + –	Paiement dernier coup. (1)
EDF-GDF 3%	7270	7250	– 0,28	01/06/95
B.N.P. (T.P)	1010	1000	– 0,99	30/07/94
Cr.Lyonnais(T.P.)	870	855	+ 1,72	22/10/94
Renault (T.P.)	1940	1940	—	24/10/94
Rhone Poulenc(T.P)	2030	2050	+ 0,98	01/10/94
Saint Gobain(T.P.)	1180	1175	– 0,42	15/07/94
Thomson S.A (T.P)	1095	1095	—	01/08/94
Accor 1	639	640	+ 0,16	12/07/94
Air Liquide 1	778	770	– 1,03	10/07/95
Alcatel Alsthom 1	462,70	462,50	– 0,04	29/07/94
Alcatel Cable 1	362	365	+ 0,82	10/08/94
Alspi 1	360	360	—	28/06/94
AGF-Ass.Gen.France	161,60	163,70	+ 1,30	18/07/95
Axa 1	264	255,60	– 3,18	12/06/95
Bail Invest. 1	894	894	—	12/07/94
Bancaire (Cie) 1	573	570	– 0,52	30/03/95
Bque Colbert C2#	78	78	—	15/06/90
Bazar Hot. Ville 2	540	555	+ 2,77	13/06/95
Bertrand Faure 1	196,70	196	– 0,36	12/07/95
BIC 1	805	811	+ 0,75	16/01/95
BIS 1	404	402	– 0,49	01/07/92
B.N.P. 1	245,80	244	– 0,73	08/08/94
Bollore Techno.1	514	511	– 0,58	15/07/92
Bongrain 1	2830	2830	—	16/05/95
Bouygues 1	580	588	+ 1,38	31/01/95
Canal+ 1	699	693	– 0,86	18/08/94
Cap Gemini Sogeti 1	160,50	157	– 2,18	18/07/92
Carnaudmetalbox 1	217,60	217,30	– 0,14	15/06/94
Carrefour 1	2490	2490	—	25/04/95
Casino Guichard 1	152,20	151,20	– 0,65	12/06/95
Casino Guich.ADP 1	116,60	116,90	+ 0,25	12/06/95
Castorama Dl (Li) 1	753	772	+ 2,52	04/07/95
C.C.F. 1	236,90	236,40	– 0,21	29/06/95
CCMX(ex.CCMC) Ly 2	52	52,95	+ 1,82	30/06/91
Cegid (Ly) 1	448	449	+ 0,22	26/05/95
CEP Communication 1	525	519	– 1,14	01/08/94
Cerus Europ.Reun 1	80	80	—	01/07/90
Cetelem 1	789	803	+ 1,77	30/03/95
CGIP 1	1125	1139	+ 1,24	09/06/95
Chargeurs 1	985	985	—	27/06/94
Christian Dior 1	452,50	448	– 0,99	01/12/94
Ciments Fr.Priv.B1	235	239	+ 1,70	30/06/94
Clarins 1	481,90	481	– 0,19	19/07/94
Club Mediterranee 1	496	494	– 0,40	05/07/93
Coflexip	261	261	—	—
Colas 1	978	980	+ 0,20	29/06/94
Comptoir Entrep. 1	14,85	15	+ 1,01	15/07/92
Comptoir Moder. 1	■ 1557	1550	– 0,45	14/06/95
CPR 1	363	363	—	03/07/95
Cred.Fon.France 1	624	620	– 0,64	16/06/95
Credit Local Fce 1	451	451	—	15/06/94
Credit Lyonn.CIP 1	298	300	+ 0,67	01/07/93
Credit National 1	437	439,50	+ 0,57	01/06/95
CS(ex.CSEE) 1	337	337	—	29/07/94
Damart 1	4701	4700	– 0,02	27/12/94
Danone 1	826	831	+ 0,61	15/05/95
Dassault-Aviation 1	466,50	461,10	– 1,16	20/06/94
Dassault Electro 1	299	295	– 1,34	06/05/92
De Dietrich 1	2590	2565	– 0,97	17/06/94
Degremont 1	418	417	– 0,23	06/06/95
Dev.R.N-P.Cal.Li 2	73,90	70,25	– 4,93	—
DMC (Dollfus Mi) 1	282	274,10	– 2,80	20/06/94
Docks France 1	760	753	– 0,92	01/06/95
Dynaction 1	132	131	– 0,76	10/07/92
Eaux (Cie Des) 1	565	554	– 1,95	04/07/94
Ecco 1	719	721	+ 0,27	01/07/94
Eiffage 1	930	950	+ 2,15	03/01/95
Elf Aquitaine 1	392,30	389,60	– 0,68	17/07/95
Eridania Beghin 1	768	774	+ 0,78	12/07/94
Essilor Intl 1	866	873	+ 0,81	04/07/94
Essilor Intl ADP 1	637	635	– 0,31	04/07/94
Esso 1	630	616	– 2,22	16/02/95
Eurafrance 1	1691	1695	+ 0,24	21/12/94
Euro Disney 1	15,60	15,65	+ 0,32	23/02/93
Euro RSCG W.W 1	545	546	+ 0,18	02/09/94
Europe 1-1	1252	1255	+ 0,24	04/04/95
Eurotunnel 1	14,25	14,40	+ 1,05	—
Filipacchi Medias 1	700	695	– 0,71	22/08/94
Finextel 1	77,65	77,05	– 0,77	27/06/94
Fives-Lille 1	505	500	– 0,99	08/07/94
Fromageries Bel 1	4350	4350	—	28/07/94
Galeries Lafayet. 1	1940	1910	– 1,55	05/07/94
GAN 1	176	175,50	– 0,28	05/07/94
Gascogne (B) 1	538	542	+ 0,74	13/06/94
Gaz et Eaux 1	1931	1965	+ 1,76	20/07/94
Geophysique 1	362,50	360,50	– 0,55	12/07/93
G.F.C. 1	381	380	– 0,26	26/07/94
Groupe Andre S.A. 1	460,80	446,30	– 3,14	14/02/95
Groupe De La Cite 1	864	843	– 2,43	20/06/94
CTM-Entrepose 1	421	420	– 0,24	10/08/94
Guilbert 1	483,50	484	+ 0,10	05/09/94
Guyenne Gascogne 1	1390	1400	+ 0,72	01/07/94
Havas 1	394	396	+ 0,50	01/09/94
I.D.I.A 1	138,10	136,90	– 0,87	29/09/95
Imetal 1	550	552	+ 0,36	29/07/94
Immeubl.France 2	349	345	– 1,15	15/06/95
Immob.Phenix 1	68,50	67	– 2,18	09/09/92
Ingenico 1	87	87	—	02/08/94
Interbail 1	363,50	360	– 0,96	30/06/94
Intertechnique 1	610	620	+ 1,64	29/09/92
Jean Lefebvre 1	355	356	+ 0,28	10/06/94
Klepierre 1	598	598	—	30/03/95
Labinal 1	840	845	+ 0,59	06/07/94
Lafarge 1	385,80	386	+ 0,05	10/07/95
Lagardere (MMB) 1	114,90	114	– 0,78	07/07/94
Lapeyre 1	336,50	340	+ 1,04	02/06/95
Lebon 2	248,10	248,10	—	06/07/94
Legrand 1	7590	7510	– 1,05	01/02/95
Legrand ADP 1	4970	4990	+ 0,40	01/02/95
Legris Indust. 1	379	381	+ 0,52	10/09/92
Locindus 1	861	861	—	04/07/94
L'Oreal 1	1238	1240	+ 0,16	28/06/94
LVMH Moet Vuitton 1	912	906	– 0,66	30/11/94
Lyonnaise Eaux 1	517	518	+ 0,19	22/07/94
Marine Wendel 1	401	399,20	– 0,44	30/11/94
Matra-Hachette 1	110,90	109	– 1,71	06/07/94
Metaleurop 1	63,30	63	– 0,47	04/07/90
Metrologie Inter. 1	29,50	28,60	– 3,05	—
Michelin 1	215	214,50	– 0,23	07/07/93
Moulinex 1	113,90	114,50	+ 0,52	14/09/92
Navigation Mixte 1	1027	1012	– 1,46	08/09/94
Nord-Est 1	138,60	138,60	—	08/07/94
Nordon (Ny) 2	401	391	– 2,49	—
NRJ # 1	410	410,20	+ 0,05	18/04/95
Olipar 1	11,05	11,05	—	—
Paribas 1	312,10	311,50	– 0,19	02/06/95
Pechiney CIP 1	305,20	309,90	+ 1,55	08/07/94
Pechiney Intl 1	123,50	121,40	– 1,70	01/07/94
Pernod-Ricard 1	313,10	312	– 0,35	11/05/95
Peugeot 1	682	675	– 1,03	05/07/95
Pinault-Prin.Red. 1	1020	1028	+ 0,78	20/05/94
Plastic-Omn.(Ly) 1	506	509	+ 0,59	27/06/94
Poliet 1	453	453,20	+ 0,04	08/06/95
Primagaz 1	853	852	– 0,12	12/06/95
Promodes 1	1096	1090	– 0,54	09/06/95
Publicis 1	450,90	446,50	– 0,98	20/07/94
Radiotechnique 1	490	481	– 1,84	08/06/95
Remy Cointreau 1	163,50	163,60	+ 0,06	01/10/94
Renault 1	157,80	156,20	– 1,01	—
Rexel 1	812	830	+ 2,21	04/07/94
Rhone Poulenc A 1	112,60	111,50	– 1,15	01/07/94
Rochette (La) 1	49,85	49,50	– 0,70	25/06/92
Roussel Uclaf 1	718	718	—	19/05/95
Rue Imperiale(Ly) 1	3771	3815	+ 1,17	08/07/94
Sade (Ny) 1	188	188	—	27/06/94
Sagem 1	2775	2774	– 0,04	08/07/94
Saint-Gobain 1	618	619	+ 0,16	29/07/94
Saint-Louis 1	1507	1495	– 0,79	29/06/94
Salomon (Ly) 1	2250	2220	– 1,33	30/09/94
Salvepar (Ny) 2	425	—	—	30/09/94
Sanofi 1	284,90	284,40	– 0,17	27/07/94
Sat 2	2040	2040	—	08/07/94
Saupiquet (Ns) 1	1220	1225	+ 0,41	01/06/95
Schneider 1	373,60	370,50	– 0,82	13/07/94
SCOR S.A 1	117,90	117,50	– 0,33	20/07/95
S.E.B. 1	545	545	—	14/06/95
Selimeg 1	320	317	– 0,94	11/07/94
SEITA 1	156,30	154,30	– 1,28	—
Selectibanque 1	162	160	– 1,23	13/07/94
SFIM 2	885	900	+ 1,69	11/03/94
SGE 1	170	166,30	– 2,17	09/08/94
Sidel 1	1660	1651	– 0,54	09/06/95
Simco 1	454	449,50	– 0,99	26/07/94
S.I.T.A 1	705	717	+ 1,70	04/07/94
Skis Rossignol 1	1254	1248	– 0,47	30/09/94
Sligos 1	446	442,50	– 0,78	08/07/94
Societe Gale A 1	574	573	– 0,17	06/06/95
Sodexho 1	1008	1012	+ 0,39	03/03/95
Sommer-Allibert 1	1880	1880	—	28/06/94
Sophia 1	458	459,70	+ 0,37	30/06/94
Sovac 1	417	425	+ 1,92	10/05/95
Spie Batignolles 1	185,40	180,50	– 2,64	31/07/91
Spir Communic. 1	373	376	+ 0,80	27/06/94
Strafor Facom 1	642	641	– 0,15	15/07/93
Suez 1	262,60	266	+ 1,29	29/07/94
Synthelabo 1	271	271	—	27/06/94
Technip S.A. 1	304,90	303,20	– 0,56	01/06/95
Thomson-CSF 1	130,80	130,10	– 0,54	12/07/93
Total 1	295,70	292,90	– 0,35	21/07/95
UAP 1	140	140,60	+ 0,42	05/07/94
UFB Locabail 1	394	400	+ 1,52	30/07/92
UGC DA (M) 1	169,50	—	—	26/07/94
Ugine S.A 1	335	335,80	+ 1,13	31/05/95
UIC 1	92	92	—	05/07/95
UIF 1	470	458	– 2,55	29/07/94
UIS 2	208,60	208,60	—	05/07/94
Unibail 1	474,10	473	– 0,23	12/06/95
Union Assur.Fdal 1	606	608	+ 0,33	15/06/94
Valeo 1	253	246	– 2,77	07/07/94
Vallourec 1	253,10	253,60	+ 0,19	16/07/92
Via Banque 1	310	310	—	13/06/95
Worms & Cie 1	251	250,20	– 0,32	13/06/94
Z Gr.Zannier # Ly 1	106	107	+ 0,94	29/06/94
Zodiac 1	601	603	+ 0,33	28/07/95
Elf Gabon 1	945	954	+ 0,95	27/06/94

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + –	Paiement dernier coup. (1)
ABN Amro Holding 1	191,90	190	– 0,99	22/05/95
American Express 1	170,30	174	+ 2,17	10/01/95
Anglo American 1	263	257,50	– 2,09	14/01/94
Amgold 1	410	—	—	15/12/94
Arjo Wiggins App. 1	19,90	19,90	—	26/05/95
A.T.T. 1#	250	253	+ 1,20	01/05/95
Banco Santander 1#	158	155,50	– 1,32	[illegible]
Barrick Gold 1#	125	126	+ 0,80	15/12/94
B.A.S.F. 1#	1068	1071	+ 0,28	12/05/95
Bayer 1#	1206	1212	+ 0,49	27/04/95
Blenheim Group 1	21,70	21,80	+ 0,46	15/12/95
Buffelsfontein 1	29,80	29,50	– 1	16/05/94
Chase Manhattan 1#	225,70	229,50	+ 1,65	15/05/95
Cordiant PLC 1	7,95	8,05	+ 1,25	—
Daimler Benz 1#	2406	—	—	26/05/95
De Beers 1	120	123	+ 2,50	24/05/95
Deutsche Bank 1#	245	247,10	+ 0,85	19/05/95
Dresdner Bank 1#	143,50	143,50	—	22/05/95
Driefontein 1	70	67,55	– 3,50	08/02/95
Du Pont Nemours 1#	328	326,50	– 0,45	12/06/95
Eastman Kodak 1#	300	303	+ 1	01/07/95
East Rand 1	4,43	4,48	+ 1,12	15/08/94
Echo Bay Mines 1#	43,95	44,35	– 0,91	31/12/94
Electrolux 1#	229,90	—	—	16/05/95
Ericsson 1#	375	370	– 1,33	22/05/95
Exxon Corp. 1#	346,50	347,90	+ 0,40	10/06/95
Ford Motor 1#	145,60	146,80	+ 0,82	01/06/95
Freegold 1	59,45	58,50	– 1,59	15/12/94
Gencor Limited 1	15,60	16,20	+ 3,84	29/07/95
General Elec. 1#	279,60	284,50	+ 1,75	25/04/95
General Motors 1#	228,50	230,80	+ 1	10/06/95
Gle Belgique 1#	367	374	+ 1,90	24/05/95
Grd Metropolitan 1	31,05	31,25	+ 0,64	10/04/95
Guinness Plc 1#	36,45	37,85	+ 3,84	23/05/95
Hanson Plc 1	18,85	18,75	– 0,53	06/04/95
Harmony Gold 1	38,60	38	– 1,55	28/02/92
Hewlett-Packard 1#	341,50	343,60	+ 0,61	12/04/95
Hitachi 1#	46,10	46,50	+ 0,86	—
Hoechst 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
I.B.M 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
I.C.I 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
I.T.T. 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ito Yokado 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Matsushita 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Mc Donald's 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Merck and Co 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Minnesota Mg 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Mitsubishi Corp 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Mobil Corporat. 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Morgan J.P. 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Nestle SA Nom. 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Nipp. MeatPacker 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Norsk Hydro 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Petrofina 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Philip Morris 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Philips N.V 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Placer Dome Inc 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Procter Gamble 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Quilmes 1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Randfontein 1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Rhone Poul Rorer 1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Royal Dutch 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
R T Z 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sega Enterprises 1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Saint-Helena 1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Schlumberger 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SGS Thomson Micro	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Shell Transport 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Siemens 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sony Corp. 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sumitomo Bank 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
T D K 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Telefonica 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Toshiba 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Unilever 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
United Techno. 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Vaal Reefs 1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Volkswagen A.G 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Volvo (act.B) 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Western Deep 1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Yamanouchi 1#	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Zambia Copper 1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3
■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : quotité de négociation

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

MERCREDI 14 JUIN

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	—	5,474
CEPME 8,5% 88-97CA	102,83	8,104
CEPME 9% 89-99 CA#	106,85	7,373 d
CEPME 9% 92-06 TSR	—	8,778
CFD 9,7% 90-03 CB	112,60	3,420
CFD 8,6% 92-05 CB	—	2,922 d
CFF 10% 88-98 CA#	108,66	6,438
CFF 9% 88-97 CA#	104,42	6,763 o
CFF 10,25%90-01CB#	113,17	2,548
CLF 8,9% 88-00 CA#	107,30	0,413 o
CLF 9%88-93/98 CA#	105,01	3,279
CNA 9% 4/92 CB	—	1,005
CRH 8,6%92/93/94CB	105,80	8,247
CRH 8,5% 87-88 CA#	104,55	2,346 ↑
EDF 8,6% 88-89 CA#	105,74	2,808
EDF 8,6% 92 CA#	106,79	1,551
Em.Etat10,26%86 CA	102,45	2,635 ↓
Emp.Etat 6%7/93 CA	98,93	5,474
Finansder 9%91CB#	109,50	4,932 d
Finansd.8,6%92 CA#	106	3,292 d
Flora 9,75% 90 CA#	109,36	8,682 d
OAT 9,8% 1/96 CA#	101,80	3,625 ↓
OAT 8,50% 6/97 CA#	103,62	8,244
OAT 9,90%85-97 CA#	107,64	4,964
OAT 88-98 TME CA	100,21	2,753 o
OAT 9/1998 TRA	—	4,681
OAT 9,50%88-98 CA#	107,45	9,214
OAT TMB 01/99 CA	99,35	2,711
OAT 8,125% 99 CA#	104,33	0,444
OAT 8,50%90/00 CA#	106,37	1,811
OAT 85/00 TRA CA	102	5,666 ↑
OAT 10% 5/2000 CA#	112,20	0,492 d
OAT 01 TME CA	100,45	2,753 o
OAT 8,5% 11/02 CA#	106,74	4,687
OAT 8,50% 2019 CA#	105,89	5,403 o
OAT 8,50%92-23 CA#	105,96	7,161
PTT 11,2%85-95 CB#	102,01	5,551
SNCF 8,8% 87-94CA	105	3,182 d
Lyon.Eaux 6,5%90CV	862	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel 2	406,30	405
Bains C.Monaco 2	620	625
B.N.P.Intercont. 2	315	311,50
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) 2	12	10,95
Cambodge ◆	830	830
Carbone Lorraine 2	600	600
CBC 1	264	245
Centenaire Blanzy	308	301
Ceragen Holding	29	29
Champex (Ny)	15,80	15,80
CIC Un.Euro.CIP 1	324	318
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2171	2171
Cpt Lyon Alem. 2	395	400,10
Concorde-Ass Risq 2	755	726
Gpe Valfond ex.CMP ◆	14,85	14,85
Credit Gen.Ind. ◆	20,70	20,70
Darblay ◆	405	405
Didot Bottin	618	617
Eaux Bassin Vichy ◆	2940	2940
Ecla 1	699	687
Ent.Mag. Paris	4149	4318
Eridania Beghin CI ◆	734	734
Fidel(ex Immofice) 2	95	94
Finalens	364	360
F.I.P.P.	104,10	130,10
Fonciere (Cie)	545	545
Fonciere Euris	190,10	190,10
Foncina #	420	441
France I.A.R.D.	812	922
France S.A 1	786	780
From. Paul-Renard ◆	2050	2050
Gaumont 1	271,20	270,60
Genefim	172	172
Gevelot	1390	1390
G.T.I (Transport) 2	428	423
Immobail 2	300	300
Immobanque 2	825	825
Im.Marseillaise 2 ◆	5290	5290
Invest.(Ste Cie.)	1380	1360
Lille Bonnieres ◆	1954	1954
Locafinanciere	450	450
Louvre 1	208,10	207
Lucia	75	75
Machines Bull ◆	22,10	22,10
Monoprix ◆	152,50	152,50
Metal Deploye ◆	450	450
Mors 2 #	16	16,15
Navigation (Nle)	82	85
Paluel-Marmont	360	375
Pap.Clairefont(Ny)	910	910
Parfinance 2	180	180
Paris Orleans	265	265
Piper Heidsieck ◆	921	921
Porcher	176,50	176
Promodes (CI) ◆	801	801
PSB Industries 2Ly	410	410
Rochefortaise Com.	167,10	167,20
Rosario 2 ◆	208	205
Rougier #	770	770
S.A.F.I.C Alcan	273	273,10
Saga	319,90	320
Salins du Midi 2	363	362
Savoisienne M. ◆	150	150
Sibc 2	745	746
S.I.P.H.	166,50	174,60
Sofal ◆	250	250
Soffo	395	400
Sofitam act.a reg. ◆	70,30	70,30
Sofragi ◆	3650	3650
Soudure Autogene ◆	964	964
Sovabail ◆	405,10	405,10
Taittinger 1	2200	2170
Tour Eiffel ◆	301	301
Elyo 2	288	291
Vicat 2	550	550
Virax ◆	123	123

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	1332	1294
Commerzbank AG	1160	1160
Fiat Ord	18,40	19,25
Gevaert	259,50	[illegible]
Gold Fields South	128,50	125,50
Kubota Corp	29	29
Montedison act.ep	4,80	7,252 d
Olympus Optical	59,20	59,20
Ottomane(cie Fin.)	222	229
Robeco	321	325,60
Rodamco N.V.	157	157,50
Rolinco	351	335,60
Solvay SA	2425	2330
Wagons Lit	1617	1625

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

MERCREDI 14 JUIN

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	74,50	74,80
AFE 2 #	505	515
Algie 2 #	253	249
Albert S.A (Ns)	123,20	125
Altran Techno 1 #	585	589
Arnault Associes	460	450
Axime (ex.Segin)	281,50	281,50
B.A.C. ◆	23,70	28,70
Bque Picardie (Li)	585	585
Bque Sofirec (M) ◆	440	440
Bque Tarneaud(B)#	189	195
Bque Vernes	630	630
Beneteau # ◆	400	400
B I M P	76,80	76,80
Boiron (Ly) 1 #	479	486
Boisset (Ly)#	264,30	264,30
But S.A. 1	1040	1030
Cardif SA 1	680	680
CDA-Cie des Alpes 2	145,70	147
C.E.E 2#	540	541
CEGEP #	157,10	157,10
Cermex 2 # (Ly)	319,80	318
CFPI	244	240
Change Bourse (M)	255	255
Christ.Dalloz 2 #	881	880
Cipe France Ly 2 #	740	730
CNIM CA#	275	275
Codetour ◆	305	305
Comp.Euro.Tele-CET	204	204
Conflandey S.A. ◆	320	320
C.A. de la Brie 2	357	357
C.A.Gironde (B)	444	445
C.A.Haute Normand.	396	395
C.A.Ille & Vilaine	329,90	329,90
C.A.Indre et Loire ◆	305	305
C.A. Paris IDF 1	765	765
C.A.de l'Isere Ly#	368	368
C.A.Loire Atl.(Ns)	341	340,80
C.A.Loire/H.Loire#	800	800
C.A.Morbihan (Ns)	342,50	343,50
C.A.du Nord (Li)	424	421
C.A. Oise CCI ◆	250	250
C.A.Pas de Calais	412	412
C.A. Somme CCI 2	241,50	240,40
C.A.Toulouse (B)	343	340,90
CFJPE(exGAN part#2	84,50	84
Chaine et Trame #	245	268
C.A. Midi CCI#(Ly)	202	195
Credit de l'Est ◆	426	426
Creeks	103	99,10
Delta Prot.# C2 Ly ◆	268	268
Devanlay 2	900	910
Deveaux(Ly)	600	600
Devernois (Ly)	500	500
Ducros Serv.Rapide ◆	55,50	55,50
Ecco Trav. Tempo 1	379	374,80
Elysee Inv. 1	21,65	21,65
Emin-Leydier# (Ly)	603	600
Eramet 1	348	349
Europ.Extinc.(Ly)#	254,40	260,50
Europ Propulsion 2	313,30	319
Expand 2	300	300
Factorem	488	485
Faiveley #2	290	288,50
Finaball 2	117	114
Finacor 2	147	146,80
Fininfo	441	440
Fructivie 1	595	595
Gautier France 2#	346,50	349
Gel 2000 2	114	114
GFI Industries #	360	360
Girodet # (Ly) ◆	70	70
GLM S.A.	378,50	374,90
Grandoptic.Photo #	445	438
Gpe Guillin # Ly	157,40	157
Kindy #	158	155,10
Guerbet 2	319,90	319,90
Hermes internat. 1#	645	660
Hurel Dubois	389	383
ICBT Groupe # 2	200	202
I.C.C. 2	195	201
Idianova	55	54
Immob.Hotel. 2 #	97,20	96,60
Installux (Ly) 2	534	534
Int. Computer #	141	141
Invest.Paris 1	143	141,70
IPBM 2 ◆	59	59
J.Clairbois(Ly)	180	180
Lambert-Riviere ◆	410,20	410,20
M6-Metropole TV 2	371,30	370
Manitou 2#	510	521
Manutan	522	522
Marie Brizard 2	1219	1148
Maxi-Livres/Profr.	456	455,10
Mecadyne	177	176
Mecelec 2 (Ly)	116,70	120
MGI Coutier 2#	428	438
Michel Thierry# 2	755	735
Monneret Jouet #	89	89,90
Naf-Naf 1#	109,10	108
Norbert Dentres. 2#	469	472
N.S.C Schlum. 2 Ny	919	921
OGF Omn Gest.Fin. 1	892	910
Onet ●	837	837
Paul Predault #	181	184
P.C.W. 2	48	46
Petit Boy #	104,70	104,70
Pier Import	94,10	93
Pochet 2	1210	1208
Poujoulat Ets (Ns)	211	213,90
Radiall 2#	390	391
Rallye(Cathiard)Ly	152	152
Reydel Indust.Li 2	1200	1162
Robertet #	1125	1150
Rouleau-Guichard 2	576	576
Securidev 2 #	139,40	136
Sediver 2 # ●	186,30	187
Seribo 2	343	350,70
Siparex (Ly) #	88,10	90,50
Smoby (Ly) 2	549	550
Sofco (Ly)	138,30	138,20
Softbus ●	412	412
Sogepag 2 #	142,20	142,40
Sogeparc (Fin) 1	625	620
Sopra 2	314	308
Steph.Kelian #	89,50	87
Sylea 2	487	488
Teisseire-France	250	249
TF1-1	460	465
Thermador Hold(Ly)	450	450
Trouvay Cauvin 2#	97	97
Unilog 2	320	328
Union Fin.France 1	431	450
Via Credit(Banque) ◆	227	227
Viel et Cie #	149,90	145,90
Vilmorin et Cie#2	359	354,60
Virbac	565	560

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12h30

MERCREDI 14 JUIN

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Sté lecteurs du Monde ◆	192	192
Locafrance ◆	28,35	28,35
Nobel ◆	171,80	171,80
Mumm ◆	850	850
Générale Occidentale ◆	46,10	46,10

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV

Une sélection
Cours de clôture le 13 juin

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actimonétaire C	35238,27	35238,22
Actimonétaire D	31610,83	31610,83
Agipi Ambition (Axa)	109,82	104,59
Amplia ◇	110489,99	110489,99
Amplitude Monde D	674,58	654,95
Antigone Trésorerie	812980	812980
Arbitr. Court Terme	3988,55	3988,55
Asie 2000	650,85	631,89
Associa Première	35892,16	35892,16
Associc	1111,53	1111,53
Atout Amérique	108,04	105,40
Atout Asie	89,80	87,61
Atout Futur C	545,83	532,52
Atout Futur D	530,79	517,84
Aurecic	1374,01	1333,99
Avenir Alizes	1858,28	1823,84
Axa Valeurs PER	148,36	144,04
Cadence 1	1045,92	1035,56
Cadence 2	1035,33	1025,08
Cadence 3	1023,15	1013,02
Capimonetaire	7665,16	7657,50
Capioblig	7736,96	7660,36
Capitacic	1589,43	1565,94
Cicamonde	1156,54	1122,86
Conexis	1634,84	1604,96
Comptavalor	2176,37	2173,11
Crédit Mutuel Capital	1542,86	1512,61
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	810,15	810,15
Créd.Mut.Ep.Ind.Cap ◆	94,79	92,25
Créd.Mut.Ep.Ind.Dis ◆	91,79	89,33
Créd.Mut.Ep.J ◆	21411,38	21411,38
Créd.Mut.Ep.long.T.	207,73	202,17
Créd.Mut.Ep.Monde	1038,76	1010,96
Créd.Mut.Ep.Quatre	1095	1065,69
Dieze	1634,39	1609,32
Ecocic	1200	1165,05
Ecupar	122,07	118,51
Ecur. Actions futur	193,14	187,51
Ecur. Distrimonétaire	10353,07	10353,07
Ecur. Expansion	302347,41	302142,84
Ecur. Géovaleurs	2726,65	2647,23
Ecur. Investissement	161,45	156,75
Ecur. Monepremière	10428,13	10428,13
Elanciel D ◆	126,68	122,99
Elicash ◇	875645,64	875645,64
Emergence Poste D ◆	100,37	97,45
Eparcic	4509,80	4509,80
Eparcourt-Sicav	190,74	190,26
Epargne-Unie	1422,60	1387,90
Eurl Cash capi ◆	9643,73	9643,73
Eurco Solidarité	1211,84	1199,84
Eurocic Leaders	1283,93	1246,53
Eurodyn	1457,82	1432,26
Fonsicav	18092,95	18056,82
France Garantie ◆	270,33	269,79
France Obligations	452,67	448,19
Francic	506,74	490,98
Francic Pierre	116,75	118,26
Francic-Regions	1435	1393,20
Gestilion	18465,49	18465,49
HLM Monétaire	17365,70	17365,70
Indicia ◆	1128,78	1101,05
Intensys D	106,16	105,90
Interoblig	5732,83	5676,07
Intersélection Fce	538,01	527,46
Japacic	167,52	162,64
Jeunepargne	347,95	342,81
Latitude C	2765,25	2761,11
Lion 20000	16008,93	16008,93
Lion Association	11011,40	11011,40
Lion Institution	38219,78	38134,47
Lionplus	1248,72	1224,24
Lion Trésor	2170,10	2148,61
Livret Bourse Inv.	594,97	577,64
Livret Portefeuil.	772,88	750,37
Méditerranée	222,05	215,58
Mensuel CIC	10094,34	9994,40
Moneden	85118,50	85118,50
Moné-Dis ◇	10351,65	10351,65
Moné.J ◇	11082,65	11082,65
Monévalor	51128,05	51128,05
Mutualité dépôts	16961,18	16927,33
Natio Court Terme	13074	13074
Natio Court Terme2	355244	355244
Natio Epargne	21061,99	20853,46
Natio Ep. Capital	13839,71	13702,68
Natio Ep. Croissance	1959,83	1921,48
Natio Ep. Obligations	202,56	198,59
Natio Epargne Retraite	133,26	130,66
Natio Epargne Trésor	9726,57	9707,16
Natio Epargne Valeur	481,36	471,92
Natio France Index	1034,27	1013,99
Natio Immobilier	1219,67	1195,75
Natio Inter	1723,38	1689,59
Natio Monétaire	5126,46	5121,34
Natio Opportunités	145,69	142,83
Natio Patrimoine	1396,08	1368,71
Natio Perspectives	1186,61	1163,34
Natio Placements	73071,75	73071,75
Natio Revenus	1033,54	1023,31
Natio Sécurité	11698,79	11698,79
Natio Valeurs	924,91	906,77
Nord Sud Dévelop.	1948,33	1944,44
Oblicic-Mondial	3077,17	3037,69
Oblicic-Régions	1122,46	1105,87
Oblifutur	3501,36	3436,07
Oblig. tres caté.	214,06	210,90
Oblilion	1708,30	1691,39
Oblisécurité Sicav	5367,79	5367,79
Oblitys D	526,71	518,93
Oraction	1438,99	1408,89
Patrimoine Retraite	277,90	272,45
Pervalor	605,26	593,39
Plénitude D ◆	151,67	147,25
Poste Croissance C	3363,04	3359,68
Poste Gestion C	41106,26	41106,26
Première Oblig. C	12144,78	12144,78
Première Oblig. D	10565,30	10560,02
Proficius	977,19	958,97
Rentacic	162	159,61
Revenus Trimestr.	5198,18	5146,71
Revenu-Vert	1148,10	1126,69
St-Honoré Pacifique	651,67	622,12
St-Honoré Réal.	18538,05	18464,19
Sécuricic	2130,27	2130,27
Sécuritaux	1711,54	1711,54
Sensivalor	32914,29	32914,29
SEVEA ◆	105,13	102,57
SFI-CNP Assur	722,92	701,86
S.G. France opport. C	1485,53	1456,40
S.G. France opport. D	1451,09	1422,64
S.G. Monde opport. C	969,78	950,76
S.G. Monde opport. D	969,78	950,76
Sicav Associations	2263,03	2263,03
Sicav 5.000	490,75	481,13
S.I. Est	1118,19	1085,62
Silvafrance	793,08	777,53
Silvam	418,43	410,23
Silvarente	225,90	221,47
Silvinter	509,67	499,68
Sogenfrance C	1353,13	1326,60
Sogenfrance D	1264,84	1240,04
Sogépargne	310,24	307,17
Sogevar	1130,49	1108,32
Soginter	1585,27	1554,19
Solstice D	2309,13	2303,37
State Street Act. Eur ◆	12439,72	12136,31
State Street Act. France ◆	11438,86	11159,86
State Street Act. Japon ◆	1270,55	1239,56
State Street Act. Monde ◆	939,30	916,39
State Street Activ.Asie ◆	1370,30	1323,51
State Street Alloc.Franc ◆	1040,82	1030,51
State Street Amér.Latine ◆	621,43	600,21
State Street Emer. Mts ◆	1389,86	1342,40
State Street États-Unis ◆	1281,66	1250,40
State Street OAT Plus ◆	13164,76	13034,42
State Str. Oblig. Monde ◆	1012,93	1002,90
State Street Spinnaker2 ◆	1204,48	1175,10
State Street Trésorerie ◆	12809,31	12809,31
Stratégie Actions	935,12	899,15
Stratégie Rendement	1669,09	1616,55
Synthesis	13896,54	13624,06
Thésora D	782,75	775
Trésor Plus	1617,31	1601,30
Trésor Trimestriel	1014,79	1004,74
Trésoricic	163139,71	163139,71
Trilion	5186,81	5120,35
Uni-Associations ◇	121,80	121,80
Uni-Foncier	1253,65	1223,07
Unifrance	603,26	588,55
Uni-Garantie C	1504,20	1476,15
Uni-Garantie D	1305,70	1281,35
Uni Regions	1425,66	1390,89
Univar ◇	286,49	286,49
Univers Actions	1564,88	1526,71
Univers Obligations	2035,06	1997,11
Valorg	2352,91	2350,56
Valreal	32950,81	32934,34
Winterthur St-Honoré	247,81	236,57

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

LES MATIERES PREMIERES

8 / LE MONDE / JEUDI 15 JUIN 1995

OCÉANOGRAPHIE Une nouvelle *« année des méduses »* se profile sur les côtes méditerranéennes, avec la réapparition de *Pelagia noctiluca*, une espèce dont l'ombrelle translucide cache des tentacules urticants. La précédente pullulation de ces méduses remonte à 1984. ● DES RECHERCHES chronologiques ont montré que leur retour s'inscrit dans un cycle pratiquement immuable d'une douzaine d'années, dont les océanographes n'ont pas encore trouvé la clef. Leur apparition ne semble pas constituer un indice du niveau de pollution, mais pourrait être liée au climat. ● LA VIGILANCE s'impose, même si, comparée à sa cousine australienne, *Pelagia* ne présente pas un danger mortel, hormis dans des cas, très rares, d'allergie foudroyante. Il apparaît difficile de se débarrasser des méduses, qui constituent des animaux de laboratoire prometteurs.

Les méduses « Pelagia » sont de retour sur la Côte d'Azur

Les biologistes s'interrogent encore sur les apparitions cycliques de ce petit animal marin, qui ne présente pas de danger mortel mais est redouté des baigneurs pour ses effets urticants

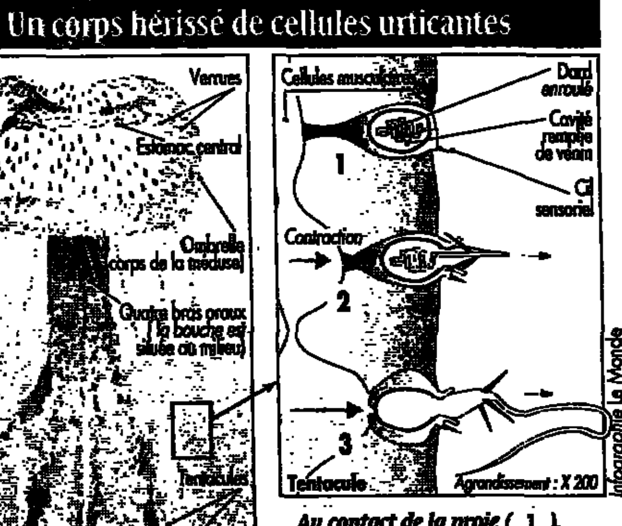
« DEPUIS CINQ JOURS, nous naviguons dans de la soupe de méduse. » En 1802, le naturaliste Louis Bosc consigne dans son journal de bord une pullulation de *Pelagia nocticula* de grande ampleur. Cette même petite méduse, à l'ombrelle anodine violette ou marron, mais dont les huit tentacules urticants peuvent atteindre huit mètres de long, est récemment réapparue sur la Côte d'Azur.

Le développement soudain de bancs, pouvant comporter plusieurs millions de méduses, qui pourrait s'ensuivre – on a pu en dénombrer jusqu'à trente-cinq par mètre cube d'eau – constitue encore une énigme posée aux océanographes. S'agit-il d'un dérèglement écologique ou d'un simple phénomène naturel imprévisible ? Y a-t-il un moyen de s'en débarrasser ?

Chercheuse au laboratoire d'ichtyologie du Muséum d'histoire naturelle et auteur d'un ouvrage de référence sur les méduses, Jacqueline Goy reconnaît volontiers que l'océanographie n'est *« pas très savante sur le sujet »*. C'est pourtant à un Français, rappelle-t-elle, que revient le mérite de s'être intéressé systématiquement à ces animaux.

Un corps hérissé de cellules urticantes





Au contact de la proie (1), le cil sensoriel transmet un signal nerveux aux cellules musculaires, qui se contractent (2) et expulsent le dard empoisonné. (3)

TOUS LES DOUZE ANS

François Péron (1775-1810) décrivit cent vingt-deux espèces d'une famille – les cnidaires – dont plus de quatre mille membres ont depuis été recensés. Mais il a fallu attendre 1980 pour que *Pelagia*, ayant sévèrement piqué la femme du premier ministre grec, sorte de l'anonymat. En France, un plan d'étude fut même lancé par le ministère de l'environnement en 1984, à l'issue de la dernière grande invasion, afin d'en comprendre l'origine.

Jacqueline Goy a choisi de remonter le temps – jusqu'en 1775 – pour répondre à cette question. En constituant la première chronologie de cette ampleur sur un organisme *« non commercial »*, comportant, entre autres, l'observation de Bosc, elle a constaté que les invasions de *Pelagia* sont antérieures à une quelconque pollution d'origine humaine. Les témoignages des voyageurs et des naturalistes n'avaient pas seulement une valeur anecdotique, puisqu'ils lui ont permis de dégager une sorte de cycle dans les invasions. « *Les* Pelagia *apparaissent tous les douze ans, avec une marge de plus ou moins deux ans. La pullulation peut durer de un à cinq ans* », estime l'océanographe. Ce qui permet de prédire leur disparition des rivages méridionaux d'ici deux ans environ. Mais il ne suffit pas de mettre ce cycle en évidence, il faut encore l'expliquer. Peut-être la comparaison avec les variations climatiques permettra-elle de relever des corrélations instructives, avance Jacqueline Goy, qui regrette que les données météorologiques avant 1940 ne soient pas fiables.

Seule certitude, *« il n'est pas possible qu'une seule espèce fonctionne de la sorte »*. *Pelagia*, comme tous les cnidaires, est carnivore. Elle utilise ses tentacules comme un filet de pêche traînant qui paralyse ses proies. Elle se trouve donc dans une chaîne alimentaire, qui a son origine dans le plancton et comprend divers herbivores, et sert probablement *elle-même de pitance aux tortues* marines et à certains poissons carnivores.

Dans la mesure où la méduse passe toute sa vie dans l'eau libre, c'est tout un écosystème pélagique qu'il convient d'étudier, si l'on veut comprendre les « années des méduses ». *« On peut penser que, lorsqu'elle est absente, d'autres carnivores la remplacent »*, avance Mme Goy, qui n'a cependant pas encore pu les identifier.

Le mode de reproduction de *Pelagia* n'est pas non plus parfaitement connu. On estime son espérance de vie à un an seulement, et il suffit que l'hydrologie varie très légèrement pour que la larve d'un millimètre, produite en mai et juin, succombe. Comment expliquer alors qu'elle puisse réapparaître soudainement à plusieurs années d'intervalle ? La petite méduse d'eau douce, *Craspedacusta*, a trouvé une solution en constituant un kyste protecteur lorsque les conditions ne sont pas favorables. Mais rien ne prouve que *Pelagia* fasse de même.

VENINS ET ALLERGIES

Comme celui des autres méduses, le venin de *Pelagia* intrigue les chercheurs, dans la mesure où il peut, dans quelques cas heureusement fort rares, entraîner des réactions allergiques très vives. C'est d'ailleurs la physalie, une cousine de *Pelagia*, qui permit au professeur Charles Richet de caractériser l'anaphylaxie – l'hypersensibilité à une substance, qui entraîne une réaction violente de l'organisme. Le physiologiste français, qui avait tué son chien en lui appliquant des cellules urticantes à plusieurs reprises, avait mis en évidence le phénomène de l'allergie, ce qui devait lui valoir le prix Nobel en 1913.

Depuis lors, les recherches se sont davantage portées sur la mise au point d'antivenins. Car si les piqûres de *Pelagia* sont généralement aisées à traiter, il en va tout autrement de celles infligées par la cubo-méduse australienne *Chironex*, « la main qui tue ». Particulièrement venimeuse, cette méduse qui affecte la forme d'un cube, a *tué* soixante-trois baigneurs sur les côtes australiennes depuis 1883, rappelle le médecin australien Peter Fenner, de passage à Paris à l'occasion du premier colloque international sur les envenimations, organisé par l'Institut Pasteur.

Il reste difficile de trouver un antivenin remplaçant celui produit depuis 1966, qui ne permet pas de soigner tous les symptômes. « Chironex *dispose de quatre types de cellules urticantes, qui sécrètent vingt-sept substances toxiques différentes*, explique Peter Feller. *Nous essayons d'isoler celles qui s'attaquent directement au cœur et au poumon.* » Des recherches qui, si elles aboutissent, pourraient avoir des implications pharmaceutiques. L'éradication des méduses, souvent prônée, est donc à proscrire. Elle priverait la recherche d'un animal de laboratoire prometteur.

Cette solution ultime paraît de toute façon difficile à mettre en œuvre, car *Pelagia* migre aussi bien horizontalement que verticalement (jusqu'à 600 mètres de fond), ce qui rend sa détection malaisée. La pêche au chalut a été envisagée, tout comme l'encerclement des plages avec des filets pratiqué en Australie. Mais le meilleur moyen pour éviter d'être piqué, conseille Jacqueline Goy, c'est encore... de renoncer à la baignade lorsque *Pelagia* est signalée.

Hervé Morin

★ *Les Méduses de Péron et Lesueur*, de Jacqueline Goy, éditions du CTHS, 392 p., 390 F.

Recettes de vieux pêcheurs

Les piqûres faites par les méduses *Pelagia* sont particulièrement douloureuses, et les antihistaminiques recommandés par les médecins ne sont pas forcément disponibles au bord des plages. Plusieurs recettes peuvent permettre de réduire les premiers symptômes. Les vieux pêcheurs conseillent ainsi d'appliquer des cataplasmes imbibés d'urine. Cette dernière, indiquent les biologistes, pourrait en effet contenir des pseudo-autovaccins, produits instantanément par la victime.

Autre technique : le recours à la cigarette. Les fumeurs peuvent en effet approcher l'extrémité d'une cigarette allumée presque au contact de la surface envenimée. La chaleur brise en effet la chaîne moléculaire de ces venins dits thermo-labiles. Enfin, eau de Javel diluée, sels de sodium ou même abondant rinçage à l'eau de mer apaisent l'inflammation. Mais il convient de consulter un médecin sans tarder, particulièrement lorsque les enfants, plus vulnérables, sont touchés.

Les essais du premier étage d'Ariane 5 vont pouvoir reprendre

ESPACE. L'essai au banc du premier étage complet de la fusée européenne Ariane 5, qui devait avoir lieu fin mai, sera effectué jeudi 15 juin. Les causes de l'interruption de ce test essentiel à la poursuite du programme sont désormais connues. Il s'agissait d'une banale erreur dans la valeur des données introduites dans les programmes informatiques qui gèrent le tir. Ce contretemps devrait retarder le lancement de la première Ariane 5, qui ne pourra avoir lieu, comme c'était initialement envisagé, le 29 novembre, mais plutôt, dans le meilleur des cas, à la fin de l'année, et plus probablement début 1996.

DÉPÊCHES

■ **MINÉRALOGIE.** La galerie de minéralogie du Muséum d'histoire naturelle de Paris héberge, depuis quelques semaines, deux nouvelles cristallisations d'or natif. Rares par leur taille (21 × 29 cm, 22 × 27 cm) comme par leur structure (respectivement en « ruban » et en « buisson »), ces deux spécimens, qui proviennent de mines californiennes, ont été acquis pour 700 000 francs grâce au soutien de la Fondation Elf. Parmi les autres nouveautés de la galerie de minéralogie, toutes visibles dans la salle du Trésor : un cristal de rubis de 8 kilos (Inde), et plusieurs gemmes en cristaux naturels (Brésil, Pakistan, Afghanistan).

■ **LASER.** Le Fraunhofer-Institut für Lasertechnick (ILT) d'Aix-la-Chapelle (Allemagne) annonce avoir battu un record de miniaturisation en matière de lasers industriels. Sa source de 400 watts ne mesure que 10 x 4 x 4 cm. C'est l'un des spectaculaires résultats des recherches de l'institut allemand sur les diodes laser. De telles sources peuvent être utilisées pour le brasage de pièces en céramique sur de l'acier inoxydable ou pour assister l'usinage de pièces en acier fortement allié sur des tours ou des fraiseuses. L'ILT estime que les diodes laser vont prendre une partie du marché occupé par les lasers CO_2 et Yag dans la gamme des puissances allant jusqu'à 1 kW. Il présentera ses derniers développements lors du salon Laser 95, qui se tiendra à Munich du 19 au 23 juin.

■ **ARCHÉOLOGIE.** Encouragés par la découverte dans les Alpes du corps extraordinairement conservé de « l'homme des glaces », des scientifiques autrichiens envisagent de rechercher les dépouilles qui seraient enfouies dans des mines de sel. Selon ces chercheurs du Centre de recherches archéologiques Joanneum de Graz, plusieurs indices laissent penser qu'au moins un corps momifié d'un homme, mort il y a plusieurs siècles, reposerait dans une de ces galeries. Selon eux, il existerait un millier de sépultures celtes dans ces mines, dont seulement trois cents auraient déjà été mises au jour. – *(AFP.)*

■ **ASTRONOMIE.** Des photos d'un corps céleste très inhabituel sont présentées par une équipe américaine du Jet Propulsion Laboratory (JPL) de Pasadena (Californie) dans l'édition du 8 juin de l'hebdomadaire scientifique *Nature*. Des images radar, obtenues en août 1994, lors de son passage à 4,5 millions de kilomètres de la Terre, révèlent, en effet, que l'astéroïde 1620-Geographos se présente sous la forme allongée d'un cigare 2,76 fois plus long que large. Une caractéristique partagée par moins de 1 % des corps célestes connus, selon les chercheurs du JPL.

Les logiciels de « Groupware » facilitent le travail en commun

Le programme Notes de Lotus est à l'origine d'un marché qui compte des millions d'adeptes

EN LANÇANT son offre publique d'achat (OPA) sur la société de logiciels américaine Lotus, la société IBM a braqué les projecteurs sur une catégorie de programmes relativement peu répandue en France, mais déjà largement utilisée aux Etats-Unis, le *Groupware*, ou système permettant de travailler en groupe. Un marché qui a tendance actuellement à s'identifier avec Lotus, ou plutôt son logiciel *Notes*, le pionnier du *Groupware*, et le logiciel le plus vendu à ce jour dans sa catégorie.

Son rôle est de faciliter le travail en commun en mettant les mêmes informations à la disposition de tous les membres d'une même équipe de travail, en assurant les mises à jour et la circulation de l'information, même quand celle-ci est répartie ou dupliquée sur de nombreux ordinateurs (serveurs) différents, situés aux quatre coins de la planète.

Le *Groupware* peut donc tout aussi bien servir à enrichir le dossier d'un client qu'à faire circuler une note de frais ou le suivi d'un chantier et de ses sous-traitants. Dans le premier exemple, un technicien du service après-vente a accès, *grâce au logiciel de Groupware*, aux mêmes informations que le directeur commercial ou la personne chargée de la facturation. Chacun d'eux peut aussi compléter le dossier au gré des interventions qu'il est amené à conduire. Les logiciels de *Groupware* étant capables de gérer des documents hétérogènes et semi-structurés, chaque dossier pourra comprendre des textes, des tableaux, des graphiques, etc., sans que cela ait été prévu. Cette dernière opération est nécessaire lors de l'utilisation de bases de données classiques.

Outre le partage de l'information et sa mise à jour, la communication et le transfert de l'information sont aussi une fonction centrale du *Groupware*. L'entreprise de construction Dalla Vera, du groupe Bouygues, utilise ainsi le logiciel *Notes* pour suivre les dossiers de ses sous-traitants et vérifier que chacun d'eux est assuré convenablement. Ces dossiers sont instantanément à la disposition de tous les chefs de chantier.

Les cabinets de consultants et les banques sont également de gros utilisateurs de ce type de produits. Le cabinet Arthur Andersen a connecté à *Notes* 45 000 de ses collaborateurs situés aux quatre coins du monde. La banque JP Morgan aurait également souscrit 12 000 licences de *Notes* et développé 11 000 applications.

Le *Groupware* a ses fanatiques. La société Lotus annonce avoir vendu *Notes* à 5 500 sociétés, regroupant 1,6 million d'utilisateurs. Une enquête, menée par la société d'études de marché américaine International Data Corporation (IDC) auprès de soixante-cinq entreprises utilisatrices de Lotus, indique que le retour sur investissement d'un tel produit est inférieur *à deux ans. Il atteindrait en* moyenne 179 % après trois ans d'utilisation.

Les concurrents de *Notes* se comptent actuellement sur les doigts d'une seule main. Les deux autres principaux programmes actuellement commercialisés sont *Groupwise*, produit par un autre américain, Novell, le numéro un mondial des réseaux d'entreprise, et *Teamware* du britannico-finno-japonais Fujitsu-ICL.

Tous deux ont adopté des approches différentes de Lotus en privilégiant l'une des fonctions du *Groupware*, à savoir la messagerie électronique. Ils proposent séparément les autres fonctions (gestion des agendas, conférences, réalisation et diffusion de formulaires électroniques pour les notes de frais, les factures, etc.) laissant à chaque entreprise la possibilité de faire ses achats à la carte. Un quatrième produit, *Exchange*, annoncé par Microsoft, devrait apparaître sur le marché avant la fin de l'année. Mais lui aussi sera avant tout un programme de messagerie.

Assurer la circulation et la mise à jour de l'information entre les membres d'une même équipe

L'imminence de sa commercialisation a sans doute joué un rôle dans l'opération financière menée par IBM, qui a voulu prendre son grand rival Microsoft de vitesse, quitte à payer un prix non négligeable pour s'offrir Lotus : 3,5 milliards de dollars. D'autant que, pour certains analystes de ce secteur, les logiciels de *Groupware* pourraient à l'avenir avoir la même importance stratégique que les systèmes d'exploitation, grâce auxquels Microsoft a assis sa suprématie.

Un logiciel de *Groupware* est en effet indépendant des systèmes d'exploitation. *Notes* fonctionne aussi bien sur les Macintosh d'Apple, que sur les PC sous Windows, OS-2 ou Unix. Il permet à tous les utilisateurs de ces différents univers de travailler ensemble et en atténue donc l'importance stratégique. Mais, tout comme les systèmes d'exploitation, un logiciel comme *Notes* ne se suffit pas à lui-même.

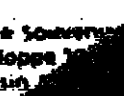
Ce logiciel est en fait une base de départ pour le développement d'applications. Ce qui est une nouvelle source de revenus pour les sociétés de logiciels et sociétés de service et ingénierie informatique. L'investissement d'un utilisateur de *Notes* pour la mise en œuvre de ce produit a été évaluée par IDC à 245 000 dollars (1,2 million de francs) en moyenne par entreprise. Le coût du logiciel, 8 400 francs hors taxes pour une installation servant trois utilisateurs, n'est qu'une goutte d'eau dans l'investissement total.

L'importance de cet effort financier constitue l'un des freins au développement de *Notes*. Mais il n'est pas le seul. *« Dans les pays latins, on accepte mal de partager l'information »*, confie le responsable veille technologique d'une grande banque parisienne, fervent partisan de *Notes*. *« On a déjà du mal à mettre en commun un agenda ; on n'est donc vraiment pas mûr pour ce type de produit »*, confirme la responsable bureautique d'une entreprise industrielle. En outre, *Notes* ne peut fonctionner que dans une firme organisée, avec des procédures bien définies.

Mais il peut aussi servir d'*« agent de changement »*, indique l'étude menée par IDC. Au-delà de ces fonctions affichées, *Notes* contribue *« à créer une force de travail plus mûre technologiquement, à améliorer la culture d'entreprise, à changer les pouvoirs, à développer une mémoire pour la firme »*. Son nouveau propriétaire ne manquera pas de lui donner du pain sur la planche à cet égard !

Annie Kahn

A Corrèze, en Corrèze



VOYAGE

Chez les Mayas du Guatemala

Au bord du lac Atitlan, les villageois vivent au rythme des traditions chrétiennes croisées avec les rites des cultes anciens

SANTIAGO
de notre envoyée spéciale

Sous l'auvent de sa maison de pisé, dona Maria enroule d'un geste rond, autour de sa tête, le *tocoyal*. D'un rouge vif, la bande tissée de 5 mètres de long s'épanouit en auréole autour de sa chevelure noire. Un ultime tour pour mettre en place le dernier pan brodé de motifs bigarrés, et la coiffure s'achève. Parfaite.

Dans le village Tzutuhil de Santiago, sur les bords du lac Atitlan, au Guatemala, ce turban est porté par toutes les femmes. Plus le diamètre est large et les broderies ouvragées, plus le statut social est élevé. A Santiago, dona Maria est une vedette. Son profil maya, nimbé du *tocoyal*, orne, depuis plus de vingt ans, la pièce de 25 centavos. Mais cette étoile n'en est pas moins éclipsée par une personnalité locale encore beaucoup plus prestigieuse : El Maximon.

Taille : 1,50 mètre. Visage de bois chapeauté d'un feutre sombre. Torse caparaçonné d'un amoncellement de tissus et de foulards bariolés, d'où dépassent les deux courtes jambes d'un pantalon de coton, brodé d'une fresque d'oiseaux multicolores. Et, pour compléter la tenue, une paire de chaussures noires, symbole des conquérants. El Maximon n'est pas une statue. Un mannequin ? Allez savoir ! Seuls les *cofrades*, les membres de la confrérie religieuse de Santiago, connaissent son secret. Mais, sur le sujet, ils restent muets. L'aura d'El Maximon a de multiples origines. Subtil mélange du vieux dieu agraire maya Mam, de Judas Iscariote, de Saint-Simon, voire, murmure-t-on, de Pedro de Alvarado, le conquistador espagnol du Guatemala. Un panthéon à lui tout seul !



RITES PEU ORTHODOXES

A son propos, l'Eglise en perd son latin. En tout cas, elle le tolère. Du moins sous son identité chrétienne. Quant au reste, en particulier les rites peu orthodoxes, à ses yeux, dont il fait l'objet, elle feint de les ignorer. Pour ses fidèles, El Maximon bénéficie d'un statut à part. Pas question pour lui de tenir compagnie, dans la blanche église coloniale dédiée à saint Jacques, à la cohorte de saints vêtus d'oripeaux éclatants, qui s'alignent le long des murs du sanctuaire.

Casanier, il demeure chez l'habitant et ne transite que quelques jours par an, du mercredi au vendredi saint, par sa chapelle personnelle. Pendant cette période, sa résidence pour l'année suivante est tirée au sort entre les membres de la *cofradia*. L'heureux élu se doit de mettre à sa disposition une pièce qui lui soit exclusivement réservée, ainsi qu'une assistance permanente. Au soir du vendredi saint, après une solennelle procession à travers les rues du village, El Maximon s'installe dans sa nouvelle demeure.

Au fond d'une cour-patio, au centre d'une salle au crépi verdâtre, il trône. Encadré par ses deux servants, coiffés du *tzute*, le brillant châle de cérémonie, noué sur la nuque. Allées et venues. Brouhaha. On converse à voix basse sous le plafond surchargé de calebasses peintes et de banderoles en dentelle de papier coloré accrochées aux solives. Une fumée âcre sature l'atmosphère. Accroupie au pied d'un grand sarcophage de verre où gît un christ exsangue drapé dans un linceul blanc, une femme berce son enfant fiévreux.

UNE RASADE D'AGUARDIENTE

Collées au sol de terre battue, des bougies grésillent. Genou à terre devant El Maximon, le chaman lance ses incantations, balançant d'un bras vigoureux l'encensoir où brûle le *pom*, l'encens de copal, sacré chez les Mayas. Intermédiaire entre les hommes et les dieux, il implore la guérison du bambin. Imperturbable, El Maximon fume, grillant sans discontinuer des cigarettes américaines que remplacent, dès qu'elles sont consumées, ses dévoués assistants.

Brusquement, les *cofrades* se lèvent, s'empressent autour de lui, l'empoignent avec ménagement, le basculent en arrière et versent dans son gosier de bois une solide rasade d'aguardiente. Silence. El Maximon boit. Où va l'alcool ? Question impie. D'ailleurs, nul ne vous le dira. Si vous allez un jour à Santiago, village niché au fond d'une échancrure du lac, à l'ombre des cônes menaçants des volcans Toliman et Atitlan, n'oubliez pas d'apporter au Maximon des cigarettes ou un foulard chatoyant. Un geste dont vous sauront gré les dieux de la terre et du ciel.

Marie-Noëlle Hervé

Carnet de route

● Voyage. Continental Airlines, American Airlines et KLM assurent des vols quotidiens à destination de Guatemala Ciudad, via Miami ou Houston. Les tarifs les plus intéressants (environ 4 500 francs aller-retour) sont ceux des vols secs proposés par les voyagistes. Parmi ces derniers, Voyageurs au Mexique (tél. : (1) 42-86-17-40) inclut dans sept de ses circuits Mexique-Guatemala une visite au lac Atitlan et au village de Santiago, que l'on peut atteindre, à partir de Panajachel, soit en bus (deux heures de trajet autour du lac), soit en bateau (trois départs chaque matin).

● Séjour. A Santiago, les offres d'hébergement ont un caractère sommaire. A Santa Catarina Palopo, la Villa Santa Catarina et, à Panajachel, l'Hôtel Atitlan sont deux étapes au charme colonial situées en bordure du lac.

● Artisanat. Tout autour du lac, chaque village produit des tissages aux coloris éblouissants, propres à chaque communauté. Panajachel est le centre de cette activité.

● Livres. *Guatemala*, de Régis Bertrand (Voyageurs du monde éditeur), ouvrage très complet en vente à la librairie de la Cité des voyages (55, rue Sainte-Anne, 75002 Paris). A noter également le récent guide consacré au *Monde maya* par les éditions Gallimard (iconographie raffinée) ainsi que les guides Jika et Lonely Planet et, chez Hachette, un guide Bleu et un Visa.

● Renseignements. Office national du tourisme du Guatemala, 3, rue Tronchet, 75008 Paris, tél. : (1) 44-51-01-60.

PARTIR

■ **HAUTE ASIE.** Départ imminent pour un voyage « au sommet », au long des étapes de la route de la soie qui reliait le bassin méditerranéen aux confins de la Chine et véhiculait, avec les précieuses marchandises, idées et formes artistiques. Ce sont ces dernières que les voyageurs contempleront au monastère de Labrang (de l'ordre tibétain des bonnets jaunes), au très vénéré Kumbum où se pressent fidèles et moinillons, dans les célèbres grottes de Dunhuang (fresques et statues impressionnantes du Ve au Xe siècle), remontant les siècles au fil des étapes.
Du 7 au 26 juillet, un périple de vingt jours qui atteint le lac Kokonor et fait escale à Xian (armée en terre cuite, Pékin et Hongkong (35 200 F). Il est organisé par Artou, voyagiste suisse reconnu comme spécialiste de ces sommets, et guidé par Charles Genoud, expert en art bouddhique et conférencier. Renseignements au (19-41-22) 818-02-20.

■ **LE QUÉBEC EN FRANCE.** Petite ville du Gers, Montréal la bien nommée, met le Québec à l'honneur, du 23 au 25 juin, à l'occasion d'un festival destiné à rapprocher la Gascogne et la Belle Province.
Parmi les artistes invités, Plume Latraverse, Mario Chenart, les musiciens Alain Lamontagne et Michel Donato, et les écrivains Marie Laberge et Louis Caron. Egalement au programme théâtre, cinéma et expositions. Sans oublier, un banquet gasco-québécois avec, au menu, foie gras, saumon et caribou. Renseignements au (16) 62-29-48-60.

PHILATÉLIE

A Corrèze, en Corrèze

La Poste a mis en vente générale, mardi 6 juin, un timbre à 4,40 F sur la ville de Corrèze, en Corrèze. Un timbre qui succède au château de Sédières (1988) et Argentat (1994) dans la thématique corrézienne.

Chef-lieu de canton de 1 200 habitants, à mi-chemin d'Egletons et de Tulle, Corrèze s'est formé autour de l'église Saint-Martial et a pris le nom de l'affluent de la Vézère au IXe siècle. Etape des pèlerins sur la route de Saint-Jacques-de-Compostelle, la ville a conservé à l'intérieur d'une enceinte de 300 mètres de diamètre des maisons fortifiées à tours et tourelles, la porte Margot et trois édifices religieux : l'église Saint-Martial et son retable de 1689, la chapelle de Notre-Dame-du-Pont-du-Salut (XVe), la chapelle des Pénitents blancs.



Le timbre, au format vertical 22 × 36 mm, dessiné et gravé par Eve Luquet, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.

★ **Souvenirs philatéliques (enveloppe 10 F, carte postale 15 F, dessin à la plume 25 F, enveloppe illustration sur soie 20 F, port en sus 5 F) : Office de tourisme du canton de Corrèze, J. Dumond, place de la Mairie, 19800 Corrèze (tél. : 55-21-32-82).**

EN FILIGRANE

■ **Orléans, les résultats.** Charles Bridoux (le 20 c noir de 1849) et Robert Françon (les *Semeuses* de France 1921-1931) ont remporté *ex-aequo* le Grand Prix de l'exposition nationale organisée à Orléans, du 2 au 5 juin, à l'occasion du 68e congrès de la Fédération française des associations philatéliques.

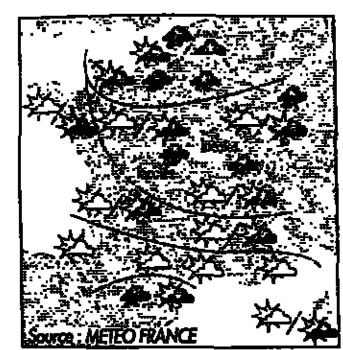
■ **Variétés sur le timbre... *Orléans*.** Le ciel du timbre *Orléans* émis le 2 juin est parfois décalé (à droite ou à gauche) par rapport à la cathédrale Sainte-Croix. A conserver même si l'espoir de plus-value semble réduit...

■ **Mick Micheyl en 1996.** La chanteuse et sculpteur Mick Micheyl réalisera le timbre consacré à la maison natale de Jeanne d'Arc à Domrémy qui paraîtra l'an prochain.

■ **L'outre-mer à Paris.** La vente des timbres des territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, TAAF, Wallis-et-Futuna) a été transférée au bureau de Paris Louvre RP, 52, rue du Louvre, 75100 Paris RP (tél. : 40-28-20-41).

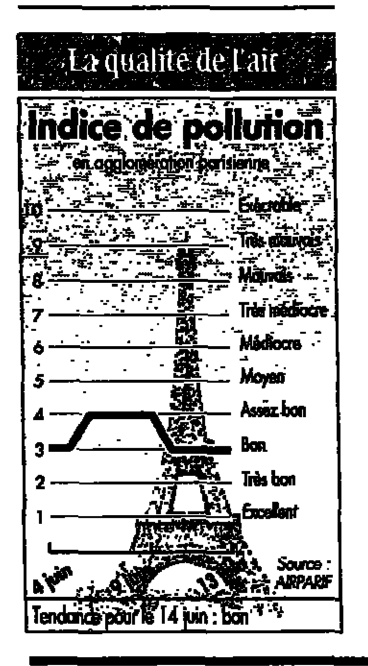
Du soleil seulement près de la Méditerranée

LA SITUATION météorologique n'évolue guère : on retrouve un anticyclone centré au sud de l'Islande qui canalise un courant de secteur nord sur la France. Ainsi, les températures resteront encore fraîches pour une fin de printemps. De plus, une dépression située sur le Danemark continuera de générer de nombreux nuages avec des averses.



Prévisions pour le 15 juin vers 12h00

La qualité de l'air

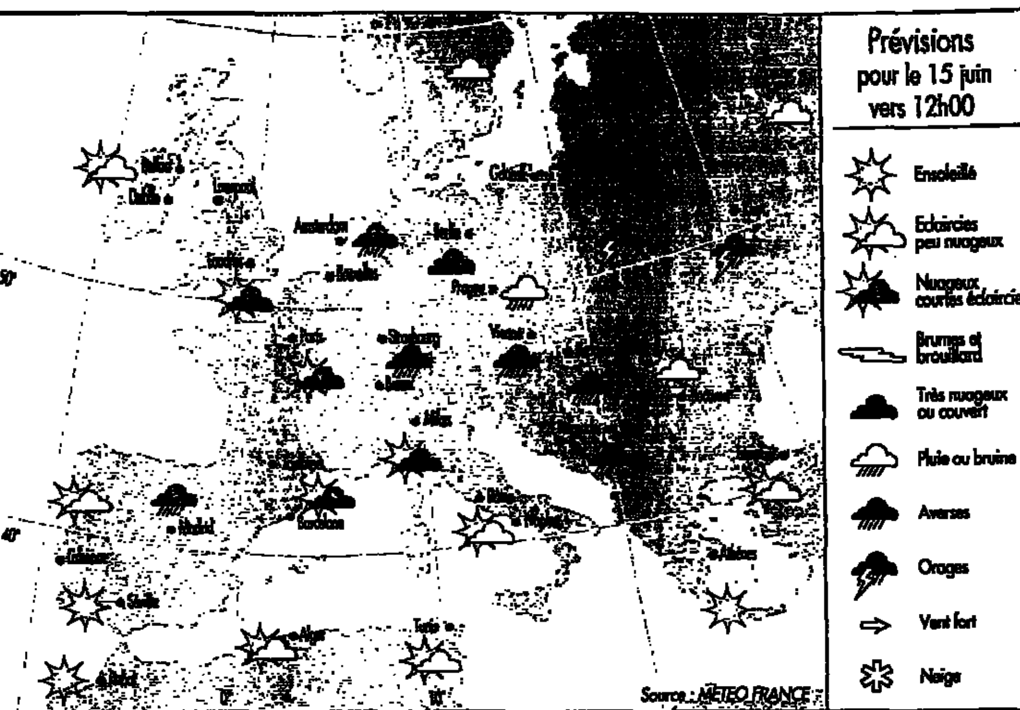


Jeudi matin, le ciel sera encore très nuageux ou couvert de la Normandie au Nord, aux Ardennes, à la Lorraine, à l'Alsace et au Jura, avec de petites pluies sur l'extrême nord du pays. Sur le Sud-Ouest, les nuages et les éclaircies se partageront le ciel, alors que les Pyrénées garderont une nébulosité plus importante. Près de la Méditerranée, le temps restera globalement *bien ensoleillé. Partout ailleurs*, en plus de la grisaille matinale, nous aurons un dégradé nuageux d'est en ouest, avec un ciel chargé des Ardennes au Centre et à l'Auvergne, mais avec plus d'éclaircies de la Bretagne aux Pays-de-Loire et aux Charentes.

Jeudi après-midi, les nuages seront très nombreux de la Normandie à l'Ile-de-France, au Centre-Val-de-Loire, au Massif Central, à l'Auvergne, au nord des Alpes et au Nord-Est, ainsi que sur la chaîne pyrénéenne, avec des averses qui pourront *être localement orageuses sur* le relief. Sur le Nord-Pas-de-Calais, le temps sera le plus souvent couvert avec des ondées. De la Bretagne aux Charentes, au Sud-Ouest et au sud des Alpes, les passages nuageux alterneront avec les éclaircies. Enfin, près de la Méditerranée, le soleil restera bien présent, avec toutefois des nuages élevés dans le ciel de la Corse.

Les températures seront fraîches pour la saison, avec, le matin, de 6 à 10 degrés en général, 10 à 12 degrés le long des côtes atlantiques et jusqu'à 15 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre indiquera entre 15 et 19 degrés sur la moitié nord, entre 18 et 23 *degrés plus au sud, et jusqu'à* 26 degrés près de la Méditerranée.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

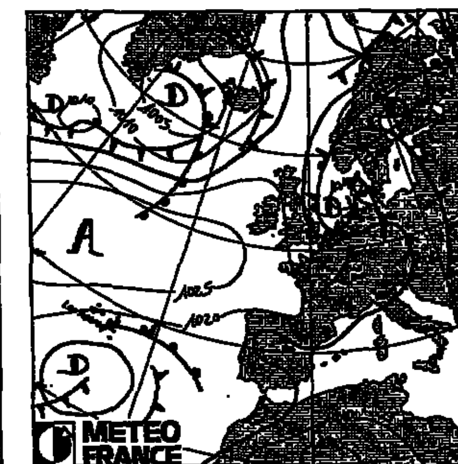


TEMPÉRATURES du 13 juin 1995 maxima/minima

FRANCE				ÉTRANGER					
AJACCIO	21/11	LIMOGES	15/8	ALGER	27/12	DAKAR	28/23	LOS ANGELES	23/16
BIARRITZ	19/11	LYON, BRON	17/6	AMSTERDAM	18/11	DJAKARTA	–/24	LUXEMBOURG	15/10
BORDEAUX	22/11	MARSEILLE	24/12	ATHÈNES	32/21	DUBAI	38/26	MADRID	28/11
BOURGES	17/7	NANCY	16/10	BANGKOK	36/26	DUBLIN	16/7	MARRAKECH	30/15
BREST	14/7	NANTES	17/7	BARCELONE	22/12	FRANCFORT	17/12	MEXICO	26/15
CAEN	14/8	NICE	20/13	BELGRADE	23/13	GENÈVE	15/6	MILAN	20/9
CHERBOURG	14/7	PARIS	16/10	BERLIN	13/8	HANOÏ	33/25	MONTRÉAL	23/9
CLERMONT-F.	14/5	PAU	22/12	BOMBAY	35/29	HELSINKI	23/15	MOSCOU	29/18
DIJON	15/5	PERPIGNAN	23/16	BRASILIA	25/–	HONGKONG	32/25	MUNICH	18/9
FORT-DE-FR.	32/25	POINTE-A-PIT.	32/25	BRUXELLES	17/10	ISTANBUL	33/20	NAIROBI	23/9
GRENOBLE	20/8	RENNES	16/5	BUCAREST	30/17	JÉRUSALEM	31/20	NEW DELHI	44/33
LILLE	16/9	ST-DE-RÉUNION	25/17	BUDAPEST	23/11	KIEV	29/16	NEW YORK	23/16
		ST-ÉTIENNE	15/5	BUENOS-AIRES	12/1	KINSHASA	29/21	PALMA DE MAJ.	26/16
		STRASBOURG	16/10	CARACAS	31/25	LE CAIRE	40/26	PÉKIN	32/21
		TOULOUSE	21/12	CHICAGO	28/11	LIMA	21/17	PRAGUE	14/7
		TOURS	17/7	COPENHAGUE	16/12	LISBONNE	21/14	PRETORIA	20/6
						LONDRES	15/10	RABAT	24/14
								RIO DE JAN.	28/–
								ROME	22/14
								SAN-FRANC.	19/11
								SANTIAGO	22/5
								SÉVILLE	28/16
								ST-PÉTERS.	30/18
								STOCKHOLM	15/13
								SYDNEY	16/9
								TENERIFE	25/19
								TOKYO	18/17
								TUNIS	28/17
								VARSOVIE	26/12
								VENISE	21/14
								VIENNE	18/12




Situation le 14 juin, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 16 juin, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Six mesures pour les étudiants

LE MINISTÈRE de l'éducation nationale travaille avec celui des prisonniers et déportés à l'élaboration d'une série de mesures en faveur des étudiants victimes de la guerre. Déjà six d'entre elles ont été publiées, décidant l'ouverture de sessions spéciales, la dispense de soutenance de thèse, la suppression possible de la sixième année d'étude de médecine, accordant certaines facilités pour les inscriptions universitaires, des bonifications de points, prévoyant le recul de certaines limites d'âge.

Les bénéficiaires en seraient les jeunes gens aptes à prouver qu'ils ont subi, du fait de la guerre, une interruption effective d'un an au moins dans le cours de leurs études. Il s'agit donc autant des membres de groupements de résistance, de requis ou réfractaires au STO que d'anciens prisonniers ou déportés. Ceux-là seuls sont visés par le décret du 7 juin 1945, qui décide la validation des examens subis et des études poursuivies dans les camps.

D'autres projets du même ordre sont en voie de réalisation à échéance plus ou moins brève. Un prochain conseil des ministres aura à adopter une mesure dont il a déjà approuvé le principe : l'attribution d'une aide matérielle sous forme de bourses et d'exonération totale de droits d'études. Le même décret définira également les facilités accordées pour l'admission aux grandes écoles, soit par l'institution de bourses ou de classements spéciaux, soit par l'établissement de listes de *classement en surnombre, soit par le* recul de la limite d'âge ou des bonifications de points.

D'autres projets sont encore à l'étude, notamment pour le reclassement des candidats à la fonction publique et des jeunes fonctionnaires, et la création de centres spéciaux de préparation institués auprès de chaque université.

(15 juin 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6583

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III					■		■		
IV						■			■
V			■						
VI		■					■		
VII				■					
VIII			■						
IX							■		
X								■	
XI	■		■						

HORIZONTALEMENT

I. Utiles pour ceux qui veulent truffer. – II. Une chose qu'on peut avoir à l'œil. – III. Un roi. Portière dans un chenil. – IV. Il faut bien jouer pour le crever. Symbole. – V. Dieu. Peuvent être incitées à la modération. – VI. Plaçai comme un clou. – VII. Bon pour le service. Dans les affaires étrangères. – VIII. Abréviation. Pas dynamiques. – IX. Parmi les choses qui restent. Préposition. – X. Peuvent exiger une certaine tenue. – XI. Formalités d'adoption.

VERTICALEMENT

1. Pas vaccinées contre la rage. – 2. De quoi vomir. Un clou sur la route. – 3. Un désert au Pakistan. A donc réagi en homme. Quartier de Riom. – 4. Triste individu. – 5. Un peu de tabac. Ne font qu'aller et venir. – 6. Passe à Strasbourg. Possessif. Qui peuvent faire rougir. – 7. Peut être reprochée au pécheur. Début de saison. – 8. Siège de conciles. Bien ouverte. – 9. Coule dans le bocage. Petits, dans une crémerie.

SOLUTION DU N° 6582

HORIZONTALEMENT

I. Ignivores. – II. Nougat. Co. – III. Tu. Etau. – IV. Etrave. RP. – V. Seine. Uti. – VI. Tr. Ers. – *VII. Essorer. – VIII. Net. Etuve. – IX. Sœurs. Es.* – X. Lus. Un. – XI. Déférente.

VERTICALEMENT

1. Intestins. – 2. Goûter. Eole. – 3. Nu. Ri. Eteuf. – 4. Iguanes. Usé. – 5. Va ! Verser. – 6. Otée. Sots. – 7. Ru. Un. – 8. Ecart. Event. – 9. Soupières.

Guy Brouty

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg. 94852 Ivry-cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
TéL : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **VANUATU.** Un aéroport, conçu pour avoir vocation internationale, va être construit, d'ici à la fin *de l'année, sur l'île de Tanna,* au sud de l'archipel de Vanuatu. Financé par la France, ce nouvel aéroport comprendra notamment une piste de 1 200 mètres et une aérogare de 150 mètres carrés. – *(AFP.)*

■ **FRANCE.** Comme elle l'avait fait l'an dernier, la SNCF proposera, pendant les mois de juillet et août, des voyages en première classe sur tous les TGV de niveau 1 ou 3 pour seulement 50 francs de plus que le prix de seconde classe plein tarif. A titre expérimental, elle appliquera également ce système *durant les deux mois d'été,* mais en période bleue seulement, sur dix relations en trains classiques : Paris-Strasbourg, Metz, Mulhouse, Nancy, Charleville, Limoges, Brive, Cahors, Clermont-Ferrand et Aurillac. – *(AFP.)*

■ **GRÈCE.** Les syndicats des employés de l'aviation civile grecque ont déposé un préavis de grève pour les 17, 23 et 24 juin. Les revendications portent sur les salaires et sur la construction du nouvel aéroport de Spata, destiné à remplacer celui d'Hellenikon. – *(Reuter.)*

■ **KENYA.** Le Kenya va créer une police touristique qui pourrait être mise en place à la fin de l'année. Les membres de cette unité patrouilleront dans les parcs et sur les routes empruntées par les touristes. – *(AFP.)*

■ **JAPON.** Si le ministère des transports japonais donne son aval, l'aéroport international Kansai devrait réduire sa taxe d'atter*rissage pour les vols étrangers de* 100 yens (6 francs environ) par tonne, à compter du 1er juillet. – *(AFP.)*

■ **EUROPE.** L'Union européenne a un nouveau centre géographique qui est situé dans la commune de Viroinval, près du bourg d'Oignies-en-Thiérache, dans le sud de la Belgique, à 1,3 kilomètre de la frontière française. Tel est le résultat des calculs effectués par l'Institut géographique national (IGN) après l'élargissement de l'Europe des Douze à l'Autriche, la Finlande et la Suède. – *(Reuter.)*

PARIS EN VISITE

Vendredi 16 juin

■ **MUSÉE DES ARTS D'AFRIQUE ET D'OCÉANIE :** exposition « *Noces tissées, noces brodées* » (34 F + prix d'entrée), 10 heures (Musées nationaux).

■ **MUSÉE DU LOUVRE :** exposition Memling (55 F + prix d'entrée), 10 h 45, sortie du métro Palais-Royal, côté place Colette (Paris et son histoire).

■ **MUSÉE GUIMET :** exposition « Les ors de l'archipel indonésien », 11 heures (50 F + prix d'entrée) (Pierre-Yves Jaslet) ; 12 h 30 (24 F + prix d'entrée) (Musées nationaux).

■ **LE QUARTIER DE L'YVETTE :** 11 heures (60 F), sortie du métro *Jasmin (Vincent de Langlade).*

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les objets d'art du Moyen Age, 11 h 30 ; le palais de Mari, 12 h 30 ; exposition des nouvelles acquisitions d'objets d'art, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE :** exposition Chagall (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ ***GRAND PALAIS*** : exposition des chefs-d'oeuvre du Musée de Lille (50 F + prix d'entrée), 13 h 30, sous la rotonde (Tourisme culturel).

■ **BELLEVILLE ET MÉNILMONTANT :** 14 h 30 (45 F), sortie du métro Père-Lachaise (Découvrir Paris).

■ **DE LA PLACE DES VICTOIRES AU PALAIS-ROYAL :** 14 h 30 (50 F), 100, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).

■ **HÔTELS DU MARAIS** (60 F + prix d'entrée) : 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Hauller).

■ **LA RUE DE CHARONNE :** le tombeau de Louis XVII et les jardins alentour (45 F), 14 h 30, angle *de la rue de Charonne* et du boulevard de Charonne (S. Rojon-Kern).

■ **LA BIBLIOTHÈQUE FORNEY** (37 F), 15 heures, 1, rue du Figuier (Monuments historiques).

■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue Daru (Monuments historiques).

■ **HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS :** place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MARAIS :** maisons d'autrefois caractéristiques (50 F), 15 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (Paris autrefois).

■ **PASSAGES, GALERIES ET AUTRES TRABOULES** (50 F), 15 heures, sortie du métro Bonne-Nouvelle, devant la poste (Psalmodi).

■ **LE QUARTIER BOILEAU-EXELMANS** (60 F), 15 heures, sortie du métro Exelmans, côté rue Claude-Lorrain (Vincent de Langlade).

■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE :** la tapisserie (50 F + prix d'entrée), 15 h 15, dans la cour de l'hôtel de Cluny (Odyssée).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 15 h 30, sortie du métro Pont-Marie (*Claude Marti*).

■ **MARAIS** (55 F), 18 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

NOUVEAUX FILMS

Un jeune réalisateur et son...

...de moyens, deux débutants...
Jean-François Richet et Patrick D...

Jean-François Richet et Patrick Dell'Isola

« Il ne faut pas compter sur le milieu du cinéma »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

NOUVEAUX FILMS Deux films français en marge des grands courants commerciaux occupent le devant de l'écran. *Etat des lieux* a été réalisé dans des conditions extrêmes par des débutants, acharnés à donner de la vie en banlieue des images justes et à ressusciter la force du cinéma « engagé ». *Augustin* est une comédie de soixante et une minutes, portrait décapant d'un personnage singulier et décalé. ● LE TANDEM réalisateur-acteur impose sa présence dans l'un et l'autre film : Patrick Dell'Isola (*Etat des lieux*) et Jean-Chrétien Sibertin-Blanc (*Augustin*) ont été pour Jean-François Richet et Anne Fontaine plus que des interprètes : des complices et collaborateurs. ● LA DURÉE inhabituelle d'*Augustin* a décidé son distributeur à proposer un tarif unique de 29 francs. Une formule qui, si elle réussit, pourrait déterminer de nouvelles orientations pour le cinéma.

Un jeune réalisateur et son interprète renouent avec le cinéma « engagé »

Avec un minimum de moyens, deux débutants inspirés par le réalisme soviétique signent un portrait franchement militant de la banlieue. Jean-François Richet et Patrick Dell'Isola se situent aux antipodes de « La Haine » de Mathieu Kassovitz

ÉTAT DES LIEUX, film français de Jean-François Richet, avec Patrick Dell'Isola, François Dyreck, Andrée Damant, Emmanuelle Bercot, Marc De Jonge, Denis Podalydès, Patrick Parroux, Stéphane Ferrara, Base Enemy.

Au pied d'immeubles de banlieue, un groupe d'adolescents répond à un intervieweur hors champ. Dispositif d'un reportage télévisé, aussitôt contredit. Par quoi ? Par tout. L'instabilité de la caméra qui balance de l'un à l'autre, la virulence des réponses, l'emploi des sous-titres lorsque les gamins parlent en argot des cités, qui décale les réponses à l'avantage de ceux qui parlent. Leur présence irradiante, dangereuse et vitale à la fois, une manière d'occuper tout l'écran comme on prend un bastion. Bref, la mise en scène de cinéma. Pas sa version nouveau riche, à base d'effets et de clins d'œil, mais l'exacte mesure de la distance, des mots, des gestes, de la juste place des corps.

Ce sera sa chance ou son malheur, mais *Etat des lieux* n'échappera pas au rapprochement avec *La Haine*. Le film de Richet et Dell'Isola en est l'envers radical. Aux antipodes de l'habile construction du film de Kassovitz, celui-là procède par accumulation, sautes, moments volés. Au document (apparemment) saisi sur le vif par lequel il débute succède une séquence qui semble sortie d'un film d'épouvante expressionniste, elle-même prise au dépourvue par une tranche de vie jouée, mais surprenante de vérité, parasitée par un discours politique révolutionnaire qui ne craint pas les archaïsmes pour dire au plus droit la misère et la révolte. A brûle-blouson, un clip hargneux (du rappeur Base Enemy) télescope une scène de comique presque onirique, lors d'un face-à-face entre les flics et le personnage-guide, Pierre, qu'interprète Patrick Dell'Isola.

Etat des lieux est, sans ambages, un film « engagé ». Engagé aux côtés des habitants de ces cités d'où est issu le réalisateur. Engagé dans une bagarre sans concession à la fois contre les mécanismes de la fiction réconfortante et contre le « document de société » réfugié dans une opaque neutralité – même si, dans cet affrontement, il ne sait pas toujours que faire des imageries préexistantes, uniformes de guérilla urbaine et affichages agit-prop. Engagé, mais pas « à message » : le réalisateur ne fait que ce qu'annonce son titre : un travail de topographie sociale. Et c'est grand mérite, et grande originalité, alors que le cinéma actuel préfère se goinfrer du spectacle de la confusion plutôt qu'essayer d'aider à comprendre en filmant.

Cette recherche dans le labyrinthe du quotidien est considérablement aidée par la présence de Pierre – Patrick Dell'Isola, comédien inconnu qui, s'il y a une justice, ne le restera pas longtemps. Il possède un étonnant mélange de présence de rock star et de lourdeur physique qui sent le travail et la fatigue, quelque chose des anciens héros du réalisme socialiste destabilisé par des failles de tendresse et de doute. Richet filme la banlieue, ce décor contemporain, sans misérabilisme ni goût du western, attentif aux temps morts, aux paroles. Des mots pour s'inventer des légendes – récit épique, à l'atelier, des bagarres du samedi soir, phraséologie de la révolution. Des mots pour se faire signe et partager – petite scène splendide et déroutante, entièrement consacrée à deux Noirs assis dans l'escalier qui se racontent *Les Nuits de Harlem* vu à la télé. Des mots pour ne pas dire l'essentiel – séquence du déjeuner en famille, grand moment d'amour sous forme d'engueulades.



Comme tous les vrais bons films, *Etat des lieux* s'invente son propre rythme. Il prend tout le temps nécessaire pour chaque situation, et en même temps il accélère d'un brusque élan de violence (pan ! dans le nez du petit chef), de rire (pet au visage du mielleux cerbère de l'embauche, bien péteux justement), de terreur (les activistes d'extrême droite surgis de la nuit, avec arme et sourire)... Proche de son terme, le film s'embarque dans une scène de comédie farfelue, écornant l'embourgeoisement d'un copain adepte d'exotisme touristique. Hilarante et épouvantable séance de photos de vacances avec, au milieu, ultime témoignage de l'évidence du talent d'un cinéaste, le désir physique qui resplendit lorsqu'il filme une jeune femme.

Ce premier film ne respecte aucune des règles de la construction classique. Tout en transgression, il y puise une liberté et une vitalité emballantes. *Etat des lieux* ne se termine pas. Il s'interrompt seulement, avec une scène d'amour enthousiaste, en plein mouvement, en pleine ascension.

J.-M. F.

Jean-François Richet et Patrick Dell'Isola

« Il ne faut pas compter sur le milieu du cinéma »

« Que signifie la double signature du film ?

– Jean-François Richet : Nous avons tout fait ensemble : conception, écriture, production, tournage, montage. On ira tous les deux coller des affiches. Sans nous deux, le film n'existerait pas.

– Patrick Dell'Isola : Je viens de la banlieue ouest de Paris, Jean-François de l'Est, du quartier Beauval à Meaux, où le film est tourné. On a longtemps galéré ensemble.

– Certains diront : encore un film sur la banlieue...

– J-F. R. : *Etat des lieux* n'est pas un film « sur la banlieue », c'est un film sur un ouvrier qui habite en banlieue. Je ne connais pas de film sur la banlieue, *Hexagone* est un film sur la deuxième génération d'immigrés maghrébins ; *La Haine* sur les bavures policières.

– Avez-vous toujours voulu faire du cinéma ?

– J.-F. R. : Je n'ai pas de diplôme, alors c'était ça ou travailler en usine. Patrick et moi, nous avons vu beaucoup de films, mais à la télé ou en vidéo. Le cinéma coûte cher : 45 F la place. On ne les a pas toujours. On les a même rarement.

– Quels films vous ont-ils servi de modèles ?

– J.-F. R. : Les films soviétiques des années 30. On a trouvé des cassettes d'Eisenstein et de Vertov à 19,50 F dans les Gigastore, perdues au milieu d'un océan de nullités.

Votre film contient de nombreuses références à la révolution russe.

– PD'I : Je n'ai pas envie de renoncer à cette pensée qui a porté et accompagné les mouvements populaires du siècle, et qu'on veut enterrer. On ne peut pas jeter à la poubelle aussi facilement des textes importants pour la compréhension de l'Histoire, comme la Bible ou les ouvrages de Marx.

– J.-F. R. : Ce vocabulaire est aussi celui des groupes de rap. Les enfants de douze ans connaissent par cœur les textes d'un groupe comme Assassin, qui a fait la musique d'*Etat des lieux*.

– Avez-vous appartenu à des organisations politiques ?

– Tous les deux ensemble : Non !

– Comment a été conçu « Etat des lieux » ?

– J.-F. R. : A partir de l'argent dont nous disposions, 150 000 F. Nous avons tourné dans des lieux qu'on connaît, où il n'y a pas besoin d'autorisations, et en plusieurs fois. On a travaillé vite, une seule prise pour la plupart des scènes. Ensuite, nous avons demandé un crédit à un laboratoire pour développer. On a fait le montage à la Femis. Arte aussi nous a aidés, ainsi que la productrice Nella Banfi.

– Le film a-t-il beaucoup évolué par rapport au projet d'origine ?

– PD'I : Pratiquement pas. Tout le monde croit que le film est improvisé, mais tous les dialogues ont été écrits, toutes les scènes prévues, surtout celles qui ont l'air de documents.

Un scénario aussi peu classique ne facilitait pas la recherche de financement.

– J.-F. R. : Nous avons commencé par écrire des projets classiques, avec un début et une fin, mais on n'a jamais trouvé d'argent pour les réaliser.

– PD'I : Ces échecs ont eu le mérite de nous amener à la démarche d'*Etat des lieux*. Claude Besson, le père de Luc, qui s'occupe de la production de son fils, nous a incité à nous débrouiller tout seuls.

– Pour mener à bien le film, vous avez créé votre propre société de production, Actes et Octobre. Allez-vous produire d'autres films que les vôtres ?

– J.-F. R. : C'est déjà commencé. Je forme des jeunes dans mon quartier. Un gamin de seize ans a écrit un scénario avec deux autres. Ce sera un film avec le même genre de budget, dur mais faisable. Le meilleur conseil qu'on puisse leur donner c'est qu'ils ne doivent pas compter sur le milieu cinématographique. Perdre cette illusion peut leur faire gagner les quatre ou cinq ans que nous avons perdus.

– Comment s'est fait le choix des acteurs, entre professionnels et amateurs ?

– P. D'I : Pour les professionnels, des amis m'ont indiqué un ou deux acteurs qui nous en ont présenté d'autres... A chaque fois il a fallu les convaincre de travailler gratuitement. Curieusement, ça n'a pas été très difficile. Les amateurs ? Ce sont les habitants de Beauval qui jouent leur propre rôle. Au début ils se méfiaient, mais une fois devant la caméra tout allait bien.

– Qu'allez-vous faire maintenant ?

– P. D'I : Le jour de la sortie, je serai devant les salles et je compterai les entrées. A partir de 45 000, je dirai : tiens, il me rentre 10 F.

– J.-F. R. : Pareil pour moi. J'ai aussi commencé un nouveau film : *Ma cité va craquer*. Celui-là est vraiment sur la banlieue, la réalité de la violence, la présence des armes. J'ai tourné les dix premiers jours avec 100 000 F, je cherche l'argent pour continuer. Ce sera plus spectaculaire qu'*Etat des lieux*, plus cher aussi, mais si je ne trouve pas l'argent je me débrouillerai. Ensuite, on fera un *road movie*, Patrick et moi. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

Une heure et une minute de comique pur et tendre

AUGUSTIN, film français d'Anne Fontaine. Avec Jean-Chrétien Sibertin-Blanc, Stéphanie Zhang, Guy Casabonne, Nora Habib. (1 h 01.)

Il s'appelle Dos Santos (« *avec deux* « os »), se prénomme Augustin et se déplace dans Paris à vélo. Employé à mi-temps dans une compagnie d'assurances à 4 500 F par mois, il dénonce à l'occasion le manque de zèle de ses collègues, mais a malgré tout gagné leur estime grâce à un épisode de « *Navarro* » où il incarnait un petit trafiquant de morue portugais. Car Augustin est aussi acteur. Acteur comme Jean-Chrétien Sibertin-Blanc, le comédien aux quatre noms dont le talent éclate au grand jour ? Si l'on veut. Mais le génie (le mot n'est pas trop fort) de celui dont Anne Fontaine permet aujourd'hui la révélation tient en premier lieu à ce qu'il ne semble jamais un acteur. Ou alors un tout petit, un amateur hésitant et maladroit, bafouilleur et gaffeur, auquel on conseillerait volontiers de changer de rêve. Comme Augustin, justement. Ceux qui l'entourent dans le film ne ressemblent pas non plus à des acteurs. Normal, ils n'en sont pas. Entre Jean-Chrétien Sibertin-Blanc et eux, il n'existe guère de différence, puisque tout le monde passe l'essentiel de sa vie à jouer. Le cinéma tel qu'Anne Fontaine le pratique, au lendemain d'un premier film assez convenu (*Les histoires d'amour finissent mal en général*), illustre ce paradoxe avec un brio étourdissant. Il se nourrit de la vie, il s'en gave pour ensuite en restituer l'illusion. Et cette illusion est forcément comique.

Aussi comique qu'Augustin est sinistre, avec ses chemises au col tenu fermé, imperturbable comme un cousin portugais de Buster Keaton qui aurait hérité de ses ancêtres une insondable nostalgie. L'acteur Augustin prétend pouvoir tout jouer, avec une préférence pour les films de guerre et, en revanche, une défiance envers les sentiments et un refus catégorique des contacts physiques. Pourtant, lorsqu'une jolie femme de chambre chinoise lui enseigne l'art et la manière de faire le ménage, il n'hésite pas à tenter sa chance. En vain, mais ça ne fait rien.

Augustin est trop orgueilleux pour se montrer affecté par un échec. Trop orgueilleux, surtout, pour laisser le monde perturber son existence. Cet orgueil détermine sa conception de la vie et, singulièrement, de la réussite sociale. Autour de lui gravitent des personnages quotidiens, notamment un « photographe de stars », petit employé fasciné par le monde du spectacle. Un voleur d'images, dont Anne Fontaine a su capter la candeur, tour à tour simulée et vraie, le désarroi et le sens de la dérision. Acteur de sa propre vie, Guy Casabonne se montre plus comédien que Thierry Lhermitte dans la scène d'audition où celui-ci se trouve confronté, en la personne d'Augustin, à un monstre d'assurance et de maladresse confondues, de sans-gêne et de naïveté, d'autorité et d'humilité. Lhermitte ne connaît pas Augustin, ce qui n'a rien que de très normal, mais Augustin ne connaît pas davantage Lhermitte, ce qui est source d'un comique irrésistible.

Pour que s'épanouisse ce comique et que la vie éclabousse *Augustin*, une extrême précision d'écriture et de gestes était nécessaire, rendue possible par une minutieuse exploration du monde décrit et un patient apprivoisement des êtres qui l'animent. Ce travail obscur trouve son accomplissement dans un film idéalement formaté (soixante et une minutes et pas un poil de graisse), comédie qui puise ses racines au cœur du réel. Double originalité qui permet à *Augustin* de toucher juste et vif.

P. M.

Anne Fontaine et Jean-Chrétien Sibertin-Blanc

« Je ne savais pas que mon frère pouvait me faire rire »

« Comment est né *Augustin* ?

– Anne Fontaine : Le film n'aurait jamais existé sans Jean-Chrétien Sibertin-Blanc, qui m'a semblé l'acteur idéal pour incarner ce personnage porteur d'un comique dont il n'a à aucun moment conscience, qui n'est jamais narcissique. L'idée du film m'est venue la première fois où j'ai vu Jean-Chrétien sur scène, au café-théâtre. Sa gestuelle, sa représentation de lui-même créent d'emblée une poésie et un décalage. Je ne savais pas alors quel film je ferais avec lui, mais j'avais envie d'un film comique. Quand j'ai eu l'idée de ce protagoniste autarcique, à contre-courant des hiérarchies sociales, nous avons commencé à travailler ensemble.

– Jean-Chrétien Sibertin-Blanc : Je suis entré comme employé dans une compagnie d'assurances, pour que les personnages s'habituent à moi. J'ai également passé quelques jours dans un grand hôtel, pour voir comment les femmes de ménage travaillaient. C'est comme cela que j'ai rencontré Stéphanie Zhang, qui tient son propre rôle dans le film.

– Vous aviez déjà dirigé Jean-Chrétien dans votre premier film...

– A. F. : Pour dire la vérité, nous nous connaissons depuis toujours... nous sommes frère et sœur... Je le dis peu, parce que ça n'a rien à voir avec *Augustin*. Mon envie de faire le film avec lui ne vient pas de ce qu'il est mon frère, mais de son talent d'acteur. Quand je l'ai vu pour la première fois sur scène, j'ai été sidérée de voir que les gens riaient avant même qu'il ne parle. Avant, il ne m'avait jamais fait rire.

– J.-C. S-B. : J'étais très introverti. Mais j'aime bien faire le contraire de ce que je devrais faire, j'aime bien ce qui paraît impossible, ce qui ne me ressemble pas. C'était un contresens absolu pour moi de devenir acteur.

– Est-ce que le scénario s'est constitué au fil des rencontres ?

– A. F. : Il y avait déjà une trame assez précise, mais qui a évolué grâce aux rencontres. Notamment celle avec le « photographe de stars », qui travaille dans cette compagnie d'assurances : la première fois qu'il m'a vue, il m'a dit qu'il avait un film sur moi, pris alors qu'il filmait Grace de Monaco dans la salle, tandis que j'interprétais Esmeralda sur scène. J'ai été intriguée et pensé qu'il pouvait nouer une relation avec Augustin, dont il rêve de faire une star, lui qui est l'antistar par excellence. Ce quiproquo entre deux désirs m'a intéressée.

– Comment avez-vous procédé pour que le spectateur ne sache jamais s'il a affaire à des professionnels ou non ?

– A. F. : Les rencontres se faisaient vraiment devant la caméra. Souvent, chacun avait sa partition, mais ne connaissait pas celle de l'autre. Quant à Thierry Lhermitte, il a tout de suite eu envie de jouer le jeu, mais il n'avait pas lu le scénario. Je lui ai seulement dit qu'il allait auditionner un acteur et lui ai donné une sorte de feuille de route, en précisant qu'il devait réagir davantage comme un être humain que comme une vedette.

– Cette méthode a-t-elle influé également sur le rythme du film ?

– A. F. : Je voulais que le temps ne soit pas le temps habituel au cinéma, où tout est découpé, que les scènes aient leur vraie durée, que l'on ne voie jamais les coutures. C'est pour cela qu'on a tourné en plans-séquences, le plus souvent à deux caméras. Nous avons travaillé très vite : neuf jours de tournage. Cela dit, la plus grande difficulté a été de contrôler l'équipe : tout le monde riait tellement que je devais les calmer. Ils n'avaient pas lu le scénario et découvraient les répliques pendant le tournage. Ce qui me surprend le plus, aujourd'hui, c'est que le film semble toucher tous les publics. Il a déjà été vendu dans une dizaine de pays. Il a même été acheté à Hongkong et on me propose d'en réaliser un *remake* chinois. »

Propos recueillis par Pascal Mérigeau

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER
PARIS – ILE-DE-FRANCE
FNAIM

MOBILITE

Comme l'on pouvait s'y attendre, le 1er trimestre 1995, marqué par les échéances électorales, aura été une période d'attentisme en matière de transactions immobilières.

d'après les premières estimations effectuées auprès des agents immobiliers FNAIM de l'Ile de France, le marché a subi en volume d'affaires une érosion d'environ 13% par rapport à la même période de 1994.

En revanche, le marché de la location connaît une nouvelle embellie.

J'en veux pour preuve la progression des consultations sur le 36.15 FNAIM. De 123 192 en janvier 1995, nous sommes passés à 186 249 consultations en mai 1995. Une augmentation que la publicité ne peut seule expliquer !

Après plusieurs années de crise économique et d'*immobilisme forcé, les franciliens souhaitent et ont* besoin de mobilité résidentielle et l'une des conditions premières de cette mobilité c'est l'existence d'un parc locatif privé suffisant pour répondre à la demande. Si le marché de la location bénéficie des premiers bienfaits de la reprise, il aura un effet d'entraînement sur le marché de la transaction. Comment avoir un parc locatif important en l'absence d'investisseurs immobiliers ? Il est donc raisonnable de penser que les jours prochains seront meilleurs.

Jacques LAPORTE
Président de la chambre
FNAIM Paris-Ile-de-France.

Ventes

1er arrondt

LUMINEUX PETIT STUDIO Pont-Neuf, 6e, asc., 390 000 F. Exclusif Viou - 45-08-53-84

2e arrondt

OPÉRA 118 m², gd séj. + 2 ch., plein soleil, asc., calme, stand., 2 ptes palières. Exclusif Viou - 45-08-53-84

R. DES LOMBARDS, 70 m², 2-3 p., 4e, asc., poutres, parfait état + cave 1 650 000. 46-27-02-48

5e arrondt

VAL-DE-GRACE, gd studio de stand. 895.000 F
ETUDE MEL - 43-25-32-56

PORT ROYAL
2 p, bel imm., séj., ch., cuis., bains, 4e ét., calme, parf. état. 750 000 F Foncia - 45-44-35-50

6e arrondt

RUE BUCI 42 m²
STUDIO, 5e ét., asc., 3 m sous plafond, imm p de t., 1 200 000. AWI - 42-67-37-37

VAVIN, très rare, gd studio sur verdure, 720 000 F. SYNDIC - 43-20-77-47

7e arrondt

BOURDONNAIS appart. de prestige, 380 m²
ETUDE MEL - 43-25-32-56

BAC beau 2 p., terrasse, exception., 1 600 000 F. MEL 6e - 42-84-28-28

9e arrondt

66 m², 990 000 F Notre-Dame-de-Lorette, bel imm. ancien ravalé, 2-3 p. tt cft, balcon, soleil Immo Marcadet - 42-51-51-51 36.15 FNAIM*MARCADET

10e arrondt

GARE DE L'EST
STUDIO 330 000 F
ref nf. soleil. 47-42-07-43

12e arrondt

3 P., 798 000 F
Mº Daumesnil, 56 m², tout confort, balcon. Immo Marcadet - 42-51-51-51 36.15 FNAIM*MARCADET

13e arrondt

RUE D'ARCUEIL, studio, 28 m², bien conçu, vue, 6e ét., récent, 520 000 F. SYNDIC - 43-20-77-47

16e arrondt

SQ LAMARTINE 320 m²,
SUPERBE APPART. DE RÉCEP. PARTENA - 47-20-17-81

18e arrondt

21 m², 320 000 F Mairie, rue de Trétaigne, studio tout confort, 3e, asc. Immo Marcadet - 42-51-51-41 36.15 FNAIM*MARCADET

66 m², 890 000 F Mº J.-Joffrin, imm. standing, 3 p., balcons, refait neuf. Immo Marcadet - 42-51-51-51 36.15 FNAIM*MARCADET

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-S/SEINE, gd studio, rue de l'Eglise, 4e ét., récent, ascenseur, px : 550 000 F. SYNDIC - 43-20-77-47

Box Parkings

PARIS 12e, Mº DAUMESNIL pour investisseurs, plateau complet 25 park. et box à vendre, entièrement loués, 115 000/unité. 46-28-61-83

Locations

7e DUROC R. SÈVRES beau 5 p, 135 m², 14 000 F h. ch. PARTENA - 45-77-98-42

PARIS 4e RUE DES LOMBARDS beau 2 p. de carac. de 60 m², 6 525 net. Tél. : 48-85-13-33

PARIS 12e vaste 3-4 p., standing, gd balcon, 9 000 c.c. IP - 48-85-13-33

PARIS 4e SAINT-PAUL beau meublé de caractère, 100 m² en duplex, 14 500 F c.c. IP - 48-85-13-33

14e APPART. 2 P., 56 m², balcon, 8 m², imm. réc., stand., 5 363 h. ch. - 45-77-98-41

15e LOURMEL BEAU 2 P. récent, 2e ét., asc., 4 700 h. ch. - 45-77-98-41

16e AV. FOCH GD 2-3 P.
+ terrasse + parking, 15 000 h. ch. PARTENA - 47-42-07-43

ETOILE 425 m²
hôtel part., 1 900/m²/an, AWI - 42-67-37-37

LA VARENNE, BEAU 2-3 P. près RER, vaste terr. de 50 m² 7 200 F c.c. Tél. : 48-85-13-33

CHARENTON proche bois et Mº, 3 p., à partir de 5 900 F c.c. Tél. : 48-85-13-33

91 ST-GERMAIN-LÈS-CORBEIL gdes maisons de standing, près golf, à partir de 8 500 F c.c. Tél. : 48-85-13-33

IVRY-SUR-SEINE (94) LOFT atelier d'artiste ou habitation, 180 m², neuf, mezz., 12 300 F c.c. Tél. : 48-85-13-33

Av. de New York, 160 m², standing, entrée indépendante, rue calme, 20 000 F c.c. IP - 48-85-13-33

INTER-PROJETS recherche sur PARIS et EST PARISIEN pour clientèle de qualité, grands appart., duplex, lofts, ateliers d'artistes, gdes maisons, produits originaux à louer. IP - 42-83-46-46

IMMO MARCADET
recherche appartements PARIS toutes surfaces. 42-51-51-51 - Fax 42-55-55-55

EMBASSY SERVICE
43, avenue Marceau, 75008 recherche pour CLIENTS ÉTRANGERS APPART. HAUT DE GAMME, HÔTEL PARTICULIER & VILLAS OUEST Paris VIDES et MEUBLÉS GESTION POSSIBLE.
(1) 47-20-30-05

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER
3615 FNAIM

Le Monde PUBLICITE
133, av. des Champs-Elysées 75409 PARIS CEDEX 08

Les annonces classées du *MONDE*
Tarif de la ligne H. T. (*T.V.A. 18,60 %*)
la ligne comprend 25 caractères, signes ou espaces.

Rubriques :		
	Offres d'emploi	*200 F*
	Demandes d'emploi	*50 F*
	Propositions commerciales	*400 F*
	Agenda	*125 F*
	Immobilier	*125 F*

Passsez vos annonces par téléphone au :
44.43.76.03 et 44.43.77.34
Fax : 44.43.77.32

SPÉCIAL VENTES

appartements ventes

1er arrondt

A 2 pas PLACES DES VICTOIRES
Appt./niv., dern. ét., 2 p. mansardées,
40 m², vue dégagée, plein sud, très calme, cheminée, tomettes, poutres, escalier intérieur, bon état. *Cuisine et salle d'eau équipées*, imm. XVIIe ravalé. 790 000 F. Tél. : 45-08-83-95

LOUVRE ST-HONORÉ
Studio 470 000 F
27 m² - 6e étg. Immeub. rénové. Clair, calme. 42-66-36-33 36.15 FNAIM PARTENA

PONT-NEUF
Beau 3 Pces, 80 m² charme 2 080 000 F - 42-66-36-53 36.15 FNAIM PARTENA

3e arrondt

Marais - 2 P., 50 m² parquet, cheminée, calme et clair. Prix : 1 100 000 F Tél. : 43-66-65-65

4e arrondt

50 m. PL. DES VOSGES 3 p. duplex, volume, charme, poutres, cheminée, 1 330 000 F. FONCIA - 43-67-07-65.

5e arrondt

Mº PORT ROYAL Petit studio coin cuis. SdeB, w-c 300 000 F. Immo Marcadet 42-51-51-51. 36-15 FNAIM MARCADET.

PORT ROYAL Gd standing, studio 37 m², 930 000 F. Part. Tél. : 44-11-31-11.

Rue MALBRANCHE 70 m² dans bel imm. caract. 1 950 000 F 43-29-45-07

LUXEMBOURG P/T 3 p. + pet. bur. 71 m², idéal prof. calme, bon état. 43-35-18-36

Bel appt. dans 5e arrondt. 117 m² hab. + balcon, loggia garage, parking et cave. Tél. : 78-25-73-41

PORT-ROYAL
Bel imm. anc. 2 p. cuis. bains 1er ét. calme, 45 m², 550 000 F. FONCIA - 45-44-55-60

6e arrondt

ST-SULPICE 132 M² 4 P. à rafraîchir, imm. ancien. 3 950 000 F. 47-04-88-18

7e arrondt

INVALIDES EXCEL. ETAT Bel appt 380 m², imm. Haussman. Réception 160 m², 6 ch., 5 bains. MICHELE ROYER 46-83-13-95.

UNIVERSITÉ
Nbreux apt. de 140 à 350 m² présentant les meilleurs critères. PRIX TRÈS ÉTUDIÉS EURO-BUILDING 40-65-99-99.

8e arrondt

FRANÇOIS Ier
Appart. 270 m², 4 chambres, 5e et balcon, soleil, vue parc. EURO-BUILDING 40-65-99-99.

ST-AUGUSTIN 3/4 P. 2 chbres, clair, charme, 4e ét. Sud/Ouest - 1 450 000 F. Foncia Ouest 42-94-96-96

AV. MONTAIGNE
2/3 P. 110 m², balc., 4e étg. Gd stand. parkg. 47-20-17-88 36.15 FNAIM PARTENA

FAUBG. ST-HONORÉ
S/TERRASSE 150 M² DUPLEX 170 M²
Plain-pied s/terrasse, *jardin. Grand charme.* Calme soleil. 42-66-36-53 36.15 FNAIM PARTENA

9e arrondt

56 m², 990 000 F Notre-Dame-de-Lorette. Bel imm. ancien ravalé, 2-3 p. tt cft, balcon, soleil. Immo Marcadet - 42-51-51-51 36.15 FNAIM MARCADET.

10e arrondt

BEAU LOFT 60 m² env. Meublé, charme, rue Bouchardon, 10e, 6 000 F mens. + ch. 42-46-09-19.

NOTAIRE VEND R. Martel, 2e ss asc., 3 p, 64 m² calme. Tél. : 53-77-11-15.

11e arrondt

BASTILLE
Studio meublé 25 m² - 3 200 F C.C. Honoraires : 3 600 F. Immo Marcadet 42-51-51-51 36.15 FNAIM MARCADET

115 m² + TERRASSE Mº Voltaire : entrée, salon salle-à-manger, 2 chambres cuisine, s. de b., wc + loggia + Studio mitoyen + toit terrasse aménagée 220 m², Pl. sud, dégagé : 19 000 F m² Tél. : 43-70-98-00 (P. 22) 43-67-01-29 (soir)

12e arrondt

Av. de St-mandé, superbe 4 p. récent. Décoré. Parking 2 200 000 F - 40-24-20-25 36.15 FNAIM - P. Conseils

Nation. Av. du Bel-Air studio, 1er ét. 535 000 F Point conseils 40-24-20-25 36.15 FNAIM - P. Conseils

Av. de St-Mandé Ap. tt cft imm. récent balc. park. - 2 200 000 F. FONCIA - 43-67-07-65

13e arrondt

AVENUE DES GOBELINS 2e ét. 100 m² + balcon 10 m² Px à débattre 43-31-53-79

14e arrondt

OBSERVATOIRE 160 M² 5 P. standing, belle récept. 4 300 000 F. - 43-25-83-81

ALÉSIA STUDIO
Rénové. Vue dégagée. 450 000 F Tél. : 45-89-49-99

PROX. MONTSOURIS Loft 135 m² + ter. 80 m² 4 200 000 F. Tél. : 45-89-49-99

PROX. MONTSOURIS 2/3 p. poss. 2 ch., pkg. 1 300 000 F Tél. : 45-89-49-99

Denfert pdt 3 p. 1 800 000 F
R.-Coty stud. terr. 840 000 F
Denfert 2 p. rén. 790 000 F
Plaisance 2/3 p. 790 000 F
Montparnasse studio, park. 960 000 F. 43-35-18-36

PRÈS ALÉSIA
3 P., 3e ét. asc., soleil bon état. 43-59-14-05

OBSERVATOIRE 6/7 P. 230 m² pierre de t. 1930 superbe volume services. PARKING - 6 200 000 F EXCLUSIVITÉ 45-31-51-10

15e arrondt

Mº SÉGUR 2 P. 4e asc., cave Sud-Ouest ss vis-à-vis 995 000 F - 43-06-75-80

R.-LABROUSTE 3 P.
Superbe imm. 6e étg., asc. 1 160 000 F. - 43-20-32-71

MONTPARNASSE
STUDIO + TERRASSE 600 000 F - 43-20-32-71

MONTPARNASSE 3 P.
74 m², 4e étg., asc., stand. 1 790 000 F. - 43-20-32-71

DUPLEIX stand. dern. ét. 2 p. 38 m² terr. 25 m² pl. sol. vue panor., calme. 43-35-18-36

FRONT DE SEINE
beau duplex séj. 3 chb. 2 bains, 127 m², 30-31e étg. park. Parfait état 2 780 000 F. FONCIA - 45-44-55-60

16e arrondt

APPART. AVEC TERRASSE
Etages élevés. Euro-Building 40-65-99-99

RUE PAUL-VALÉRY idéal profession libérale 4 p. R.d.C. 85 m², 1 700 000 F LARGIER 42-65-18-85

16e SUD 2 P. 49 M² 2e asc. Tt cft. 830 000 F. DESOL IMMO - 47-04-88-18

BOISSIÈRE récent 130 m² env. 4e asc. Dble séj. 3 chbres, s/jardin 2 bains, park. 4 000 000 F D.V.I. - 44-18-07-07

BEAU 8 P. BD LANNES Habit. + prof. possib. Sud-Ouest. Verdure. 34-60-39-08

V.-HUGO/LAMARTINE gd studio s/jard. 6e étg. soleil récent. 47-53-79-32

16e ORTF 4 P. 105 M² Vue dégagée, soleil 6e asc. Imm. stand. à rénover 2 750 000 F - 47-27-84-24

17e arrondt

PTE CHAMPERRET 2 P. 48 m² sur jardin 18 000 F/m² 43-59-14-05

LYCÉE CARNOT 100 m² double séjour + 2 ch. Pierre de t. 43-59-14-05

18e arrondt

51 m² - 650 000 F
Mº J.-Joffrin, imm. P. de taille. 3 P. cuis. salle de bains, wc Immo Marcadet 42-51-51-51 36.15 FNAIM - MARCADET

MARCHE DEJEAN 90 m² à rénover Exceptionnel 690 000 F Immo Marcadet 42-51-51-51 36.15 FNAIM - MARCADET

MONTMARTRE *Avenue Junot* *Charmant 3/4 p. 112 m²* accès indép. par terrasse privative 2 150 000 - 42-66-36-52 36.15 FNAIM PARTENA

78 Yvelines

VERSAILLES Résidentiel 4 pces ds belle villa anc. divis. 106 m² + jard. priv. 134 m² Excell état, séjour, cuis. équip./S. à M., 3 ch. 1 950 000 F, DANO 39-51-34-45 36.15 FNAIM - DANO IMMOBILIER

VERSAILLES Rive Droite, 6/7 pces 155 m² + terrasse S/O 4e ét. asc., beau séjour, 5 ch., park. 2 950 000 F DANO 39-51-34-45 36.15 FNAIM - DANO IMMOBILIER

VERSAILLES Rive Droite, 4 pces calme, 84 m², balc., séj., 24 m² 3 ch., box, 1 380 000 F. DANO 39-51-34-45 36.15 FNAIM - DANO IMMOBILIER

92 Hauts-de-Seine

SURESNES Parc du Château 4 p. cuis., balc., park. s/sol 1 470 000 F. - 45-06-74-47

93 Seine-St-Denis

EPINAY s/Seine
F 4, 84 m² très bon état, cave et parkg. en s/sol ds imm. avec Digicode. Gardien A 5 mn RER C. 600 000 F. Tél. : 48-41-84-56 (répondeur)

Province

SAINT-MALO 4 p. 110 m² + ch. de service Vue sur mer. 950 000 F à déb. Tél. : 43-66-65-65

NICE-CIMIEZ Particulier vend dans très agréable résidence, appartement de beau standing. Très bon état, 60 m² env. + balcon. Libre de suite. Contact : (16) 80-24-15-65 568192.

maisons

16e PASSY Maison R + 2 Jardin, entièrement refaite neuve, calme. 44-30-45-46

SCEAUX CENTRE *URGENT !* Ravissante maison ancienne Excell. état, 4 ch. Calme Prix : 2 650 000 F MICHELE ROYER. 46-83-13-95

COURBEVOIE maison 1929 500 m Pont de Levallois Typique, grande classe 170 m² + 90 m² dép., jardin arboré 1 000 m², gges 2/3 voit. Prix à débattre Part. : tél. (1) 43-33-11-53

SAINT-MAUR Mairie à 2' RER Le Parc, mais. 1890 ext. et rénov. en 1990, 150 m² séj. 50 m², 4 chbres, 2 s. de bns garage, terrasse, calme, charme empl. privilégié, urgent cause mutation profess. 2 700 000 F Tél. : 48-89-96-50

CHAMPS-SUR-MARNE 77 Vds pavillon 1991 5 pces 117 m² s/terrain 233 m², 3 chbres, séj. 2 s. de bns, cuis. amén., chem. 2 wc, gge, proche écoles, collège 1 300 000F (frais notaire réduits) Tél. : 64-68-06-31 après 18 h

200 m. Pte de Gentilly RER MAISON 7 p., 140 m², charme. Pt jard. + terrasse. 3 expo. N/S/E. 2 250 000 F. Tél. : 45-47-23-16.

RUEIL Mt-Valérien 6/7 p. cuis. grd. s/sol sur 810 m². 2 950 000 F. 45-06-74-47.

SURESNES haut. pav. 4/5 p. s/sol, garage, jardinet. 1 500 000 F. 45-06-74-47.

propriétés

60' PARIS SUD DIRECT A6 COURTENAY (45) *RENDEZ-VOUS DE CHASSE* 165m² habit. Poutres colombages. Cheminée pierre Splendide parc
3 HA
Avec étangs. Px : 1 080 000 F Tél. : (16) 38-89-27-94 24 h/24

PARC DE SCEAUX PROP. DE CARACTERE Réception 70 m², 6 ch., calme Beau jardin. 5 500 000 F MICHELE ROYER. 46-83-13-95

SAINT-CYR-SUR-MER La Cadière (Var) Part. vend mas campagnard de pierre, 200 m² habitables, 5 ch., 2 sdb, 3 WC, 100 m² terrasse Terrain 8 000 m² arboré, piscine 15 x 7, tennis, vignes. Vue pano. Prix non négo. 3 200 000 F Tél. : (16) 94-90-13-36

1 h Paris, 20 km Reims-Epernay sur terrain paysagé 1 850 m² Belle demeure 164 m² hab. sur 2 niveaux. Séj., cuisine amén. 57 m², 4 ch., 2 WC, salle de bains, salle d'eau, salle de jeux, tennis Prix : 1 500 000 F Part. tél. : 42-40-42-32 (rép.)

fonds de commerce

A VENDRE
PETIT BAR/BRASSERIE
devant grand marché murs et fonds. Prix : 550.000 F. Tél. 39-64-13-61 les mardis et jeudis.

box parking

Box à vendre ds le 14e arrdt rue de l'Amiral-Mouchez 1er s/sol. Tél. 45-89-28-75 après 19 h 30 ou 37-31-16-22.

viager

PARIS, Butte-aux-Cailles 3 p., 89 m² occ. 81 ans, 2e asc. 800 000 F + 4 034 F/mois. FRANCE VIAGER : 43-65-65-65.

immobilier étranger

BRÉSIL 100 KM RIO VILLA 150 m². Ter. 600 m², bord de mer 360 000 F. Tél. : (16) 76-09-71-76

ESSEX 25' LONDRES
Maison de joli village, jardin, piano, chem., 3 ch. juillet-août 4.500 F/sem. Tél. (soir) (19) 441-277-352-572.

immeuble

Immeuble de rapport excellente situation 3 900 000 F. 40-24-20-25 3615 FNAIM * P. CONSEILS

78. MARLY-LE-ROI sur 750 m² clos 350 m² hab. ou s/sol. (RDC 150 m², bx loués. Excel. rapports) 1er, 5 p. 150 m² libre. Rdjardin 60 m² libre + 3 parkings Estimation 5,5 MF. Vendu 4,4 MF Part. tél. : 39-58-08-36.

locations offres

Paris

XVIIe. Métro Rome. Studio 35 m², 3e étage asc. avec entrée, cuisine, S. de b., chff. coll. Loyer 3 900 F, c.c. 45-45-46-94.

CHAMBRE TOUT CONFORT
(équipement studio) 2 800 F TTC Mº Ségur, au pied de l'immeuble 7e étage avec ascenseur, immeuble bon standing câblé. Tél. : 45-66-56-63.

R. DE TOURNON exceptionnel 200 m² + gd gar. 40 000 F net. ETUDE MEL 43-26-60-80.

17e. Local d'activité
400 M² 15 000 F/MOIS
BEAU gd volume 47-20-17-82. 36.15 FNAIM PARTENA.

AV. FOCH 500 M²
Triple récept 200 m² 55 000 H. ch. 47-20-17-88. 36.15 FNAIM PARTENA.

17e PEREIRE. BEAU 2 P. Calme verdure 5.135 c.c. - 47-20-17-82. 36.15 FNAIM PARTENA

16e MAISON - 300 M²
RUE DE L'ASSOMPTION 33 000 F - 45-77-98-42 36.15 FNAIM PARTENA.

16e EGLISE AUTEUIL
BEAU STUDIO 38 M². Récent standing 3.000 H. ch. 45-77-98-42 36.15 FNAIM PARTENA.

NATION BEAU 2 P. 50 m². Refait neuf. 4.000 H. ch. 45-77-98-42. 36.15 FNAIM PARTENA.

8e MADELEINE STUDIO MEUBLE 3.900 F net. 45-77-98-41 36.15 FNAIM PARTENA.

Mº CAMBRONNE gd studio, 6e ét., asc., sud. 3 600 F + 500 F. 44-26-19-37.

Mº GAMBETTA Beau 3 P. 65 m² balc. 5e ét. Park. 5 974 F. TTC. Hon. : 3 243,47 F TTC. AGIFRANCE. 47-97-95-43.

Banlieue

RARE CRÉTEIL Calme, verdure, tte facilité MAISON 6/7 P. 165 m². Expo. S. 5 ch. s/sol. Dble garage. Jard. Isolation. Px. : 15 000 F. Part. Tél. : 48-98-30-45.

NEUILLY 7 PCES
Stand. soleil ref. nf. Service 20 000 H. ch. 42-66-36-53. 36.15 FNAIM PARTENA.

Mº M.-SEMBAT. Plusieurs 2 P., tt cft, rénové, à partir 3 500 F + ch. 48-26-10-80.

BOULOGNE gd studio s/jard., park., balc. 4 200 F + 500 F. 44-26-19-37.

Province

GRENOBLE centre ds imm. bourgeois. 5 pces cuis. TBE cave, grenier, balcon, 4e étage. Tél. : (16) 76-73-67-95 soir.

A louer : BERNAY (27) 140 km Paris, 50 km Deauville. Belle propriété (115 m² habitables). Rez-de-c. : cuisine, salle à manger, salon, s. d'eau, w.-c., dégag. 1 chbre, 2 garages. 1er : 3 chbres, s. de b., w.-c. Extérieur : cave, piscine chauffée, tennis, le tt sur 1 700 m² proche du ctre ville. Prix : 7 500 F/mois. Tél. : 64-05-48-52. H.B. : 49-60-34-10.

RUBIGNY (08) Maison de campagne tt cft 100 m², jardin 1 000 m², 2 500 F/sem. Tél. : 24-72-30-80 (soir).

immobilier information

Vous avez une ferme à vendre ou à rénover dans les Alpes-Maritimes ? Tél. (16) 1 43-41-16-94.

locations demandes

RECH. GDS APP.
dans les meilleurs arrond. de Paris pour clientèle américaine arrivant en juillet. URGENT
Euro-Building. 40-65-99-99.

Collaboratrice journal rech. 3 p. dans Paris centre, loyer maximum 4 500 F. Tél. : 42-00-46-94 (rép.)

immobilier d'entreprise

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS ET TOUS SERVICES. 43-55-17-60

villégiature

63. Au cœur volcans, libre petite maison calme, ruisseau, 4/5 p. tout confort 73-88-77-59 (21 h).

Lisbonne (Estoril) 5 mn plage 10 mn centre historique. Appt tt conf. TV/Tél. 1 700 F/sem. Tél. : (19) 351-1-415-19-40

VAR (5 km Fréjus) - libre cet été Particulier loue villa 8 personnes, tout confort, TV, jardin, terrasses, calme. Avec animations, piscine, club enfants, etc. Tél. : le soir (1) 64-21-05-05

appartements achats

IMMO MARCADET
recherche appartements PARIS toutes surfaces 42-51-51-51. Fax 42-55-55-55.

Rech. URGENT 100 à 120 m². PARIS Paiement comptant chez notaire 48-73-48-07.

MERCREDI PROCHAIN :

SPÉCIAL LOCATIONS

Pour passer vos annonces :

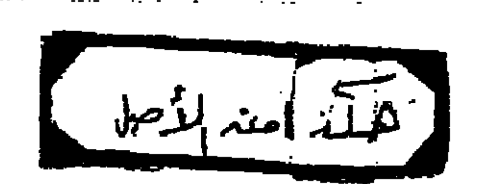


PUBLICITE



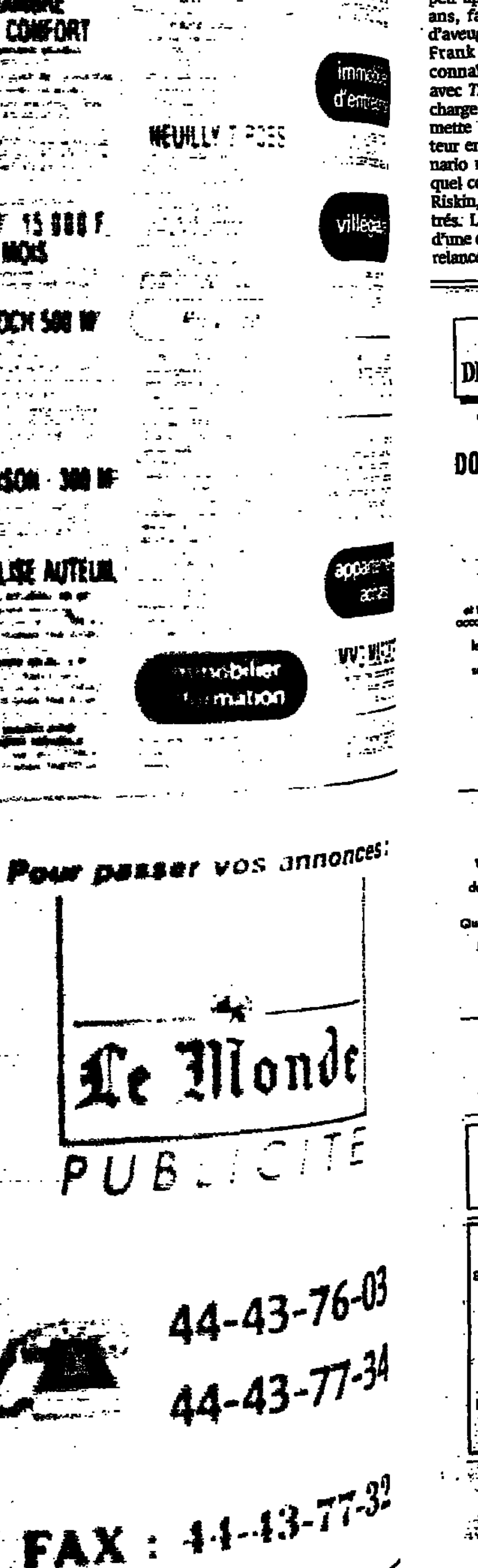
44-43-76-03
44-43-77-34

FAX : 44-43-77-32



Capra, Welles et Clouz…
le cycle des grandes r…

Nous prions instam… annonceurs d'avoir l'obl… répondre à toutes les le… reçoivent et de restituer… ressés les documents qui… confiés.



Capra, Welles et Clouzot inaugurent le cycle des grandes reprises de l'été

« Platinum Blonde », « Othello » et quatre films noirs d'un maître français

Le « marché » des reprises apparaît plus fluctuant que jamais, distributeurs et exploitants vérifiant chaque semaine que les spectateurs délaissent de plus en plus les chemins de traverse au profit des valeurs sûres. Au menu de la semaine, quatre films noirs d'Henri-Georges Clouzot, Shakespeare revisité par un Orson Welles plus Welles que jamais et une comédie de Frank Capra assez rarement projetée, avec Jean Harlow en vedette.

PLATINUM BLONDE, film américain de Frank Capra (1931). Avec Jean Harlow, Loretta Young, Robert Williams (1 h 32).

LES ENTRECHATS DE LA COMÉDIE AMÉRICAINE

C'est dans ce film que Jean Harlow arbore pour la première fois la chevelure platine qui allait d'emblée devenir sa marque et lancer aux Etats-Unis une véritable mode. Plus de soixante ans après, l'actrice paraît un peu sacrifiée dans cette très agréable comédie, où elle incarne une riche héritière, qui tombe amoureuse d'un journaliste dont elle ne tarde pas à devenir l'épouse. Mais le malheureux comprend vite qu'il s'est enfermé dans une cage dorée, dont il sortira bientôt pour découvrir que sa meilleure amie, qu'il considérait comme un excellent copain, est une femme secrètement amoureuse de lui depuis toujours.

Pour ne pas s'apercevoir que Loretta Young a du charme, il faut que Robert Williams, acteur plein de fantaisie qui devait disparaître peu après, à l'âge de trente-cinq ans, fasse preuve de beaucoup d'aveuglement. Il faut, surtout, que Frank Capra, qui venait de connaître un échec commercial avec *The Miracle Woman*, violente charge contre les sectes religieuses, mette toute sa virtuosité de metteur en scène au service d'un scénario remarquablement écrit, auquel collabora notamment Robert Riskin, un de ses complices attitrés. Le résultat est une comédie d'une étonnante vitalité, sans cesse relancée par des gags visuels filmés avec une extrême précision et des répliques souvent étincelantes. La morale du film pourrait se résumer (comme souvent chez Capra) à « l'argent ne fait pas le bonheur ». Mais la formule est administrée avec une légèreté et un bonheur de filmer et de jouer auxquels on connaît peu d'équivalents.

OTHELLO, film marocain d'Orson Welles (1949-1952). Avec Orson Welles, Suzanne Cloutier, Michael Mac Liammoir, Robert Coote. (1 h 35.)

UNE TRAGÉDIE « FAMILIALE »

Plus de trois années ont été nécessaires à Orson Welles pour réaliser Othello. Trois années au cours desquelles le tournage fut interrompu à de multiples reprises, les faillites des producteurs venant s'ajouter aux volte-face, aux hésitations et aux renoncements de toutes sortes. Trois Desdémone se succédèrent tandis que Welles courait le monde et le cachet pour réunir l'argent nécessaire, changeant d'équipe technique presque aussi souvent que de décor (de Venise à Soufi, au Maroc, le film fut tourné dans neuf villes différentes), utilisant une demi-douzaine de qualités de pellicule. Ensuite ? Le génie du montage qu'était Welles accomplit des miracles, une fois de plus, pour donner à l'ensemble une stupéfiante cohérence, un rythme et un élan saisissants. Au baroque wellesien (inventivité des cadrages, foisonnement visuel), répond le classicisme d'une narration qui rend justice à l'esprit et, souvent, à la lettre d'une tragédie de Shakespeare que Welles qualifiait de *« familiale »*. *« Il s'agit d'un homme et de son épouse*, ajoutait-il. *Et le fait que l'homme soit un général provient de ce que le public ne prend au sérieux que les personnages importants.»*

L'ASSASSIN HABITE AU 21 (1942), LE CORBEAU (1943), QUAI DES ORFEVRES (1947), LES DIABOLIQUES (1954), d'Henri-Georges Clouzot.

LES VARIATIONS D'UN PESSIMISTE

Du divertissement (*L'Assassin habite au 21*, d'après un roman de S. A. Steeman) au suspense « horrifique » (*Les Diaboliques*, d'après *Celle qui n'était plus*, de Boileau et Narcejac), en passant par le tableau des moeurs de province (*Le Corbeau*, scénario original) et le film d'atmosphère (*Quai des orfèvres*, également d'après Steeman), quatre variations « noires » dont le rapprochement établit la cohérence, au coeur de l'oeuvre de Clouzot, un des plus pessimistes des grands cinéastes français. Cette cohérence provient de l'organisation de l'intrigue autour d'un groupe de personnages, pittoresques et inquiétants, singuliers ou conformistes, et à l'emploi des meilleurs acteurs dits de « second plan » (Pierre Larquey est présent dans les quatre films). Lorsque la mécanique du récit semble l'emporter (*Les Diaboliques*), le film verse dans le grand-guignol, qui peut être efficace lors de la première vision, mais a perdu tout intérêt lors des suivantes. Demeure la manière unique de Clouzot d'installer une atmosphère, dans un cadre soigneusement balisé (la pension de famille de *L'Assassin habite au 21*, la petite ville du *Corbeau*, le commissariat et le music-hall de *Quai des orfèvres*, le cours privé des *Diaboliques*) et dont la description est source d'une inépuisable richesse.

Pour le réalisateur, les personnages sont l'émanation du décor dans lequel ils évoluent et qui détermine leurs passions, leurs erreurs et leurs faiblesses. Entre l'acteur et le décor, l'intrigue et la narration, le scénario et la mise en scène, les liens sont organiques, traduisent une conception globalisante du cinéma et laissent entrevoir que, chez Clouzot, le gris l'emporte parfois sur le noir.

Pascal Mérigeau

LES ENTRÉES A PARIS

■ **Rob Roy détrousse les pauvres :** soufflant dans trente-huit salles, le vent des Highlands porte Liam Neeson et Jessica Lange en tête d'un box-office dont ils apparaissaient, il est vrai, comme les seules valeurs sûres : plus de 52 000 entrées pour ces duels, ces chevauchées et ces amours violentes qui redonnent sans doute aux spectateurs le goût du cinéma hollywoodien d'antan.

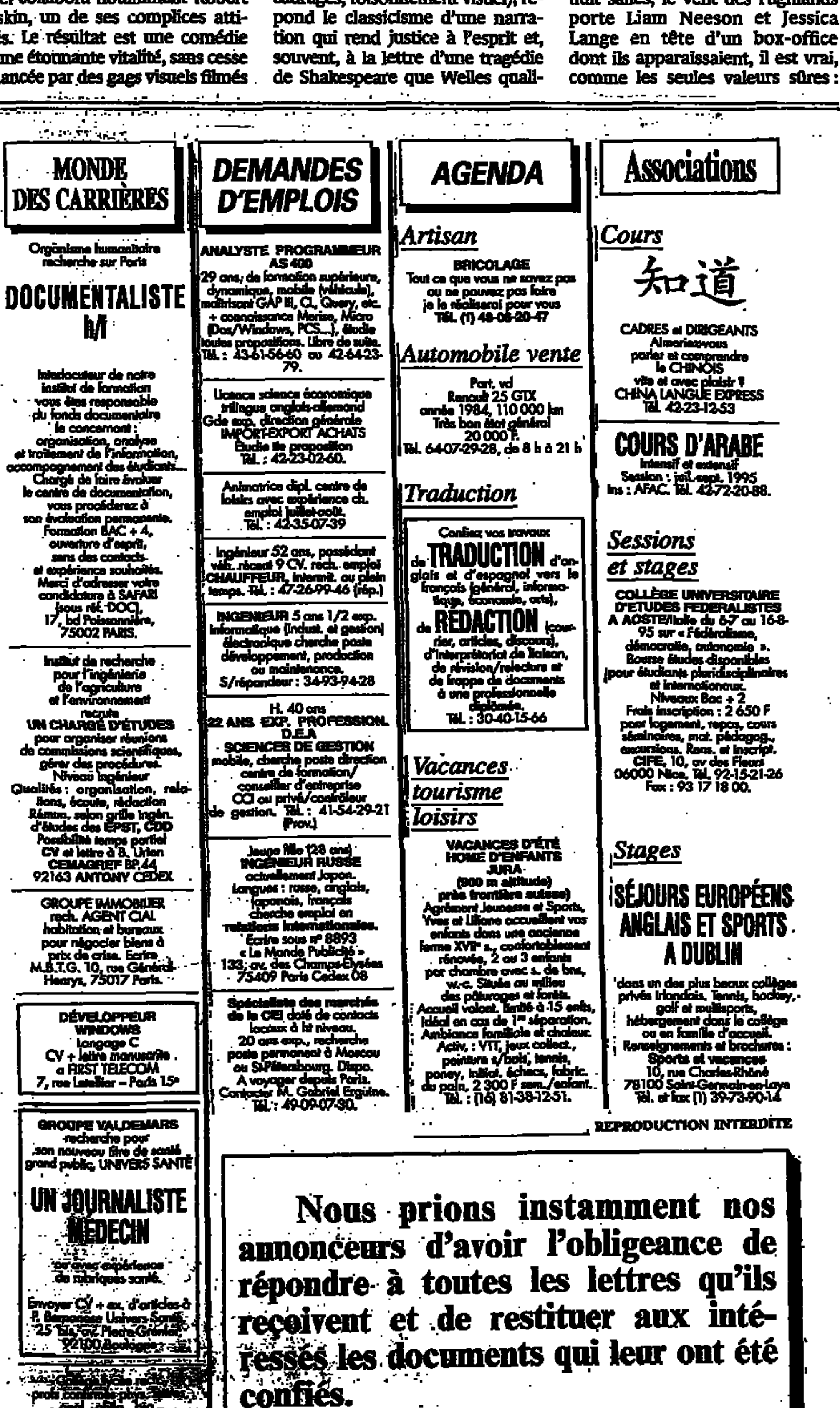
■ **La confiance retrouvée** entre Wim Wenders et le cinéma est saluée avec chaleur par près de 14 000 spectateurs, venus voir et entendre la *Lisbonne Story* du cinéaste dans une des six salles où elle est présentée. Avec un nombre identique d'écrans, le *Waati* de Souleymane Cissé dispose, par sa durée (2 h 20), d'un nombre de séances réduit, explication première de résultats qui peuvent paraître décevants (6 800 entrées). Les spectateurs n'ont pas non plus pris le temps d'aller voir *Fast*, qui dépasse tout juste les 5 000 entrées dans cinq salles.

■ **Les bons résultats** de la semaine précédente, « dopés » par le lundi de Pentecôte, peuvent faire paraître ternes ceux de ces derniers jours. Pourtant, *Carrington* (27 800 entrées contre 40 152) se maintient bien, de même que *La Haine* (près de 123 000 entrées, avec il est vrai dix salles supplémentaires). En revanche, *La Cité des enfants perdus* semble progressivement désertée : 30 000 entrées dans quarante-deux salles (contre 55 493 la semaine dernière), la décrue est sensible. Mais le film de Caro et Jeunet approche déjà les 300 000 entrées.

P. M.

★ **Source des chiffres :** *Le Film français.*

■ **CINÉMA : les cinéastes iraniens dénoncent l'ingérence de l'Etat** dans une lettre ouverte adressée au ministère de la culture et de l'orientation islamique. Plus de deux cents professionnels ont demandé *« la levée ou l'allègement des réglementations bureaucratiques et des méthodes de surveillance ministérielle qui frappent la production cinématographique »*, lit-on dans des extraits publiés dans la presse, lundi 12 juin. Les réalisateurs critiquent *« le monopole de l'Etat et l'injustice* [qui] *menacent les activités cinématographiques »*. Ils réclament des *« associations professionnelles et culturelles, ainsi qu'une meilleure utilisation des capitaux. (...) Le cinéma ne doit compter que sur l'apport financier de ses spectateurs et non sur l'aide et les subventions de l'Etat »*. – *(AFP.)*



TOUS LES NOUVEAUX FILMS

AUGUSTIN
Film français d'Anne Fontaine
(Lire critique page 25)

ÉTAT DES LIEUX
Film français de Jean-François Richet et Patrick Dell'Isola.
(Lire critique page 25)

CLEAN, SHAVEN
Film américain de Lodge Kerrigan. Avec Peter Greene, Robert Albert (1 h 17).

Un homme part à la recherche de sa fille, dont il n'a plus la garde, un policier enquête sur une série de meurtres d'enfants dont le coupable pourrait bien être le père infortuné. C'est en toute logique que les deux héros de cette petite production indépendante américaine finiront par croiser brutalement leur chemin à la fin de leur parcours.

Clean, Shaven est un faux film « de genre » extrêmement prometteur et original, qui conjugue un strict réalisme avec des distorsions quasi abstraites de la perception. Le personnage central (le père) est un schizophrène agressé par des bruits parasites imaginaires, que le cinéaste intègre à la bande-son, créant volontairement un univers décalé. C'est ainsi que *Clean, Shaven* mélange le vérisme d'une description objective très réussie d'une Amérique provinciale et désolée, un hyperréalisme qui situe certaines scènes à la limite du supportable (consciencieux arrachage d'un ongle, rasage de crâne à vif) et les mécanismes de la folie. Comme si le John Mc Naughton de *Henry, Portrait of a Serial Killer* croisait le David Lynch de *Blue Velvet*. Ce qui démontre le talent inédit d'un cinéaste à suivre de près.

Jean-François Rauger

LA VIE SEXUELLE DES BELGES
Film belge de Jan Bucquoy avec Jean-Henry Compère, Noé Francq, Isabelle Legros, Sophie Schneider (1 h 35).

Sous prétexte d'autobiographie plus ou moins parodique, Bucquoy passe à sa moulinette la famille, les moeurs de la petite bourgeoisie, les révoltes adolescentes de la fin des années 60, la frénésie de « l'amour libre » du début de la décennie suivante, etc. Le film se présente comme une provocation « hénaurme », truffée de gags scatologiques, sexuels, macabres, de professions de foi cherchant le label de l'anarchie. C'est le domaine de prédilection du réalisateur, iconoclaste patenté oeuvrant surtout dans la bande dessinée et les « interventions » dénonciatrices (créateur d'un Musée du slip, il se plaît à perturber les émissions de télévision, et entretient des relations notoires avec Le Gloupier, le célèbre entarteur d'outre-Quiévrain). Mais le cinéma, plus exactement le long métrage, fait rarement bon ménage avec les déferlements destructeurs – la grande époque du burlesque s'en tenait le plus souvent, à juste titre, aux films courts. Bien peu y parviennent – les Marx, Jerry Lewis, Tati, parfois Marco Ferreri ou Jean-Pierre Mocky. Tenir une heure et plus à l'écran implique de fabriquer le désordre, il est très rare que l'organisation des catastrophes ne tourne à l'artificielle et bientôt complaisante collection de blagues de potaches. Pour y échapper, il faut plus qu'un mauvais esprit militant : un grand talent de cinéaste. A défaut, la mécanique du projet le condamne, comme c'est ici le cas, à une démonstration finalement conformiste, et qui ne dérangera pas plus que l'humour carabin ou la rigolade des troisièmes mi-temps.

J.-M. F.

DON JUAN DE MARCO
Film américain de Jeremy Leven. Avec Johnny Depp, Marlon Brando, Faye Dunaway, Talisa Soto, Géraldine Pailhas (1 h 37).

Le « fou » plus proche des Anges que ceux chargés de le soigner, l'innocent en contact avec ses émotions donnant aux « normaux » une leçon de vie : la formule, connue, a nourri nombre de dramatiques télé et de films de série B. L'apport du réalisateur-scénariste Jeremy Leven, soutenu par son coproducteur Francis Coppola, consiste à la mobilisation d'une distribution de haut niveau : Johnny Depp, l'homme qui se prenait pour Don Juan, Marlon Brando le psychiatre, Faye Dunaway son épouse. Et à leur avoir laissé toute liberté d'action. Trio incroyablement disparate, mais superbe tango à trois : tout est dans les fioritures. Depp, habillé en noble espagnol du XVIIe siècle et juché en haut d'un panneau lumineux, interrompant son suicide pour une dernière conquête. Brando, nu aux côtés de Faye Dunaway (la caméra reste discrète, merci) retrouve, grâce au pop-corn, tonus et humour érotique dans son mariage. Depp maquillé comme Cléopâtre et voilé comme Schéhérazade devient l'esclave d'amour d'une sultane (puis de tout un harem). Brando et Dunaway dansent sur une plage et le comédien, malgré son impressionnante corpulence, a soudain une légèreté de ballerine...

A la remise des Oscars 95 puis au dernier Festival de Cannes, Martin Landau déclarait que sa performance dans *Ed Wood* serait moindre sans Johnny Depp. Au-delà des amabilités d'usage, il a raison : de film en film, Depp se révèle un acteur qui « donne ». Au dire de ses divers partenaires, Brando l'a toujours fait. Et, portant cette fois son âge avec allégresse, Faye Dunaway semble redécouvrir la joie de donner. Grâce à eux, un scénario en grand danger de niaiserie aggravée devient une expérience chaleureuse et généreuse.

Henri Béhar

DUMB AND DUMBER
Film américain de Peter Farrelly. Avec Jim Carrey, Jeff Daniels, Lauren Holley, Teri Garr (1 h 46). Jim Carrey, chauffeur de limousine, et son « coturne » Jeff Daniels, shampooineur pour animaux, transbahutent de la côte Est au Colorado une valise contenant l'argent d'une rançon. L'intrigue constitue moins un scénario qu'une chaîne de saynettes-gag-catastrophe, le plus généralement farce concoctée par Jim Carrey, piments mexicains glissés dans les hamburgers des clients d'un restau-route ou bouteilles de bière remplies d'urine servies à d'agaçantes forces de l'ordre. Les choses ne se calmeront guère lorsque le duo arrivera à Aspen, capitale américaine des élégances hivernales (costumes blanc émail ou orange phosphorescent). Acteur-caoutchouc, Jim Carrey affiche ses influences. Dans *Mask*, il s'identifiait aux créatures animées par Chuck Jones ; cette fois, avec son visage en pâte à modeler, sa dent ébréchée et sa frange tombant en pluie sur un regard d'elfe farceur sous amphétamines, il se réclame de Jerry Lewis, plus ouvertement encore que dans *Ace Ventura*. Mais, remplaçant la tonique cruauté par la plaisanterie scatologique ou « sexuelle » infantile, il est loin du compte. Alors que, délaissant les emplois de bourgeois bien propre sur lui (*Dangereuse sous tous rapports, Tendres passions*), Jeff Daniels, d'un lunaire parfois Laurélien, se révèle un excellent faire-valoir pour le frénétique Carrey.

H. Bh.

LA GUERRE DES BOUTONS, ÇA RECOMMENCE...
Film britannico-français de John Roberts. Avec Gregg Fitzgerald, Gerard Kearney, John Coffey, Liam Cunningham, Colm Meaney (1 h 35).

Ça recommence, en effet, mais en Irlande cette fois-ci. Ce ne sont donc plus les enfants de Velrans et de Longeverne qui s'affrontent, mais ceux de Ballydowse et de Carrickdowse. Produit par David Puttman, le film de John Roberts est moins une adaptation du roman de Louis Pergaud (porté à l'écran une première fois en 1936 par Jacques Daroy, sous le titre *La Guerre des gosses*) qu'un *remake* du film réalisé par Yves Robert en 1962. Plus de trente années se sont écoulées depuis, mais, mis à part l'apparition de la couleur, rien n'a vraiment changé. Tout au plus remarque-t-on que le scénariste Colin Welland a cru bon d'imaginer, en guise d'avant-dernière scène, un inutile sauvetage des deux « chefs » au moyen d'un hélicoptère. Une petite touche de sentimentalisme (la larme écrasée par les gamins qui viennent de tuer un renard dont la mort passait inaperçue dans le film de 1962), quelques plans pour suggérer que la nudité des guerriers ne laisse pas les filles indifférentes, une participation féminine aux combats légèrement accrue, c'est à peu près tout ce qu'il y a de nouveau. Les adultes sont, en revanche, moins présents que dans la précédente version et on le regrette un peu, car peut-être auraient-ils été à même de donner au film cette coloration irlandaise qui lui fait défaut. Telle qu'elle est ici racontée, cette histoire pourrait, en effet, se dérouler n'importe où et n'importe quand. Raison supplémentaire pour laquelle ce *remake* ne s'imposait en aucune façon.

P. M.

Aviv Geffen, le rocker blasphémateur d'Israël

Son dernier disque s'en prend à Itzhak Rabin et bat les records de vente

Israël tient avec Aviv Geffen, vingt-trois ans, un rocker célèbre et provocant, qui vient de publier son dernier album, *Shoumakom* (Nulle part). Il y est question d'un *« ivrogne, le premier ministre d'Israël, qui tangue là-bas »*. L'album, chez les disquaires depuis un mois, bat des records de vente. Comme les précédents.

TEL AVIV
de notre envoyé spécial

Dynamiteur de totems, violeur de mythes, profanateur de tabous... Avec Aviv Geffen, ses textes blasphématoires et désespérés, Israël a trouvé son rocker maudit. Maudit, mais riche. Quatre albums, or et platine, des dizaines de concerts avec échauffourées garanties à l'entrée, oeufs pourris, et sièges qui volent : *« En quatre ans de carrière,* se réjouit son producteur, *Aviv est devenu l'un des auteurs-compositeurs les plus importants que ce pays ait jamais connus. »*

L'oeuvre du jeune homme fait effectivement beaucoup de bruit. Et pas seulement dans les salles. Interdit dans les casernes, rarement diffusé à la radio ou à la télévision, Aviv Geffen est sous le coup d'un procès pour *« offense à la moralité publique »*. Les plaignants, deux jeunes avocats religieux de Tel Aviv, demandent l'interdiction du dernier tube de l'idole sur les ondes publiques au motif que celles-ci *« doivent refléter la vie réelle du pays, sa lutte pour la survie »* et *« promouvoir les valeurs et traditions juives »* que l'iconoclaste saccage joyeusement.

Dans son premier album, *Ani Sone* (Je hais), Aviv Geffen envoyait les *« hommes-en-noir »* de son pays *« étudier chez les singes »*. Il prétendait qu'Adam *« était un chaud lapin »* et Eve *« une fameuse nymphomane »*. Le succès qui lui cause des tracas juridiques donne son titre au dernier disque : *Shoumakom* (Nulle part). Aviv (« le printemps ») s'adresse à une mère : *« Ton fils est mort et tu découvres que les champs les plus fleuris d'Israël sont les cimetières. »* Plus loin, on trouve de lourdes allusions à l'indifférence, voire à l'inexistence de Dieu. Il parle en termes impubliables de la violence, de la drogue et de l'inceste.

Il y a quelques mois, une de ses jeunes fans, la quatrième en peu de temps, a tenté de se suicider en laissant un des textes les plus noirs de Geffen, *Génération foutue*. Il est apparu à la télévision pour lancer un appel aux jeunes : *« Ne vous tuez pas ! Changez plutôt la société ! »*

CONSENSUS ÉRODÉ

Comment et pourquoi ce petit prince nihiliste, maquillé, haut comme trois pommes et costaud comme une ablette est-il parvenu à exercer ce que son agent appelle avec gourmandise *« une influence énorme sur les teen-agers d'Israël »* ? La star a son idée : *« Nous en avons marre de cette société qui nous étouffe avec ses religieux, ses fanatiques nationalistes et cette armée, omniprésente. Israël est un pays militariste. L'armée se mêle de tout : c'est comme un cancer qui nous ronge. »* La guerre du Liban d'abord, l'Intifada ensuite ont sérieusement érodé le consensus autour de *Tsahal*. Le service national, Aviv Geffen, à l'instar d'une proportion grandissante de jeunes juifs israéliens (environ 20 % aujourd'hui contre moins de 10 % il y a dix ans), est parvenu à y échapper.

Naguère, sur scène, il appelait carrément à la désertion, au refus de la conscription. Les *« nombreuses menaces de mort »* qu'il a reçues et les procès qui pouvaient lui être intentés l'ont un peu calmé. Mais l'ironie de la situation est plus lourde quand on sait que le réformé est le petit-neveu du grand général, feu Moshé Dayan, et qu'il est aussi vaguement apparenté à l'actuel président de la République, l'ancien général Ezer Weizman. Aviv *« hait »* la Hatikva, l'hymne national, et il n'a *« jamais mis les pieds dans les territoires occupés : j'aurais trop honte de ce que nous faisons aux Arabes »*. Selon lui, Israël *« doit évacuer tous les territoires »* – Jérusalem-Est compris, parce que le mur des Lamentations *« n'a rien de sacré, il est couvert de sang »*.

Dans le confort petit-bourgeois de son appartement de Tel Aviv, Aviv dit : *« Je ne me sens pas juif, je me sens humain. »* Son visage se détend quand il évoque *« la paix et l'amour »* qui devraient gouverner le monde. Avatar retardataire du *peace and love* des années 60 ? Aussi, oui. Entre la guerre de six jours en 1967 et celle de Kippour en 1973, la jeunesse israélienne n'a guère eu l'opportunité de goûter aux plaisirs de l'époque. Jonathan Geffen lui-même, journaliste, poète reconnu et père aimé du jeune rocker désenchanté, n'est devenu le pape de *l'underground* non violent du pays qu'au lendemain du quasi-désastre de Kippour.

C'est là, dans les idées transmises par papa que fiston puise largement son inspiration. Mélodies planantes ou déchaînées à la Pink Floyd, textes provocateurs et libertaires à la Bob Dylan, oeil sombre à la Jim Morrisson dont il a tenté de copier le look. Aviv Geffen le reconnaît : il aurait *« aimé vivre* [son] *adolescence dans les années 60, quand il y avait encore de l'espoir autour de nous »*.

Patrice Claude

« Les Capulet et les Montaigu » sans sépulture à l'Opéra-Bastille

Pour cause de grève, une représentation unique de l'œuvre de Bellini a été donnée en tenue de ville, sans décor ni éclairage devant un public réduit à 1 500 personnes

SUR LE PLATEAU plongé dans une pénombre réfrigérante, le chœur et les cinq solistes se tenaient debout en tenue de ville, les hommes en costume cravate, vêtus comme pour aller à une messe à laquelle ils ne semblaient pas croire. Pas de décor ni d'éclairage, rien que les lumières du plafond de la salle, blafarde. Le public, de remboursement en remboursement, s'était lassé, et pas plus de 1 500 personnes s'étaient déplacées. Tristesse : c'était le seul mot qui venait à l'esprit en ce lundi 12 juin, à l'Opéra-Bastille, *soir de la première et dernière* représentation de l'opéra *Les Capulet et les Montaigu*, de Vincenzo Bellini, programmé depuis le 26 mai et toujours reporté pour cause de grève des personnels techniques en conflit salarial.

La direction décida pour cette ultime soirée de « représenter » coûte que coûte la production genevoise, mise en scène par le Canadien Robert Carsen, comme elle le pouvait, « à l'italienne » – autrement dit en version de concert. Peut-être avait-elle été inspirée par le haut fait de Riccardo Mutti qui, le vendredi 2 juin, face à une fosse d'orchestre vidée par une grève, avait triomphé à la Scala de Milan en jouant seul au piano *La Traviata* (*Le Monde* du 6 juin).

TENSION

A Bastille, les personnels artistiques n'étaient pas impliqués, et le chef, Bruno Campanella, disposait de son orchestre, dont les pupitres étaient d'ailleurs miraculeusement éclairés. Le public était prêt à s'enthousiasmer. Emue par l'ovation qui suit son magnifique premier air, le soprano américain Laura Claycomb (Giulietta) essuie quelques larmes ; Jennifer Larmore (Roméo) rate une note dans l'extrême grave et s'excuse désignant avec humour son larynx. Les trois solistes masculins (Jeffrey Wells, Gregory Kunde et Pietro Spagnoli) mettent un peu de temps à trouver leurs marques. Mais comment ne pas comprendre la tension de ces artistes après ces représentations remises de jour en jour, pour finir dans des conditions aussi précaires ?

Laura Claycomb, Jennifer Larmore et Gregory Kunde (Tebaldo) déchaînent les applaudissements après chacune de leurs interventions. Mais on devine le ténor américain un peu en deçà de l'éclat qu'il eût pu donner sur scène. Jeune, mince et belle, Laura Claycomb est étourdissante, ses suraigus sont toniques et ses *pianissimi* stupéfiants. Jennifer Larmore a le mordant, la tenue et les couleurs que l'on attend du rôle de Roméo.

Dans cette grande salle, aux couleurs anthracites, aux allures de mausolée trop vaste, c'était bien l'opéra qu'on semblait enterrer, malgré la joie – un peu « gonflée » – d'un public manifestement solidaire des artistes qui, depuis que les tréteaux existent, savent que le vrai théâtre est celui qui vient de l'intérieur et peut se passer des machines.

Renaud Machart

Dans « Denise », Philippe Decouflé divertit avec trois fois rien

DENISE, spectacle collectif sous la direction artistique de Philippe Decouflé, assisté de Magali Caillet ; Jean Rabasse, Pierre-Jean Verbraecken (scénographie) ; Patrick Desombes (lumières) ; Pascal Wyrobnik (costumes). Jusqu'au 18 juin, à 20 heures. Matinées à 15 heures, les 14, 15 et 16. À 17 heures, les 17 et 18. Festival de Saint-Denis. La Chaufferie, 10 *bis*, rue Maurice-Thorez, Saint-Denis. RER D : « Saint-Denis », puis fléchage. Tél. : 48-13-06-07. Prochaine création : « Décodex », Festival Marseille-Méditerranée, parc Borelli, du 15 au 19 juillet.

Dans *Denise*, Philippe Decouflé et ses comparses drolatiques prouvent, avec une éclatante santé, que la magie du spectacle vivant peut se réduire, sous la condition expresse d'avoir des idées, à la simplicité d'un rideau de scène, plein d'or et d'écarlate, dessiné sur du tulle, à quelques lumières, à un orchestre perché sur une plate-forme, à huit rangées de gradins qui piquent du nez sur la scène. Une économie qui rappellerait les tréteaux du Moyen Âge, sauf qu'on est en 1995, dans une chaufferie désaffectée, construite en 1952 par André Lurçat, et mise à disposition du chorégraphe par la ville de Saint-Denis.

Decouflé n'a jamais eu envie, pour sa compagnie DCA, d'une installation formelle, mais *« d'une nébuleuse, un centre de recherches spectaculaires en tout genre, doté d'une compagnie de danse. Dans DCA, on trouve des danseurs, des comédiens, des décorateurs, costumiers, des musiciens, mélodistes, bruitistes, des techniciens de toutes sortes* (...). Denise *est une occasion donnée à plusieurs artistes de ladite nébuleuse de développer leur propre travail »*.

Il ne faut jamais oublier que Philippe Decouflé a été formé à l'école du cirque, qu'il en aime les numéros qui s'enchaînent, leur brièveté, leur ponctuation en pirouette. Postulat du spectacle : Denise serait la fille cachée de Saint-Denis. Axiome basique à partir duquel tout est autorisé. Une armoire qui dévoile une danse de poupée-mécanique-de-boîte à musique. Le solo mystique d'un danseur (Pierre Martin) à la longue barbe, sorte d'émule de Tolstoï, rampant au sol, qui se redresse lentement, gardant les genoux pliés, jusque dans sa toupie finale...

MARCHÉ PERSAN

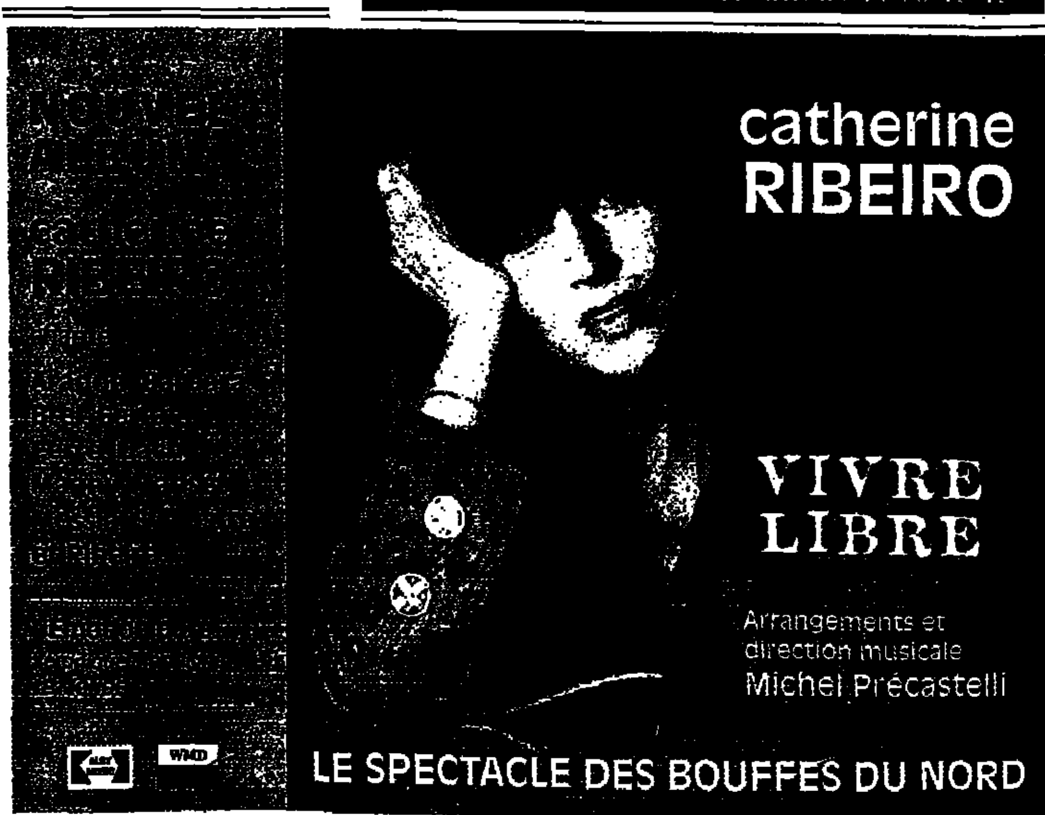
L'orchestre attaque avec des percussions légères (Paul Jothy). On baguenaude dans un marché persan, derrière le voile d'un harem, où des créatures aux hanches souples bondissent (Philippe Decouflé, entouré d'Olivia Grandville et de Magali Caillet).

L'esprit général de *Denise* relève de l'âme slave, russe. Des numéros s'inspirent parfois d'événements réels : l'explosion en vol d'un Tupolev à la fête aérienne du Bourget en 1973, dansée par Eric Martin et Christine Bombal.

Denise, ou le déclin parodique de l'empire soviétique. *Denise* est monté sous le signe du « cadavre exquis », cher aux surréalistes. Un absurde dont la logique ressemble à la vie. On sait à quel point Philippe Decouflé redoutait l'« effet Albertville », d'être à jamais le héros des cérémonies des Jeux olympiques de 1992 qui firent de lui, en quelques heures, un homme célèbre. *Denise*, beaucoup plus que le triomphe de *Petites pièces montées* (1993), montre qu'Albertville, avec ses merveilleuses machines spatiales, ses danses destinées à des milliers de spectateurs, a appris à Decouflé à aller droit à l'essentiel du geste, du rire, afin d'être compris par le plus grand nombre. Philippe Decouflé est un artiste populaire. Il ose, au bout de douze ans de carrière, exercer son art de saltimbanque dans une chaufferie rudimentaire. Beaucoup refuseraient cet inconfort. A Albertville, le chorégraphe a conquis, à jamais, sa liberté.

Dominique Frétard





Pat Metheny à l'Olympia

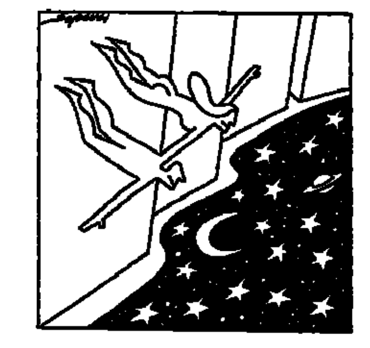
UNE SOIRÉE A PARIS

CINÉMA

SÉLECTION

Pat Metheny à l'Olympia

Le guitariste joue son jazz aux teintes brésiliennes



APRÈS SON PASSAGE il y a deux mois, en région parisienne, le guitariste Pat Metheny s'arrête trois soirs à l'Olympia. C'est Metheny en « Group » qui viendra jouer son récent album (*We Leave Here*, Geffen/BMG) et quelques succès de son répertoire « jazz-Brésil-rock-chanson ». A ses côtés, son presque double Lyle Mays, aux claviers, Steve Rodby à la basse, Paul Vertico à la batterie (depuis plus de dix ans) et Armando Marcal aux percussions, qui tous contribuent à l'élaboration du son Metheny, mélange de rythmes dansants et de mélodies identifiables. Deux chanteurs seront ainsi chargés de donner une voix à ces harmonies pop. Une musique apparemment sans surprises mais qui n'empêche pas le guitariste de rappeler par quelques déplacements son attachement notoire au monde d'Ornette Coleman. Ce qui permet de réconcilier autant son grand public que les amateurs de sensations plus fortes dont est toujours friand celui qui reste un des grands stylistes de la guitare depuis plus de vingt ans.

★ Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra, Madeleine. 20 h 30, les 14 et 15 juin. Tél. : 47-42-25-49. Location Fnac, Virgin. De 175 F à 205 F.

UNE SOIRÉE A PARIS

Daniel Goyone Quartet
L'univers savamment voyageur du pianiste et compositeur Daniel Goyone ne s'est presque jamais épanoui en concert. Du jazz aux musiques du monde, dérives mélodiques languissantes et rythmes croisés.
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris-9e. Mo Rue-Montmartre. 21 heures, le 14. Tél. : 36-68-03-32. Location Fnac, Virgin. 80 F.

Festival Big Cat
Une soirée à la gloire d'un petit label qui aime la *noisy pop*. En tête de file : Pavement, groupe américain au génie débraillé, et Mercury Rev pourvoyeur d'un rock nimbé de visions lysergiques. Egalement au programme : Lotion, Blumfeld, Crowsdell et Shudder To Think.
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Mo Anvers. 17 heures, le 14. Tél : 42-52-25-15. Location Virgin Megastore et Fnac. 110 F en location, 130 F sur place.

The Ian Moore Band
Grandi à Austin, capitale des tavernes vouées au culte du blues-rock américain, le guitariste Ian Moore devrait se retrouver dans son élément dans ce restaurant yankee des Champs-Elysées.
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris-8e. Mo Saint-Augustin. 23 h 30, du 14 au 24 juin. Tél. : 42-25-18-06.

Hommage à James Ivory
Le cinéma L'Entrepôt propose un hommage au cinéaste le plus british du continent américain : James Ivory. Imprégné de culture indienne et européenne, James Ivory est capable d'analyser au plus profond, les moeurs, les habitudes et les travers de sa propre société. Quatre films au programme : *Maurice* (1986), *Mr and Mrs Bridge* (1990), *Retour à Howards End* (1991) et *Vestiges du jour* (1993).
L'Entrepôt, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, Paris-14e. Mo Pernety. A partir du 14 juin. Tél. : 45-40-78-38.

MUSIQUE

Une sélection de concerts de jazz, rock, chanson, et musique du monde à Paris et en Île-de-France

JAZZ

PARIS

Pat Metheny Group
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opéra, Madeleine. 20 h 30, les 14 et 15. Tél. : 47-42-25-49. Location Fnac, Virgin. De 150 F à 180 F.

Daniel Goyone Quartet
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9e. Mo Rue-Montmartre. 21 heures, le 14. Tél. : 36-68-03-32. Location Fnac, Virgin. 80 F.

Saxomania de Claude Tissendier
Petit Journal Saint-Michel, 71, boulevard Saint-Michel, Paris 5e. Mo Luxembourg. 21 h 30, le 14. Tél. : 43-26-28-59. De 95 F à 100 F.

Jean-Pierre Como Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, les 14, 15, 16 et 17. Tél. : 40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

Christian Escoudé Quartet, Rodney Kendrick
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, les 14 et 15. Tél. : 42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 50 F à 70 F.

David Kikoski, Michel Benita, Billy Hart
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Emmanuel Bex, Bibi Louison
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 h 45, le 14. Tél. : 42-36-01-36. 75 F.

Roots
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, le 15. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

Viviane Arnoux & François Michaud
Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11e. Mo Oberkampf. 21 heures, le 15. Tél. : 47-00-48-87.

Laurent Fickelson Sextet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, les 16 et 17. Tél. : 42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 50 F à 70 F.

Michèle Hendricks Tentet
Parc floral (bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes. 16 heures, le 17. Tél. : 43-43-92-95. 10 F.

Soirée Arpej
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 21 heures, le 19. Tél. : 42-00-14-14. 100 F.

Alain Jean-Marie Quartet, Roger Raspail
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, le 19. Tél. : 40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

Aldo Romano Trio
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, le 20. Tél. : 40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

ÎLE-DE-FRANCE

Ricky Ford Quartet
Chessy (77). Manhattan Jazz Club, Hotel New-York Eurodisney. Mo RER Marne-la-Vallée-Chessy. 21 h 30, les 14 et 15 ; 22 heures, les 16 et 17. Tél. : 60-45-75-16. 50 F.

Julien Lourau Groove Gang
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 16. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

Julien Lourau Olympic Gramofon
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 17. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

Zebra 3
Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 20. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F.

ROCK

PARIS

Les Escrocs
New Opus Café, 167, quai de Valmy, Paris 10e. Mo Louis-Blanc. 22 heures, le 14. Tél. : 40-34-70-00. Entrée libre.

The Ian Moore Band
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8e. Mo Saint-Augustin. 23 h 30, du 14 au 24 juin. Tél. : 42-25-18-06.

Die Bunker, Clair Obscur
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mo Sentier. 20 heures, les 15, 16 et 17. Tél. : 42-36-37-27. Location Fnac, Virgin. 80 F.

L'Echo râleur
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. 20 h 30, le 15. Tél. : 42-31-31-31. 70 F.

Sheryl Crow
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. 18 h 30, le 19. Tél. : 42-31-31-31. Location Fnac. 135 F.

The Robert Cray Band
La Cigale-Kanterbräu, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Pigalle. 20 h 30, le 19. Tél. : 42-23-15-15. Location Fnac. 168 F.

Jhonygo
Wait & See, 9, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mo République. 20 h 30, le 20. Tél. : 48-07-29-49.

Faith no More
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 20. Tél. : 42-08-60-00. Location Fnac. 165 F.

Knikrik
New Moon, 9, place Pigalle, Paris 9e. Mo Pigalle. 21 heures, le 20. Tél. : 49-95-92-33. 30 F.

ILE-DE-FRANCE

Oscar Nip, Pungy Sticks
Colombes (92). Le Cadran, 3, rue Saint-Denis. 21 h 30, le 16. Tél. : 47-84-30-17. 50 F.

IAO, Drive Blind, Deniz Tek Group, Nozem
Pontoise (95). Petit Theâtre des Louvrais, 1, place de la Paix. 19 h 30, le 17. Tél. : 30-30-39-01. Location Fnac. 60 F.

No Man's Land
Rambouillet (78). L'Usine à chapeaux, 32, rue Gambetta. 21 heures, le 17. Tél. : 30-88-89-05. 40 F.

Molodoï
Ris-Orangis (91). Le Plan, avenue de l'Aunette. 20 h 30, le 17. Tél. : 69-43-03-03. Location Fnac. De 80 F à 90 F.

CHANSON

PARIS

C'est dans l'air 95
Les six jours de la chanson qui monte seront placés pour cette huitième édition sous le signe du retour aux sources. Au programme : Allain Leprest, le poète de la chanson contemporaine, Ann Gaytan nous offrira du Ferré revisité. Mais aussi Sarclo, Fabienne Pralon, Gilbert Laffaille. *Jusqu'au 17 juin. Résevations au 43-03-37-84.*

Ann Gaytan
Centre Louis-Lumière, 46, rue Louis-Lumière, Paris 20e. Mo Porte-de-Bagnolet. 20 h 30, le 14. Tél. : 43-03-37-84. 100 F.

Les Chats maigres
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4e. Mo Bastille. 20 h 30, les 14 et 21, jusqu'au 28. Tél. : 44-59-82-82. Entrée libre.

Sarclo
Centre Louis-Lumière, 46, rue Louis-Lumière, Paris 20e. Mo Porte-de-Bagnolet. 20 h 30, le 15. Tél. : 43-03-37-84. 100 F.

Khalil Chahine
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 21 heures, le 16. Tél. : 42-00-14-14. 120 F.

Gilbert Laffaille
Centre Louis-Lumière, 46, rue Louis-Lumière, Paris 20e. Mo Porte-de-Bagnolet. 20 h 30, le 17. Tél. : 43-03-37-84. 100 F.

Le bal de l'Elysée-Montmartre
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. 23 heures, le 17. Tél. : 42-31-31-31. Location Fnac, Virgin. 80 F.

Mado et ses Demi-thons
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4e. Mo Bastille. 20 heures, le 19. Tél. : 44-59-82-82. Entree libre.

MUSIQUE DU MONDE

PARIS

Fratelli Mancuso
Espace Hérault, 8, rue de la Harpe, Paris 5e. Mo Saint-Michel. 20 h 30, le 14. Tel. : 43-29-86-51. De 60 F à 80 F.

Ralph Tamar, Mario Canonge
Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mo Porte-Maillot. 22 h 30, les 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23 et 24. Tél. : 40-68-30-42. 130 F.

Arnaud Maisoneuve
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mo Passy. 20 heures, le 15. Tél. : 42-30-15-16. 20 F

Adrien Politi Trio
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4e. Mo Bastille. 20 heures, les 15 et 22, jusqu'au 29. Tél. : 44-59-82-82.

Ithal
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9e. Mo Rue-Montmartre. 20 heures, le 15. Tél. : 36-68-03-32. Location Fnac, Virgin. 80 F.

Riccardo Tesi Quartet et Banditaliana
Espace Herault, 8, rue de la Harpe, Paris 5e. Mo Saint-Michel. 20 h 30, les 15, 16 et 17. Tél. : 43-29-86-51. De 60 F à 80 F.

Thokozani Choral Society
Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. 21 heures, le 15. Tél. : 42-00-14-14. 100 F.

Alfredo Rodriguez
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mo République. 23 heures, le 15. Tél. : 42-02-20-52. 80 F.

Bratsch
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8e. Mo Opera, Madeleine. 20 h 30, le 16. Tél. : 47-42-25-49. Location Fnac, Virgin. 150 F.

Irakere
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, les 19 et 20. Tél. : 45-23-51-41. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 130 F.

ÎLE-DE-FRANCE

Quatuor vocal Giovanna Marini
Argenteuil (95). Cinéma Galilée, 3, rue de l'Abbé-Fleury. 21 heures, le 20. Tél. : 34-23-44-70. De 30 F à 80 F.

Les Gwanas de Marrakech
Cergy-Saint-Christophe (95). Maison de quartier, 12, allée des Petits-Pains. 20 h 30, le 20. Tél. : 34-20-14-14. De 60 F à 80 F.

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine et une sélection des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

AUGUSTIN
Film français d'Anne Fontaine, avec Jean-Chrétien Sibertin-Blanc, Stéphanie Zhang, Guy Casabonne, Nora Habib, Claude Pecher, James Lord (1 h 01).
Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

CLEAN, SHAVEN
Film américain de Lodge Kerrigan, avec Peter Greene, Robert Albert, Jennifer Mac Donald (1 h 17).
Interdit-16 ans.
VO : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

DON JUAN DEMARCO
Film américain de Jeremy Leven, avec Marlon Brando, Johnny Depp, Faye Dunaway, Rachel Ticotin, Bob Dishy, Talisa Soto (1 h 40).
VO : UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31).

DUMB AND DUMBER
Film américain de Peter Farrelly, avec Jim Carrey, Jeff Daniels, Lauren Holly, Teri Garr, Karen Duffy ; Mike Starr, Charles Rocket (1 h 46).
VO : Forum Orient Express, dolby, 1er (36-65-70-67) ; UGC Danton, dolby, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).
VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, dolby, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

ÉTAT DES LIEUX
Film français de Jean-François Richet et Patrick Dell'Isola, avec Patrick Dell'Isola, Marc de Jonge, Denis Podalydès, Patrick Parroux, Stéphane Ferrara, Andrée Damant (1 h 20).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).

LA GUERRE DES BOUTONS, ÇA RECOMMENCE
Film britannico-français de John roberts, avec John Coffey, Gregg Fitzgerald, Eveanna Ryan, Liam Cunningham, Colm Meaney, John Murphy (1 h 35).
VO : George-V, dolby, 8e (36-68-43-47).
VF : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

LA VIE SEXUELLE DES BELGES
Film belge de Jan Bucquoy, avec Jean-Henry Compère, Noé Francq, Isabelle Legros, Sophie Schneider (1 h 35).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38 ; réservation : 40-30-20-10).

SÉLECTION

A LA RECHERCHE DU MARI DE MA FEMME
de Mohamed Abderrahman Tazi,
avec Bachir Skirej, Mouna Fettou, Naïma Lemcherki, Amina Rachid, Ahmed Taïb el-Alj, Mohamed Afifi.
Marocain (1 h 28).
VO : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CARRINGTON
de Christopher Hampton,
avec Emma Thompson, Jonathan Pryce, Steven Waddington, Rufus Sewell, Penelope Wilton.
Franco-britannique (2 h).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

COBB
de Ron Shelton,
avec Tommy Lee Jones, Robert Wuhl, Lolita Davidovich, Ned Bellamy, Scott Burkholder, Allan Malamud.
Américain (2 h 10).
VO : Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10).

LE CYGNE ET LA PRINCESSE
de Richard Rich,
dessin animé Américain (1 h 28).
VF : George-V, 8e (36-68-43-47) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

FAST
de Dante Desarthe,
avec Frédéric Gélard, Jean-François Stévenin, Karin Viard, Nathalie Schmidt.
Français (1 h 45).
Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Saint-André-des-Arts I, 6e(43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

GRANITZA
de Hristian Notchev,
Ilian Simeonov,
avec Petar Popyordanov, Marian Volev, Naoum Schopov ; Nicolaï Dugonov.
Bulgare (1 h 25).
VO : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

LA HAINE
de Mathieu Kassovitz,
avec Vincent Cassel, Hubert Kounde, Saïd Taghmaoui, Karim Belkhadra, Edouard Montoute, François Levantal.
Français, noir et blanc (1 h 35).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, dolby, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Balzac, dolby, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

JEFFERSON A PARIS
de James Ivory,
avec Nick Nolte, Greta Scacchi, Gwyneth Paltrow, Thandie Newton, Seth Gilliam.
Américain (2 h 19).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56).

JLG/JLG,
de Jean-Luc Godard,
avec Geneviève Pasquier, Denis Jadot, Brigitte Bastien, Elisabeth Kaza, André Labarthe, Louis Séguin.
Français (1 h 20).
Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10).

KISS OF DEATH
de Barbet Schroeder,
avec David Caruso, Nicolas Cage, Samuel L. Jackson, Kathryn Erbe, Helen Hunt, Michael Rapaport.
Américain (1 h 40).
Interdit-12 ans.
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Biarritz-Majestic, dolby, 8e (36-68-48-56) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8e (36-68-43-47) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

LISBONNE STORY
de Wim Wenders,
avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Canto E Castro, Viriato José da Silva, Joao Canijo.
Allemand-portugais (1 h 40).
VO : L'Arlequin, dolby, 6e (45-44-28-80) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (36-68-48-56) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04).

ROB ROY
de Michael Caton-Jones, Liam Neeson, Jessica Lange, John Hurt, Tim Roth, Eric Stoltz, Brian Cox, Andrew Keir. Américain (2 h 17).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, dolby, 17e (36-68-31-34).

SALAM CINÉMA
de Mohsen Makhmalbaf,
avec Azadeh Zangeneh, Maryam Keyhan, Feyzolah Ghashghai, Shaghayegh Djodat.
Iranien (1 h 15).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

VIVE L'AMOUR
de Tsai Ming-Liang,
avec Yang Kuei-Mei, Chen Chao-Jung, Lee Kang-Sheng.
Chinois (1 h 58).
VO : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

WAATI
de Souleymane Cissé,
avec Linéo Kefuoe Tsolo, Sidi Yaya Cissé, Aïcha Amerou, Mohamed Dicko, Mariane Amerou.
Franco-malien (2 h 20).
VO : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; Le Balzac, dolby, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).

REPRISES

OTHELLO
de Orson Welles,
avec Orson Welles, Suzanne Cloutier, Michael McLiammoir.
Américain, 1952 (1 h 35).
VO : Grand Action, dolby, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63) ; Mac-Mahon, dolby, 17e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48).

PLATINUM BLONDE
de Frank Capra,
avec Jean Harlow, Loretta Young, Robert Williams, Louise Closser Hale, Donald Dillaway, Reginald Owen.
Américain, 1931, noir et blanc (1 h 32).
VO : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

PRÊTE-MOI TON MARI
de David Swift,
avec Jack Lemmon, Romy Schneider, Edward G. Robinson.
Américain, 1964 (2 h 10).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

RACCROCHEZ, C'EST UNE ERREUR !
de Anatole Litvak,
avec Barbara Stanwyck, Burt Lancaster, Ann Richards, Wendell Corey, Harold Vermilyea, Ed Begley.
Américain, 1948, noir et blanc (1 h 29).
VO : Reflet Médicis I, 5e (43-54-42-34).

Une alliance stratégique est conclue entre MCA et DreamWorks

RACHETÉS RÉCEMMENT à hauteur de 80 % par le groupe canadien de spiritueux Seagram, les studios de cinéma MCA (Music Corporation of America) ont annoncé, mardi 13 juin, une *« alliance stratégique à long terme »* avec DreamWorks, société créée par le producteur et réalisateur Steven Spielberg, l'ancien patron de Disney, David Geffen, et le producteur de musique Jeffrey Katzenberg. L'accord, qui entre en vigueur mercredi 14 juin, donne à MCA des droits de distribution sur les films et dessins animés que produira DreamWorks, ainsi que sur les vidéos et la musique. Les personnages créés par DreamWorks pourront être utilisés dans des parcs à thème de MCA. Les deux sociétés envisagent aussi de se lancer ensemble dans *« une vaste gamme »* d'activités allant *« du film aux programmes informatiques basés sur l'image, les loisirs interactifs, les produits de consommation, la commercialisation et l'octroi de licences »*.

Souvent présentée comme une nouvelle *major*, DreamWorks était d'abord un symbole : trois personnalités exceptionnelles qui décident de travailler. Ce creuset de créativité, qui s'est donné comme objectif d'être un fédérateur du talent des autres, était toutefois handicapé. Il manquait à DreamWorks les structures pour distribuer ses produits (films, musiques, vidéos, dessins animés...). Un réseau de vente de produits, destinés au marché mondial, ne pouvant s'improviser, une alliance entre DreamWorks et l'un ou l'autre des studios de Hollywood était inévitable. C'est MCA qui a été choisi au terme de discussions apparemment serrées. DreamWorks financera totalement ses films de cinéma, comme tout producteur indépendant, et les distribuera lui-même aux Etats Unis. La distribution internationale (les recettes des films américains sur le marché mondial sont aujourd'hui globalement supérieures aux recettes du marché domestique) sera le fait de MCA. Pour la vidéo, qui suppose un savoir-faire particulier, MCA aura un mandat de vente pour la planète.

Après avoir échoué à s'attacher les services de Michael Ovitz, fondateur et PDG de la célèbre agence d'artistes Creative Artists Associates (CAA), le PDG de Seagram a donc misé sur une autre amitié, celle qui le lie depuis vingt ans à David Geffen. Bien que cette alliance avec DreamWorks soit un « coup », elle ne remplace pas la nécessité de trouver un patron pour MCA.

Y. M.

■ **PRESSE QUOTIDIENNE : l'intersyndicale des journalistes** (SNJ-CFDT-CGC-FO) de *La Voix du Nord* appelle à une grève de 24 heures pour le jeudi 15 juin, pour protester contre la modernisation technique *(Le Monde* du 11 mai), qui provoque une charge de travail plus élevée. Après trois assemblées générales, les négociations avec la direction du quotidien de Lille n'ont pas abouti.

Succès de l'exposition du 50e anniversaire du « Monde »

Après avoir accueilli plus de 70 000 visiteurs dans huit grandes villes de France, cette manifestation achève son périple à Strasbourg

L'EXPOSITION « L'ancien et le nouveau *Monde* », montée par notre quotidien pour fêter son cinquantième anniversaire, achève à Strasbourg, du vendredi 16 juin au dimanche 2 juillet, un tour de France entamé à Villeurbanne en octobre 1994 et qui s'est ensuite poursuivi à Grenoble, Paris, Marseille, Lille, Toulouse, Bordeaux et Rennes.

Avec plus de 70 000 visiteurs accueillis à ce jour, l'un des principaux objectifs de cette manifestation – rapprocher *Le Monde* de son public – a été atteint. A Villeurbanne, où se sont conjugués l'effort exceptionnel fait pour le lancement de l'opération et l'environnement de la très vivante Maison du livre, de l'image et du son, on a compté 10 500 visiteurs, et 12 200 à Grenoble, où s'est vérifiée la très bonne position concurrentielle du *Monde* dans cette ville – notre quotidien y détient la moitié du marché des trois grands quotidiens nationaux d'information générale. Installée à Toulouse dans le magnifique Musée des Augustins, l'exposition a attiré 7 400 personnes. A Rennes (8 700 visiteurs), la cohabitation, le samedi matin, dans la halle Martenot, avec le marché des Lices, l'un des plus grands marchés paysans de France, a permis d'immerger pleinement *Le Monde* dans la vie de la cité.

C'est à Paris qu'a été enregistré le nombre le plus important de visiteurs (13 500), mais ce résultat apparaît un peu décevant, compte tenu de la population concernée et de la durée de l'exposition – deux fois plus longue que dans toute autre ville – à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, sur les bords de la Seine.

DÉBATS SUR LA PRESSE

Constatation encourageante, d'ordre général : une partie non négligeable du public a été constituée par des visiteurs qui ne sont pas, à proprement parler, des « accros » du *Monde*. En province, les lecteurs réguliers de notre quotidien, c'est-à-dire ceux qui le lisent tous les jours ou de 3 à 5 fois par semaine, ont représenté entre un quart et un peu plus d'un tiers du nombre total de visiteurs. C'est à Paris que le pourcentage de lecteurs fidèles, parmi les visiteurs, a été le plus important (55 %) et celui des lecteurs très occasionnels (moins souvent qu'une fois par mois) le plus faible (14 %). En revanche, cette catégorie de visiteurs a représenté 40 % du total à Lille, 36 % à Bordeaux, 33 % à Toulouse. Ces chiffres s'entendent hors scolaires et étudiants venus en groupe avec un enseignant.

Un tel intérêt témoigne de l'attrait qu'a exercé auprès d'un public peu familier d'un quotidien national une exposition, conçue certes prioritairement comme le récit de l'histoire du journal de la rue des Italiens, devenu celui de la rue Falguière, mais aussi comme une initiation aux différents métiers de la presse. Cette curiosité s'inscrit, de nombreuses conversations avec des visiteurs l'ont confirmé, dans une attente du public envers le fonctionnement de la presse écrite, son coût, ses techniques.

L'enjeu, pour la presse, aujourd'hui, est global. C'est ce qu'ont bien compris nos confrères régionaux (presse, radio, télévision), qui se sont fait l'écho de la présence du *Monde* sur leurs terres et ont même parfois accompagné le mouvement par l'organisation de débats en commun : ce fut le cas, par exemple, à Rennes, avec *Ouest-France*, autour du thème « Presse et citoyenneté ». Au total, une cinquantaine de débats auront été organisés en marge de l'exposition, sur des questions portant le plus souvent sur la presse et la démocratie, la déontologie de l'information, le multimédia, avec des partenaires divers, les plus fidèles étant le Crédit local de France et la FNAC, ainsi que les chambres de commerce et d'industrie et les Instituts d'études politiques.

UNE VOLONTÉ PÉDAGOGIQUE

Grâce à un partenariat actif avec les Centres de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (Clemi), 8 000 élèves du second cycle ont visité « L'ancien et le nouveau *Monde* », certains professeurs, comme à Grenoble ou à Toulouse, prolongeant cette initiation par des exercices pédagogiques, des réalisations de films vidéo, des ateliers ou des concours d'écriture journalistique.

L'initiative des responsables bordelais de favoriser la lecture publique du *Monde*, en différents points de la ville, le temps de l'exposition, a participé de la même volonté *pédagogique*. Au demeurant, sans l'assistance des municipalités, quelle que soit leur couleur politique, cette action de longue haleine aurait, sans aucun doute, été beaucoup plus difficile à réaliser.

Une ligne souvenirs

A l'occasion de son 50e anniversaire, *Le Monde* a créé une ligne d'objets, disponibles contre règlement – uniquement par chèque, à l'ordre du journal *Le Monde* – à retourner à l'adresse suivante : *Le Monde*, service promotion, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. La gamme de ces souvenirs s'étend de la montre (300 francs) à la boîte de trois crayons (23 francs), en passant par le presse-papiers en plomb (150 francs), le tee-shirt (blanc ou noir, taille L et XL, 79 francs) et le sac en toile (57 francs). Elle est complétée par l'album *Le Monde 1944-1994* en version reliée (150 francs) ou souple (100 francs) et par le catalogue de l'exposition, accompagné d'un CD reproduisant son parcours sonore (210 francs). Les frais de port sont offerts pour la France métropolitaine (pour les DOM-TOM et l'étranger, renseignements au [1] 49-60-32-43). La montre et le presse-papiers seront expédiés en recommandé.

MERCREDI 14 JUIN

TF 1

13.40 Série : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Dallas.
15.20 Série : La loi est la loi.
16.15 Série : La Croisière foll'amour.
16.50 Club Dorothée. Chansons ; Jeux.
17.25 Série : Les Garçons de la plage.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Série : K 2000.
19.15 Magazine : Coucou !
19.50 Le Bébête Show (et 0.50).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.45 Soirée spéciale : Unis pour vaincre. Présentée par Jean-Pierre Pernaut, avec Christian Cabrol et Thierry Lhermitte. La journée nationale du don d'organes.
22.40 Magazine : 52 sur la Une. Chasseurs de top-models.
23.45 Les Rendez-vous de l'entreprise. Jean-François Gauthier (Salomon).
23.55 Série : Paire d'as.
0.55 Journal, Météo.
1.05 Programmes de nuit. Peter Ströhm ; 1.50, TF 1 nuit (et 2.55, 3.55) ; 2.00, Histoires naturelles (et 4.05, 5.10) ; 3.05, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [5/6] ; 4.35, Musique.

FRANCE 2

13.45 Série : Stryker.
15.20 Chalu Maureen. Hartley cœurs à vif ; Mister T.
17.05 Série : Seconde B.
17.40 Série : Les Années collège.
18.10 Série : Sauvés par le gong.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne (et 3.20).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 1.50).
19.50 Bonne Nuit les petits. Retour chez maman.
19.55 Tirage du Loto (et 20.50).
19.59 Journal, Météo.

20.55 Téléfilm : Jeux d'enfants. De Michel Léviant, avec Olivia Capeta, Mireille Perrier. *Une petite fille de neuf ans réconcilie ses parents divorcés depuis cinq ans par l'entremise de son grand-père qui ignore tout de la situation familiale.*
22.25 Magazine : Bas les masques. J'ai été miss. Reportages : L'élection de miss Anjou 1995 ; Mini miss 1990 ; L'éducation d'une miss.
23.35 Les Films Lumière.
23.40 Journal, Météo, Journal des courses.
0.10 Le Cercle de minuit.
1.30 Programmes de nuit. Histoires courtes : Ma villa Médicis, entre le soufre et l'encens, de Michel Jaffrennou ; 2.25, Emissions religieuses (rediff.) ; 3.50, 24 heures d'infos ; 4.10, Jeu : Pyramide ; 4.40, L'Ecume des nuits ; 4.50, Outremers (rediff.) ; 5.45, Dessin animé.

FRANCE 3

13.40 Série : La croisière s'amuse.
14.45 Le Magazine du Sénat.
14.55 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
16.45 Les Minikeums. Popeye ; Tintin : les Bijoux de la Castafiore (2).
17.35 Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Les Pionniers du cinéma*, de Kevin Brownlow.
18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.40 Consomag.

20.45 Elections municipales. Emission spéciale en direct des régions.
21.45 Téléfilm : Amnesia. De Paul Lynch, avec Robert Urich.
23.20 Météo, Journal.
23.45 Documentaire : Un siècle d'écrivains. Présenté par Bernard Rapp. Anatole France, de François Chayé. *Ce fils de libraire, qui obtint son premier succès romanesque à trente-sept ans avec* Le Crime de Sylvestre Bonnard, *bénéficia par la suite d'une renommée universelle et obtint le prix Nobel de littérature en 1921.*
0.35 Documentaire : Les Cinq Continents. Tigrero (rediff.).
1.35 Musique Graffiti. *Caprice*, de Paganini, par Tedi Papavrami, violon (15 min).

M 6

13.30 M 6 Kid. Présenté par Caroline Avon et Paul Grandpascal. Mighty Max ; 14.05, Conan l'aventurier ; 15.05 Moi, Renart ; 15.35, 20.000 lieues dans l'espace ; 16.00, Highlander.
16.25 Variétés : Hit Machine.
17.00 Magazine : Fanzine (et 0.40). Présenté par Christophe Crenel. Les dinosaures sont de retour. The Rolling Stones, Marianne Faithful, John Lee Hooker, Pink Floyd, Police.
17.30 Série : Classe mannequin.
18.00 Série : V. Déception.
19.00 Série : Robocop.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ecolo 6. Chauves-souris, la crise du logement.

20.45 Téléfilm : Les Aventuriers d'Eden River. De Don Kent, avec Jean Reno, Carole Laure. *Accompagné d'une ravissante jeune femme médecin canadien, un pilote de chasse français part à la recherche d'un ami qui a disparu dans le nord du Canada.*
22.30 Téléfilm : Main basse sur Hawaï. De Fred Walton. *Un ancien flic new yorkais qui a sombré dans l'alcoolisme est appelé à l'aide par la police d'Hawaï.*
0.15 Série : Sexy Zap.

CANAL +

13.35 Décode pas Bunny.
14.30 Documentaire : Les Plus Beaux Jardins du monde. 10. L'Heure de la mécanisation, de William Howard Adams.
14.50 Téléfilm : Les Rois de l'évasion. D'Adrian Shergold. *La tentative d'évasion de trois cent-vingt sept Anglais, pendant la seconde guerre mondiale.*
16.35 Téléfilm : Traque à Manhattan. De Tom Mankiewicz.
18.00 Canaille peluche. Mot.

EN CLAIR JUSQU'A 21.00

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Nulle part ailleurs.
19.20 Zérorama.
19.55 Les Guignols.

20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00 Cinéma : L'Irrésolu. □ Film français de Jean-Pierre Ronssin (1994).
22.20 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : Un faire-part à part. ■ Film américain de Charlie Peters (1993).
23.58 Pin-up.
0.00 ▶ Cinéma : Let's Get Lost. ■ ■ Film américain de Bruce Weber (1988, v.o.). Avec Chet Baker, Carol Baker, Vera Baker.
2.00 Série : Babylon 5 [6/22]. Guerre mentale.

LA CINQUIÈME

13.30 Défi. Des artistes en herbe.
14.00 Documentaire : Georges Marshall.
15.00 Embarquement porte n° 1. Saint-Pétersbourg (rediff.).
15.30 Va savoir. Mont Doré.
16.00 Documentaire : L'Astronomie.
16.25 Attention santé. Secours à un accidenté.
16.30 Feuilleton : Schulmeister, l'espion de l'empereur [5/13].
17.30 Rintintin.
18.00 Les Enfants de John.
18.30 Le Monde des animaux.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti.
19.25 Documentaire : Les Mystères du vagabond des mers. De David Parer et Elizabeth Parer-Cook.
20.20 Le Dessous des cartes. De part et d'autre du Jourdain [3/3]. La Cisjordanie.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 ▶ Les Mercredis de l'Histoire. Cuba, histoire d'un mythe, de Marie-Monique Robin. [1/2] Prologue : 1952-1956.
21.40 Documentaire musical : Franz Peter Schubert. Grand amour, grande souffrance, de Christopher Nupen. Avec Vladimir Ashkenazy (piano), Andreas Schmidt (baryton), Michael Sanderling (violoncelle), Antje Weithaas (violon), The Peterson Quartett, l'Orchestre et les Chœurs de la Radio bavaroise.
23.00 Magazine : Musicarchive. Proposé par Christian Labrande. Leopold Stokowski.
23.35 Desko Ranki joue Mozart. Sonate en do majeur.
23.50 Cinéma, de notre temps. La Nouvelle Vague par elle-même.
0.45 Cinéma : Morocco. ■ ■ ■ Film américain de Josef von Sternberg (1930, N., v.o.). Avec Gary Cooper, Marlene Dietrich, Adolphe Menjou (rediff.).
2.20 Court métrage : Supergrass. De Tom Vaughan (rediff., 12 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 9 juin. 21.00 Telescope. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Feuilleton : Desjardins. 23.25 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 31 mai. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.35 Alcan Highway, la route de l'Alaska. De Dale Johnson. 20.35 ▶ A la rencontre du ciel et de la terre. De Jacques Dubuisson. 21.30 Ballerina. De Derek Bailey [4/4]. La Relève. 22.30 Nous l'avons tant aimée, la révolution. De Steven Winter et Daniel Cohn-Bendit [2/4]. Le Prolétariat. 23.25 Dix ans de destruction. D'Adrian Cowell [3/5]. Massacre pour une terre. 0.20 Michel Serres. De Claude Lortie (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.45). 19.15 L'Album. 19.45 Meilleurs souvenirs. 20.00 Buzz. 20.30 Paris Match Première. 21.25 Paris modes. 22.20 La Vérité sur Bébé Donge. ■ ■ Film français de Henri Decoin (1951, N.). 0.15 Tout Paris. 1.00 Concert : Joan Baez. Enregistré en Californie en 1989 (55 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La Panthère rose. 18.00 Coup de bleu dans les étoiles. 18.15 Cajou. 19.15 Domino. 19.30 Série : Océane.

CANAL JIMMY 20.00 Série : Au nom de la loi. 20.30 Série : Private Eye. Vive Hollywood. 21.20 Série : Au cœur du temps. Pearl Harbour. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série : Seinfeld. L'Incendie. 22.35 Série : Les Incorruptibles de Chicago. Truand par amour. 23.25 T'as pas une idée ? 0.25 Série : Dream On. Une pour deux. 0.55 Série : New York Police Blues (45 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Le Grand Chaparral (et 23.15). 19.50 Série : Ne mangez pas les marguerites. Plus on est grand. 20.15 Série : Flipper le dauphin. 20.45 Série : L'Age de cristal (et 0.00). Ombres dans la nuit. 21.40 Série : Mission impossible. Retour au pays. 22.30 Série : Flash. 0.50 Série : Hong-Kong Connection (50 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30). 20.10 MCM Mag (et 22.30, 1.00). Spécial Festival du film de Paris. 20.40 MCM découvertes. 21.00 Radio Mag. 21.30 MCM Rock Legends. Spécial Pink Floyd. 22.25 MCM Home vidéo. 23.00 X Kulture. 0.30 Blah-Blah Métal (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The Worst of Most Wanted. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Football. En direct. Festival espoirs : finale. A Toulon (Var). 22.00 Formule 1 Magazine. 22.30 Moto Magazine. 23.00 Motocyclisme. International Tourist Trophy. Sur l'île de Man (Angleterre). 0.00 Athletic Magazine (60 min).

CINÉ CINÉFIL *18.05 Le Club. 19.25* Don Quichotte. ■ ■ Film français de Georg Wilhelm Pabst (1933, N.). 20.30 Mariage incognito. ■ ■ Film américain de George Stevens (1938, N., v.o.). 21.55 Le Retour de Topper. ■ Film américain de Roy Del Ruth (1941, N.). 23.25 La Mort de Belle. ■ ■ Film français d'Edouard Molinaro (1961, N.).

CINÉ CINÉMAS 18.15 *L'Apprenti salaud.* ■ Film français de Michel Deville (1977). 20.00 Séquences. 20.30 Le Solitaire. ■ ■ Film américain de Michael Mann (1980). 22.30 Le Chat et la Souris. ■ Film français de Claude Lelouch (1975). 0.15 Documentaire (55 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Danièle Lavallée (Promesse d'Amérique. La Préhistoire de l'Amérique du Sud). 19.30 Perspectives scientifiques. Mécanismes mentaux, mécanismes sociaux, 3. Autonomie et spécificité des mécanismes mentaux. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Yves Nat par ses élèves (3). 20.30 Tire ta langue. Nom et Renom. Les changements d'appellation. 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. A nos amours : Danielle Dufrane-Dumont. *22.40 Les Nuits magnétiques.* Le miroir japonais, 2. Naître et transmettre. La femme et l'enfant. 0.05 Du jour au lendemain. Lorand Gaspar (Apprentissage). 0.50 Coda. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Marina Vlady, comédienne. 19.30 Concert. En direct du Musikverein de Vienne, par les Arts florissants, dir. William Christie, Susan Bullock, soprano, Susan Bickley, mezzo-soprano, John-Mark Ainsley, ténor, Thierry Félix, basse : Missa solemnis op. 123, de Beethoven. 22.30 Musique pluriel. Concert donné le 16 décembre 1992, par les contrebassistes de l'Orchestre national de France, de l'Orchestre philharmonique de Radio-France, de l'Orchestre de l'Opéra de Paris et de l'Orchestre de Paris : Anro pour 24 contrebasses, de Gagneux. Et le monde ne connaît rien d'eux que leur voix pour octuor à vents, par l'Octuor da Ponte ; Op. 41 pour clarinette et basson, de Gagneux, par les lauréats du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris ; Etudes pour piano (extraits), de Lenot, Dominique My, piano. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Mozart, Brahms. 0.00 Jazz vivant. Concert donné au Festival de Vienne et de Juan-les-Pins, par Michel Portal et Louis Sclavis. Concert donné au Festival du théâtre de Boulogne-Billancourt, Michel Portal et Louis Sclavis en duo. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

Les interventions à la radio

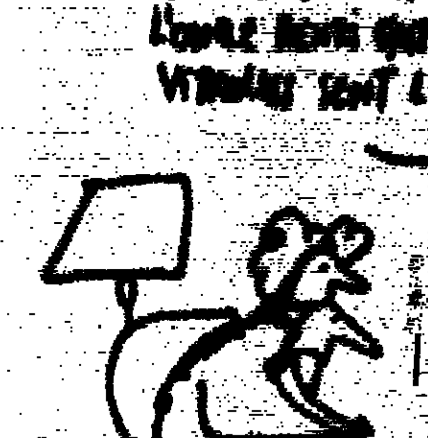
Radio Shalom 94,8 FM, 18 h 30 : Claude Goasguen, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la citoyenneté (« Le grand débat »).

RTL, 18 h 20 : Débat « Spécial élections municipales » entre Henri Emmanuelli, PS, et Jean-François Mancel, RPR (« Question d'actualité »).

France-Inter, 19 h 20 : Catherine Trautmann, député européen, maire de Strasbourg (« Objections »).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Quand les voix françaises



Quand les voix françaises parlaient de Londres

« Les Dossiers de l'Histoire » présentent les « amateurs » qui, de 1940 à 1944, à partir des studios de la BBC, ont livré la guerre des ondes à l'occupant

« PENDANT QUATRE ANS, de Gaulle c'était une voix ; la première photo du général, je l'ai vue au début de 1944 dans une feuille clandestine. » Et cet auditeur de la BBC, Georges Montaron, devenu directeur de *Témoignage chrétien*, ajoute : *« Pour s'informer, on écoutait les Français de Londres ; c'était l'AFP de l'époque. »*

« Ici Londres... » : des voix sans visage, souvent sous un nom d'emprunt, parfois même anonymes – comme ce fut le cas, jusqu'en 1944, pour Maurice Schumann, le *« porte-parole de la France combattante »* ; des informations dont était sevré tout un peuple soumis à une double censure, vichyste et nazie ; et le total engagement, autour de Jean Marin, d'une poignée d'« amateurs » placés aux avant-postes de la guerre des ondes.

Tout cela est bien mis en relief dans *Ici Londres, les Français parlent aux Français*, le film conçu par Jean-Michel Gaillard, avec Jean Marin, et réalisé par Jean-Michel Rodrigo, diffusé dans « Les Dossiers de l'Histoire », une semaine après les obsèques aux Invalides de Jean Marin, qui fut, après l'épopée gaulliste, le rénovateur de l'Agence France-Presse (AFP), libérée du carcan étatique.

Si, à défaut de l'appel du 18 juin, la BBC a pu conserver la plupart des enregistrements et des scripts des émissions diffusées du 14 juillet 1940 au 1er novembre 1944, bien peu d'images subsistent. Ces quatre années passées dans les modestes locaux concédés à Portland Place, dans l'immeuble de la BBC, que les bombes n'épargnaient pas, sont illustrées avec quelques photos, de courtes séquences – parfois tournées après la Libération –, des dessins d'Hélène Perdereau, et des actualités de guerre. La verve du conteur qu'était Jean Marin supplée à cette pénurie d'archives. Et la qualité des témoignages, précis, émouvants, de survivants des réseaux de résistance, alors à l'écoute de Londres.



Sous la direction d'un remarquable animateur, le metteur en scène Michel Saint-Denis (qui avait pris le nom de Jacques Duchesne, en souvenir de la Révolution), chroniques, éditoriaux, reportages se succédaient chaque jour avec; une fois par semaine, la « Discussion des trois amis » – Duchesne, Pierre Bourdan et Jean Oberlé, auquel on doit (ainsi qu'à Maurice Van Moppès) d'innombrables slogans vengeurs. Ainsi *« Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand »*.

DES TENSIONS DANS L'ÉQUIPE

On peut regretter que soient passées sous silence les tensions surgies au sein de l'équipe (Duchesne fut assez longtemps moins anti-maréchaliste que ses camarades gaullistes), comme entre de Gaulle et Churchill, lors du débarquement allié à Alger en 1942. Divisés à propos de l'amiral Darlan, les « trois amis » se séparent tandis que le général et ses proches partisans boudent le micro de la BBC pendant plusieurs semaines.

Mais ces oublis comptent peu lorsque, retrouvant le ton des années terribles, Jean Marin rappelle comment, sur des images antisémites d'un numéro de *Nimbus* (publication de Vichy), il a fait état dès le 1er juin 1942, au micro, de révélations sur l'extermination de 700 000 juifs en Pologne et sur l'utilisation de chambres à gaz ; comment une émission a été consacrée entièrement aux fusillés de Châteaubriant, sur un beau texte d'Aragon reçu clandestinement ; comment, par la diffusion de messages et de consignes, l'équipe de Londres a participé aux ultimes combats de 1944 ; comment enfin, redevenu officier de marine, Jean Marin a libéré Radio-Bretagne, à Rennes.

La boucle est alors bouclée. En prenant la relève, le directeur de la nouvelle Radiodiffusion française, Jean Guignebert, rend hommage à l'équipe. Un « professionnel » resté à Paris dit alors à Jean Oberlé : *« Ce que vous faisiez à Londres n'était pas de la radio ; vous n'étiez pas des hommes de micro... »*. Au nom de ces « amateurs », Jean Marin conclut : *« Les vrais héros, c'étaient les auditeurs. »*

Bernard Lauzanne

★ « Les Dossiers de l'Histoire » : *Ici Londres, les Français parlent aux Français*, France 3, jeudi 15 juin, 23 h 15.

Debout *par Agathe Logeart*

C'EST un sacré privilège d'être président de la République. On en a connu un qui s'invitait au petit déjeuner, à l'heure des poubelles, juste après le passage du laitier. On vient d'en toucher un nouveau, tout frais, qui préfère débouler à l'heure du dîner, du genre *« badaboum, poussez-vous, c'est moi j'arrive »*, bousculant sans vergogne nos habitudes et le méticuleux agencement du journal télévisé. On n'avait pas rendez-vous, pourtant. Ce n'était pas dans le programme, on a vérifié. Alors, il a bien fallu lui faire la place, on n'avait pas le choix. Tant pis pour les nouvelles du monde, hormis la Bosnie et les derniers ajustements municipaux, il faudrait bien se résoudre à les laisser au réfrigérateur.

Ce soir, on mangerait donc Chirac, menu unique sur toutes les chaînes d'information. Le président de la République avait décidé de nous parler depuis son nouveau domicile, qu'il avait fini par investir en même temps que *« son boulot de dans deux ans qu'il a maintenant »*, comme disent les Guignols de Canal Plus. Planté sur le perron de l'Elysée, un envoyé spécial savait déjà, avant même que la fête commence, la plus importante nouvelle de la soirée. A l'évidence, parmi le personnel élyséen, quelqu'un avait dû avoir du mal à tenir sa langue et l'effet de surprise y perdait un peu, mais cela amortissait le choc. Jacques Chirac tiendrait, nous prévint-on, sa première conférence de presse debout, *« à l'américaine »*.

Bingo ! L'envoyé spécial avait tout juste. Dans un grand salon à l'éclairage un peu blafard, face à un parterre de journalistes bien sages sur leurs petites chaises posées sur une moquette rouge décorée de médaillons jaune d'or, M. Chirac se tenait en effet debout. Les conseillers en communication, qui avaient trouvé cette nouveauté, avaient dû longuement se creuser la tête pour peaufiner pareil chef-d'œuvre. C'est comme une photo officielle : si l'on veut faire parler d'elle, il faut la faire dehors quand les autres la font dedans. Une conférence de presse, c'est la même chose. S'exprimer debout, cela n'a l'air de rien mais c'est quelque chose, tout de même. C'est bien mieux que de parler assis. Cela donne de la hauteur, évidemment. Et cela fait américain, puisqu'on vous le dit ! Camel sans filtre et bas Nylon, be-bop et Levi's, jeune quoi, clintonien !

L'homme debout n'est pas l'homme assis, et encore moins l'homme couché. Il n'est pas avachi sur sa chaise, lui, avec sa carafe d'eau posée sur la feutrine, et les jambes qui se tortillent sous la table. Il se tient bien droit, les mains appuyées sur le pupitre de bois clair d'où s'élancent deux fins micros noirs, à l'élégance dépouillée. Il est martial comme un capitaine, sérieux et concentré comme un conférencier. Il est l'homme en éveil, aux épaules carrées, aux pieds solidement ancrés dans le terreau de la réalité. Il est l'homme debout, prêt à bondir et à nous protéger. Il est celui qui sait et décide. Il est celui qui est plus grand que les autres, et les domine de la sagesse du chef.

JEUDI 15 JUIN

TF 1

13.40 Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Dallas.
15.20 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.50 Club Dorothée.
17.25 Série : Les Garçons de la plage.
17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.
18.25 Série : K 2000.
19.15 Magazine : Coucou !
19.50 Le Bébête Show (et 1.00).
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20.50 Série : Julie Lescaut.
Trafics, de Josée Dayan.
Un routier est retrouvé assassiné dans son camion sur un parking d'autoroute. Julie pense à un règlement de compte entre transporteurs.

22.30 Magazine : Famille, je vous aime.
Une journée à la nursery de Fleury-Mérogis ; Femmes de boxeurs ; Famille de pompiers.

23.55 Magazine : Ex libris.
L'amour, la mort et l'au-delà. Avec France Huser et Bernard Geniès, Pierre Rey, Katherine Quenot, Michel de Grèce, Alexandre Jardin, Sirin Pathanophal.

1.05 Journal, Météo.
1.15 Programmes de nuit.
Histoires naturelles (et 4.00, 5.05) ; 2.10, TF 1 nuit (et 2.50, 3.50) ; 2.20, Côté cœur ; 3.00, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [6/6] ; 4.30, Mésaventures ; 4.55, Musique.

FRANCE 2

13.45 Série : Inspecteur Derrick.
14.45 Série : L'Enquêteur.
15.40 Tiercé.
En direct de Chantilly.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.10).
Frédo et les chanteurs d'amour.
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : Seconde B.
Lycée sans frontière.
17.40 Série : Les Années collège.
18.10 Série : Sauvés par le gong.
18.45 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 2.15).
19.55 Bonne Nuit les petits.
Pas de vent.
19.59 Journal, Météo, Point route.

20.55 Magazine : Envoyé spécial.
L'affaire silicone ; Le Petit Livre des larmes.

22.30 Expression directe. CGC.

22.40 Cinéma : Les Inconnus dans la maison. ■ ■
Film français de Henri Decoin (1942).

0.23 Les Films Lumière (rediff.).
0.25 Journal, Météo, Journal des courses.
0.55 Le Cercle de minuit.
Présenté par Laure Adler.
2.45 Programmes de nuit.
Bas les masques (rediff.) ; 3.55, 24 heures d'infos ; 4.20, Jeu : Pyramide, (rediff.) ; 4.45, Treize néophytes et deux pros ; 5.50, Dessin animé.

FRANCE 3

13.35 Magazine : Vincent à l'heure.
14.35 Série : La croisière s'amuse.
15.30 Série : Simon et Simon.
16.25 Les Minikeums.
17.35 Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
Le Quotidien et l'intéressant, de Paul Veyne.
18.55 Le 19-20 de l'information.
A 19.08, Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.

20.50 Cinéma : L'Ecole des héros. □
Film américain de Daniel Petrie (1990).

22.45 Météo, Journal.

23.15 Les Dossiers de l'Histoire.
Ici Londres, les Français parlent aux Français, de Jean-Michel Rodrigo.
Cinquante-cinq ans après l'appel lancé de Londres par le général de Gaulle, le témoignage de Jean Marin, récemment disparu, pilier du célèbre programme de la BBC : « Les Français parlent aux Français ».

0.15 Court métrage : Libre court.
Mademoiselle Batavia, de Pierre Pampini avec Gilette Barbier.
0.35 Musique Graffiti.
Quintette op. 34, scherzo, de Brahms, par le Quatuor de Cleveland, sol. Gyorgy Sebok, piano (15 min).

M 6

13.25 Téléfilm : Cote d'alerte.
De David Lister, avec David Dukes, Susan Anspach.
Pour retrouver une cassette qui prouve que leur usine produit des gaz de combat et non pas des engrais, des Libyens prennent en otage un groupe de touristes américains.
15.10 Boulevard des clips (et 1.10, 6.05).
17.00 Variétés : Hit Machine.
Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.
17.30 Série : Classe mannequin.
18.00 Série : V. Le Héros.
19.00 Série : Robocop.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Passé simple.
Présenté par Marielle Fournier. 1927 : l'Atlantique vaincu.
Le 20 mai 1927, l'Américain Charles Lindbergh atterrissait au Bourget devant 600 000 personnes. Il avait quitté les Etats-Unis trente-quatre heures plus tôt à bord du Spirit-of-Saint-Louis. Le « fou volant » réalisait ainsi un vieux rêve : la traversée de l'Atlantique sans escale.

20.50 Cinéma : Un monde sans pitié. ■
Film français d'Eric Rochant (1989).

22.30 Cinéma : Blackout. ■
Film américain de Douglas Hickox (1984).
0.15 Magazine : Fréquenstar (et 5.10).
3.00 Rediffusions.
Jazz 6 ; 4.00, Fanzine ; 4.25, Culture pub.

CANAL +

13.35 Cinéma : Au-dessus de la loi. ■
Film américain de Vic Armstrong (1992).
15.20 Cinéma : King of the Hill. □
Film américain de Steven Soderbergh (1993).
17.05 Basket-ball américain.
Résumé du quatrième match de la finale NBA : Houston-Orlando.
18.00 Canaille peluche. Mot.

EN CLAIR JUSQU'À 20.35

18.30 Jeu : Pizzarollo.
18.40 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Magazine : Zérorama.
Présenté par Daisy d'Errata, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Kuffs. □
Film américain de Bruce A. Evans (1993).
22.10 Flash d'informations.

22.20 Cinéma : Beaucoup de bruit pour rien. ■
Film britannique de Kenneth Branagh (1992, v.o.).
0.05 Cinéma : L'histoire du garçon qui voulait qu'on l'embrasse. ■
Film français de Philippe Harel (1993).
1.45 Sport : Golf. En direct.
Première journée de l'US Open (80 min.).

LA CINQUIÈME

13.30 Défi.
14.00 Documentaire : La Guerre froide.
15.00 Embarquement porte n° 1.
Grenade.
15.30 Le Corps humain.
16.00 Perspectives.
Effets de serre.
16.25 Attention santé.
16.30 Feuilleton : Schulmeister, l'espion de l'empereur [6/13].
17.30 Rintintin.
Monsieur Shakespeare.
18.00 Les Enfants de John.
18.30 Le Monde des animaux.
18.57 Le journal du temps.

ARTE

19.00 Magazine : Confetti.
19.30 ▶ Documentaire : Un grand magasin à Cuba.
De Marilyn Watelet et Szymon Zaleski.
20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : New York, New York.
20.41 Courts métrages : Cartes postales de NYC.
Nocturne, de Tom DiCillo ; The Bowery, printemps 1994, de Sara Driver ; Rain, Slit or Snow, de Rosie Perez ; High Heel Nights, de Beth B. 2. Muzork, de Jaron Lanier ; NYC 3/94, de *Hal Hartley (et 1.10)*.

21.25 Documentaire : New York intime.
Le Broadway de Jerry Lewis ; Voltaire, une chauve-souris dans *l'underground* ; Abel Ferrara en salle de montage pour *The Addiction*, de Henning Lohner (et 22.15, 0.20).
21.35 Moyen métrage : Keep it for Yourself.
De Claire Denis (1990).
22.25 New York côté courts.
Rêve de béton, de Gary Pollard (1992, 30 min) ; New York Absurdities, de William Goins (1993, 15 min) ; Famous in New York, de Henning Lohner (1995, 20 min) ; The Cage, de Noah Lerner (1993, 17 min) ; I Don't Wanna Be a Boy, d'Alec Behrens et Marjin Muijser (1995).
0.30 Manhattan, le miroir éclaté.
De Sian Roderick.
1.35 Cinéma, de notre temps.
La Nouvelle Vague par elle-même, de Robert Valey (rediff., 60 min).

CÂBLE

TV 5 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Max et les ferrailleurs. ■ ■ Film français de Claude Sautet (1971). 21.50 3000 scénarios contre un virus. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Géopolis. 0.00 Tell Quel. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).

PLANÈTE 19.20 Autoroute : Quand le nougat a le goût de bouchon. D'Antoine Bordier et Eric Burnand. 20.05 *Fleur de scène*. De Marie-Claire Quiquemelle. 20.35 Je ne sais pas lire, mais je me soigne. De Leslie Jenkins et Daniel Pasche. *21.25 Alcan* Highway, la route de l'Alaska. De Dale Johnson. 22.25 ▶ A la rencontre du ciel et de la terre. De Jacques Dubuisson. *23.20* Ballerina. De Derek Bailey [4/4]. La Relève. 0.20 Nous l'avons tant aimée, la révolution. De Steven Winter et Daniel Cohn-Bendit [2/4]. Le Prolétariat (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.45). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.15). 19.45 Meilleurs souvenirs. 20.00 Ecran total. 21.00 Match d'amour. ■ Film américain de Busby Berkeley (1949, v.o.). 22.30 Ecran total. 23.00 Concert : L'Orchestre de Paris pour les jeunes. Enregistré au Châtelet le 17 décembre 1994. 1.00 Musiques en scènes (25 min).

CANAL J 17.35 Les Triplés. 17.40 La *Panthère rose*. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Où est Charly ? ; *18.20, Tip top clip* ; 18.25, *Skippy* ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; 19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : *Océane*.

CANAL JIMMY 20.00 Chronique du front. 20.04 Nuit Boby Lapointe. Présentée par France Roche et Edouard Baer. 20.05 Tirez sur le pianiste. ■ ■ ■ Film français de François Truffaut (1960, N.). 21.25 Nuit Boby Lapointe (suite). Invités : Claude Sautet, Louis Nucera, Ticky Holgado, Richard Di Rosa, Pierre Etaix, Philippe Weil, Philippe *Gildas, et les jeunes musiciens qui* reprennent le répertoire lapointesque. 23.35 Le Meilleur du pire. 0.05 Souvenir. *Tous en scène (70 min)*.

SÉRIE CLUB 19.00 Série : Le Grand Chaparral (et 23.15). 19.50 Série : Ne mangez *pas les marguerites*. 20.15 *Série : Flipper* le dauphin. 20.45 Série : L'Esprit de famille (et 0.10). 21.40 Série : Mission impossible. *22.30 Série : Flash. Magie noire*. 0.00 Le Club. 1.00 Série : Hong-Kong Connection (40 min).

MCM *19.30 Blah-Blah Groove (et 23.30)*. 20.10 MCM Mag (et 22.30, 1.00). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du groove. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home vidéo. 23.00 Radio Mag. 0.30 *Blah-Blah Métal* (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 *News at Night*. 23.15 CineMatic. 23.30 Concert : Carter. 0.00 The End ? (90 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. 20.00 Basket-ball. Les temps forts du championnat d'Europe des clubs. 21.30 ATP Tour Magazine. 22.00 Body-building. Résumé. Championnats du monde 1994. A Kupolen (Suède). 23.00 Keirin. 0.00 Golf. 1.00 Eurosportnews (30 min).

CINÉ CINÉFIL 19.00 Le Retour de Topper. ■ Film américain de Roy Del Ruth (1941, N., v.o.). 20.30 Têtes de pioches. ■ ■ Film américain de John G Blystone (1938, N.). 21.25 Le Club. 22.45 Eva. ■ Film franco-italien de Joseph Losey (1962, N., v.o.). 0.35 Le Cheikh blanc. ■ ■ Film italien de Federico Fellini (1952, N., v.o., 80 min).

CINÉ CINÉMAS 19.00 Mothra contre Godzilla. ■ Film japonais d'Inoshiro Honda (1964, v.o.). 20.30 Sept secondes en enfer. ■ ■ Film américain de John Sturges (1967). 22.10 J'ai tué Raspoutine. ■ ■ Film français de Robert Hossein (1967). 23.50 Les Gaspards. ■ Film français de Pierre Tchernia (1974, 90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Michel Le Bris (Fragments du Royaume). 19.30 Perspectives scientifiques. Mécanismes mentaux, mécanismes sociaux. 4. Homologies du mental et du social. 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Yves Nat par ses élèves (4). 20.30 Fiction. Les Jours perdus, de Jérôme d'Astier. 21.28 Poésie sur parole. Fables et poèmes pour rire avec Dieu (4) (rediff.). 21.32 Profils perdus. Pierre Bromberger ou la passion du cinéma (2). 22.40 Les Nuits magnétiques. Le miroir japonais. 3. Tradition et création. 0.05 Du jour au lendemain. Jean Daive (La Condition d'infini). 0.50 Coda. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Entretiens avec Edouard Pignon ; 3.23, Récital Jacques Rebotier ; 3.51, Le Judaïsme et la culture allemande ; 4.25, Fernando Pessoa (Le Livre de l'intranquillité) ; 5.54, La Nourriture ennemie : enquête sur l'anorexie.

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Emmanuel Carrère, écrivain. 20.00 Concert. Donné le 15 mars, au Royal Festival Hall de Londres, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Andrew Davis : Œuvres d'Elgar : Ouverture ; Concerto pour *violoncelle et orchestre op. 85, Antonio* Meneses, violoncelle ; Symphonie n° 2. 22.00 Soliste. Alfred Brendel, piano. Polonaise *pour piano n° 7 op. 61* Polonaise Fantaisie, de Chopin ; Seize Danses allemandes D 783, de Schubert. 22.25 Dépêche-notes (rediff.). 22.30 Musique pluriel. Pour l'image pour 14 instruments, de Hurel, par l'Ensemble instrumental, dir. Ed Spanjaard ; Arcane, de Gaussin, Jay Gottlieb, piano. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Milhaud, du Groupe des six, Poulenc, des Singphonic Comedians. 0.00 Tapage nocturne. Profession ? Arrangeur ! Divers extraits musicaux. Musiques traditionnelles, par l'Orchestre philharmonique de la radio de Hanovre NDR. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Smetana, Dvorak, Rimski-Korsakov, Ravel, Stravinsky, Chostakovitch, Ellington, Bernstein, Elgar, Saint-Saëns, Spohr, Mozart, Purcell, Haendel, J-C Bach.

Le Monde
JEUDI 15 JUIN 1995

Gaullienne !

par Pierre Georges

CE FUT, comment dire, on cherche ses mots dans la mémoire des mots. Voilà ! Ce fut gaullien. Proprement gaullien. Huit essais nucléaires. Pas sept, pas neuf, huit irrévocables essais, huit essais gaulliens.

Les experts l'ont dit. Chirac l'a fait. Seul contre tous, contre le reste du monde, debout, résolu, gaullien. C'est un vieux mot « gaullien », tombé en désuétude, un mot au panthéon des mots. En entendant les commentaires neutroniques et admiratifs tomber de bon matin comme force de frappe, on s'est dit que ce mot-là avait au moins une vertu, celle de dissuader préventivement toute critique, toute objection.

La France a ainsi la bombe et le *gaullien, la bombe gaullienne. La* bombe n'est pas tout à fait au point. Ce sont les experts qui l'ont dit. Et les experts ont toujours raison surtout s'ils sont les tireurs de bombe, juges et parti, du parti de la bombe. Le gaullien lui est tout à fait et toujours opérationnel. Un vieux mot du temps jadis et qui a fait ses preuves, un mot qui veut tout dire et ne rien dire, résume tout et dispense de commentaire.

On parle ici pour les enfants des écoles, pauvres, si jamais il prenait fantaisie à leurs maîtres de leur demander explication de textes. « Gaullien » est un mot pour temps de solitude et de grandeur. Solitude du président, grandeur de la France. Ou inversement, diront les zélotes. Gaullien rime avec régalien, dans une version nettement plus héroïque du pouvoir. Quand la France est seule contre tous, et le président seul avec lui-même, alors se lève ce souffle gaullien, vent historique venu des Elysées, qui dit que la France a raison contre tous et le président raison contre son prédécesseur. Mitterrand l'avait dit. Chirac l'a dédit. D'où l'on pourrait déduire que la France n'a pas de suite dans la bombe. Erreur ! Mitterrand fut simplement mitterrandien. Chirac sera gaullien. Il faut toujours adjectiver les décisions présidentielles pour mieux les habiller. Fussent-elles contradictoires.

Qui a raison, qui a tort ? On laissera à d'autres plus compétents le soin de déterminer si huit essais de plus étaient bien nécessaires à l'édification de la science militaire française. Si, par exemple, avant que d'en arriver au stade virtuel de l'expérimentation, la fiction de bombe sur ordinateur, il fallait en céder encore *au stade réel, à la fission sous* atoll polynésien.

On pourrait, dans une douce insouciance, friser l'anti-France, l'anti-science et évoquer la chanson de Boris Vian, rien moins que gaullienne : *« Mon père, un fameux bricoleur, faisait en amateur des bombes atomiques. Y a quelque chose qui cloche là-dedans j'y retourne immédiatement. »*

Mais non, l'affaire est trop sérieuse. Elle est gaullienne. Entre deux tours d'élections municipales, mais gaullienne. Elle l'est suffisamment pour que le risque soit pris de fâcher beaucoup de monde et d'encourager les vocations de multiples bricoleurs. Elle l'est pour nous mettre au plus mal avec les antipodes. Grande cause, petits effets. Dieu veuille que l'équipe de France de rugby n'ait pas à rencontrer prochainement celle de Nouvelle-Zélande en une finale gaullienne de la Coupe du monde de rugby. Ils seraient capables, ces All Blacks, de vouloir nous passer huit essais. Ni sept, ni neuf, huit !

Deux gardes de Yasser Arafat ont été tués par des militaires israéliens

DES MILITAIRES ISRAÉLIENS ont tué, mercredi 14 juin, trois Palestiniens, dont deux membres de la garde présidentielle de Yasser Arafat, lors d'un échange de tirs à la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte, a-t-on indiqué de sources policières palestiniennes. Selon ces indications, les soldats ont d'abord tiré sur un Palestinien recherché, Darwiche Abou Hatla, qui, venant d'Egypte, tentait de s'infiltrer dans le territoire autonome de Gaza, près de Rafah. Des membres de la Force 17, la garde du chef de l'OLP, qui attendaient ce dernier, ont alors ouvert le feu sur les militaires, qui ont riposté, tuant deux d'entre eux.

Darwiche Abou Hatla, appartenant aux Faucons du Fatah, les groupes de choc de l'OLP dans la bande de Gaza – dont plusieurs membres font partie de la garde du chef de l'Autorité palestinienne –, était parti en Egypte il y a deux ans. Les forces de l'ordre israéliennes ont procédé à plusieurs arrestations dans la région après l'incident et le comité de liaison israélo-palestinien s'est réuni pour ouvrir une enquête, a-t-on indiqué de source palestinienne.

INCIDENTS À JÉRUSALEM-EST

D'autre part, dans la partie orientale de Jérusalem, les forces de l'ordre ont tiré, mardi, des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc contre des manifestants palestiniens *qui tentaient d'empêcher la des*truction d'une habitation édifiée illégalement. Six personnes ont été blessées. Après cet incident, le gouvernement a suspendu les ordres de démolition de maisons construites sans permis à Jérusalem-Est. Dans la soirée, des manifestants nationalistes israéliens ont ouvert le feu contre le domicile de Fayçal Husseini, un des principaux dirigeants palestiniens, sans faire de victimes. Les manifestants photographiaient la maison et ceux qui y entraient ou en sortaient. Des Palestiniens ont réagi en lançant des pierres dans leur direction. C'est alors que des coups de feu ont été tirés. La police israélienne a arrêté quelques heures plus tard cinq suspects.

Les activistes israéliens parti*cipaient* à une campagne lancée par le mouvement de la colonisation pour s'opposer au repli prévu par l'armée israélienne en Cisjordanie. Pour donner le coup d'envoi de cette campagne, intitulée « Eretz Israël d'abord », des colons ont occupé treize logements inhabités dans l'implantation de Barkan, au nord de la Cisjordanie, et tracé un chemin, sans que l'armée ni la police interviennent.

Soutenus par l'opposition de droite, les colons ont élaboré un véritable plan prévoyant l'occupation de milliers de logements vides, de terres domaniales et de sites historiques ou archéologiques en Cisjordanie. *« Nous voulons imposer de nouvelles réalités qui influeront sur le cours du processus de paix »*, a déclaré Aharon Domb, porte-parole des colons. – *(AFP.)*

L'accord nucléaire entre Washington et Pyongyang pourrait faciliter la normalisation de leurs relations

TOKYO
de notre correspondant

Les représentants des Etats-Unis et de la Corée du Nord ont annoncé, mardi 13 juin, à Kuala Lumpur, en Malaisie, au cours d'une conférence de presse, que leurs gouvernements avaient donné leur aval à l'accord sur les modalités de fourniture à la République populaire démocratique de Corée (RPDC) de deux centrales nucléaires à eau légère en contrepartie de l'arrêt de son programme atomique (*Le Monde* du 14 juin). Cet accord ménage la susceptibilité de Pyongyang plus que celle de Séoul. La RPDC refusait que les centrales qui lui seront fournies soient d'origine sud-coréenne, et la Corée du Sud, principal bailleur de fonds dans l'opération, n'entendait pas être écartée, pour des raisons à la fois économiques et de prestige national.

L'accord ne mentionne pas la Corée du Sud, mais insiste sur le rôle central des Etats-Unis dans l'Organisation pour le développement de l'énergie dans la péninsule coréenne (KEDO), consortium international formé par la Corée du Sud, les Etats-Unis et le Japon, et chargé de réaliser le projet. *« Les Etats-Unis serviront de principal intermédiaire avec la RPDC »*, précise le texte. *« Les modèles sélectionnés par la KEDO seront la version la plus avancée de centrales actuellement en construction conçues grâce à la technologie des Etats-Unis »*. La KEDO *« sera le principal contractant dans ce projet, et des entreprises américaines joueront un rôle de coordination »*.

Le rôle central des Etats-Unis dans la réalisation de ce projet semble avoir satisfait Pyongyang. Les caractéristiques des réacteurs, mentionnées dans le texte, garantissent d'autre part à la Corée du Sud qu'elle en sera bien le fournisseur. Mais l'absence de toute mention explicite de l'origine est cependant ressentie à Séoul avec une certaine amertume. Pour le chef de la délégation nord-coréenne, *« les réacteurs sud-coréens n'existent pas, et c'est pourquoi nous avons exigé que ceux qui nous seront fournis soient de conception et de technologie américaines »*. Dès lors que les réacteurs sont de conception américaine, la RPDC ne fait pas obstacle à ce qu'ils soient fabriqués en Corée du Sud.

Si cet accord devrait conduire à une ouverture relative de la RPDC et à une normalisation des relations avec les Etats-Unis et le Japon, les négociateurs ne semblent pas encore au bout de leurs peines. *« Nous avons déblayé le terrain. Nous avons encore à négocier des points plus difficiles »*, a déclaré le chef de la délégation nord-coréenne. *« Les futures négociations avec la Corée du Nord ne seront pas faciles »*, a reconnu l'ambassadeur américain, qui avait négocié l'accord de principe du 21 octobre 1994.

Philippe Pons

SOMMAIRE

BOURSE

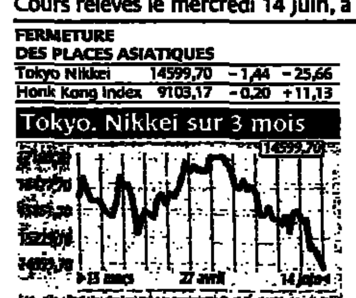
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 14 juin, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	14599,70	-1,44	-25,66
Honk Kong index	9103,17	-0,20	+11,13

Tokyo. Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 13/06	Var. en % 12/06	Var. en % fin 94
Paris CAC 40	1922,79	+0,79	+2,21
Londres FT 100	3348	+0,10	+9.21
Zurich	1298,95	-0,06	+4,72
Milan MIB 30	958	-0,93	-6,53
Francfort Dax 30	2115,11	-0,21	+0,40
Bruxelles	1414,60	+0,17	+1,79
Suisse SBS	1170,28	-0,14	+12,72
Madrid Ibex 35	295,50	+0,51	+3,68
Amsterdam CBS	288,70	+0,07	+3,84

DEMAIN dans « Le Monde »

L'ASIE DÉFIGURÉE : le Japon cherche à apparaître comme une « grande puissance verte », mais les efforts entrepris pour lutter contre la détérioration de l'environnement se sont relâchés. Premier volet d'une enquête en deux parties.

Tirage du *Monde* daté mercredi 14 juin 1995 : 549 728 exemplaires

DANS LA PRESSE

Retour à Mururoa

INFOMATIN

« La dissuasion, c'est moi », avait dit Mitterrand. Formule forte. Désormais, c'est lui [Jacques Chirac]. Là, c'est la symbolique qui se veut forte. Car, n'en déplaise aux experts, huit petits essais ne révolutionneront pas la recherche nucléaire. Pas plus qu'ils ne donneront une crédibilité renforcée à notre arme de dissuasion. Mais, pour incarner le volontarisme, il faut savoir montrer ses muscles.

Marc Jézégabel

LIBÉRATION

Pour son premier discours de président, Chirac avait besoin d'un symbole... éclatant. L'arme nucléaire lui en fournissait un parfaitement adéquat. Condensé de gaullisme selon les stéréotypes les plus courants, incarnation de l'indépendance nationale, privilège régalien du président (...), la bombe atomique est pour Chirac une sorte d'héritage mystique fort pratique pour marquer son pré carré entre les deux tours des municipales.

Gérard Dupuy

RTL

Nos techniciens et industriels militaires sont très compétents et il y a, disons, quatre-vingts chances sur cent que le matériel soit performant. Ce qui revient à dire qu'il y a quatre-vingts chances sur cent que les essais soient quasiment inutiles. (...) Est-ce qu'à la place de Chirac vous auriez fait l'impasse sur les vingt pour cent ? Peut-être, mais on peut comprendre que lui n'ait pas voulu prendre le risque. Mais, du coup, il a pris celui de voir la France conspuée en Nouvelle-Zélande, en Australie et par beaucoup d'écologistes dans le monde entier.

Marc Ullmann

■ **FOOTBALL** : Jean Tigana a signé, mardi 13 juin, un contrat d'un an pour entraîner l'AS Monaco. L'ancien international, âgé de trente-neuf ans, succède à Gérard Banide, qui avait assuré un intérim après le départ d'Arsène Wenger en septembre 1994. Jean Tigana entraînait l'Olympique lyonnais, qui a terminé deuxième du championnat.

Terres

TERRE-NEUVE

Quais des brumes

PAGE II

NOUVELLE-ÉCOSSE

La forteresse ressuscitée

PAGE III

L'arche de Menier

PAGE IV

L'or blanc

PAGE V

Retour aux sources

PAGE VI

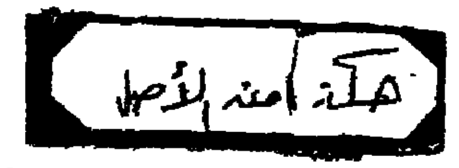
ONTARIO

Un jour à Toronto

PAGE VII

De son immensité, on a tout dit. Résumée par sa devise, « A mari usque ad mare » : d'un océan à l'autre. Quelque 7 800 kilomètres franchis par la bien nommée « Transcanadienne ». Qui n'a jamais rêvé de cette route-là ? Partir dès à l'Atlantique, de St-John's, à

CONCEPTION ET COORDINATION : Patrick Frances et Florence Evin, avec Danielle Tramard
RÉALISATION : Fabienne Darge et Jean-Jacques Larrochelle



Le Monde
VOYAGES

Terres du Canada

TERRE-NEUVE

Quais des brumes

La mer. Généreuse mais pillée. Omniprésente. Avec des icebergs, des baleines et des chalutiers. Un rocher, âpre et violet. Des petits ports et de petites maisons. Et, sous un ciel dansant, des refrains irlandais.

PAGE II

NOUVELLE-ÉCOSSE

La forteresse ressuscitée

Assiégée, conquise, démantelée, rayée de la carte. Louisbourg, aujourd'hui reconstruite, s'enivre enfin du parfum de la gloire. Voyage dans le passé. Un passé peuplé de fantômes loquaces.

PAGE III

QUÉBEC

L'arche de Menier

Ancrée dans le golfe du Saint-Laurent, l'île d'Anticosti. Vierge comme l'Amérique d'avant Christophe Colomb. Un chocolatier paternaliste y établit un jour un éphémère royaume. C'est aujourd'hui celui des cerfs de Virginie.

PAGE IV

L'or blanc

« Mon pays, c'est l'hiver », aime chanter Gilles Vigneault. Les « Français de France » sont en train de le découvrir.

PAGE V

Retour aux sources

Survie en forêt, initiation aux techniques ancestrales, nuits sous la tente commune. Sur la piste de l'authenticité, la rencontre avec le savoir-faire des populations amérindiennes.

PAGE VI

ONTARIO

Un jour à Toronto

Cité polyglotte, la ville-caméléon change de couleurs selon l'heure et l'endroit. Promenades d'un quartier à l'autre pour un tour du monde en vingt-quatre heures.

PAGE VII

JEAN-EUDES SCHURR

Dans la province de Québec

ONTARIO

Laboratoire planétaire

Proclamée par les Nations unies « ville la plus multiculturelle du globe », Toronto joue l'équité et s'en donne les moyens.

PAGE VIII

Canada mode d'emploi

Carte, renseignements pratiques et entretien avec Bernard Couët, patron du tourisme canadien à Paris.

PAGE IX

PRAIRIES

La vie en rouge

A Regina, la police montée canadienne a mis pied à terre, mais les célèbres « tuniques rouges » n'en conservent pas moins prestige et prestance.

PAGE XI

OUEST

Os en kit

Quand la raison du plus fort était toujours la meilleure, les dinosaures se pavanaient en Alberta. A présent, ils s'exposent.

PAGE XII

La vie en vert

Un vrai cocktail de barman écolo : un tiers de mer, un tiers de montagne et un tiers de forêt. Ça s'appelle « Colombie-Britannique », et c'est à consommer très frais.

PAGE XIII

NORD-OUEST

Des grizzlis et des hommes

Au Yukon, les ours s'empiffrent, les machines à sous ont remplacé les chercheurs d'or, et les danseuses de french-cancan dépriment. Il était une fois dans l'Ouest.

PAGE XV

Histoires naturelles

Province par province, la liste des parcs nationaux, orgueil du Canada.

PAGE XVI

Un rêve familier

De son immensité, on a tout dit. Résumée par sa devise, « A mari usque ad mare » : d'un océan à l'autre. Quelque 7 800 kilomètres franchis par la bien nommée « Transcanadienne ». Qui n'a jamais rêvé de cette route-là ? Partir dos à l'Atlantique, de St-John's, à Terre-Neuve, pour arriver face au Pacifique, à Victoria, en Colombie-Britannique. Remonter le temps. Cinq fois remettre sa montre à l'heure. Mieux que la conquête de l'Ouest, la conquête de l'espace ! Et quel espace ! Du lac Erié, au sud, à l'extrémité de l'île d'Ellesmere, au nord, 4 600 kilomètres. A travers une terre d'avant les hommes. Au bout, à deux pas du pôle, un autre océan, arctique et glacial celui-là. Au total, dix-huit France ! Rarement, cependant, pareil désert (près de 10 millions de kilomètres carrés pour à peine trente millions de Canadiens, soit trois habitants au kilomètre carré) n'aura été, à ce point, balisé de repères familiers. Invitations à l'aventure, sur la piste des chercheurs d'or, des coureurs des bois, des trappeurs, des Iroquois et des tuniques rouges. Noms magiques de nos lectures d'enfance : « L'Appel de la forêt », « Le Fils du loup », « Le Dernier des Mohicans », « Maria Chapdelaine », les « Jalna ». Voix chaudes ou cassées (Félix Leclerc, Gilles Vigneault) chantant « le petit bonheur » d'un « pays qui n'est pas un pays mais l'hiver ».
Le Nouveau Monde, certes, mais aussi une Nouvelle France peuplée de cousins et de chambres d'amis. Une terre d'affinités. Un pays nature. Presque familier à force d'avoir été rêvé. Et vers lequel, naturellement, pointe l'aiguille aimantée de la boussole du voyageur français.

Patrick Francès

CONCEPTION ET COORDINATION : Patrick Francès et Florence Evin, avec Danielle Tramard

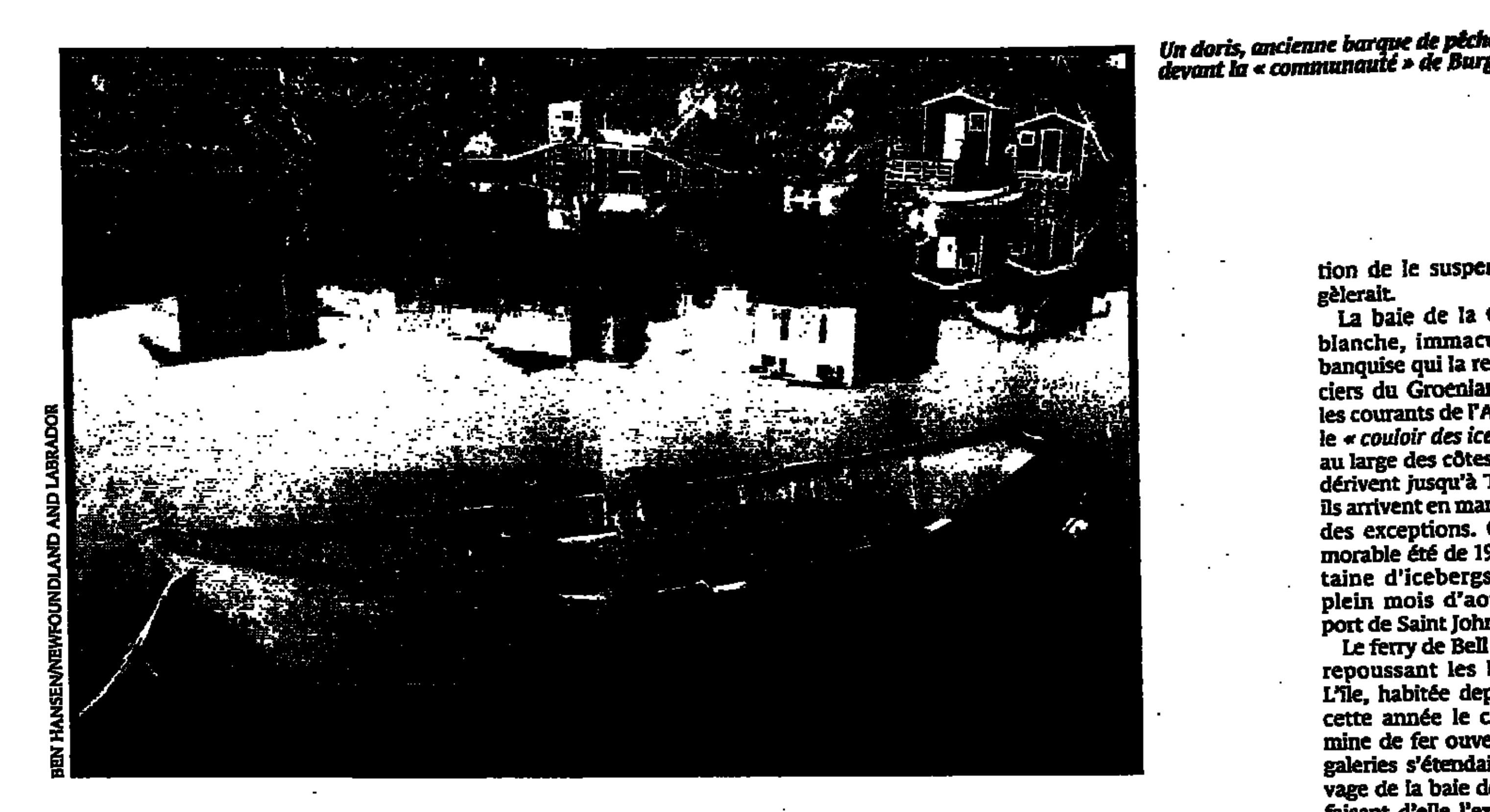
RÉALISATION : Fabienne Darge et Jean-Jacques Larrochelle

ICONOGRAPHIE : Sophie Malexis

CARTOGRAPHIE : Infographie *Le Monde*

CHEF DE PUBLICITÉ : Stéphane Moullé-Berteaux





BEN HANSEN/NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Un doris, ancienne barque de pêche, devant la « communauté » de Burgeo.

RENDEZ-VOUS

En 1995, on célèbre, de mai à fin juillet, le 275e anniversaire de la fondation de la forteresse de Louisbourg (Nouvelle-Ecosse), ainsi que le 100e anniversaire de l'inauguration du chemin de fer Sydney-Louisbourg. A l'affiche au Festival de Charlottetown (île du Prince-Edouard), du 23 juin au 9 septembre, les comédies musicales dont l'inusable *Anne of Green Gables*. Un Festival international de la francophonie se tient à Tracadie-Sheila (Nouveau-Brunswick), du 29 juin au 8 juillet, tandis que le homard est roi au Festival de Shediac (N.-B.), du 5 au 10 juillet, avant d'être fêté à Summerside (IPE), du 16 au 22 juillet. Belle reconstitution historique au Signal Hill Tattoo, à St John's (Terre-Neuve), du 9 juillet au 20 août. Du 14 au 16 juillet, les Highland Games d'Antigonish (N.-E.) donnent lieu à une célébration ludique, musicale, sportive et culinaire de la filiation écossaise de cette province. Du 14 au 22 juillet, Lamèque (N.-B.) écoute de la musique baroque lors de son Festival international. Avec la Foire brayonne d'Edmundston (N.-B.) se tient, 2 au 6 août, le plus grand festival francophone hors Québec. A l'occasion du Folk Festival de St John's, du 4 au 6 août, on célèbre le patrimoine culturel (danse et musique celtiques) de Terre-Neuve et du Labrador. Le Festival acadien de Caraquet (N.-B.) a lieu du 4 au 15 août. Au programme théâtre, arts visuels, danse, poésie, musique (violon, rock, cajun et folklore) et parade colorée baptisée « tintamarre ». L'occasion de visiter le passionnant village acadien situé non loin de là. Enfin, le Festival sur mer de Saint-Jean (N.-B.), du 11 au 20 août, illustre, en une centaine de spectacles, le patrimoine ethnique du Canada.

AU PAYS DES CARIBOUS

300 000 km² de vide et 450 000 caribous. Deux chiffres qui donnent la démesure du Labrador. De grands espaces vierges semés de lacs, bordés de fjords, couverts de toundra et de forêts, peuplés d'ours noirs, de lynx et de loups, de phoques et de castors. Avec des baleines sillonnant l'océan, des icebergs à la dérive et une population, les Inuits, qui a conservé ses arts traditionnels. L'hiver, extrêmement rigoureux, est la saison du ski, de la pêche sous la glace, des attelages de chiens de traîneaux. L'été, bref et lumineux, celle de la découverte de la côte, des pique-niques dans les parcs provinciaux, des randonnées sur les traces des trappeurs, de l'observation des baleines et des colonies d'oiseaux. On se rend au Labrador en avion (*via* Toronto, Montréal, Saint-John's ou Halifax), en train, en ferry ou par la route. Mais le moyen le plus séduisant consiste à monter à bord du *Northern-Ranger*, un navire côtier qui transporte marchandises et passagers, faisant escale dans 48 petits ports. De Lewisporte (Terre-Neuve) à Nain, la dernière base habitée du Labrador. Au total 2 000 km en 8 (aller seul) ou 15 jours (A/R), de début juillet à fin octobre. Sur le *Northern-Ranger* (23 cabines pour 82 passagers, présence d'un guide interprète naturaliste) ou sur le *Taverner* (12 cabines pour 24 passagers, plus sommaire mais plus vrai). *Northern-Ranger* : 8 jours, de 8 800 F par personne en cabine double de luxe (2 couchettes, douche, toilettes, lavabo et mini-bar), à 7 200 F en cabine économique (toilettes, lavabo). Tarif unique sur le *Taverner* : 5 600 F (lavabo seul). Renseignements croisière au 1-709-695-7081. Renseignements généraux : Destination Labrador, 118, Humphrey Road, Bruno Plaza, Labrador City, Labrador, Terre-Neuve, tél. : 709-944-7788.

TERRE-NEUVE

Quais des brumes

Des icebergs, des baleines, des fous de Bassan. Et des « communautés » chaleureuses

LA marée monte sur les rochers dans un grand brassement d'eau. La corne de brume mugit, mais la vapeur – légère – ne cache pas les maisons de bois peintes en couleurs claires, portes et fenêtres bleues, vertes, jaunes. Elles s'accrochent à la pente avec la même vigueur que le pêcheur à son bateau, le lichen à la roche, petites et pimpantes à l'extérieur, chaudes et accueillantes au dedans. Des filets sont jetés sur le toit des appentis. Des chats pleins de raison arpentent les jardinets et des chiens attachés aplatissent leur museau devant les entrées. Le sentier grimpe le long de la colline violette, la pluie dégouline, le monde n'est que roche mouillée et chemin qui se tord. Un samedi après-midi ordinaire à Saint John's, capitale de Terre-Neuve.

A quelques encablures, Quidi Vidi, au nom énigmatique, au port minuscule : un étroit goulot d'entrée, un bras de mer apaisé où palpite l'eau grise. Des maisonnettes basses et blanches, toit en goudron, sont posées sur des poteaux identiques aux quais anciens sur lesquels les pêcheurs débarquaient, sans mettre pied à terre, le poisson. Hangars où dorment ancres, filets, cordages, bidons d'huile, tout l'attirail, en un mot, des hommes de mer.

Terre-Neuve attend. La morue qui nourrit, soigna et éclaira l'Europe et l'Amérique pendant cinq siècles a déserté les bancs. La cause de cette disparition est connue : *overfishing*, l'excès de pêche. On ne racle pas impunément les fonds sous-marins avec des filets à mailles serrées qui ne laissent pas les petits poissons s'échapper, qui détruisent la chaîne alimentaire et bouleversent le fragile écosystème marin. Au point que, en 1992, le gouvernement canadien a dû prendre des mesures conservatoires, interdisant la pêche à la morue à moins de 200 milles des côtes et prohibant l'usage des filets mortifères. Depuis, 29 000 pêcheurs terre-neuviens sont au chômage.

L'abondance aura été longue. Les premiers à aborder sur l'île, vers l'an 1000, furent les Vikings. Puis, autant qu'on le sache, en 1497, le Vénitien Giovanni Caboto débarque à l'est, à proximité du cap Bonavista, pour le compte du roi d'Angleterre. Ebloui, il raconte que l'on *« prend le poisson, (...) avec des paniers »*. Et Jacques Cartier, qui effectue son premier voyage *« à la Terre-Neuve, dite la Nouvelle-France, trouvée en l'an 1534 »*, qualifie la pointe de l'Ours actuelle, à l'ouest de l'île, de *« plus grand lieu de pêche de grosses morues qui soit possible ; nous en prîmes plus de cent en moins d'une heure »*, poursuit-il, émerveillé.

La morue, une fois salée et séchée au soleil, pouvait être conservée longtemps et coûtait moins cher que la viande. Elle pullulait sur les *« bancs »*, un archipel immergé à 130 mètres de profondeur, où elle trouvait une nourriture abondante, notamment le carlin, dont elle raffole.

Le poisson grouillait ; les pêcheurs aussi. La présence de nationalités et d'intérêts divers – Portugais, Basques espagnols, Français, Anglais – suscitait des rivalités. Le seigneur de Roberval, arrivant le 8 juin 1542 au havre de Saint-Jean, y trouve *« dix-sept navires de pêcheurs »* et y reste *« pour accommoder une querelle qui s'était élevée entre des gens de notre pays et quelques Portugais »*. Quant aux Anglais, ils profitèrent des guerres en Europe pour s'étendre et pousser leur avantage.

Jusqu'au dix-neuvième siècle, la pêche était saisonnière. Il fallait plusieurs mois pour parvenir à Terre-Neuve. Jacques Cartier, lors de ses trois voyages, mit respectivement vingt et un jours, un mois et demi et trois mois à l'aller. Les pêcheurs venaient au printemps, pêchaient en été et repartaient à l'automne. Ils construisaient au-dessus de l'eau des *stages*, des quais juchés sur des poteaux et abrités par des hangars où l'on débarquait, ouvrait et salait le poisson. Puis on le faisait sécher sur des *flakes*, des tables à claire-voie appelées vigneaux, ou sur les galets de la plage.

Shannon Ryan, qui enseigne l'histoire de Terre-Neuve à Memorial University, à Saint John's, explique comment l'invention de la lampe à huile en suscitant une demande en huile de phoque, révolutionna la pêche traditionnelle. *« A partir de ce moment,* dit-il, *les pêcheurs purent travailler toute l'année, pêchant la morue durant l'été et chassant le phoque en hiver. »* La découverte, vers 1860, de nouvelles sources d'énergie – le pétrole et l'électricité – signe le déclin de cette dernière.

En 1994, Ged Blackmore, compositeur et musicien de talents, fit la tournée des communautés. Deux mois plus tard, *Folk of the Sea* (« gens de la mer »), un chœur de plus de cent pêcheurs au chômage, était créé. A Saint John's pour leur premier récital, puis à Toronto, à Ottawa et dans leurs « communautés », ils se produisirent à guichets fermés. Des ovations concluaient les concerts. Avec les fonds récoltés, ils veulent ériger un monument à leurs ancêtres morts en mer. Un geste de foi et de solidarité.

Quand ils virent Phyllis Morrissey – elle interprète un très beau solo dans *Folk of the Sea* –, les pêcheurs s'écrièrent : *« C'est notre sirène. »* Cette belle femme inspirée, chevelure libre et flamboyante, incarne Terre-Neuve. Quand elle interprète *Ah! the Sea !*, quand elle crie la douleur de *La Dernière des grandes baleines*, les paroles, magnifiquement servies par la musique, résonnent dans l'inconscient. Phyllis le sait et y contribue : *« Je veux,* dit-elle, *faire surgir des profondeurs le respect de notre « rocher ». »* Phyllis, la voix d'une île vouée, pour le meilleur et pour le pire, à la mer. Une attitude qui se résume en un mot, « communauté ». Il revient constamment dans la conversation et résume parfaitement l'esprit des Terre-Neuviens, attachés à leurs racines et aux liens familiaux très forts. Des « villages de pêcheurs » ? N'en cherchez pas ici. Il n'y a que des communautés, fixées sur un roc.

Quatre petits Himalayas sont dressés sur l'eau bleue

Cape Spear en est la pointe la plus à l'est, celle du continent nord-américain dans son entier. A une dizaine de kilomètres de Saint John's, deux phares blancs sur la roche violette. L'un, construit en 1835, est le plus ancien phare de Terre-Neuve. Depuis 1845, sept générations d'une même famille l'ont entretenu. Les meubles d'époque racontent la vie solitaire des gardiens. Le nouveau jette depuis 1955 ses éclats aux quatre points cardinaux.

« Nous n'avons pas de climat, nous avons juste des échantillons », disent les Terre-Neuviens. On le vérifie à Petty Harbour, « communauté » où, pour leur donner raison, le soleil fait son apparition. Chemises et chaussettes sèchent gaiement sur les fils tendus haut à l'aide d'une poulie. *« Belle journée pour le linge »*, s'exclame-t-on. Car, à l'autre bout de l'année, pas question de le suspendre dehors : il gèlerait.

La baie de la Conception est blanche, immaculée comme la banquise qui la recouvre. Les glaciers du Groenland, poussés par les courants de l'Arctique, suivent le *« couloir des icebergs »*, passent au large des côtes du Labrador et dérivent jusqu'à Terre-Neuve, où ils arrivent en mars. Il peut y avoir des exceptions. Comme ce mémorable été de 1991 où une trentaine d'icebergs barrèrent, en plein mois d'août, l'entrée du port de Saint John's.

Le ferry de Bell Island frémit en repoussant les blocs de glace. L'île, habitée depuis 1740, fêtera cette année le centenaire de la mine de fer ouverte en 1895. Les galeries s'étendaient jusqu'au rivage de la baie de la Conception, faisant d'elle l'exploitation sous-marine la plus profonde au monde. Elle fut fermée en 1966.

Marine Drive est un enchantement : de petits ports au plus profond des criques. A Loggy Bay, de pauvres phoques captifs tournent sans fin dans une piscine ronde emplie d'eau de mer. Il y en a une seconde, que l'on ne peut voir. Quelles souffrances leur fait-on endurer, sous prétexte d'expérience ? A Middle Cove, quatre petits Himalayas sont dressés sur l'eau bleue, pics immaculés jaillis dans l'azur, base verte immergée, translucide, formidables de pureté. Après cela, Torbay, très échancrée, et Flatroc, le « plat rocher », sont sans surprise. La brume avance du fond de l'océan et, aussitôt, l'air fraîchit.

Les chalutiers sont de très beaux vaisseaux, besogneux et fraternels. Ils peuplent le port de Saint John's et il n'est pas rare de suivre des yeux l'un d'eux en train de vaquer à ses tâches coutumières. Celui-ci part pêcher le crabe au centre de la baie, à 6 ou 10 milles du rivage de Port-de-Grave. Il se fraye un chemin à travers la banquise, brave petit navire luttant contre les caprices du vent. Et quand il couche presque sa mâture, plus rien n'existe dans la baie que ce *trawler* penché sur la mer encombrée, que cette course lente d'une périlleuse beauté.

Cap Sainte-Marie. Tempête, pluie et, bientôt, brouillard. Les fous de Bassan ? Là-bas, les points blancs sur le rocher. La tempête ? On ira, sur les coudes s'il le faut. Trois heures de route, à se remémorer leur dicton : *« Si vous n'aimez pas le temps, attendez cinq minutes. »* Les quarts d'heure ont passé et la pluie tombe toujours. On y alla, courbé, luttant corps à corps avec un fou furieux, le vent. On ne s'approcha point des oiseaux : on reconnut, dans les brèves accalmies entre les rafales, leur caquetage éperdu.

Une convivialité de bon aloi règne partout, y compris dans la paisible capitale. Saint John's a un rythme, le sien, qui consiste à faire une chose à la fois, bien. Elle a conscience de ce décalage que les autres lui envient. Il traduit une réelle qualité de vie, la simplicité, la modestie et l'humour, la solidarité, l'amour de la nature et de la vie en plein air. Ce ne sont pas ses moindres attraits. Mais, du jeudi au dimanche, de 22 heures à 3 heures du matin, St-John's fait la tournée des pubs. C'est facile, ils se suivent dans George Street. On y joue de l'accordéon – nommé *squeeze box*, la « boîte qu'on écrase » –, du violon, de la mandoline, de la guitare et d'une légère batterie. Musique d'inspiration irlandaise, gaie, sautillante, dansante. Il y a, ici, d'excellents musiciens. Ils étaient quatre au Blarney Stone, rythmant, grattant, chantant, dont ce jeune violoneux de vingt ans, casquette sur le front, qui délivrait, à petits coups d'archet, la plus endiablée des musiques. De cet engouement est née la *happy hour* du vendredi soir. « Heure de bonté » des pubs qui, de 17 heures à la fermeture, vers 2 ou 3 heures du matin, servent deux consommations pour le prix d'une. Le prix – léger – de la convivialité.

De notre envoyée spéciale
DANIELLE TRAMARD

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Terre-Neuve, c'est le Nord, sa faune, ses paysages, sans l'âpreté, la chape de froid du Grand Nord. Le séjour, reposant, n'est pas dispendieux.

SAISON. Dilemme cornélien : il faut choisir. Les icebergs et la banquise, en avril-mai. Les fous de Bassan de mai à septembre. Les baleines, de juin à mi-août. Pendant l'été indien, en septembre-octobre, le temps est le plus constant, les prix moins élevés et l'on trouve plus facilement des chambres dans les B and B. Le centenaire de Bell Island en juillet-août : festival d'accordéon, concours de murs peints. Programme au 709-488-2561.

VOLS. Air Canada (44-50-20-20), la compagnie où les hôtesses sourient même en classe économique (ce qui est rare), donne le choix entre un vol court mais plus cher (Paris-Londres-Saint John's, 7 heures, 6 500 F A/R) et un vol long, moins cher (Paris-Toronto-Saint John's, 14 heures, 5 205 F A/R).

ADRESSES. Arthur Sullivan, ancien professeur de Memorial University, est l'auteur de *No Strangers Here* (Creative Press), le guide qui manquait à Terre-Neuve. Son agence, Discovery Tourist Services (tél. : 726-9200, fax 726-9404), effectue les réservations du voyageur.

BED AND BREAKFAST. Nombreux à Saint John's. Pour le charme, l'intelligence et la conversation : The Roses (726-3336), notre préféré, très central tandis que Kincora (576-7415) est un petit musée, 280 F environ. Pour le luxe, Winterholme (739-7979) et, pour le style victorien, Waterford Manor (754-4139), de 360 à 680 F environ. Un excellent hôtel, le Newfoundland (726-4980), très bien situé (chambre avec vue, 500 F environ). Dans la « communauté » d'Upper Island Cove, à une heure de Saint John's, hospitalité et table exceptionnelles à Galecliff (589-2230), à prix modeste (200 F la nuit pour deux, 80 F le repas). Ces B and B n'ont que quelques chambres, il faut réserver (le code téléphonique de Terre-Neuve est le 709).

RESTAURANTS. Sans hésiter, le Cabot Club (Hôtel Newfoundland) et Stella (183, Duckworth Street). Goûter les baies (ou leur confiture) inconnues chez nous.

PUBS. Question d'affinités. Les essayer pour voir dans lequel on se sent bien. Musique irlandaise (The Blarney Stone) et irlando-terre-neuvienne traditionnelle (Erin's Pub, Nautical Nellie's, The Rose and Thistle).

CHANT. Cassette/CD de *Folk of the Sea* auprès de Folk of the Sea, P. O. Box 10, 2 Steers Cove, Saint John's, Terre-Neuve, tél. : (709) 576-7276. Vidéo/CD de Phyllis Morrissey (au 709-726-3336).

LIVRES. *Le Guide Bleu* et le guide Lonely Planet, *Voyages au Canada*, de Jacques Cartier (La Découverte) et *Racleurs d'océans*, d'Anita Conti (Hoëbeke). Sur place, notamment à la librairie Wordplay (221 Duckworth Street, tél. : 726-9190), à Saint John's. Pour l'histoire : *The Ice Hunters, a History of Newfoundland Sealing to 1914*, de Shannon Ryan (Breakwater 1994) et *The Peopling of Newfoundland, Essays in Historical Geography*, de John Mannion. Sur les baleines, le remarquable *Wet and Fat, Whales and Seals of Newfoundland and Labrador*, de Don Wright (Breakwater, 1985) ; pour le plaisir de l'œil, deux albums de Ben Hansen : *Newfoundland and Labrador* et *One Hundred Outports* (Vinland).

RENSEIGNEMENTS. Département du tourisme, P. O. Box 8700, Saint John's, Terre-Neuve, tél. : (709) 729-2830.

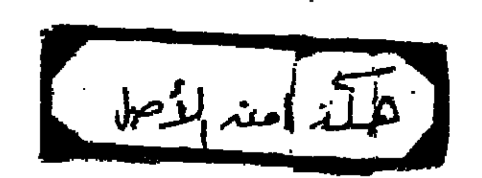


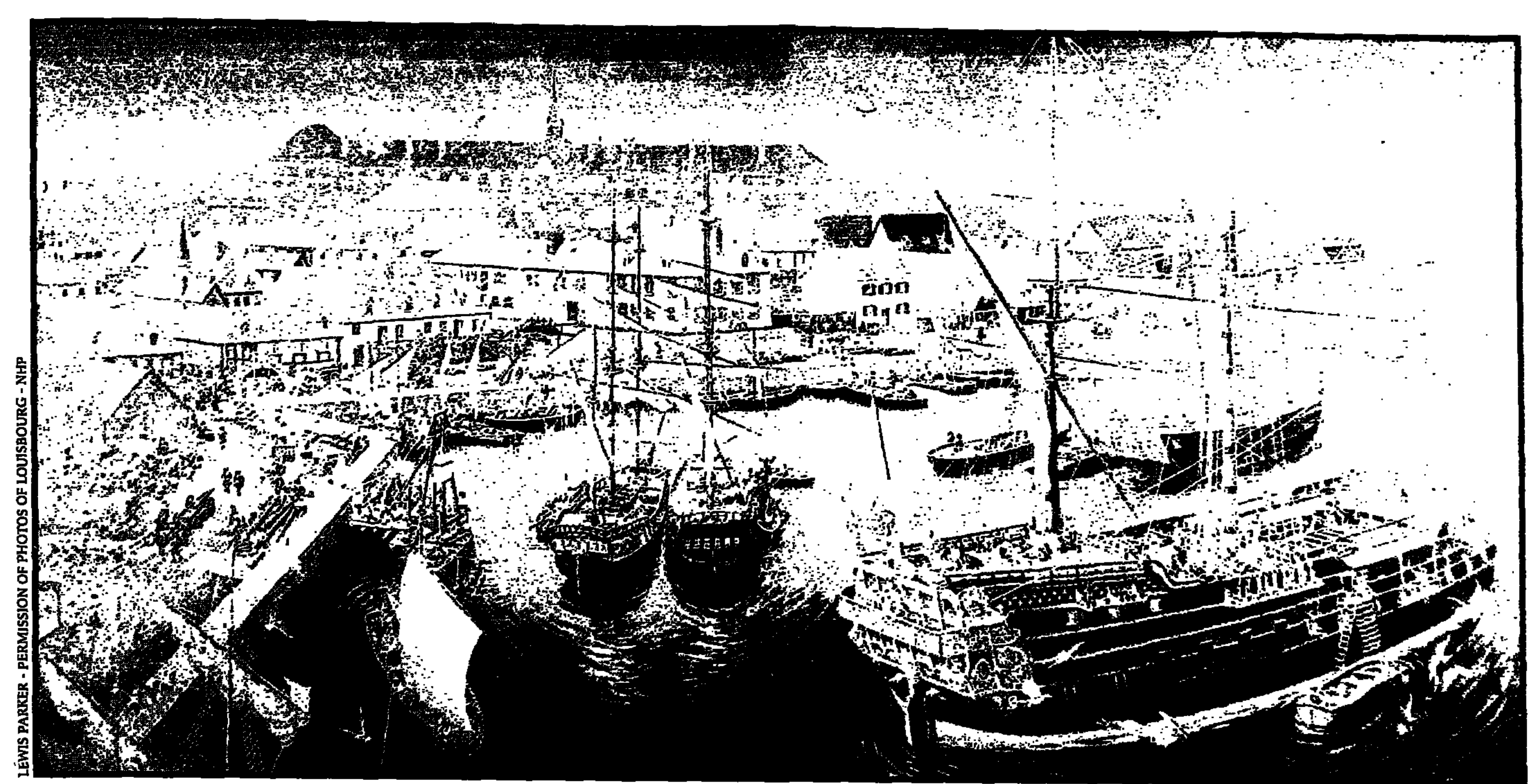
...ELLE-ÉCOSSE

...a forteresse ress...

... conquise, démantelée, rasée de la ca... ...bourg, aujourd'hui reconstruite, ... enfin du parfum de la gloire

...NET DE ROUTE





LEWIS PARKER - PERMISSION OF PHOTOS OF LOUISBOURG - NHP

« Le port en 1744 », peint par Lewis Parker en 1981-1982.

NOUVELLE-ÉCOSSE

La forteresse ressuscitée

Assiégée, conquise, démantelée, rayée de la carte, Louisbourg, aujourd'hui reconstruite, s'enivre enfin du parfum de la gloire

ELLE se voulait le Gibraltar de l'Ouest. La clef de la présence française au Nouveau Monde après la perte de l'Acadie, en 1713. Une forteresse imprenable mais aussi un port de pêche (sa fortune reposait sur la lucrative pêche à la morue), un centre commercial et la capitale de l'île Royale, au nord de la Nouvelle-Ecosse. Une colonie officiellement fondée en 1720 et administrée par un gouverneur aux ordres de Versailles. En fait, elle ne vivra que quarante ans, des débuts de sa construction à la démolition de ses fortifications, en 1760. Une démolition aux allures d'exorcisme. Pendant des mois, des centaines de soldats anglais s'acharneront à la démanteler. Avec leviers, pioches et poudre à canon. Pour la rayer de la carte. De sa splendeur ne restera, à l'aube du XIXe siècle, qu'un champ de ruines peuplé de vaches et de moutons. Aussi attrayant qu'un cimetière. En 1768, date de départ de la dernière garnison anglaise, l'arpenteur général britannique Samuel Holland décrira un lieu *« vraiment misérable, sans rien de bon »*. Irrémédiablement condamné à l'oubli.

D'autres hommes, deux siècles plus tard, en décideront autrement. A l'époque, le déclin des charbonnages frappait de plein fouet l'économie locale. Une commission d'enquête établit qu'en reconstruisant une partie de la forteresse le gouvernement créerait des emplois et favoriserait le tourisme. Et c'est ainsi que Parcs Canada s'engagea, en 1961, dans une entreprise de reconstitution historique sans égale au monde, si l'on excepte Williamsburg, en Virginie, et le cœur de Varsovie, en Pologne. Un véritable travail d'Hercule qui, dans un premier temps, allait mobiliser archéologues, historiens et architectes, les premiers mettant à nu les fondations et recueillant des millions d'objets, les seconds recensant les bâtiments qui s'y dressaient, les marchandises qu'on y entreposait et les hommes qui y vivaient, les troisièmes étudiant les plans prêtés par la France. Un inventaire mis ensuite en musique par une armée d'ouvriers et d'artisans réapprenant, pour l'occasion, des métiers qu'on croyait disparus à jamais. Le résultat allait être à la hauteur de l'investissement (plus de 25 millions de dollars canadiens) consenti pour rebâtir et meubler quelque 50 édifices, ouvrages militaires, entrepôts, forges, boulangeries, auberges, tavernes, magasins et maisons. Avec, dominant l'ensemble, la citadelle où, à l'époque, vivaient plus de 500 personnes. Sous le même toit, casernes spartiates (couchettes en bois et matelas de paille) et appartements cossus des officiers et du gouverneur qui, représentant du roi Louis XV, n'en regardait pas moins d'un œil envieux la superbe maison de l'ingénieur en chef, personnage-clef de ces lieux, au même titre que le commissaire-ordonnateur, véritable administrateur de la colonie. Un exceptionnel décor reconstruit « à l'identique ».

A ce premier miracle devait s'en ajouter un autre. Car Louisbourg aurait pu n'être qu'une coquille vide peuplée de fantômes. A l'image de tant de lieux historiques, muets et sans âme. Il n'en est rien. Grâce, notamment, à la présence d'une centaine de figurants en costumes d'époque : soldats des compagnies franches de la Marine, guerriers micmacs, alors alliés des Français, pêcheurs et marins, marchands et commerçants, artisans et domestiques, ribambelle d'enfants jouant dans les rues.

Ici, le passé n'est pas abstrait mais daté. Mieux encore, incarné, habité et habillé

Chacun, chaque jour, en chaque lieu, se racontant et faisant revivre la ville. N'en déplaise aux puristes, culturellement allergiques à pareille mise en scène, le procédé, très prisé des Anglo-Saxons, passés maîtres dans cet exercice, fait ici merveille. On peut certes arriver à Louisbourg armé de scepticisme. Mais si on entre dans le jeu, si on tend l'oreille, si on se mêle à la conversation, il est difficile d'échapper à la magie des lieux.

Rien de déshonorant, au demeurant, à capituler devant pareille machine à séduire. Le scénario frise la perfection. On gare sa voiture. On laisse au vestiaire manteaux et préjugés. On traverse un centre d'accueil conçu comme un sas entre présent et passé et, après quelques kilomètres en autobus, on débarque devant la cabane d'un pêcheur, à l'extérieur de l'enceinte fortifiée. Une fois franchi le pont-levis, des sentinelles vous interrogent avant de vous ouvrir la porte Dauphine. Vous voilà au XVIIIe siècle ! Deux cent cinquante ans en arrière ! En plein été 1744 ! Soit un an avant qu'une armée de 4 000 miliciens venue de Nouvelle-Angleterre ne s'empare, une première fois, après un siège de quarante-neuf jours, de cette forteresse aux pieds d'argile, *« repaire de papistes et de corsaires. »* Et quatorze ans avant (en 1748, le traité d'Aix-la-Chapelle avait rendu Louisbourg à la France) que les troupes de l'amiral Boscawen ne s'emparent de nouveau de la place, ouvrant à l'Angleterre le golfe du Saint-Laurent et la Nouvelle-France.

Brève mais tumultueuse histoire dont Louisbourg reconstituée ne retient, en effet, qu'un seul été, celui de 1744. La construction de la forteresse s'achevait, et la ville, qui comptait alors quelque 2 000 résidents, n'avait pas encore subi les assauts de l'ennemi. Un arrêt sur image qui fait toute la différence. Ici, le passé n'est pas abstrait mais daté et identifié. Mieux encore, incarné, habité et habillé. De velours, de dentelles, de perruques poudrées, de gilets, de justaucorps, de capes de laine, de toiles écrues, de cuir ou d'uniformes aux couleurs vives. Odeurs du sel, des chandelles, du pain cuit au four ou d'un rôti tournant sur la broche. Ici, une forteresse se raconte par la voix de ceux qui semblent ne jamais avoir déserté cette terre ingrate, entourée de marais, battue par le vent et souvent noyée dans la brume.

Une étonnante leçon d'histoire. Vivante, intelligente et sensible. *« Le passé*, relevait l'un des architectes du site, *procède autant de l'imagination que le futur. »* Louisbourg ou l'histoire en habits de mémoire.

De notre envoyé spécial
PATRICK FRANCÈS

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Comme Carthage, elle fut détruite. Rasée mais jamais oubliée. En 1928, le gouvernement canadien proclame l'emplacement de l'ancienne forteresse lieu historique national. En 1935, on y érige un musée et on stabilise une partie des ruines. Déjà les curieux affluent. Achevée en 1983, Louisbourg ressuscitée (sur un quart de sa surface originelle) attire chaque été quelque 130 000 visiteurs (ce qui couvre à peine 25 % du budget annuel de fonctionnement) qui admirent et imaginent. Par exemple, la forêt de mâts d'un port dont, à la belle saison, le quai bourdonnait d'activité. Faute de moyens, manquent toujours à l'appel quelques-unes des frégates, goélettes et brigantines qui, venues de France, du Québec, d'Acadie, de Nouvelle-Angleterre ou des Antilles, mouillaient alors dans ce havre protégé.

RENDEZ-VOUS. Tout au long de l'été 1995, la célébration du 275e anniversaire de la fondation de Louisbourg sera marquée par une série de manifestations dont, notamment, la reconstitution d'un grand campement militaire (plus de mille figurants) et la présence de grands voiliers (28-30 juillet), un Festival acadien (21-23 juillet) et la traditionnelle Fête de Saint-Louis, le 25 août. Renseignements au 1-800-565-9464.

Y ALLER. De Paris, *via* Londres (Air France) puis vol direct Air Canada jusqu'à Halifax, (Nouvelle-Ecosse), ville également desservie d'Amsterdam par la KLM. Louisbourg est à 460 km de Halifax d'où Air Atlantic et Canadian desservent quotidiennement Sydney. Louer une voiture à l'aéroport. Le site de Louisbourg est à 35 km (via la route 22), le centre d'accueil à quelques kilomètres de là. On peut aussi, de Glace Bay, prendre la route panoramique 255 qui longe la côte. On stationne au centre d'où un bus conduit à la forteresse.

Y SÉJOURNER. Dans le village voisin (restaurants, magasins et divers hébergements dont motels et « gîtes du passant ») ou à Sydney. A Halifax, nombreux hôtels de qualité, dont le Château Halifax, le Sheraton et le Prince George, ainsi que des petites auberges comme Halliburton House Inn, qui, en prime, offre une bonne table. Pour la cuisine acadienne, la maison Gallant.

VISITER. Le site, animé du 1er juin au 30 septembre, mérite qu'on y passe une journée. Outre le centre d'accueil où sont rappelées les grandes lignes de l'histoire de la ville, plusieurs des édifices situés dans la forteresse abritent des salles d'expositions consacrées à divers thèmes. A intervalles réguliers, visites guidées gratuites.

SE RESTAURER. Sur place, on peut goûter au pain du soldat, cuit chaque jour, et acheter des pâtisseries à la maison Destouches. Ou se restaurer A l'Epée royale, une auberge qui propose un menu d'époque tout comme l'Hôtel de la Marine, jadis rendez-vous des matelots et des soldats. Si le temps le permet, se promener à travers les ruines, là où s'élevaient un couvent-école et un vaste hôpital, puis, en voiture, se rendre jusqu'à l'anse de la Cormorandière ou au phare, de l'autre côté de la baie.

DANS LES ENVIRONS. Une route spectaculaire, le Cabot Trail (300 km), fait le tour de la pointe nord de l'île du Cap-Breton, où se trouvent également des sites historiques et des musées consacrés à Alexander Graham Bell et à Marconi.

LIRE. Pour la visite, le remarquable *Guide de la forteresse* où sont détaillés les principaux édifices. A noter que le Guide Michelin vert Canada accorde 3 étoiles au site de Louisbourg. Pour en savoir plus, *L'Eté de 1744 : la vie quotidienne à Louisbourg au XVIIIe siècle*, de A. J. B. Johnston (une publication de Parcs Canada), *L'Acadie, Histoire des Acadiens*, d'Yves Cazaux (Albin Michel), *Acadie : la nouvelle guerre de Cent Ans des Français d'Amérique*, de Robert Sauvageau, et le dossier consacré à Louisbourg dans le no 71 de la revue des *Amitiés acadiennes* (17, quai de Grenelle, 75015 Paris ; tél. : (1) 45-75-09-99).

SE RENSEIGNER. Lieu historique national de la forteresse de Louisbourg, CP 160, Louisbourg (Nouvelle-Ecosse) BOA 1MO ; tél. : (902) 733-2280.

LA ROUTE DES VIKINGS
De Terre-Neuve, avec le Parc national de Gros-Morne, l'anse aux Meadows dont le site est inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco, au Labrador avec les anciennes villes minières de Wabush et Labrador City. Un circuit programmé jusqu'à la fin août par Canadien National : 6 500 F par personne pour 12 nuits d'hôtel en chambre double et 2 nuits en traversier, avec voiture et 4 x 4.

LES MARITIMES
Deux circuits pour, avec Vacances Air Canada, découvrir à la carte, à partir de Montréal, la Nouvelle-Ecosse (tour du cap Breton, Louisbourg, Digby), le Nouveau-Brunswick (St John, Caraquet) et l'île du Prince Edouard : 12 ou 21 jours, 5 000 et 7 000 F en chambre double. Chez Vacances Air Transat, un « autotour » des trois provinces en 16 jours, de Québec à Québec, pour 5 000 F en chambre double. D'Halifax, avec Jetset, les Maritimes au volant, en 14 jours, environ 5 000 F en chambre double dans des hôtels de catégorie supérieure. Circuit équivalent chez Kuoni (3 920 F) et Canadien National (3 420 F).

LES SAUMONS DE LA MIRAMICHI
De l'avis des connaisseurs, la Miramichi, au nord du Nouveau-Brunswick, est une des plus belles rivières à saumon du monde. La pêche du saumon de printemps (à la mouche artificielle), de la mi-avril à la mi-mai, se fait en bateau et elle est presque garantie. Les remontées s'échelonnent ensuite de début juin à fin septembre (pêche à gué). Les prises (elles peuvent atteindre 20 kilos) sont limitées à quatre par jour dont deux doivent être relâchées ainsi que les saumons de plus de 63 centimètres. Un guide accompagne les pêcheurs qui peuvent trouver sur place vêtements et matériel. Logement en auberge rustique, cuisine copieuse. Chez Canadien National, une semaine en chambre double et pension complète, avec guide et voiture de location, 9 800 F et 5 410 F pour l'accompagnant, avec le vol Montréal-Fredericton.

EN KETCH
A bord d'un ketch (8 couchettes), Explorator propose, les 9 juillet et 13 août, de découvrir, en 18 jours (21 400 F de Paris), les rivages du golfe du Saint-Laurent (Gaspésie, provinces maritimes et îles de la Madeleine) et d'y observer les rorquals.

RENDEZ-VOUS
La Fête nationale du Québec est célébrée le 24 juin. Le Festival international de jazz de Montréal, du 29 juin au 9 juillet, présente plus de 350 concerts, la plupart gratuits. Le Festival d'été international de Québec, du 6 au 16 juillet, met à l'*honneur concerts de rue et* théâtre, tandis que les Médiévales de Québec se tiennent du 9 au 13 août. Avec le festival Juste pour rire, à Montréal, du 20 au 30 juillet, c'est la comédie qui est à l'honneur. Les Francofolies, à Montréal, du 4 au 12 août, donnent lieu à un forfait spécial de Vacances Air Transat. Suivent le Festival des films du monde, du 25 août au 5 septembre, et le Festival international de nouvelle danse, du 19 septembre au 1er octobre. Le 17 septembre, la ville se met à l'heure du Marathon. Le prochain Carnaval de Québec aura lieu *du 1er au 11 février. La Fête des* neiges, elle, à Montréal, du 3 au 18 février.

COUREURS DES BOIS
Nature et camping sauvage avec Canadien National, au fil de la rivière Metabetchouane dont on descend les rapides en canot. Une semaine, à Montréal 3 270 F tout compris. De son côté, l'UCPA propose une expédition en canoë de 15 jours (autour de 9 600 F, de Paris) sur la rivière Ashuapmushuan. En prime, observation des baleines et visite de Québec. Club Aventure a choisi la rivière Coulonge pour, en juillet et en août, jouer les trappeurs (canot à 2 places) dans la réserve de la Verandrye : 8 650 F, 16 jours, de Paris. Une région également explorée en canot, en juillet et août, par Terres d'aventure : 16 jours dont 11 en canot, autour de 13 700 F de Paris. Portages et bivouacs, dans la réserve faunique Mastigouche, au programme d'Atalante : 15 jours, 7 900 F, de Paris, 5 départs jusqu'au 2 septembre. En randonnée pédestre et en canot, au cœur du parc de la rivière Jacques Cartier et sous la conduite de guides naturalistes, une semaine (4 770 F), proposée par Vacances Air Canada, au départ de Québec, en hôtel, auberge et bivouacs. Chez Esprit d'aventure, 14 jours de visite privilégiée chez les Québécois, avec observation des baleines, marches faciles et minibus, nuits en chalet : 14 400 F de Paris, départs de la fin juillet à septembre. Au programme de Nouvelles Frontières, plusieurs expéditions en canoë (camping), de difficulté variable, dont un raid Opwaiak de 11 jours : autour de 3 400 F de Montréal. Enfin, avec Fleuves du monde (1) 43-25-54-19), une semaine de canoë en pays algonquin (l'Abitibi) au départ de Montréal : 4 300 F par personne en chambre et tente doubles.

BALEINES
A environ deux heures de route de Québec, sur la rive nord, Tadoussac, au confluent du Saguenay et du Saint-Laurent. Un site privilégié pour l'observation des baleines. De Québec, Canadien National y propose une fugue de 3 jours pour 1 710 F en chambre double et demi-pension, avec une voiture. Grand Nord/Grand Large combine kayak de mer (pour observer bélugas et rorquals) et randonnées à pied *dans les réserves naturelles.* Deux semaines, 11 800 F de Paris tout compris, départs les 30 juillet et 13 août. Il propose également, de la mi-juin à octobre, des stages de 7 jours à la station de recherches des îles Mingan, sur la côte nord, avec sorties en bateau quotidiennes : 6 500 F de Sept-Iles.


GILLES RIGOULET

De haut en bas : la cascade de Vauréal, plus haute que les chutes du Niagara. La « folie » Menier, détruite en 1953. Et la partie ouest de l'île...

ANTICOSTI

L'arche de Menier

Ancrée dans le golfe du Saint-Laurent, une terre vierge comme l'Amérique d'avant Christophe Colomb

C'EST un vrai dépaysement, une véritable découverte, pour une fois sans inflation verbale. Certes, en Amérique du Nord, on peut encore trouver, ailleurs qu'à Anticosti, des sapinières saines à perte de vue ; des espaces immenses habités seulement par les animaux sauvages ; la neige *avec le soleil* ; *le soleil sans* la neige ; des cieux et des eaux s'unissant dans le même intense bleu glacier.

En revanche, nulle part sur le continent américain septentrional, on ne rencontre un territoire de 8 000 kilomètres carrés, à peu près donc aux dimensions de la Corse, où la faune et la flore n'ont été victimes d'aucune agresssion humaine ou industrielle, où l'eau des torrents, privilège suprême à notre époque, peut être, sans crainte, bue par quiconque. Bref, un morceau de l'Amérique d'avant 1492. Au reste, dans un rapport récent, le biogéographe Pascal Samson écrit : *« Aujourd'hui, on peut encore affirmer que les deux tiers de l'île n'ont pas fait l'objet d'exploration. »* Car en plus, c'est une terre insulaire, une île québécoise en forme de phoque s'allongeant sur 220 km pour une largeur moyenne de 45 km. Ancrée à 35 km de la Minganie et à 60 km de la Gaspésie, là où le Saint-Laurent vient se faire saler par l'Atlantique.

Ce bloc de calcaire, tapissé dru de sapins, épinettes et bouleaux, doit sans doute d'avoir conservé son état naturel à ses côtes inhospitalières, quoique superbes, alignant souvent leur double obstacle de falaises et de récifs. Depuis la colonisation européenne du Canada, plus de cent bateaux se sont drossés sur ces écueils, le dernier en date, en 1982, ayant été un chalutier du pays, dont la coque achève maintenant de se désagréger sur une plage ; déserte, ainsi que toutes les plages voisines, sauf lorsque les cerfs viennent, en harde, y brouter les algues.

Plus de cent vingt mille cerfs de Virginie

Jacques Cartier, qui fut le premier Occidental à reconnaître l'île, au nom de François Ier, la baptisa « Assomption », car on était le 15 août 1534, mais il ne se hasarda point à y accoster. Si le territoire resta français, ce fut son nom amérindien qui l'emporta : Anticosti – *« le-lieu-où-se-chasse-l'ours »*. Les trappeurs autochtones s'y rendaient à la belle saison, traversant le golfe sur leurs pirogues d'écorce, regagnant ensuite le continent, chargés de fourrure.

Malgré ses terrains libres et plats (le point culminant dépasse à peine les 300 mètres), ses cent fleuves ou rivières permanents, son gibier et ses saumons, son climat modérément froid, oscillant entre 14 et – 11°, les colons de la Nouvelle-France ne se bousculèrent pas au débarcadère. Louis Jolliet (1645-1700), découvreur du Mississippi, fut nommé *« seigneur d'Anticosti »* par Louis XIV, mais sa ferme fut bientôt pulvérisée par une canonnière anglaise. Un certain Gamache (1787-1854), originaire de Chartres, chasseur et contrebandier, sauveteur et naufrageur, peut-être même sorcier, grande gueule en tout cas, fit de l'île, sa vie durant, un petit empire personnel, mais il ne laissa comme trace que son propre tombeau.

Anticosti n'est vraiment entrée dans l'Histoire qu'avec l'arrivée sur son sol de la plus fameuse dynastie chocolatière française : Henri (1853-1913), petit-fils de Brutus Menier, inventeur du chocolat en poudre sous Louis XVIII, cherchait un site *« où personne ne gênerait* [ses] *instincts de liberté et d'aventure »*. Il avait tenté en vain d'acheter Djerba, puis l'île du Levant, lorsqu'il apprit, en 1895, qu'une compagnie financière anglo-saxonne vendait une île inconnue et vide au large du Canada... Il l'acheta aussitôt et un an après ce paternaliste éclairé avait commencé à transformer Anticosti en ruche : homarderies, craberies, laiteries, *« foresteries » (voir encadré)* attirèrent vite du monde, y compris un prêtre, un médecin, des sœurs enseignantes. Le Château-Frontenac, palace québécois, commanda son beurre à Anticosti : ce fut la consécration. Port-Menier dépassa les sept cents âmes ! Sur le promontoire, où l'ombrageux Gamache s'était fait inhumer, l'aimable Menier fit construire, par l'architecte français Stéphen Sauvestre (auteur des installations chocolatières de Noisiel, près de Paris dans lesquelles Nestlé va prochainement établir son siège français), une *énorme villa au profil normando-*scandinave, avec une gigantesque baie en forme de fleur de lys, symbole royal français déchu mais resté celui du Québec.

Certains journaux des Etats-Unis accusèrent bientôt les princes du chocolat d'être venus installer une tête de pont en vue de la reconquête du Québec par la France ! A telle enseigne que le fameux manoir, prévu en pierre, dut être édifié en bois, le gouverneur britannique du Canada redoutant que l'édifice ne puisse se muer un jour en *« fortin »*... En fait, Henri Menier était surtout, en même temps que fine gâchette, un écologiste avant la lettre. Pour enrichir la faune insulaire, surtout composée alors d'ours, martres, renards et aigles-pêcheurs, il y introduisit, à grande échelle, outre la grenouille qui débarrassa Anticosti de ses moustiques, diverses autres espèces : orignaux, castors, lièvres, gélinottes huppées, et surtout deux cent vingt cerfs de Virginie – une race qui inpirerait plus tard le modèle de Bambi.

COLL. B. LOGRE

Ces cervidés prospérèrent, au point d'être aujourd'hui plus de cent vingt mille et de fournir aux deux cent cinquante îliens actuels, des francophones presque tous concentrés à Port-Menier, leur principale source de revenus. Après la mort d'Henri, en 1913, Gaston (1855-1934) continua l'oeuvre de son frère aîné mais, en 1926, pris par la politique dans l'Hexagone, il vendit Anticosti (en revanche il conserva en France le château de Chenonceaux, acquis également par Henri et qui appartient toujours à la famille Menier, laquelle cédera par la suite sa marque à Nestlé) à des capitalistes anglophones, uniquement intéressés par la pâte à papier, et qui faillirent, en 1937, se laisser acheter l'île par des hommes de paille de Hitler... En 1953, lassés par les regrets des habitants rappelant à longueur de journée *« la belle époque des chocolatiers »*, les propriétaires anglo-saxons boutèrent le feu au castel, pensant ainsi détruire à jamais *« le mythe Menier »*. En vain. En 1974, le gouvernement du Québec récupéra l'île entière, y créant, dix ans plus tard, le municipe de Port-Menier, et affermant le reste du territoire à quatre *« pourvoiries » (voir encadré)* dont le groupe public, baptisé Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ), aujourd'hui gardien de la Réserve faunique d'Anticosti.

Pouvant, grâce à sa giboyeuse abondance, être à la fois un paradis et un terrain d'entente pour les amis de la Nature et pour les amateurs d'authentiques chasses sportives, y compris à cheval et à l'arc, Anticosti reçoit à présent cinq mille chasseurs par an qui y abattent, légalement, dix mille cerfs ou biches, sans compter lièvres et gélinottes. L'ère des Menier est de nouveau célébrée sans frein, surtout en cette année du centenaire de leur débarquement, et certains Anticostiens envisagent même de réparer le *« crime culturel »* de 1953 en faisant réédifier, à l'identique, par un mécène québécois, la résidence kitsch d'Henri. La plupart des règlements, édictés jadis par l'industriel français, pour proscrire de son domaine l'alcool, les voitures et autres nuisances, sont tombés en désuétude, sauf le non-goudronnage des routes (à l'exception de la liaison entre le port et l'aéroport) et la rigoureuse interdiction de tout chien, même de chasse, dans la totalité de l'île. Ce n'est pas un mince bonheur de pouvoir se promener le nez en l'air, sans risquer de mettre le pied dans des déjections canines, à travers les rues de Port-Menier, bordées de maisonnettes en bois ripolinées au blanc brillant...

D'autres périls guettent cependant Anticosti. A commencer par la trop grande prolifération des cerfs. Pour se nourrir, ces derniers ont en effet complètement éradiqué les érables de l'île ainsi que diverses baies dont se nourrissent les ours, ce qui fait que le dernier plantigrade a été vu en 1978... Mais peut-être ses congénères se sont-ils retirés dans les parties les moins accessibles d'Anticosti, du côté de la baie Innomée, dans le canyon Chicotte, ou au lac de la Sauvagine ? A moins que ce soit à Martin-la-Mer...

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre PÉRONCEL-HUGOZ

Mots crus, mots du cru

La toponymie d'Anticosti est incomplète (la baie Innomée...) mais elle ne mâche pas ses mots : Pointe-aux-Ivrognes, cap de la Vache-qui-Pisse, baie du Naufrage, anse de la Sauvagesse, rivière Patate, pointe des Morts...
A Port-Menier, même tard le soir, vous pourrez faire vos emplettes de journaux québécois, vins français, sirop d'érable local ou mocassins en peau de cerf anticostiens chez un *« accommodeur »* ou *« dépanneur »*.
Si vous êtes invité à dîner, allez-y à midi : le Québec rural est resté fidèle à la vieille trilogie, on déjeune le matin, on dîne au milieu de la journée et on soupe le soir. La *« tarte au sucre »* (d'érable) est à consommer de préférence chez des gens du terroir ou dans une *« fête de sucre »* ; il y en aura plusieurs pendant l'*« année Menier »*, dont les temps forts commenceront en décembre et se poursuivront durant les neuf premiers mois de 1996. Si vous chassez (le gibier), adressez-vous à un *« pourvoyeur »* qui, dans sa *« pourvoirie »*, sorte de réserve de chasse intégrée, vous préparera un *« plan américain »* (nourri, logé, guidé) ou un *« plan européen »* (logé et guidé mais vous faites votre tambouille vous-même). Quant à la *« foresterie »* qui, depuis peu, fournit derechef des emplois à quelques îliens, c'est l'exploitation des bois. Les Québécois ont souvent conservé l'accent des sujets de Louis XV, mais ils ont toujours su créer de nouveaux vocables bien-disants pour dépeindre leur vie et leur environnement.
Ceux qui désirent creuser la question se reporteront avec profit au *Dictionnaire de la langue québecoise*, de Léandre Bergeron (VLB-Editeur, 20, rue Sherbrooke-Est, h 2K 1B9, Montréal).

J-P. P-H.

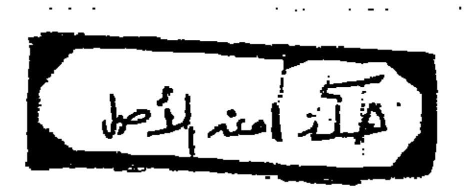

GILLES RIGOULET

CARNET DE ROUTE

Y ALLER. En avion, liaisons quotidiennes régulières Montréal/Sept-Iles avec Canadien (753 $ A/R ou 417 $ si réservé 14 jours à l'avance) ou Confortair (500 $ A/R ou 270 $). De Sept-Iles à Anticosti, 166 $ A/R (Canadien) et 100 $ (70 $ de Havre St-Pierre) avec Confortair (vols nolisés). Ces deux compagnies proposent également, du 23 juin au 10 septembre, des vols spéciaux Montréal/Anticosti *via* Sept-Iles, pour environ 410 $ A/R. Tous ces prix incluent les taxes. On peut également emprunter, jusqu'au 5 septembre, le traversier qui, en 6 heures, relie trois fois par semaine Havre Saint-Pierre à Port Meunier : 40 $ par passager, 60 $ par voiture et pour un camping-car de *moins de 6 mètres. De Port Meunier*, on peut, en 5 heures, rejoindre la Gaspésie, sur la côte sud du Saint-Laurent.
S'Y DÉPLACER. Location de véhicules adaptés aux pistes de l'île par la société Tilden : 100 $ par jour avec les cent premiers kilomètres gratuits et, ensuite, 0,18 $ par kilomètre. Renseignements au (418) 535-0157.
Y SÉJOURNER. En auberge (45 $ canadiens par personne, en chambre double, repas en sus), en châlet de plage ou de forêt (même tarif) ou en campement réglementé (de 18 à 15 $ par jour pour l'emplacement de la tente ou de la roulotte).
FORFAITS. De Montréal, Scanditours programme un circuit de 10 jours (7 nuits dans une pourvoirie de l'île en pension complète avec excursions guidées) pour 7 540 F en chambre double. Formule analogue avec Pacific Holidays (10 jours, à partir de 6 800 F) qui inclue l'île dans un circuit en voiture de 14 jours (à partir de 4 000 F avec hébergement), en boucle de Montréal, jusqu'au Havre St-Pierre via les îles de Mingan et retour par la Gaspésie avec le parc Forillon et île de Bonaventure, paradis des Fous de Bassan. Des séjours sur l'île sont également programmés par Zenith (de Montréal, 10 jours, 7 700 F en pension complète à la pourvoirie de l'île) et par Griserie (une semaine en pension complète, 5 800 F avec programme complet d'excursions guidées).
AU MENU. A moins d'aimer marcher dans la neige avec des raquettes, la meilleure saison pour visiter Anticosti s'étire de début mai à mi-novembre. Les activités sont multiples : pêche à la truite ou au saumon (droit de 28 $ par jour *per capita*, gratuité pour les moins de 18 ans accompagnant un adulte), kayak de mer ou de rivière, équitation, spéléologie, baignade dans les torrents ou les lacs (le golfe du Saint-Laurent, lui, est trop froid, même au cœur de l'été), randonnées en forêt, observation de la faune (cerfs de Virginie, élans, macareux et nombreux oiseaux de mer, phoques, *baleines à bosse, rorquals*, etc.) et chasse, ouverte sur 4 500 km² et seulement à l'automne.
LIRE. Chez *l'Accommodeur Malouin*, à Anticosti, se procurer le nouveau livre-album bien documenté d'Yves Ouellet (photos couleur d'Alain Dumas), *Anticosti, l'île au large de Québec* (Ed. Méridien, 1977, bd Industriel, h 7S 1P6-Laval, Québec, (514) 668-1802) ou bien le pittoresque récit historique illustré de Michel Lejeune, témoin îlien de cette période, *Epoque des Meunier à Anticosti (1895-1926)* (Ed. JML, Saint-Hyacinthe, Québec ; Diffusion : Prologue, 2975, rue Sartelon, h 4R 1 E6-Ville-Saint-Laurent, Québec). Ou encore *La Villa Meunier en images*, recueil d'anciens clichés noir et blanc sur l'extravagante « folie » normando-scandinave d'Anticosti (Ed. de Mortagne, J4B 6 G4, Québec). De son côté, la SEPAQ (Société des établissements de plein air du Québec) diffuse un *Ecoguide* (12 $) et une carte (5 $) de l'île. Enfin, on consultera utilement *Noisiel, la chocolaterie Menier*, travail collectif illustré, publié en 1994 par l'Association pour le patrimoine d'Ile-de-France.
S'INFORMER. A Paris, à l'Office québécois du tourisme, ou, sur place, à la SEPAQ, case postale 179, G0G 2 Y0-Port-Meunier, Anticosti, Québec (418) 535-0156, PCV accepté).

l'or blanc

On creuse un trou dans la plaque de glace, et on s'arme de patience



EN TRAÎNEAU A CHIENS
Le froid sec du grand hiver québécois. Une cabane de bois. Un poêle qui ronfle. La soupe au lard qui fume. Dehors les chiens, huskies ou alaskans, avec lesquels on sillonne, de janvier à février, la région du lac St Paul : 8 jours dont 7 de traîneau, 5 800 F, avion non compris avec Esprit d'aventure. Voyages similaires chez la plupart des spécialistes du Québec. Se renseigner auprès de l'Office du tourisme à Paris.



Pêche blanche à Kuujjuurapik, dans la baie d'Hudson.

ROBERT FRÉCHETTE

SAISONS

L'or blanc

« Mon pays ce n'est pas un pays, c'est l'hiver », chante Gilles Vigneault. Alors, va pour l'hiver !

EN ce début d'été, dans la région de la rivière Michinamecus, au nord-ouest des Laurentides, la forêt bourdonne... Ici, comme un peu partout dans la Belle Province, des nuées de moustiques et de petites mouches voraces se lient d'amitié avec les pêcheurs et les chasseurs venus, dans ce décor digne des romans de James Fenimore Cooper, taquiner la truite, tirer la bécasse ou pister le castor, l'orignal ou l'ours.

Tradition héritée du passé, la « trappe » reste une des activités de week-end favorites des Québécois, qui n'hésitent pas à parcourir de longues distances pour rejoindre les grands espaces vierges au milieu desquels se sont établies des réserves de chasse et de pêche (les pourvoiries) qui s'étendent parfois sur plusieurs centaines de kilomètres carrés. Le paysage se répète à l'infini : forêts de pins Douglas et d'érables, lacs à profusion. Jadis refuges pour les bûcherons, de modestes cabanes, aujourd'hui retapées et agrandies, se sont reconverties en relais de chasse voire en auberges chaleureuses ou en véritables bases de loisirs. Une infrastructure qui, grâce à la saison hivernale, a trouvé une nouvelle vocation.

Avec le retour des grands froids, la forêt ploie sous la neige et se fige dans un silence impressionnant. Le ciel est d'azur mais le mercure affiche... – 38° C ! A ce niveau, même les Québécois s'avouent un peu frileux. Les pourvoiries, qui, plus que jamais, jouent la carte du tourisme hivernal, attirent chaque année un nombre croissant de clients (en majorité originaires de France) qui, c'est le moins qu'on puisse dire, n'ont pas froid aux yeux. A l'exemple de Jean-Jacques Duclos, un « maudit cousin », un « Français de France » comme on dit là-bas, qui a déserté son restaurant de Lyon pour venir s'occuper du domaine de Lounan, à 400 km au nord de Montréal, dans la région des Hautes Laurentides.

Un confortable gîte autour duquel on pratique le ski de fond, la raquette indienne ou la pêche au trou, dite « pêche blanche » : on creuse un trou dans la plaque de glace qui recouvre les lacs, on y fait descendre sa ligne, et on s'arme de patience... Les plus remuants opteront pour la motoneige, cette jeep du Grand Nord devenue un jouet très prisé des citadins en quête de frissons. Pas besoin de permis : on enfourche l'engin, on empoigne le guidon et on met les gaz. C'est bruyant, écologiquement incorrect, parfois dangereux (en raison de la vitesse atteinte et des obstacles masqués par la neige), mais plutôt grisant. Assez pour faire oublier tout le reste.

On creuse un trou dans la plaque de glace, et on s'arme de patience

A moins qu'aux moteurs pétaradants on ne préfère le halètement des chiens attelés à un traîneau glissant sur l'immensité blanche ou se faufilant dans le décor fantasmagorique d'une forêt de contes de fées. Pour le néophyte, la métamorphose en *musher* s'opère très rapidement. Les chiens, il est vrai, font le gros du travail, ce qui laisse à leur nouveau maître, boudiné dans une combinaison isolante, le temps de s'habituer à évoluer ainsi harnaché. L'important, c'est d'être bien équipé, en bonne condition physique, et d'avoir le moral. Prétendre maîtriser une meute de huskies enthousiastes n'est pas, en effet, aussi évident qu'il y paraît. Outre une certaine technique, l'exercice demande également un sens du contact avec l'animal, subtil mélange d'autorité et de tendresse. En une journée, les rudiments sont acquis et l'on peut partir à l'aventure sous la conduite d'un guide expérimenté. Ce qui n'exclut nullement les surprises. A commencer par cette *« slush »*, redoutable purée de neige fondue dans laquelle s'enlise puis se fige le traîneau, faisant soudain, d'une radieuse traversée de lac gelé, une drôle de galère. *« Tabernacle ! »*, lance alors l'étranger, qui, ainsi piégé, a vite fait d'adopter les jurons locaux.

De notre envoyé spécial
PHILIPPE BARDIAU

CARNET DE ROUTE

Parmi les nombreux voyagistes (dont Jetset, Maeva, Nouvelles Frontières, Provaleur (Lyon), Scanditours, Vacances Air Canada et Vacances Air Transat) qui programment l'hiver canadien, citons, par d'exemple, Canadien National, qui propose notamment, au départ de Paris, un forfait multiactivités de 9 jours dans le nord du Québec (à partir de 7 250 F par personne), des randonnées en traîneau à chiens (à partir de 9 870 F), des raids en motoneige de difficultés variables (autour de 10 000 F, 9 jours) au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique, province où sont organisés, dans les Rocheuses, au départ de Paris, des séjours de ski alpin (à partir de 6 640 F, 9 jours) ou d'héliski (à partir de 14 000 F, 9 jours), activité accessible aux skieurs de niveau moyen grâce aux nouveaux skis extra-larges. Pour tout savoir sur les séductions de l'hiver canadien, et prendre connaissance des propositions des nombreux voyagistes qui, désormais, programment cette saison, consulter le « Guide des activités hivernales » réalisé chaque année par la division du tourisme de l'ambassade ainsi que la brochure « Vacances d'hiver » diffusée par l'office de tourisme québécois.


Campement sur la rivière Magpie, au nord de Sept-Iles.


ROBERT FRÉCHETTE



RAFTING
Au paradis des passionnés de descente de rivière, l'UCPA a sélectionné les plus beaux *« spots »* : la rivière des Outaouais, la Jacques-Cartier, la Rouge, la Gens-de-Terre. Des rapides spectaculaires, temps forts d'un circuit de 15 jours (autour de 12 600 F, de Paris) qui permet d'explorer la réserve faunique des Laurentides et le parc de la Vérandrye mais aussi de visiter Montréal, Québec et Ottawa. Plus modestement, Canadien National propose, aux portes de Montréal, 1 h 30 d'émotions, sur les rapides de Lachine. Une mise en bouche très abordable : 165 F.

EN MINIBUS
A ceux qui aiment la nature, la vie en groupe et le camping, Nouvelles Frontières propose, fin juin et en juillet, un circuit accompagné, de 3 semaines, pour découvrir, côté champs, le lac Saint-Jean, Tadoussac, les baleines et les chutes du Niagara et, côté villes, Montréal, Québec, Toronto et Ottawa. A partir de 5 200 F de Montréal. Formule identique pour un circuit de Montréal à Québec (Acadie/Anticosti/Gaspésie) en 23 jours (5 690 F sans l'avion), un circuit de même durée dans l'Ouest (Colombie-Britannique, Yukon, Alberta) et pour une traversée du pays en un mois : respectivement 11 450 F et 11 990 F de Paris.

SUR LE SAINT-LAURENT
Trois jours durant, en septembre, Déclic/Cybèle emprunte le bateau, de Montréal à Chicoutimi via le Saguenay, dans le cadre d'un circuit de 11 jours qui se poursuit en car jusqu'à Toronto via Trois-Rivières, Ottawa et Kingston : 8 850 F de Paris en chambre double et pension complète. Avec Explorator, une croisière de 12 jours, à bord d'un ketch, dans l'archipel de Mingan et à l'île d'Anticosti, depuis Havre-Saint-Pierre : les 28 juillet et 8 septembre (mois propice à l'observation des baleines), 15 900 F de Paris. On peut aussi, avec Vacances Air Transat, remonter le fleuve, de Montréal via le Saguenay jusqu'à Saint-Pierre-et-Miquelon, retour via l'île du Prince-Edouard et la Gaspésie, à bord du navire ukrainien *Gruziya* : une semaine (départs tous les samedis du 1er juillet au 30 septembre) pour environ 7 000 F par personne en cabine extérieure double. Une croisière incluse dans un circuit du Monde et son histoire, du 17 au 29 août (23 400 F de Paris) avec Toronto, les chutes du Niagara, Montréal et Québec. Enfin, une autre belle croisière de 8 jours, proposée de Montréal (ou de New York) par Nouvelles Frontières (et Jet Tours), à bord du *Regent-Sun* (832 passagers) qui, de juin à octobre, remonte le Saint-Laurent (Québec), fait le tour de la Gaspésie (Percé) et de la Nouvelle-Ecosse (Sydney) avant de longer la côte du Maine, de la Nouvelle-Angleterre (Cape Cod) et d'arriver à New York. De 7 400 à 7 970 F pour une cabine extérieure à 2 lits en pension complète, acheminements aériens en sus. Dans un autre genre, le cargo *Nordik-Express* (60 passagers) ravitaille, une fois par semaine, d'avril à janvier, Sept-Îles, Anticosti, Havre-Saint-Pierre et une douzaine de petits ports pittoresques perdus le long de la côte nord, jusqu'à Blanc-Sablon. Renseignements à Québec au (418) 692-1000.

LES ÎLES DE LA MADELEINE
Dans le golfe du Saint-Laurent, un univers attachant, dans un décor de falaises, de dunes, de plages et de lagunes. A explorer avec Jetset, depuis le Château Madelinot, un hôtel confortable : 8 jours sur place, de 7 400 à 8 300 F en chambre double et pension complète, acheminement (avion ou traversier) non compris. Chaque année, vers la fin février, des milliers de phoques viennent donner naissance à leurs petits, sur les glaces qui entourent ces îles. Back Roads : 5 jours sur place, 4 000 F en chambre double.

TOURISME AMÉRINDIEN

Retour aux sources

Survie en forêt, initiation aux techniques anciennes... Sur la piste de l'authenticité, la rencontre d'une attente et d'un savoir-faire

DÉBUT mai, les cent mille lacs d'Abitibi, désert planté d'épinettes et de bouleaux, sont encore pris par la glace. Une carapace que le printemps, lentement, commence à fissurer. Un signe pour les quelque 12 000 Cris, troisième, en importance, des dix nations amérindiennes du Québec (60 000 personnes au total, auxquelles s'ajoutent 7 000 Inuits), qui savent le moment venu du *goose break*. A Mistissini, une de leurs neuf réserves, à 700 kilomètres au nord de Montréal, le Conseil de bande et l'école ferment leurs portes. Vidé de ses 3 000 habitants, le lieu prend des allures de ville fantôme. Deux semaines durant, toutes les familles s'installent dans la forêt, sur leurs territoires de chasse ancestraux.

A Chalifour, un campement de pêche qui, l'été, verra affluer Québécois et étrangers mordus de pêche à la truite, la vie s'écoule au rythme de la nature. Levés à 5 heures, les hommes gagnent leur cache pour y traquer oies sauvages et outardes cinglant vers la Floride, en route pour leurs quartiers d'été. Les tableaux de chasse seront raisonnables car, pour un Cri, *« qui tue plus que de besoin n'en a pas pour longtemps à vivre »*. Restées au camp, femmes et jeunes filles occuperont leur journée à plumer les volatiles. Il est 17 heures et la nuit va bientôt tomber. Dans la maison en bois, le ragoût de caribou exhale un fumet alléchant. Des enfants dorment dans les deux lits occupant les coins de l'unique pièce meublée d'un canapé, d'une table ronde recouverte d'une toile cirée et d'un fourneau. Les chaussures sont alignées près de la porte. Luce Iserhoff (un patronyme hérité d'un lointain mariage entre un mineur russe et une Indienne Cri), la cinquantaine, visage rond, teint mat et yeux en amande, porte le béret bleu marine que les pêcheurs basques, jadis, troquaient contre des fourrures. Les femmes ont adopté le béret, mais abandonné la traditionnelle tenue en peau. Gregory, un an, trône dans sa balançoire rouge, suspendue à une poutre, sous le regard de sa mère, Mary, vingt ans, et de sa tante, Sarah, quatorze ans. Après avoir effectué ses premiers pas dans la maison, il a déjà connu son *walking out*, grande fête au cours de laquelle sa famille a mis ses pieds en contact avec la terre, l'accueillant ainsi dans le cercle des hommes.

Luce admire des polaroids où s'affiche le sourire de son petit-fils. Mais sa fierté cache mal l'inquiétude qui peu à peu l'envahit. Son mari, Charlie, accompagné d'un de leurs fils, est parti chasser le castor sur la ligne de trappe. Elle sait qu'au bout de deux heures de piste ils ont garé leur camion pour s'enfoncer en motoneige dans la forêt. Sarah essaie d'entrer en contact radio avec eux, mais la CB du camion reste muette. Les mauvaises pensées rôdent. Certes, ce territoire, ils le connaissent pouce par pouce pour l'avoir tant de fois sillonné avec leurs père et grand-père respectifs. Mais ils en savent aussi les dangers. Au début du printemps, la glace se fend, masquant des trous qui sont autant de pièges pour la motoneige. Voilà deux jours que les deux hommes auraient dû être rentrés. A 22 heures, le contact est enfin établi. Surpris par la fonte des glaces, ils sont immobilisés. Mais l'hélicoptère ne pourra les rapatrier avant une dizaine de jours. Heureusement la chasse a été bonne et elle leur permettra de tenir. Cette nuit-là, la famille Iserhoff sortira jouer dans la neige, sous les étranges lueurs d'une aurore boréale.

Ce campement, le Conseil de bande de Mistissini, qui a misé sur le tourisme comme instrument privilégié de développement économique, lui en a confié la gestion. Avec les sommes obtenues par leurs avocats new-yorkais en dédommagement de la construction de barrages hydroélectriques géants et de l'inondation concomitante de leurs territoires de chasse, les Cris ont notamment créé leur propre compagnie aérienne, la Creebec, afin de rompre l'isolement des cinq communautés privées d'accès routier, ainsi que deux petites compagnies d'hydravions. Dans la région, deux pourvoiries ont également été rachetées au gouvernement puis confiées à une compagnie privée. Sur l'île sacrée, là même où les chasseurs avaient l'habitude de se réunir, on a monté un campement de six tentes traditionnelles où le visiteur peut se familiariser avec la culture crie. En projet, un hôtel de 24 chambres ainsi qu'un centre de loisirs. Un investissement de 3 millions de dollars, qui ne signifie pas pour autant que l'on soit prêt à se vendre à n'importe quel prix. Objectif visé : un tourisme de qualité destiné à une clientèle différente de celle attirée uniquement par la pêche. Mais en dehors des pourvoiries, rachetées progressivement à leurs propriétaires québécois, l'hébergement chez les Amérindiens est, aujourd'hui, quasi inexistant et les possibilités de séjourner dans les réserves des plus limitées.

Plus au sud, au bord du lac Opémisca, la réserve d'Oujé-Bougoumou abrite, dans un village ultramoderne dessiné par l'architecte du Musée des civilisations de Hull, un hôtel de 12 chambres, le Clapissisit Lodge, inauguré en mars 1994, ainsi qu'un campement « culturel » ouvert aux visiteurs. Autre exception, la réserve d'Odanak, à une heure de route de Montréal, habitée par 250 Abénaquis (autre nation appartenant à la famille linguistique algonquine), ouvre, depuis trente ans, aux touristes de passage, les portes de son petit musée historique et de son église catholique où la Vierge, sculptée dans le bois, a les traits d'une Indienne. On peut aussi y assister à un spectacle de danses traditionnelles et y faire provision de souvenirs. Rien, pourtant, qui ne distingue les maisons proprettes de celles aperçues tout au long de la route. Difficile, également, de déceler, dans les yeux bleus et le teint de lait de Nicole O'Bomsawin, la responsable du musée, le sang amérindien qui coule dans ses veines. Comme chez la plupart des Abénaquis (fidèles alliés des Français à l'époque coloniale), le métissage, inévitable, est passé par là. Aujourd'hui, dans cette nation de 1 800 membres, un sur cinq seulement vit dans une réserve et rares sont ceux qui en parlent encore la langue. Depuis quelque temps, cependant, les jeunes s'efforcent de renouer les liens avec les anciens.

> « Qui tue plus que de besoin n'en a pas pour longtemps à vivre »

Conscients de la déception des visiteurs venus voir des « Indiens avec des plumes », ils n'en sont pas moins déterminés à refuser la carte du folklore telle qu'elle a pu être jouée dans les années 60. Ainsi viennent-ils d'ouvrir un gîte qui permettra à ceux qui le désirent de s'initier à la survie en forêt, au montage d'un campement, au canotage et à la marche avec des raquettes à travers le territoire ancestral de la communauté. A Wendake, aux portes de Québec, dans la communauté des Hurons-Wendats, le village, construit en 1989 par Marion Gros Louis, reçoit plus de 200 000 visiteurs par an et 70 personnes y fabriquent mocassins, canots et raquettes exportés aux Etats-Unis et en Europe.

En fait, plus on s'éloigne des centres urbains, plus les Amérindiens ont pu conserver un mode de vie ou de pensée ancestral, fidélité qui, aujourd'hui, se révèle un atout dans le développement du tourisme ethnoculturel. Montagnais de la Basse-Côte nord, Cris ou Algonquins de l'Abitibi l'ont parfaitement compris, qui à présent s'attachent à élaborer des produits touristiques susceptibles de répondre à la demande, née depuis cinq ans en Europe, et plus particulièrement en France. Une demande correspondant à une recherche d'authenticité, au désir de rencontrer des peuples différents et de vivre des expériences humainement enrichissantes dans un cadre naturel préservé. Et qui se tourne spontanément vers les Amérindiens, qui dans l'imaginaire occidental incarnent, mieux que quiconque, cette authenticité et une vie en étroite osmose avec l'environnement. C'est cette façon de vivre et ces valeurs que viennent chercher ici des citadins auxquels un certain nombre de communautés, appartenant à des nations indiennes différentes, proposent de séjourner sous la tente et de s'initier à leur culture en prenant part à diverses activités : cueillir des branches de sapin et en tapisser le sol de la tente, ramasser du bois pour le poêle, tanner les peaux, fabriquer des mocassins, pêcher sous la glace, identifier les traces d'animaux, naviguer en canot, etc. Sans oublier le fin du fin : une expédition en forêt avec une des familles amérindiennes qui, de temps à autre, acceptent de partager ce retour à la tradition. Un échange qui va bien au-delà d'une simple transaction commerciale.

Pour les Amérindiens, la formule est enrichissante à plus d'un titre. Elle leur permet d'approfondir leur propre identité, d'apprendre à communiquer avec le visiteur de passage, de valoriser leur patrimoine culturel en se débarrassant des stéréotypes réducteurs et du folklore, et d'occuper pleinement et physiquement le territoire immense légué par leurs ancêtres. Un territoire où ils exercent leur droit de chasse et de pêche permanent, mais qui n'échappe pas pour autant aux coupes de bois intempestives.

Pour les producteurs de voyages, le tourisme amérindien est, de toute évidence, un créneau prometteur. Encore faut-il ne pas se contenter, par exemple, de saupoudrer les circuits « aventure » de visites chez les Indiens. Et jouer la carte du partenariat. Avec les Amérindiens, en effet, tout est affaire de contact personnel. A la bonne volonté des intéressés et aux subventions souvent importantes consenties par le gouvernement provincial doit s'ajouter, pour que la combinaison soit gagnante, l'intervention d'intermédiaires connaissant à la fois le milieu amérindien, l'économie du tourisme et les réseaux de promotion sur les marchés étrangers. Et capables également de veiller, sur le terrain, à la qualité de la prestation proposée. Un souci partagé par les Amérindiens eux-mêmes. Ainsi les Montagnais de la réserve de Mashteuiatsh, au bord du lac Saint-Laurent, ont-ils rédigé un code énumérant les règles à suivre dans le domaine du tourisme ethnoculturel en général, et de l'accueil en particulier. Un code auquel doivent souscrire ceux qui désirent obtenir un certificat d'accueil. De plus, afin de répondre aux besoins d'encadrement, quelques communautés essaient de former des « décrocheurs » (des jeunes allergiques au système scolaire) au métier de guide-animateur. Autant d'initiatives qui permettent d'espérer un développement harmonieux de ce tourisme d'avenir paradoxalement fondé sur un retour aux sources.

De notre envoyée spéciale
FRANÇOISE SPIEKERMEIER

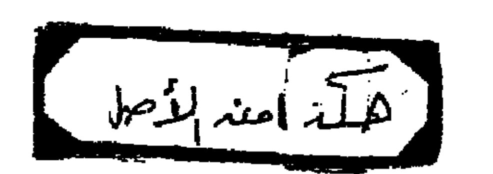
CARNET DE PISTES

REPÈRES. Rares sont aujourd'hui les spécialistes du tourisme amérindien. Deux méritent d'être mentionnés : Wawati (mot qui signifie « aurore boréale » en langue algonquine) et Shipo (« la rivière », en langue montagnaise). Deux histoires d'amour avec, pour héroïnes, deux femmes passionnées.

WAWATI. Française, Dominique Gay-Spriet débarque, en 1989, à Val-d'Or, en Abitibi, à 832 km au nord-ouest de Montréal. Là, elle rencontre ceux qui, les premiers, occupèrent cette terre : les Algonquins. A leur contact elle découvre une façon de vivre et de penser en accord avec la nature. Convaincue que d'autres Européens aimeraient vivre la même expérience, elle organise, en association avec des communautés algonquines, des voyages en canot et en motoneige (le moyen de locomotion des Amérindiens en hiver) ainsi que des séjours dans les bois. Depuis 1992, elle propose un circuit de 10 jours à travers le Québec avec, pour étapes, les réserves de cinq des dix nations amérindiennes de la province : Abénaquis, Hurons, Montagnais, Cris et Algonquins. Un itinéraire passionnant qui permet de découvrir l'histoire de ces nations et leur place dans la société québécoise. En été, elle propose la descente de l'Harricana, avec des guides algonquins et des bivouacs dans leurs campements (7 jours), des séjours chez les Algonquins du grand lac Victoria, dans la réserve faunique de la Vérendrye : pêche, cueillette et participation à la vie quotidienne. En hiver, séjour de raquettes (6 jours) de décembre à la fin mars, pour apprendre notamment à reconnaître les traces des animaux, dont celles du lynx et du loup blanc. Egalement programmé, un circuit de 8 jours en motoneige, de l'Abitibi au Nunavik, chez les Inuits, en passant chez les Cris. Les voyages de Wawati (case postale 118, Val-d'Or, Québec J9P 4N9, tél. : (819) 824-7652) sont revendus en France par Vacances Air Transat (agences de voyages), Pacific Holidays (tél. : (1) 45-41-52-58), Marlboro Country Travel (tél. : (1) 40-26-20-71), Déserts, Rev'Vacances, Voyageurs au Canada et l'association La Focel 77 (tél. : (1) 64-37-18-61).

SHIPO. Québécoise, Louise Larivière a créé Shipo en 1992. Elle travaille avec le gouvernement provincial et plusieurs partenaires amérindiens afin de développer le tourisme en milieu autochtone. Elle programme notamment toute une gamme de voyages mis au point avec des Cris de la baie James et des Montagnais de la côte Est. En été, la descente de la rivière Témiscami (7 jours) en territoire cri, expédition en canoë avec visite de sites archéologiques et trekking en forêt sous la conduite de guides cris. En été et également en automne, un circuit de 8 jours qui conjugue rencontre avec les Amérindiens de la côte Nord et observation des baleines. En hiver : un circuit en motoneige sur les pistes des grands trappeurs cris et en leur compagnie. Egalement programmés, des séjours (7 jours) dans une réserve de la basse côte Nord, au sein de la famille de Philippe Piétacho, un chef montagnais respecté. Autant de voyages commercialisés en France par le voyagiste Argane (tél. : (1) 45-73-01-01). On peut aussi s'adresser directement à la source, à Shipo, 760 B de l'Epée, Outremont h 2V 3T9 Québec, tél. : (514) 948-3669.

ET LES AUTRES. A noter également la programmation du voyagiste Jetset chez les Montagnais et celle d'Allibert qui propose en août, à l'extrême nord du Québec, dans le Nunavik, patrie des Inuits, deux randonnées pédestres (19 jours dont 12 de marche avec un guide local, 22 400 F de Paris), à travers les monts Torngats. Une région où Back Roads propose un safari-photo de 7 jours (ours blanc, phoque et caribou), à partir de 12 900 F sans l'avion. Enfin, côté Pacifique, Assinter invite, le 11 septembre (17 jours, 25 800 F), à découvrir la très méconnue culture (art, masques, totems) des Indiens de la côte Nord-Ouest.



Le tour du mond
en 24 heures

TORONTO

Le tour du monde en 24 heures

La ville caméléon change de couleurs selon l'heure et l'endroit. Promenades et divertissements d'un quartier l'autre



Célébration en l'honneur de Krishna dans les rues de la ville.

VINCENZO PIETROPAOLO/SILVERLIGHT

LA GARE D'UNION STATION À 8 HEURES. Costumes sombres, gabardines mastic : l'uniforme de rigueur joue le monochrome strict. A l'heure de pointe, les cols blancs déferlant en vagues successives emplissent la nef démesurée qui tient lieu de hall de gare. Union Station, temple de la Canadian Pacific Railway, dont le monumental péristyle en pierre de taille symbolise le conservatisme puritain des premiers immigrés, siège au pied des gratte-ciel du Financial District. Deux kilomètres carrés de tours mordorées, bleutées ou émeraude à l'ombre desquelles Toronto, capitale économique et financière, traite les affaires du pays. La gare, inaugurée en 1927 par le prince de Galles, reliée au réseau du métro, voit transiter chaque jour des milliers de Torontois. En outre, elle ouvre sur les 11 kilomètres de galeries commerciales souterraines qui se faufilent sous les tours – système astucieux permettant durant l'hiver, toujours glacial, de ne pas mettre le nez dehors et de faire ses emplettes au chaud, sous la ville.

La « gare de l'Union » porte bien son nom. Le rush vers l'ouest a commencé en 1867. La prolongation de la ligne de chemin de fer jusqu'à Vancouver, achevée vingt ans plus tard, permit au Transcanadien d'assurer de l'Atlantique au Pacifique, c'est-à-dire sur 6 000 km, le vrai lien entre les provinces. Union Station demeure le point d'ancrage de la ville distribuée de part et d'autre de Younge Street, l'ancienne route fréquentée par les trappeurs et les fermiers au dix-huitième siècle, et qui file sur 18 km cap au nord.

Au lieu d'embrasser son lac, à l'image des stations balnéaires, Toronto lui tourne le dos. Premier port canadien des Grands Lacs, la ville a sacrifié le sien au trafic commercial. Certains crient au scandale. Le lac Ontario, situé à quelques centaines de mètres, à vol d'oiseau, en contrebas de la gare, demeure invisible. Dérobé derrière les voies de chemin de fer, l'autoroute (le Gardiner Express-Way), le système de déviations rapides et les entrepôts qui confisquent l'accès au rivage. Seuls les gratte-ciel postés en sentinelle dominent ce *« no man's land »* et jouissent du panorama à perte de vue.

LE MARCHÉ SAINT-LAURENT À 9 HEURES. Il y a cent cinquante ans, Toronto avait quelque neuf mille habitants, pionniers-fermiers déterminés à mettre en valeur le site. A 300 mètres de la gare, le premier hôtel de ville, avec sa façade à clocheton qui date de 1844, témoigne des débuts. Il abrite, sous une armature de fer et de verre, de vieilles halles comme on en trouve à Londres. Tradition oblige, ce marché bien vivant fait le bonheur des WASP, les White Anglo Saxon Protestants, qui, le samedi matin, viennent en famille choisir le *cheddar*, les *meat pies* et l'agneau préparé à l'anglaise. Des centaines d'échoppes – fromagers, poissonniers, bouchers, crémiers, épiciers – détaillent les produits phares de la Couronne. Les briques roses et la pierre blanche ont retrouvé l'éclat d'antan après une restauration bien menée. Il ne faut pas oublier, commente un jeune Torontois, que *« la reine Victoria est chaque année fêtée, et qu'Elizabeth II, dont le portrait illustre les billets de 2 dollars, reste le chef de l'Etat canadien, représentée, à Ottawa la capitale, par un gouverneur général »*.

LE MILE DE LA FINANCE À 10 HEURES. Coups de feu au pied des tours, sirènes hurlantes, gangsters en fuite. Il ne s'agit pas d'un hold-up, mais du tournage d'un film. Le mini-Manhattan de Toronto fait recette. *« Le BCE,* (la tour de Bell Canada Entreprise) *récent fleuron de l'architecture torontoise, est un des endroits les plus prisés des réalisateurs,* affirme Gail Thomson, coordonnatrice de la promotion des lieux de tournage pour la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne (l'OFDC), *avec la Casa Loma* (sorte de folie médiévale construite par Sir Henry Pellat en 1911) *et l'University College* (pseudo-néogothique 1859, entourée de pavillons à la manière de Cambridge). *Avec, en 1994, 34 films et 94 séries pour la télévision, Toronto arrive juste derrière Los Angeles et New York pour la production cinématographique,* précise la jolie blonde, *et 32 projets sont en cours de réalisation pour 1995. »* A Toronto, pas besoin de décors en carton pâte : l'OFDC dispose d'une banque de données répertoriant 8 000 lieux pouvant servir à la mise en scène dans la ville caméléon. Une affaire qui tourne. A la même heure, à l'angle de College et Clinton Streets, en plein quartier italien, un taxi jaune new-yorkais attend un client : la Warner Bros met en scène *The Prince and the Pizza Boy*, une série pour la chaîne de télévision NBC.

RUE BALDWIN À 11 HEURES. Une rue bordée de maisonnettes à pignon, de jardins-terrasses et de cafés-salons de thé. Une rue comme on en trouve à Amsterdam, à New York ou à Londres. Vélos noirs, mélodies de Bob Dylan et odeurs de pain fait maison composent une ambiance très années 70. L'université est proche. L'Art Gallery aussi : au Musée des Beaux-Arts de l'Ontario, on s'attarde avec émotion devant les grandes toiles d'Emily Carr, les œuvres des artistes du Groupe des Sept, avant de tourner autour des plâtres monumentaux d'Henry Moore, pièces magnifiques offertes par le sculpteur anglais *« qui s'est souvenu d'un bon moment à Toronto pendant la guerre »* (Emmanuel de Roux, *Le Monde* du 18 février 1993). Les étudiants, les intellectuels et les artistes ont leurs habitudes rue Baldwin, au Café La Gaffe, chez John's ou à la pâtisserie Yung Sing's qui cuisine les meilleurs *pork buns*, petits pains au porc. Cet ancien quartier juif est en pleine mutation. *« La synagogue qui a été vendue aux orthodoxes russes sera-t-elle à son tour cédée aux Cantonais ?*, interroge Patrick Rémia, un artiste peintre d'origine française qui habite en face. *On serait tenté de le croire,* ajoute-t-il, *à voir fleurir les façades vert véronèse et rouge sang, les couleurs fétiches des émigrés de la métropole chinoise. »*

LE MARCHÉ DE KENSINGTON À 12 HEURES. Dans les années 20, 80 % des trente-cinq mille juifs de Toronto vivaient à Kensington. Une présence qui s'est estompée au profit des nouveaux arrivants : Portugais, Antillais, Indiens, Coréens, Vietnamiens et Philippins. Le Doctors Hospital du quartier offre ses services en trente langues. *« Toronto est un monde de juxtaposition de communautés ethniques dans lequel les Blancs continuent à avoir l'essentiel du pouvoir. Ils tiennent les rênes de la finance »*, confie un habitant du quartier. Un marché occupe cette ruelle qui dévale de Baldwin. Le Tout-Toronto s'y retrouve le dimanche à midi. Dans un joyeux capharnaüm se mêlent les idiomes et les accents les plus variés. Fruits, épices, légumes et bimbeloterie évoquent Madras, Lisbonne, Trinidad ou Jérusalem. Il y a des bars qui servent des jus de carotte et des boutiques de fripes qui bradent pour quelques dollars jeans délavés, chemises blanches amidonnées et bijoux de pacotille.

LA RUE CHINOISE À 14 HEURES. Sept jours sur sept, Dundas Street ne désemplit pas. Même la Royal Bank, dont le distributeur automatique s'annonce en chinois, en français et en anglais, ouvre le dimanche, de 11 heures à 16 heures. Il règne une atmosphère fébrile. Boutiques, supermarchés, restaurants, étals à la sauvette, au coude à coude, voire superposés du sous-sol aux étages, encombrent la moindre des encoignures. Le tout forme un tel méli-mélo d'enseignes en chinois qu'il est bien difficile de trouver ses repères. Les dieux veillent sur les recettes. L'opticien-joaillier a présenté les offrandes aux divinités, deux pommes rouges et une papaye posées sur une assiette, sous la vitrine exhibant des chaînes en or. Chez Wing Tai Hong, on achète toutes sortes de fortifiants, des squelettes de dragon de mer, des hippocampes séchés, des queues de daim. La marchande de légumes, qui vend une dizaine de variétés de choux et des haricots verts géants, explique (en chinois) que les légumes poussent dans les jardins des environs. Le quartier ressemble à une fourmilière. *« Ici on vit comme à Hongkong, et les loyers sont dix fois moins cher »*, affirment en chœur les deux jeunes publicistes, Johnson Yuen et Andy Ng, du *Sing Tao Daily*. Le quotidien chinois, qui a pignon sur la rue, et qui n'est pas le seul, tire à 50 000 exemplaires le samedi et 40 000 en semaine.

> Fruits, épices, légumes et bimbeloterie évoquent Madras, Lisbonne, Trinidad, ou Jérusalem

« Trois cent mille Chinois vivent à Toronto. Ils ont leur chaîne de télévision, leurs cinémas, leurs théâtres. Aujourd'hui, la plupart arrivent de Hongkong (8 898 en 1992, d'après les statistiques municipales). *Riches et bien éduqués, ils sont en quête d'un endroit où l'on vit agréablement avec l'assurance d'avoir de bonnes écoles pour les enfants »*, indique Jérôme Chen, spécialiste d'histoire, grand admirateur d'Emmanuel Le Roy Ladurie. Originaire du Sichuan, Jérôme Chen est arrivé en 1971 : la York University l'avait choisi pour enseigner le mandarin ; il est resté. Sa veste de tweed jaune évoque ses années passées à Leeds. Dans sa ville natale, Chengdu, il avait décroché une bourse pour étudier en Angleterre. Il n'est pas rentré. Depuis 1950, la communauté chinoise bénéficie des meilleures conditions pour vivre facilement, mais si, précise-t-il, *« professeurs, ingénieurs, médecins, dentistes, financiers, constituent d'excellents immigrants, ils ne s'intègrent pas, ne se mélangent pas, au contraire des Japonais. Sauf peut-être ceux qui sont nés à Toronto. Impossible, pourtant, de faire comprendre à mes étudiants qu'on ne parle pas des Canadiens en les traitant de* fan kuei, *diables de Barbares ou d'étrangers »*.

LA PETITE ATHÈNES À 16 HEURES. Cheveux gominés, moustaches noires, Nikolaos, Demetrios et les autres disputent une interminable partie de cartes chez Akropolis. Installés à la table d'angle, ils sont ici chez eux. Sur fond d'exclamations en grec et de bousouki lancinant – la chaîne CHR FM diffuse en continu des mélodies du pays –, on se régale de *spinakopita, tiropita* (feuilletés aux épinards et au fromage) et de yaourts faits maison. Aliki, le visage menu encadré de boucles cendrées, en tablier blanc et blouse bleu ciel, se tient derrière son homme, en retrait. *« Sûr qu'elle est contente*, affirme le maître des lieux. *Elle est avec moi. »* Thomas et Aliki, originaires d'un village proche de Thessalonique, sont arrivés voilà vingt-cinq ans, *« en quête d'une vie meilleure »* et ils n'ont pas un mot de regret : *« On a du travail, le confort et on peut parler librement. »* La même scène se répète d'une taverne à l'autre, sur la rue Danforth. Le jeu est une affaire d'hommes. D'ailleurs, sur le macadam, les rares matrones que l'on croise, en paletot et jupon noirs, pressent le pas, soucieuses sans doute de ne pas prendre du retard pour le repas du soir. On se croirait au pied du Parthénon. Quelque cinquante mille Grecs habitent Greektown, ou Little Athens, un périmètre quadrillé par une cinquantaine de rues dont les panneaux de signalisation sont écrits en anglais et en... caractères grecs.

LA PLAGE À 17 HEURES. Heure de pointe sur les « planches » : en shorts, baskets et T-shirts, les Torontois longent à petites foulées, ou à grandes enjambées, à vélo ou sur des patins à roulettes futuristes, le front de mer. Du sable blanc, de l'eau bleue s'étalant à perte de vue, le cri des mouettes, des villas cossues à vérandas, des arbres majestueux et du gazon ras comme celui d'un green de golf composent ce décor de villégiature nord-américain. On se croirait au bord de la mer. La parodie est parfaite, à un détail près : il n'y a personne dans l'eau, pas une voile, pas un baigneur, ni même un chien. Le lac est pollué, on ne s'y baigne pas. Pour accéder aux *beaches*, il faut suivre, durant trente minutes de *streetcar* (le tramway), Queen Street depuis le centre-ville jusqu'à son extrême Est. Trente minutes durant lesquelles on retrouve, au fil des faubourgs, l'Amérique pur jus, avec ses *antiques*, plus proches de la brocante que de l'antiquité, ses *bargains*, soldes permanents en tout genre, ses *groceries-drugstores*, épiceries-pharmacies à tout vendre, et ses enseignes où l'on s'empiffre pour une poignée de dollars de *fish and chips*, de hamburgers, de pizzas ou de sandwiches-clubs.

CHEZ JOE ROCKHEAD'S À 18 HEURES, un bar-brasserie-billard fréquenté par les jeunes cadres dynamiques à deux pas de la Bourse et des gratte-ciel du Financial District, le quartier des affaires. Ce lundi soir, à la sortie des bureaux, la salle aménagée en sous-sol, et tapissée de bois clair, façon saloon redécoré à la suédoise, résonne d'un joyeux

De notre envoyée spéciale
FLORENCE EVIN

Lire la suite page VIII

RENDEZ-VOUS

Toronto est, avec New York et Londres, réputée pour ses comédies musicales. Notamment à l'affiche : *Le Fantôme de l'Opéra*, *Tommy*, *la Belle et la Bête* et *Sunset Boulevard*. La province, il est vrai, met volontiers la culture en vedette. The Shaw Festival, à Niagara on The Lake, présente, jusqu'au 29 octobre, des pièces de George Bernard Shaw et de ses contemporains. Le Stratford Festival, jusqu'au 29 octobre, est le plus important festival de théâtre classique du Canada.

Le Festival des francophones du monde, à Ottawa, du 16 au 25 juin, est la plus grande manifestation culturelle et artistique francophone en Amérique du Nord. Le Festival de jazz de Toronto, du 23 juin au 2 juillet (quelque 1 500 artistes) et le Festival international de jazz d'Ottawa, du 14 au 23 juillet, jouent la carte de la musique. Le Carabana, à Toronto, du 24 juillet jusqu'au 7 août, célèbre les Caraïbes avec parade, musique et danse. Les Glengarry Highlands Games, à Maxville, 4 et 5 août, voient s'affronter les meilleures formations de cornemuse d'Amérique du Nord.

Le Festival international du film de Toronto, du 7 au 16 septembre, est la digne vitrine du « Hollywood du Nord ». L'Oktoberfest, à Kitchener, du 6 au 14 octobre, est le plus grand festival bavarois d'Amérique du Nord.

VINCENZO PIETROPAOLO/SILVERLIGHT

Parade, à Little Athens, lors de la fête nationale grecque.

TORONTO

Laboratoire planétaire

Elle n'a pas usurpé un titre décerné par les Nations unies : celui de la « ville la plus multiculturelle du globe ». Elle joue l'équité et s'en donne les moyens

CHOSE rarissime pour un chauffeur de taxi, Edouard, le Ghanéen, est un homme comblé. « *C'est presque la plus belle ville au monde. Tout est bien, les gens, la vie. On peut facilement trouver un job. Sinon le gouvernement vous aide.* » Huit ans d'expérience torontoise définitivement concluantes pour Edouard, qui habite *downtown*, au centre-ville. A en croire les statistiques municipales, le Ghanéen n'est pas un cas à part. En 1992, 74 047 immigrés ont choisi Toronto pour ville d'adoption, soit le tiers de la totalité des étrangers ayant obtenu cette année-là l'autorisation de s'installer au Canada.

A l'origine, c'est-à-dire à la moitié du dix-neuvième siècle, 95 % de la population de Toronto était anglaise et de religion protestante. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 70 %. Un million de personnes parle une centaine d'idiomes parmi les plus divers. Les immigrés recensés sont originaires de soixante-dix pays. Chinois de Hongkong ou du continent, Sri-Lankais, Polonais, Philippins, Iraniens, Jamaïcains, Somaliens et Antillais de Trinidad arrivent en tête du peloton.

« Toronto est-elle différente des villes américaines ? A-t-elle été voulue ainsi ? », titrait *The Globe and Mail*, le grand quotidien torontois, le 10 avril 1995. Suivait le récit de la conférence donnée par Joe Berridge, un expert de la planification urbaine, devant un parterre de délégués américains. « *Si vous voulez comprendre pourquoi le métro est propre*, demandait-il, *pourquoi il est impossible de prendre un verre en ville après 1 heure du matin ?* » Eh bien, voilà : « *Les Torontois sont les seuls au monde sur terre à croire que le péché est un manque d'éducation, que le sexe fait partie de la santé publique, et que la beauté est une manifestation extérieure de la vertu.* »

Bref cet hymne à la liberté, à la tolérance, au bonheur, repose sur des préceptes simples : « *Nous désapprouvons la saleté. Nous ne tolérons pas les bidonvilles.* » Le secret de la réussite, argumente l'orateur, est dans la discussion. Avec en prime quelques atouts, et non des moindres : le Canada possède un des meilleurs systèmes de santé publique de la planète ; à Toronto, on trouve la cuisine la plus variée et la moins chère ; les rues sont sûres et on peut circuler à pied la nuit sans être inquiété (66 crimes en 1992, soit dix fois moins qu'à Detroit, la métropole américaine la plus proche, et trente fois moins qu'à New York). Point d'extrêmes, ni d'extrémistes. Et Joe Berridge de préciser que la majorité des Torontois savent exactement ce que doit être une ville : « *Un endroit où l'on peut rencontrer des étrangers en toute tranquillité, se pervertir dans l'anonymat, se mêler à la foule sans pour autant souffrir de claustrophobie, un lieu où l'important est de bien manger, bien boire et bien communiquer.* » Enfin Joe Bridge conclut : « *Nous sommes des internationalistes, une ville du monde. Et vive la différence !* » – en français dans le texte.

Soit Toronto, « la bonne », « la gentille », « la bien élevée », comme on l'appelle ici ou là. « *New York gérée par les Suisses* », selon Peter Ustinov, n'a pas usurpé son titre, décerné par les Nations unies, de « *ville la plus multiculturelle de la planète* ». Mais elle s'en donne les moyens et ne ménage pas sa peine. La loi sur l'équité en matière d'emploi, en vigueur depuis septembre 1994, est venue renforcer les dispositions déjà appliquées en Ontario. Juanita Westmoreland-Traoré, brillante avocate d'origine jamaïcaine, commissaire chargée de veiller au respect de la loi, explique que les recommandations s'étant révélées insuffisantes, il a été décidé de fixer des objectifs numériques contractuels avec les entreprises publiques et privées. « *Eliminer la discrimination existant dans le milieu du travail, qui engendre la marginalisation puis l'exclusion, voilà notre objectif*, explique-t-elle. *Avec l'immigration, la population change, il faut que chacun puisse contribuer pleinement au développement de la province. Pour soutenir une politique multiculturelle, nous devons renforcer l'harmonie sociale.* »

Une culture qui a absorbé les autres cultures, pour ne garder que leur essence

Quatre groupes sont particulièrement visés : les autochtones (Indiens, Inuits ou métis du Canada), les handicapés, les minorités raciales et les femmes, souvent relégués aux emplois à temps partiels ou à des postes subalternes, moins bien rémunérés, et soumis à des situations précaires. « *Il est essentiel d'imposer un traitement égal pour tous*, insiste Juanita Westmoreland-Traoré, *car on a tendance à évoquer le multiculturalisme en parlant art, cuisine, folklore. Alors que c'est le respect des uns et des autres, l'égalité d'accès aux services publics, aux institutions, etc. Mais c'est aussi la possibilité d'approfondir sa propre culture et de la partager avec autrui. J'aime le pluralisme*, ajoute-elle. *Lorsque les cultures se courtisent, il y a un dynamisme. C'est vital.* »

Ce pluralisme-là semble en bonne voie. Atom Egoyam, le cinéaste de Toronto d'origine arménienne, s'en réjouit. Dans *Exotica*, un de ses plus récents films, il évoquait « *la nécessaire communauté qui rassemble et l'indispensable distance, qui fonde la singularité de chacun et permet la différence* » (Jean-Michel Frodon, *Le Monde* du 1er décembre 1994).

Aujourd'hui, à Toronto, il s'émerveille de la « *nouvelle composante culturelle qui émerge* ». « *Une culture vierge de traditions, d'habitudes, qui a absorbé les autres cultures, laissant de côté leur aspect superficiel pour ne garder que leur essence. C'est une des rares villes au monde où le discours universaliste est en situation de laboratoire, où tous les peuples peuvent coexister en harmonie. Chacun acceptant l'autre comme son égal*, affirme-t-il. *Toronto est la métropole des restaurants, les gens adorent essayer d'autres endroits, d'autres cuisines. Quelques chefs sont des héros de cette nouvelle culture. C'est le plaisir de la ville.* »

« *Hogtown* », la ville gloutonne, raconte Anthony Jenkins (*The Globe and Mail* du 25 mars 1995), ne manque pas d'humour. Les noms des quartiers, ainsi que les dévoile l'auteur de l'article, sont un véritable poème qui rassure sur sa vitalité créative. Ainsi, on dit « *Scarlem* » ou « *Scarbados* » pour Scarborough, « *Asiacourt* » pour Agincourt, « *Brambladesh* » ou « *Singhdale* » pour Springdale, « *Mink Mile* » (« le mile des visons ») pour le Faubourg Saint-Honoré local, « *Corktown* », pour le quartier des premiers immigrés irlandais. Et, en vrac, *Goulash Archipel, Rasta Pasta, Gaza Strip* (la bande de Gaza), etc. En somme, Toronto la puritaine cache bien son jeu.

De notre envoyée spéciale
FLORENCE EVIN

AUBERGES ET GÎTES

Choisir un toit et un mode de vacances ? Un vrai jeu d'enfant en feuilletant les brochures publiées par Tourisme Ontario. Auberges de campagne (150 adresses répertoriées), chambres d'hôtes chez les particuliers ou gîtes à la ferme, résidences dans les universités, cabanes pour la pêche (400 forfaits proposés), circuits « aventure », en canoë, en kayak, à vélo, à pied ou à cheval, ou dans le cadre de croisières à bord d'un navire de luxe. Renseignements sur place au 1-800-268-37-36 (numéro d'appel gratuit).

LES GRANDS LACS

Deux semaines pour découvrir, avec Canadien National, les lacs Ontario et Huron, véritables mers intérieures avec, bien sûr, les chutes du Niagara (plus impressionnantes que les chutes américaines) mais aussi le Parc Algonquin, la communauté mennonite de la région de Kitchener, le parc sous-marin de Tobermory et ses épaves, les paysages lunaires de la mine de Sudbury, le village pionnier de Huntsville, Ottawa, la capitale (le Canal Rideau, le Musée des civilisations de Hull et une croisières dans les îles), et Toronto, point de départ et d'arrivée du circuit. 3 570 F en chambre double et une voiture en kilométrage illimité.

AU FIL DES CANAUX

Près de 1000 kilomètres de canaux sillonnent l'Ontario. De quoi offrir aux marins d'eau douce de multiples et pittoresques croisières buissonnières. Avec quelque 40 écluses, le canal Rideau, creusé entre 1826 et 1832, franchit les 200 kilomètres qui séparent Ottawa de Kingston, à travers une des plus riches régions pastorales du pays. A Ottawa, on peut embarquer à bord des bateaux qui, à la belle saison, effectuent la liaison entre l'actuelle capitale du Canada et l'ancienne. Renseignements au 1-800-230-00-16 (numéro d'appel gratuit en service au Canada).

Au centre de la province, la voie navigable de Trent-Severn connecte le lac Ontario au lac Huron. Un impressionnant réseau de rivières et de canaux soudent entre eux une quinzaine de lacs de moindre importance. La Trent-Severn Waterway, construite en 1833 pour faciliter le transport du bois et des produits agricoles vers les marchés du Sud, suit en fait le tracé d'un ancien chemin amérindien que Samuel de Champlain avait, en 1615, remonté partiellement en canot. Au total, 125 barrages, 36 écluses et 2 ascenseurs hydrauliques permettent une navigation en continu sur 384 kilomètres. Ouverte de la mi-mai à la mi-octobre. Les péniches, équipées, se louent à la semaine. Renseignements au 1-800-663-26-28 (même limite).

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Toronto, capitale de la province de l'Ontario, avec 2,3 millions d'habitants (près de 4 millions avec la grande banlieue), est conviviale et sûre, de jour comme de nuit, à l'inverse de la plupart des métropoles américaines. Bon réseau de transports en commun : un billet unique par trajet donne accès au métro (propre, moderne), aux tramways (ou streetcars) et aux autobus.

AVIONS. Vols sans escale depuis Paris, avec Canadian Airlines (tél. : (1) 49-53-07-07), départs chaque jour à 13 heures, arrivée à 15 heures, retours de nuit. Egalement vols Air Canada et Air France.

HÔTELS. Forteresse néo-romano-gothique construite en 1929, face à Union Station (la gare, de la même époque), le Royal York est une institution qu'apprécient les amateurs de tradition. Membre de la chaîne des Canadian Pacific Hotels and Resorts (numéro de téléphone gratuit : 05-90-93-27), il affiche des prix très raisonnables pour sa classe et son confort (chambre simple ou double : 550 F catégorie standard, taxes incluses ; avec piscine et salle de remise en forme). Pour une expérience insolite, choisir le Sky Dome (de la même chaîne); qui ouvre une partie de ses chambres sur « le » stade de baseball couvert. Centrale de réservation hôtelière : Accomodation Toronto, tél. : (416) 629-38-00. Egalement, Downtown Toronto Association of Bed and Breakfast-Guest Houses, tél. : (416) 368-14-20.

FORFAITS. En choisissant un combiné « avion + hôtel », on bénéficie de tarifs préférentiels sur le transport aérien. Council Travel, par exemple, propose des vols sur Canadian Airlines qui évoluent de 2 090 F (en hiver) à 3 370 F, du 1er juillet au 15 août, et réserve une chambre (simple ou double) au Royal York pour 550 F. Propositions similaires chez Jetset, Canadian National et Jet Tours.

RESTAURANTS. Le QG des hommes d'affaires, à l'heure du déjeuner : Jump Cafe et Bar (Wellington Str.), « le » bistrot chic du Financial District, avec véranda panoramique sur les gratte-ciel, ou Acqua (sur Front Str.). Lotus (Adelaide Str.), exquise nouvelle cuisine vietnamienne. The Brazil (Kensington Market), un bon portugais. Bistro 990 (990 Bay Str.) : une des tables les plus courues et QG des stars et des réalisateurs durant le Festival international du film en septembre. Deux italiens excellents : La Fenice (King Str.) et Barolo (Carlton Str.). Enfin les nouveaux lieux gourmands du design : Splendido (Harbord Str.), Sanona (Queen Str.), Sotto Voce (College et Clinton Str.), Enoteca (Bloor Str.), Sukhothaï (Yorkville Av.) et Atlas, Bar et Grill (Peter Str.)

SORTIES. Pour connaître le programme, consulter *Now*, hebdomadaire gratuit diffusé dans les cafés. C'est la ville des comédies musicales (une centaine de compagnies de théâtre, musique et danse) : trois lieux phares : Princess of Wales, Elgin and Winter Garden Theatre (dont un charmant théâtre de verdure qui date de 1914) et Royal Alexandra Theatre, réservation à moitié prix le jour même, Half Price Ticket Booth, à l'intersection Younge et Dundas (tél. : (416) 596-82-11). La nouvelle boîte à la mode : Orchid (Peter Str.) ; également très fréquentés Bamboo et Cameron (Queen Str.). Pour écouter du jazz, Senator (Victoria Str.).

VISITES INSOLITES. Design Exchange (Bay Str.), qui occupe l'ancienne Bourse, pur art déco. Le Bata Shoe Museum (Bloor Str. West), étonnant musée de la chaussure ouvert en mai dernier, présente quelque 10 000 pièces de collection et déroule 4 500 ans d'histoire. L'île de Ward's, accessible en ferry (départ chaque demi-heure, City Docks), fief des artistes et des écrivains, est un agréable lieu de promenade.

ACHATS. L'Eaton Center, monumentale galerie commerciale, regroupe quelque 300 boutiques. Un coup de cœur pour Rotman's Hat Shop, rare chapelier à avoir survécu sur Spadina Avenue (nº 345) : feutres anglais et stetsons pour 300 F.

LIRE. Les meilleurs guides pratiques *Toronto* sont en anglais (Fodor's et Insight Pocket, APA) et s'achètent chez Edward's Books and Art (Queen Str.).

S'INFORMER. Kiosque d'information à l'angle de Younge et Dundas Streets, ou tél. : 1-800-363-1990, gratuit.

Le tour du monde en 24 heures

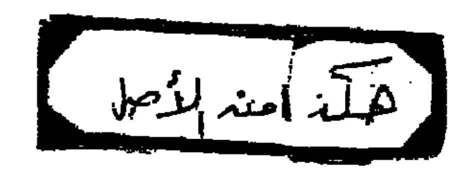
Suite de la page VII

brouhaha. Au bar, en bras de chemise, chope de bière à la main, les *young executives* à carrure d'athlète discutent ferme. Les petites tables en bois verni sont réservées aux tête-à-tête et aux palabres entre copains ou copines. Quelques jeans, casquettes et T-shirts ajoutent une touche décontractée à l'ensemble plutôt sérieux : on est en Amérique. « *On peut venir ici de n'importe où et se sentir chez soi* », confie Diane. Analyste financier dans une grande banque, cette femme d'affaires longiligne, d'origine jamaïcaine, arrivée à Toronto voilà seize ans, avoue habiter à quarante minutes du centre par le train. « *Je n'ai pas voulu abandonner mon frère, qui partage mon appartement* », dit-elle. Sans amertume : Diane souligne, au contraire, la multitude et la diversité des communautés se côtoyant en bonne entente : « *Les Indiens et les Pakistanais à Mississauga, les Italiens et les Portugais à Little Italy, les Chinois qui se sont déployés dans plusieurs quartiers.* »

SUR COLLEGE STREET DANS LITTLE ITALY À 23 HEURES. Sifflets, discours, éclats de voix, gilets noirs, chemises blanches et bretelles, chez Coco Lezzone : Billy, Hawaïen-Canadien fête son anniversaire avec une dizaine de copains. Le patron, Jarrod Stearns, costume gris perle, cheveux gominés et gourmette en or, joue au Napolitain. Il est « *écossais-canadien* » (et non pas canadien-écossais : le Torontois tient à ses racines), et il raconte que son chef, originaire de Trinidad, un champion du rizzoto, s'entend à merveille avec le maître d'hôtel marocain-canadien. « *Ce qui compte*, dit-il, *c'est que, dans le quartier, les trois quarts des gens aiment dîner italien.* » A côté, le Diplomatico, un des plus vieux bars de Little Italy, affiche salle comble. En face, la trattoria Gian Carlo sert, dans un décor raffiné aux tons ocre rose, les meilleures *pasta* de la ville. C'est debout devant le zinc du Bar Italia qu'il faut déguster l'*espresso* de Pascual, le Calabrais, servi dans une minuscule tasse en grosse faïence brune. Le Bar Italia est une institution.

Cinq tables de billard, des « *Boccetti fabriquées à Bari* », assure fièrement le patron, occupent le fond d'une salle toute en longueur. L'avant-scène est noire de monde. On y dîne d'*antipasti*, de *mozzarella carrozza* et de *panino mufaletta*, présentées sur de larges assiettes à même le marbre. Eugenio Barone, le propriétaire, installé à Toronto depuis 1965, n'a pas d'états d'âme. Mieux, il est heureux : « *C'est la ville la plus agréable du Canada, avec son mélange de couleurs et de races. Je travaille avec les Sud-Américains, les Anglais, les Vietnamiens, les Coréens, les Portoricains, c'est normal pour moi.* » Autrefois marié à une Italienne, il vit aujourd'hui avec une Ukrainienne. Ses parents sont rentrés en Calabre, il retourne chaque année au pays, passer quelques jours dans la maison où il est né. Mais il a choisi Toronto, « *comme cinq cent mille Italiens* », précise-t-il. Une centaine de restaurants ouvrent tous les ans en ville. Eugenio, lui, envisage de doubler la surface du Bar Italia.

FL. E.



CANADA MODE D'EMPLOI

FORMALITÉS. Pas de visa. Passeport en cours de validité, billet A/R ou billet de continuation vers un autre pays et capacité d'assumer les frais de séjour. Conseillés, en raison du coût élevé des frais médicaux, une assurance santé et un contrat d'assurance/assistance. Obligatoires pour chiens et chats (sinon c'est la quarantaine), un certificat de vaccination antirabique et un certificat de bonne santé récents. Entrée interdite pour toutes les denrées périssables. Les conserves ne sont pas visées.

LANGUES. Le Canada est officiellement bilingue mais le français est surtout parlé au Québec et au Nouveau-Brunswick. Ailleurs règne l'anglais.

FUSEAUX HORAIRES. Le Canada est partagé en cinq fuseaux horaires et demi. Quand il est midi à Paris, il est 7 h 30 du matin à Terre-Neuve, 7 heures à Halifax, 6 heures à Montréal et Toronto, 3 heures du matin à Vancouver.

ARGENT. Le dollar canadien vaut environ 4 F.

CONDUIRE. Requis, le permis de conduire français à trois volets, valable depuis plus d'un an. Pour louer un véhicule, il faut avoir plus de 21 ans. Prix de l'essence : 2,50 F à 3 F le litre selon les provinces.

DISTANCES. D'Halifax, sur l'Atlantique, à Vancouver, sur le Pacifique, un peu plus de 6 000 kilomètres. D'Halifax à Québec, environ 1 000 km. De Québec à Montréal, 270 km. De Montréal à Toronto, 539 km. De Toronto à Winnipeg, 2 100 km. De Winnipeg à Regina, 570 km. De Regina à Calgary, 764 km. De Calgary à Vancouver, 1 057 km. Enfin, près de 2 700 km séparent Vancouver de Whitehorse, au Yukon.

COURANT ÉLECTRIQUE. Courant alternatif 110/115 volts (fréquence 60 Hz). Se munir d'un adaptateur pour prises américaines.

L'AVION. De Paris, vols réguliers quotidiens d'Air Canada (1) 44-50-20-20) vers Montréal, Toronto et Vancouver ; d'Air France (1) 44-08-22-22) vers Montréal et Toronto et de Canadian Airlines (1) 49-53-07-07) pour Toronto. Egalement Air Liberté (1) 49-79-09-09) vers Montréal et de KLM (1) 44-56-18-18), *via* Amsterdam, vers Montréal, Halifax (le meilleur accès pour les provinces atlantiques), Ottawa, Toronto, Vancouver et Calgary. Les tarifs sont multiples : consulter une agence de voyages et les spécialistes, notamment Access Voyages, Canadien National, Council Travel, Forum Voyages, Go Voyages, Nouvelles Frontières, Jetset, Jet Tours, Pacific Holidays, Travel'Am et Vacances Air Canada. Nombreux charters de Paris et de province vers Montréal, Québec, Toronto, Calgary ou Vancouver avec notamment Nouvelles Frontières, Vacances Air Transat, Look Voyages et Nouveau Monde. Autour de 2 500 F A/R en été, pour Montréal et Québec.

SE DÉPLACER. En avion, le « Canadian Pass » permet de sillonner le Québec pendant 30 jours (650 F par trajet). A acheter au minimum 8 jours avant le départ de France où l'itinéraire doit être défini. Chez Vacances Air Transat.

En train, traverser le Canada, de Montréal à Vancouver (5 000 km), prend 4 jours/3 nuits. Montréal-Toronto : 130 $ en première. Toronto-Vancouver, environ 1 000 $ en couchette. Chez les voyagistes et auprès d'Express Conseil (1)44-77-87-94), représentant de VIA Rail, qui, ainsi que certains voyagistes, vend également des « pass » de 12 jours (valable dans une période de 30 jours), utilisables sur tout ou partie du réseau : de 1 600 à 2 400 F. Canadien National propose, jusqu'en septembre, un Toronto-Vancouver en train avec Jasper-Kamloops en car et excursion à Niagara, dans le cadre d'un forfait Paris/Paris de 15 jours, 14 750 F en couchette et chambre double (supplément de 2 000 F pour hôtels de luxe).

En autocar, on traverse le pays en 70 heures pour 300 $. Il existe des forfaits « tout Canada » (Greyhound, 15 jours, à partir de 1 200 F chez Council Voyages) et pour l'Est (« Tour Pass Voyageurs », 20 jours, environ 1 000 F chez de nombreux voyagistes). A signaler deux beaux circuits du voyagiste Terrien, un dans l'Ouest, l'autre combinant Ontario et Québec.

Une formule séduisante pour les familles : le motorhome ou camping-car. Un modèle pour 2 adultes et 2 enfants se loue autour de 5 000 F la semaine, en kilomètrage illimité. A réserver plusieurs semaines avant le départ auprès d'une agence de voyages ou d'un voyagiste.

Une voiture (2 adultes, 2 enfants, kilométrage illimité) se loue (carte de crédit requise) à partir de 1 600 F la semaine dans une agence ou chez un voyagiste, une monospace (spacieuse), autour de 2 000 F, notamment chez Access Voyages, Canadien National, Jet Tours, Nomade, Nouvelles Frontières, Vacances Air Canada et Vacances Air Transat. Attention aux frais d'abandon si on rend la voiture dans une autre ville.

Quelques voyagistes (dont Jetset, Nouveau Monde et Nouvelles Frontières) louent des motos. De 2 300 F à 5 300 F par semaine.

SE LOGER. Dans un motel, une chambre coûte environ 40 $. Dans un hôtel, de 70 à 150 $, selon la catégorie. Nombreuses chaînes avec possibilité de réserver gratuitement d'un établissement à l'autre.

Nombreuses formules, de l'hôtel classique au ranch (chez Jet Set et Tourmonde) ou au chalet, en passant par les B&B (Canadien National et Jetset), les auberges de jeunesse (1) 44-89-87-27) et les YMCA de Montréal et d'Edmonton (1) 45-83-62-63). Pour le charme, les « Country Inns » proposées par Mooving dans le cadre de circuits au Québec et en Ontario (11 à 14 jours, de 8 500 F à 11 000 F par personne en chambre double avec une voiture, avion non compris) et, pour la convivialité, la sympathique filière du « tourisme chez l'habitant » (1) 42-71-47-47) proposée notamment par Canadien National, Déclic/Cybèle, Jet Tours, Vacances Air Canada, Vacances Air Transat et Vacances Fabuleuses.

Consulter les guides par province (disponibles à la division tourisme de l'ambassade), le *Guide des vacances champêtres au Québec* (à l'office du tourisme du Québec) et le guide des *Gîtes du Passant au Québec* (Ulysse). Quant aux adeptes de l'échange de maisons, ils consulteront Intervac (47-20-20-57), France-Canada (1) 45-55-83-65) et France-Québec au (1) 45-54-35-37.

VOYAGES ORGANISÉS. L'embarras du choix. On trouve dans les agences (consulter les brochures) le catallogue de Jet Tours donne une bonne idée des voyages à construire (Jet Tours offre un bon exemple des possibilités offertes), des autotours (une voiture, un itinéraire et des hôtels réservés à l'avance), et des circuits accompagnés, surtout en autocar.

Egalement des voyages « aventure » (Terres d'aventure, Allibert, Atalante, Argane, Explorator, Canadien National avec sa brochure Karmack, Club Aventure, Grand Nord/Grand Large, Jetset, UCPA) ,des programmes privilégiant le sport, le camping (brochure Trek America de Forum Voyages), la chasse ou la pêche (chez GP chasse et pêche, Extérieur Monde, Jet Tours et Orchape), des croisières (notamment chez Canadaventure, Canadien National, Déclic, Grand Nord/Grand Large, Jet Tours et Vacances Air Transat), des voyages culturels, des voyages spéciaux pour handicapés ainsi que des voyages réservés aux jeunes (chez Option Vacances ou AFCV par exemple) et des séjours linguistiques.

Pour se faire une idée de l'offre, consulter les tableaux du guide annuel des voyages diffusé par la division du tourisme de l'ambassade, guide qui donne aussi les coordonnées des voyagistes ayant leur propre réseau de distribution.

GUIDES. Guide Canada, en français, le plus récent (Lonely Planet), Guide Bleu, Routard et Visa (Hachette), Guide Vert Michelin, Guide le Québec pratique et l'Ouest canadien (Solar), Guide Arthaud Québec et Grand Guide du Canada (Gallimard). Ainsi que , le Canada (Larousse), les Guides Jika du Québec et de l'Ouest, Canada (Ed. Sun-Vilo) et les Guides québécois Ulysse (Québec, Ontario, Colombie-Britannique et Rocheuses, Gîtes du Passant au Québec, etc.) diffusés en France par Vilo.

Egalement les Vidéoguides Hachette sur le Canada, le Québec et l'Ouest canadien.

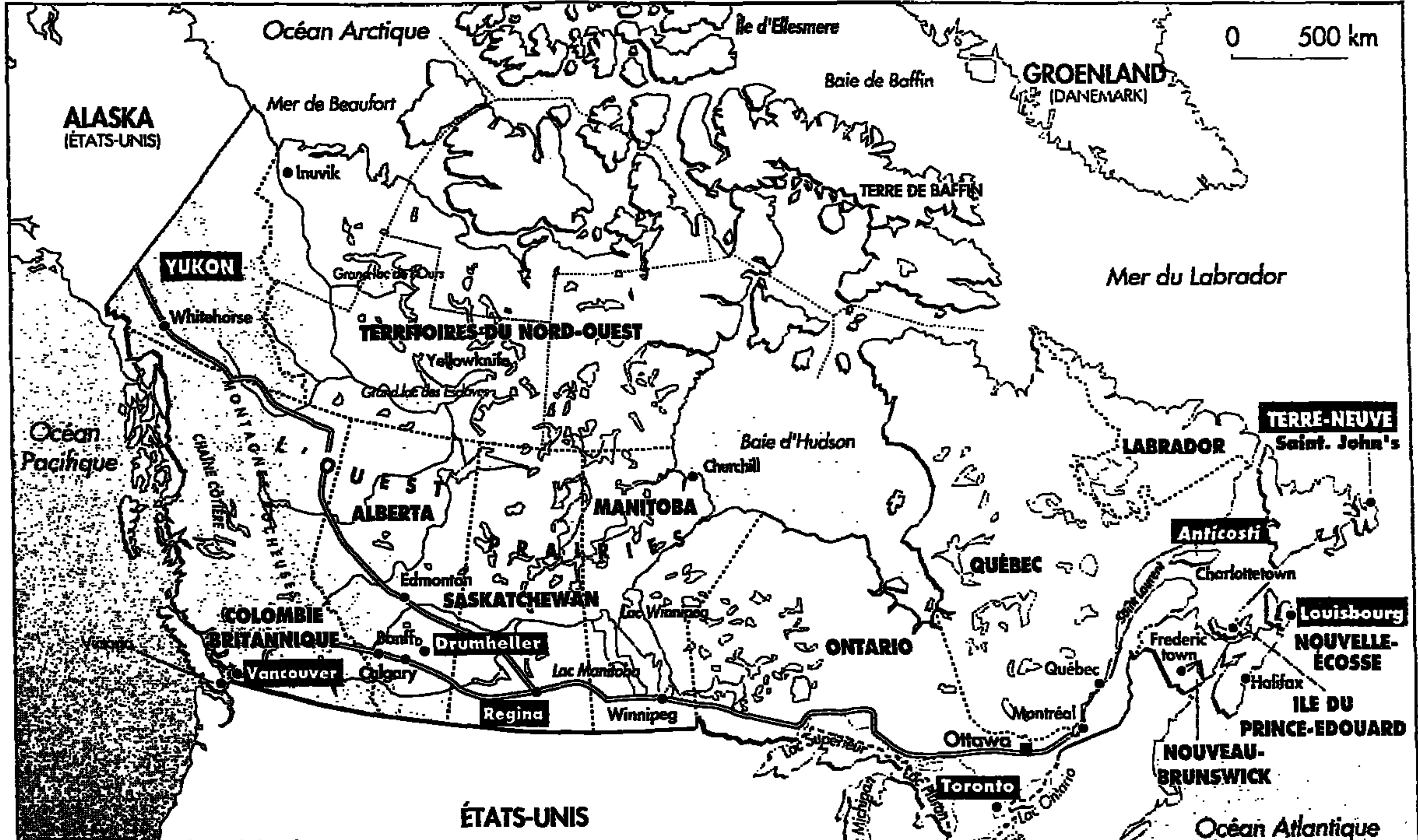
S'INFORMER. A la division du tourisme de l'ambassade du Canada (bureau M), au 35, avenue Montaigne, 75008 Paris, (1) 44-43-29-00 ou 44-43-25-07, du lundi au vendredi de 14 à 17 heures.

S'y procurer notamment les excellents guides annuels sur les voyages été et hiver.

A l'office du tourisme du Québec, au 4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, (1) 44-17-32-35, du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30.

Un grand choix de brochures (notamment sur l'hiver et l'aventure) ainsi que des guides détaillés sur chaque région.

Par Minitel 3615 CANADA, 3615 QUEBEC et 3615 INFO QUEBEC.



Vancouver ...eu faisant l'objet d'un reportage

Bernard Couët, directeur de la division du tourisme à l'ambassade du Canada

« Nous allons gagner la « bataille de l'hiver »

« Quelle place la France occupe-t-elle dans le tourisme canadien ?

– En 1994, en termes de visiteurs comme en termes de recettes, elle se situait, avec ses 410 000 visiteurs, au quatrième rang, derrière les Etats-Unis (plus de 12,5 millions), le Royaume-Uni (576 600) et le Japon (481 330).

– Quels sont les atouts de la destination Canada ?

– D'abord, la nature, au sens large : la faune, la flore, les lacs, les rivières, les montagnes. Une nature encore à l'état sauvage en de nombreux endroits. Mais également facilement accessible car proche des villes. Et une nature préservée, grâce, notamment, à nos parcs nationaux et provinciaux. D'immenses territoires sont pratiquement vierges. Le Yukon, par exemple, presque aussi grand que la France, ne compte que 32 000 habitants ! Quant à nos grandes villes, Toronto, Vancouver, Montréal, elles ont su marier l'architecture nord-américaine et l'art de vivre européen. Et que dire de Québec, ville européenne par excellence.

» Ensuite, la population. Nous sommes reconnus pour être chaleureux et accueillants. Et c'est vrai. Nous sommes un pays jeune, peu peuplé et où les contacts humains sont encore importants. On reçoit les touristes comme de la visite. D'où la popularité des séjours chez l'habitant, placés sous le signe de la spontanéité et de la sincérité. Jouent également en notre faveur la tranquillité et la sécurité. Quand on part en vacances, on ne veut pas être agressé. Un risque que l'on ne coure pas au Canada. Nous sommes ce qu'on appelle, chez les professionnels du tourisme, une destination calme.

» Enfin, et c'est très important, le prix. Le Canada offre actuellement l'un des meilleurs rapports qualité-prix.

– Vous avez bien quelques points faibles ?

– Nous avons les défauts de nos qualités. Un grand pays peu peuplé peut parfois sembler vide et la nature omniprésente peut angoisser certains citadins. Pour les amateurs de plage et de soleil, le Canada n'est pas vraiment la destination idéale, même si nous ne manquons pas de superbes plages, dans les Maritimes et en Colombie-Britannique par exemple. Mais l'eau est en général froide et la saison très brève. Pays jeune, notre histoire est intense mais courte et nous avons moins de vieilles pierres à offrir aux visiteurs, encore que nous ayons des sites assez extraordinaires tels, par exemple, que Louisbourg, Sainte-Marie-parmi-les-Hurons ou le village acadien de Caraquet. Sans oublier que, si le tourisme culturel inclut aussi les festivals, les spectacles, les musées, l'architecture, le folklore, nos carnavals d'hiver et un héritage d'une exceptionnelle richesse, celui de nos populations autochtones, nous sommes très bien lotis.

– Le Canada souffre d'une desserte aérienne anémique...

– C'est un réel problème. En haute saison estivale, le problème n'est pas de trouver des touristes mais des sièges d'avion entre la France et le Canada. Nous nous en préoccupons et nous espérons bien améliorer cette situation.

– Quelle est la part du Québec dans le tourisme canadien ?

– En 1994, 17 % des touristes internationaux, 35 % des visiteurs européens et 83 % des Français.

– Peut-on dire que l'arbre québécois cache la forêt canadienne ?

– D'une certaine façon, certes, mais on peut dire aussi que l'arbre québécois permet la découverte de la forêt canadienne dans la mesure où la très grande majorité des Français qui viennent au Canada visitent plus d'une province. Ainsi, si 83 % des Français visitent le Québec, on relève que 70% d'entre eux se sont aussi rendus ailleurs au Canada, notamment en Ontario, souvent combiné avec le Québec. A noter également la montée en puissance de la Colombie-Britannique.



– Promouvoir le Canada, n'est-ce pas parvenir à détourner les Français du Québec ?

– Soyons clairs. Le Québec a toujours été, est encore, et restera probablement la principale destination canadienne des Français. Et c'est normal compte tenu des liens historiques, linguistiques et affectifs entre la France et le Québec. Mais il est essentiel pour nous de promouvoir non seulement le Québec mais les autres provinces. Pour une raison économique. Quand un Français sera venu au Québec une, deux, voire trois fois, il risque de se tourner vers d'autres pays. Si on veut le garder au Canada, il faut donc lui proposer d'autres destinations canadiennes. D'autant que certains recherchent des choses que le Québec ne peut offrir et qui existent ailleurs au Canada : les Rocheuses, les cowboys, l'Acadie, par exemple. Ainsi l'Ouest canadien (Vancouver fascine les Français) mais aussi les provinces atlantiques (avec l'Acadie, le Cap-Breton et l'exotisme de Terre-Neuve), l'Alberta et ses parcs nationaux, les Prairies et leurs cowboys, l'Ontario et ses grands lacs, sont-ils appelés, au cours des prochaines années, à connaître un grand succès sur le marché français. Nous avons une fabuleuse diversité de produits et c'est cette diversité que nous devons présenter aux Français si nous voulons qu'ils reviennent plusieurs fois chez nous.

– Les Français ont souvent une vision réductrice du Québec : ils y viennent surtout en été et se cantonnent à Montréal et à la ville de Québec.

– Vous avez en partie raison. Mais ils visitent également des régions comme Charlevoix, le Saguenay/lac Saint-Jean ou la Gaspésie. Cela dit, d'autres régions mériteraient également leur visite. Par exemple l'Abitibi, le Témiscamingue ou Lanaudière. Pour ce qui est des saisons, il est vrai que la majorité visite le Canada de mai à octobre mais nous réalisons une percée impressionnante durant les mois de janvier, février et mars. Il y a quelques années, aucun Français n'aurait pensé aller passer des vacances d'hiver au Canada. En 1987, nous avons élaboré, avec les représentants du Québec et de l'Ontario à Paris, un plan d'action destiné à promouvoir les activités hivernales « exotiques » (motoneige, traîneau à chiens, pêche sur la glace, raquettes) au Canada. Je peux dire aujourd'hui que nous sommes en train de gagner la « bataille de l'hiver » (nous sommes passés d'à peine 5 000 Français par mois à presque 20 000 !), et ce notamment grâce à l'arme absolue des prix étonnants proposés, tant au Québec que dans les Rocheuses. Sans oublier le fait que l'hiver canadien, c'est aussi le soleil garanti. Vous comprendrez que dans ces conditions je sois très optimiste pour l'avenir. »

Propos recueillis par
PATRICK FRANCÈS

CROISSANCE, RESPONSABILITÉ, OUVERTURE

Profil international du Canada

Cinquante ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, le Canada célèbre la solidarité internationale et la croissance des nations!

Rien ne fut facile... Après l'hécatombe de la première guerre mondiale, après les destructions et les morts de la seconde, la paix devint une des priorités de la jeune politique extérieure du Canada. État de droit n'ayant pas connu de guerre sur son territoire au cours du siècle, ni de famine, ni de grande catastrophe naturelle, n'ayant jamais été colonisateur, ni esclavagiste, le Canada d'après-guerre, alors en pleine explosion démographique et en pleine effervescence économique pouvait et se devait d'oeuvrer au bien-être collectif des nations. Un homme concrétisa cette volonté: Lester Bowles Pearson (1897-1973), dit "Mike" pour les Canadiens dont il deviendra le Premier ministre (parti libéral) de 1963 à 1968.

La paix synonyme de croissance mutuelle

Récipiendaire du prix Nobel de la paix en 1957, Pearson affina sa pensée politique aux contacts des événements troubles mais riches d'enseignements des années trente et quarante. Il guida le Canada dans sa participation active, en 1945, à la conférence de San Francisco donnant naissance à l'Organisation des Nations unies (ONU). Dès l'amorce des travaux de l'ONU, le Canada participe énergiquement aux comités, commissions, sommets... De nombreux bureaux des Nations unies et des organismes membres - créés par les pays industrialisés, dont le Canada - s'ouvriront dans les grandes villes du pays. Le Canada deviendra, au fil des décennies, un pays expérimenté et solidaire ainsi qu'un intermédiaire international crédible, efficace et, dans bien des cas, visionnaire.

La pensée conciliatrice des Canadiens prendra forme à travers Mike Pearson qui, lors de la crise de Suez en 1956, proposera la création d'une force internationale de maintien de la paix sous l'autorité de l'ONU. Les "casques bleus" venaient de naître. Depuis ce jour, les "casques bleus" canadiens ont participé à toutes les actions de maintien de la paix dans le monde. La liste des opérations canadiennes de maintien ou de restauration de la paix et de surveillance de trêve serait longue. Soulignons les opérations en cours: en Irak-Koweït, au Rwanda, en Haïti, au Cambodge, en Mer Adriatique et en Bosnie-Herzégovine Croatie. D'autres opérations se poursuivent depuis plusieurs années, en Corée (depuis 1953), en Égypte, Israël, Jordanie, Liban et Syrie (depuis 1954), sur le plateau du Golan (depuis 1974), au Sinaï (depuis 1986). Une autre vient de prendre fin à Chypre où les "casques bleus" canadiens ont été présents durant près de trente ans.

Fort du nouveau regard que l'on pose sur lui, et soutenu par un contexte économique favorable, le Canada s'impliquera de plus en plus dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement. Élu au Conseil de sécurité de l'ONU en 1948-49, le Canada le sera, à ce jour, à quatre autres reprises (1958-59, 1967-68, 1977-78 et 1989-90). En corollaire à son travail sur la sécurité collective des nations, le Canada s'intéressera aux droits fondamentaux de la personne. Il s'emploie activement, depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948, à les consolider.

Pays actif dans le maintien de la paix sur le terrain, le Canada oeuvre également, dès le plan Colombo en 1950, à l'amélioration des conditions de vie des peuples en voie de développement. Pour ce faire, il crée en 1968 l'Agence canadienne de développement international (ACDI), organisme chargé d'élaborer à long terme de véritables stratégies d'aide alimentaire, technique et économique.

Si l'ACDI s'intéresse au développement continu, elle sait aussi travailler dans l'urgence. Par exemple, depuis la mi-avril 1994, plus de 35 millions de dollars ont été versés au Rwanda (aide humanitaire, financement de la dette et rétablissement des systèmes d'eau et d'électricité à Kigali).

Reconnu comme un des grands pourvoyeurs en aide alimentaire, le Canada - conscient que le tiers des enfants de la planète est sous-alimenté - détient le premier rang en aide alimentaire par habitant. Plusieurs pays ont reçu cette contribution fondamentale: le Bangladesh, le Mali, l'Éthiopie... Septième plus important donateur occidental, le Canada a consacré, en 1991-1992, 3.1 milliards de dollars à l'aide au développement.

Allié aux intérêts des pays fortement industrialisés par son économie très développée, le Canada est membre du G7, il n'en comprend pas moins les problèmes des pays jeunes et en croissance, étant lui-même en train de parfaire son propre développement et de maximiser ses ressources naturelles. Partageant avec les États-Unis son unique frontière terrestre (8 891 km), le Canada est fort sensible au respect culturel, à l'équilibre social, à la stabilité, tout en croyant fermement à l'interdépendance économique. Il agit en ce sens dans le cadre du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), dont il a suggéré un grand nombre des propositions de base lors de sa création en 1945.

L'implication internationale, solidaire et diversifiée du Canada se réalise dans le maintien de missions permanentes notamment auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, les sciences et la culture (UNESCO), de l'Organisation de coopération et développement économique (OCDE) et de l'Agence international de l'énergie (AIE). Il poursuit actuellement à l'intérieur de ces grands ensembles, une politique axée sur le renforcement de la coopération et la mise au point de rigoureuses réformes financières et administratives.

Présent également auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), et des Communautés européennes, le Canada est devenu membre en 1990, après dix-huit ans en tant qu'observateur, de l'Organisation des États américains (OEA). L'arrivée du Canada fut saluée avec enthousiasme, car dès le début de son engagement il se pencha, avec sa vitalité et son pragmatisme habituels, sur les nouvelles réalités et besoins des pays de l'hémisphère occidental. Cette ouverture aux pays de "son sud" permet au Canada de collaborer aux transformations politiques, économiques et aussi environnementales des Amériques.

L'environnement, une responsabilité commune

Car, tributaire d'une géographie pour le moins "particulière" (à son extrême au nord, le Canada est seulement à 768 km du pôle Nord et son point le plus au sud se trouve à la latitude de la Côte d'Azur - dont il ne partage hélas pas le climat), et d'une économie axée en grande partie sur ses abondantes richesses naturelles, il a saisi rapidement l'importance des questions environnementales. Soulignons l'ancienneté de la Convention canado-américaine sur la protection des oiseaux migrateurs qui date de... 1916! Le Canada avait déjà créé son propre ministère de l'Environnement avant que la concertation mondiale ne s'organise. C'est un Canadien, Maurice Strong, ancien président de l'ACDI, qui devint le premier directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement. Lors du Sommet de la terre à Rio de Janeiro en 1992, le Canada a été le premier pays industrialisé à ratifier deux conventions novatrices qui en sont issues, la *Convention de la diversité biologique* et la *Convention-cadre sur les changements climatiques*.

Même si le travail amorcé auprès de leurs propres industries en matière d'éducation et de financement de la dépollution reste à parfaire, les Canadiens sont fort conscients de la dégradation des ressources terrestres et aquatiques de la terre ainsi que de l'urgence d'y remédier. Dans tous les secteurs de l'activité canadienne, des individus ou des groupes sensibilisés à l'écologie posent des gestes afin de sauvegarder l'héritage du pays.

Quant aux actions gouvernementales elles sont multiples et plusieurs se développent à l'échelle internationale. Un des plus importants combats pour la survie de la planète, la protection environnementale des terres arctiques, est assumé en avant-garde par le Canada. La Stratégie de protection de l'environnement de l'Arctique (SPEA) - organisme créé en 1991 et regroupant sept pays - s'est donné six ans pour élaborer un plan global et réaliste afin de retrouver le précieux équilibre entre le milieu physique et la vie arctique.

Les échanges commerciaux, gage de liberté, de prospérité et de mieux-être

Le Canada devint, en 1947, membre fondateur du GATT. Il signa l'acte final en avril dernier, acceptant ainsi les résultats de l'Uruguay Round. En 1993, les échanges bilatéraux de marchandises avec la France totalisaient 3.5 milliards de dollars; à savoir 1.2 milliards d'exportations canadiennes et 2.3 milliards d'importations françaises. Activités modestes en regard de l'ensemble du commerce extérieur des deux pays, mais qui devraient progresser grâce, notamment, à la reprise économique et à la compétitivité de la France et du Canada. Il ne faut pas oublier que nos échanges économiques avec la France - et avec les pays de l'Union européenne - ne se limitent pas au commerce des marchandises, mais englobent également un réseau complexe d'investissements, de partenariats d'affaires, de partenariats en recherche et développement. S'y joignent également le secteur du tourisme et celui des industries culturelles - le Canada fête cette année trente ans de coopération culturelle avec la France.

Après le succès remporté par l'Accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et les États-Unis (1987), qui ouvrait, après une recrudescence protectionniste, l'accès au marché américain, le Canada signa en janvier dernier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Cette entente continentale (Canada, États-Unis, Mexique) touche le plus important bloc commercial au monde, avec environ 363 millions de consommateurs. Afin que l'Accord demeure ouvert et dynamique, le Canada souhaite et travaille à intégrer d'autres pays (des négociations sont en cours avec le Chili), car l'ALENA ne se veut pas un frein au libre-échange mondial mais plutôt un "démarreur". Il est important de souligner que des règles particulières s'appliquent à certains secteurs clés de chacun des pays. Ainsi les industries culturelles canadiennes, si importantes pour sauvegarder la souveraineté culturelle, ne seront pas touchées par l'ALENA. Un des avantages précieux pour le Canada est l'attrait qu'exercera cette porte ouverte sur le marché nord-américain pour les investisseurs européens et asiatiques.

Le Canada adhère aussi à l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) et y poursuit ses priorités en matière d'ouverture et d'élargissement. L'accroissement des investissements asiatiques sur la côte Ouest canadienne, dû à une immigration massive en provenance de Hong-kong, amène le Canada à accorder au point de rencontre Asie-Pacifique, une importance à la mesure des enjeux commerciaux et sociaux qui se profilent dans le troisième millénaire.

Un des sept pays démocratiques les plus industrialisés, le Canada participe depuis 1976 aux Sommets économiques annuels. Cette rencontre des partenaires du G7 joue un rôle essentiel dans l'orientation des affaires internationales du Canada. Lors des Sommets, les objectifs soutenus par les Canadiens se retrouvent au coeur des discussions du groupe: la coordination des politiques économiques, la libéralisation du commerce international entre autres la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le développement du Tiers-monde, la sécurité et la détente, la protection de l'environnement. Cette année, l'examen des rôles et mandats des institutions internationales sera au centre des discussions. Le Canada est l'hôte, pour la troisième fois, de la rencontre annuelle des leaders des Sept qui se déroule actuellement à Halifax (Nouvelle-Écosse) et qu'il préside. Membres des grandes organisations internationales, dont l'ONU, l'OMC, l'APEC, le Commonwealth, la Francophonie et l'OEA, le Canada apporte à la table de discussions du G7 une perspective unique.

L'originalité culturelle agrandit l'espace d'intervention

Membre du Commonwealth, association née du lien unissant la Grande-Bretagne à ses colonies, et dont les partenaires, devenus indépendants, forment maintenant une communauté de nations égales en droit, le Canada partage les valeurs mises à l'avant par ce forum important qui regroupe 50 États, le tiers de la population mondiale. La promotion de la démocratie, de la paix, de la compréhension mutuelle et des droits de la personne est à la base du travail entrepris par ses membres.

La Francophonie s'avère être pour le Canada un autre cadre naturel de coopération, cette fois-ci, avec les pays qui ont en partage la langue française. Reconnaissant le rôle des institutions francophones en tant que moteur de développement du fait français, le Canada décida en 1970 de participer à la création de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Il devint aussi membre de nombreuses associations professionnelles francophones.

Lors des Sommets francophones, le Canada s'engage financièrement dans les projets qui en découlent et veille à leur exécution. Au sixième Sommet de la francophonie, en décembre prochain à Cotonou, au Bénin, il devrait être question des orientations politiques à donner pour assurer la croissance de la francophonie. Le Canada poursuit également une collaboration étroite avec la chaîne de télévision TV5 qui élargit la visibilité du monde francophone et en démontre la pluralité.

L'exportation de la création artistique est une des priorités de l'action internationale du Canada. Qu'elle se réalise au niveau des productions cinématographiques - l'Office national du film (ONF) créé en 1939 et son secteur animation ouvert deux ans plus tard et placé sous l'autorité de Norman Mc Laren ont propulsé les documentaires et films d'animation canadiens au faîte de la renommée -, au niveau des productions audiovisuelles, ou dans le domaine de l'édition, des arts d'interprétation et des arts visuels, elle allie les retombées commerciales à la diffusion de l'identité canadienne dans toute sa diversité et son originalité. Le Canada apporte aussi un soin particulier à la reconnaissance du patrimoine plusieurs fois millénaire des Premières nations et à la diffusion de leur art.

Ouverture sur le XXIème siècle

La promotion de la paix et de la sécurité collective demeureront des éléments importants de la politique étrangère canadienne, qui tiendra compte de la complexité nouvelle des menaces sur la sécurité. L'ONU continue d'être la voie privilégiée pour la poursuite des objectifs de sécurité internationale, mais devra "*devenir plus efficace*". Lors de l'Assemblée générale en septembre dernier, le Canada a promis entre autres à s'employer "*à renforcer la capacité d'action préventive*" et à "*renforcer la capacité de l'ONU de réagir rapidement.*" L'impuissance de cette organisation à intervenir rapidement dans les crises actuelles prouve la pertinence des préoccupations canadiennes.

La diplomatie préventive que le Canada veut mener concerne entre autres l'avancement des droits de la personne dans les pays en voie de développement, valeur fondamentale qu'il persistera à défendre énergiquement. "Vers un monde d'égalité", thème de la Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, qui aura lieu cette année à Pékin, illustre l'espoir qu'entretient le Canada pour les générations futures.

Au plan économique, le Canada poursuivra son élan en misant sur le dynamisme de sa main d'oeuvre et de ses entreprises. Ouvert sur le monde - ses exportations représentent près du tiers de son PIB - le Canada relève les défis de la mondialisation et du progrès technologique en oeuvrant avec ses partenaires en faveur de règles claires et équilibrées. En 1994, l'économie canadienne a réalisé une croissance de 4,5% et créé plus de 400 000 emplois. Selon le FMI, c'est aussi le Canada, en 1995, qui obtiendra les meilleurs taux de croissance et de création d'emplois des pays du G7. Une inflation modérée et des gains soutenus de productivité assureront une compétitivité accrue, gage de réussite et de prospérité à long terme.

La culture est plus que jamais un moteur puissant d'identité mais aussi de complicité internationale. Les affaires culturelles deviennent un pilier de la politique étrangère canadienne. Les créateurs canadiens contemporains s'ouvriront de plus en plus au grands axes culturels internationaux, s'y feront connaître et reconnaître. Les multiples facettes du visage canadien continueront de rayonner dans tous les domaines de l'activité créatrice.

Pays de pionniers ayant un désir farouche de liberté, le Canada se veut à l'écoute d'un monde qu'il désire responsable, fraternel et solidaire.

Service de Presse Ambassade du Canada



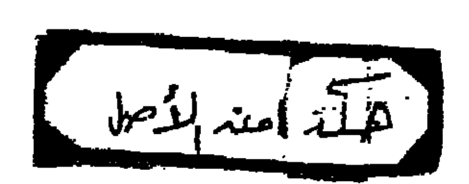
KATCHEVAN

La vie en rouge

la police montée ... **sur terre** ... **son prestige est intact**

Vareuse ... culotte d... bottes à ... chapeau ... ceinturon

CARNET DE ROUTE





BRUNO BARBIER

SASKATCHEWAN

La vie en rouge

Privée de chevaux, la police montée est redescendue sur terre. Qu'importe, son prestige est intact



DILIP MEHTA/CONTACT PRESS IMAGES

Joli minois et grosse cavalerie.

LORSQUE j'ai annoncé à mon voisin que le président français nouvellement élu allait sans doute amnistier les contraventions automobiles, la rumeur s'est répandue, de bouche à oreille, de table en table, telle une traînée de poudre, et un formidable rire – à la fois incrédule et joyeux – a secoué le réfectoire de l'Académie royale de la police montée. Chaque jour, deux cents cadets apprennent ici l'ordre, la discipline et le respect des lois. La gendarmerie royale du Canada est installée depuis un siècle à Regina, dans le Saskatchewan. Cinq hectares de gazon digne d'un green de golf, une dizaine de bâtiments en brique à l'architecture vaguement britannique et une petite chapelle blanche. « *C'est le plus ancien édifice de Regina*, commente, avec fierté, l'aumônier, avant de préciser : *En 1939, le roi George VI et la reine Elisabeth sont venus y prier, et il m'arrive encore d'y célébrer des mariages entre policiers* [entendez un homme et une femme...]. » Si les écuries (et les chevaux) ont disparu depuis plus de vingt-cinq ans, une unité de prestige, le Carrousel, est basée à Ottawa, la capitale fédérale, où elle continue de jouer son rôle d'image emblématique du Canada. Cinquante chevaux et beaucoup d'allure. « *Depuis mon entrée à l'Académie, la gendarmerie a opéré une véritable révolution* », observe le caporal J. A. R. Ruquette, dix-huit ans de service, vareuse bleu-nuit, pantalon de cheval à bande jaune, bottes étincelantes. Sur sa manche droite, trois étoiles à fil d'or (une par cinq années de service). « *Les conditions de recrutement ont évolué radicalement : plus de limite d'âge* [autrefois, vingt-neuf ans] *ni l'obligation d'être célibataire. Quand je me suis engagé dans la police montée, un homme devait mesurer au minimum 5 pieds, huit pouces* [1,73 m] *et peser 140 livres* [76 kg]. » Aujourd'hui, il suffit d'être apte aux tests physiques. Actuellement, l'Académie compte une cadette âgée de quarante-six ans, et un homme vient d'y être admis, à quarante-sept ans, après vingt-cinq années de service dans les forces armées.

A Ottawa, l'état-major veille surtout à ce que les différentes composantes de la population – dans la terminologie administrative, on parle de « groupes » – soient mieux représentées. On a même fixé des objectifs à l'horizon 1997/98 : 15 % de femmes ; 8 % d'autochtones amérindiens et inuit ; et 5 % de « minorités visibles » *(sic)*, à savoir les Canadiens d'origine asiatique ou africaine. Pratiqué depuis cinq ans, ce brassage semble avoir réussi, même si l'on n'enregistre pas le même nombre de vocations d'un groupe à l'autre.

Vareuse rouge, culotte de cheval, bottes à éperons, chapeau rond, ceinturon et pistolet

Quant à « l'affaire du turban » – des gendarmes sikhs voulaient porter leur coiffe –, elle a secoué les esprits, voire mis en cause le sacro-saint uniforme. Finalement, les contestataires ont obtenu satisfaction et, avec eux, les Amérindiens, qui ont obtenu, dans la foulée, le droit de porter la natte tressée. Des péripéties qui n'ont guère affecté le prestige d'une Académie aux portes de laquelle on continue de se presser. Les places sont chères : pour un cadet admis, six à sept cents candidats sont recalés !

Bien que la police montée ne dépende pas de l'armée (à la différence de la gendarmerie française), elle n'en observe pas moins tous les codes de la vie militaire : lever des couleurs au chant du coq, rigidité consommée des défilés, arrogance éclatante des instructeurs. Chaque promotion passe six mois d'entraînement intensif à l'Académie. Au programme : code pénal, enquêtes de police judiciaire, circulation routière, tir, combat, etc. Kate, vingt-deux ans, cadette aux yeux de velours mais tireur d'élite au Smith & Wesson 38, vient juste de terminer son cycle d'études. Pour la cérémonie de « graduation », elle revêtira l'uniforme de parade. Le même que les hommes : vareuse rouge, culotte de cheval noir, bottes à éperons, chapeau rond aux quatre plis, ceinturon et pistolet.

« *Je viens d'être nommée en Colombie-Britannique*, annonce-t-elle. *Autrement dit, au diable ; moi qui habite au Nouveau-Brunswick.* » Elle y restera sans doute cinq ans – durée moyenne d'affectation – avant d'être mutée ailleurs. Salaire annuel : environ 49 000 dollars canadiens (171 000 francs). Le lot des quinze mille membres de la gendarmerie royale. Un effectif étonnamment faible quand on pense à l'immensité du pays. En comparaison, des villes comme New York ou Los Angeles se voient affecter un nombre de policiers équivalent.

Ce qui n'empêche pas un policier habillé comme eux – tunique rouge et bottes lustrées – de protéger, chaque soir, les jeunes filles du Crazy Horse Saloon, à Paris. Ici, à Regina, personne n'est au courant. Et c'est mieux ainsi. Rêver n'est pas bon pour les hommes d'action.

De notre envoyé spécial
BRUNO BARBIER

CARNET DE ROUTE

Y ALLER. De Paris, Régina est notamment desservie par Air Canada, *via Toronto*, où se pose également Air France.

Y SÉJOURNER. Une vingtaine de bons hôtels dans le centre ville et plusieurs B & B. Citons le très chic hôtel Saskatchewan Radisson Plaza (306) 522-7691), 2125 Victoria Avenue, au décor délicieusement rétro. Et le pub-restaurant Brewsters, sur la même avenue, au numéro 1832.

A VOIR. L'Ecole de la police montée est située sur l'avenue Dewdney. Du centre-ville, on peut prendre le bus n° 6. On visite du lundi au vendredi, de 9 heures à 15 h 30, en compagnie d'un membre de la GRC, tunique rouge et Stetson. Pittoresque parade du sergent-major, le lundi et le jeudi à 12 h 45. Ne pas manquer le remarquable Musée du centenaire, à l'intérieur de l'Académie. La savoureuse Carmen, une Canadienne d'origine mexicaine, parle français et connaît par cœur chaque vitrine.
A Ottawa, Le Carrousel présente plusieurs spectacles de cavalerie pendant l'été.
A Régina, visiter également l'Assemblée législative, une monumentale bâtisse en pierre du Manitoba, et le Saskatchewan Museum of Natural History, où les nombreuses scènes représentant la vie des Indiens sont d'un réalisme saisissant.

RENDEZ-VOUS
La Foire annuelle de Winnipeg (Manitoba) accueille, du 22 juin au 1er juillet, des chevaliers en armure et cotte de mailles qui s'affrontent dans des tournois. A Régina (Saskatchewan), les Cérémonies de la gendarmerie royale du Canada présentent, du 1er juillet au 31 août, les évolutions de 130 tuniques rouges. En vedette au Saskatchewan Festival, à Saskatoon, du 6 juillet au 20 août, Shakespeare, joué sous des chapiteaux dressés sur les rives de la rivière locale. Un Festival ukrainien se tient, à Dauphin (Manitoba), du 4 au 6 août. Quant au Folklorama/Festival des cultures du Canada, à Winnipeg, du 6 au 19 août, c'est l'un des plus importants festivals multiculturels d'Amérique avec une cinquantaine de communautés canadiennes présentant leurs cultures, costumes, cuisines et histoires. Enfin, du 9 au 18 février, c'est sur le thème de la joie de vivre, et en français, que se déroulera le Festival du voyageur, à Saint-Boniface, près de Winnipeg.

FÊTES INDIENNES
Centre de recherche sur la culture crie (les Indiens des plaines), à quelques kilomètres au nord de Saskatoon, sur la rive ouest de la rivière Saskatchewan, le parc Wanuskewin, littéralement « *à la recherche de la paix de l'esprit* », illustre, par des expositions et des animations (danse, construction d'un tipi, restaurant servant un menu indien), les arts et traditions de cette ethnie. De nombreux *pow-wow* (rassemblements et cérémonies) ont lieu en été, les fins de semaine, dans les réserves de Sakimay, Poundmaker, Piapot, Standing Buffalo et Onion Lake. Le calendrier de ces fêtes est disponible au comité du tourisme du Saskatchewan, 1919 Saskatchewan Drive, Regina, Saskatchewan S4P 3V7.

OURS POLAIRES
A Churchill, sur la baie d'Hudson, on peut observer, chaque année en octobre, le grand rassemblement des ours polaires. Avec, en prime, baleines et aurores boréales. Un spectacle programmé notamment par Canadien National, au départ de Toronto : 6 jours avec 2 nuits à Winnipeg et 3 nuits à Churchill, 5 400 F en chambre double. Des ours que l'on approche également, en octobre et novembre, avec Grand Nord/Grand Large, à bord de véhicule tout-terrain. Une semaine, 14 600 F de Paris. Et avec Atalante : 10 jours, 14 900 F de Paris, départ le 20 octobre.

LA ROUTE DES PIONNIERS
Dans le Saskatchewan, un patrimoine architectural varié des forts en pieux et rondins reconstruits avec une minutieuse fidélité (le célèbre fort Walsh, à 55 km au sud-ouest de Maple Creek, le fort Battleford sur la Yellowhead Highway, le fort Carlton, à 26 km à l'ouest de Duke Lake) aux maisons de pionniers. A Calgary, en Alberta, le premier fort de la police montée, également première construction de la ville, a été refait à l'identique (ouvert jusqu'au 9 octobre), de même que, à Heritage Park, un village de pionniers avec maisons, commerces, école, saloon, figurants en costumes d'époque et même un chemin de fer à vapeur. Renseignements au (403) 259-1900.

RENDEZ-VOUS
On commence en musique à Vancouver, avec, du 23 juin au 2 juillet, plus de 200 spectacles de jazz et blues, dans divers lieux de la ville. Sommet de la saison estivale, le Stampede de Calgary, du 7 au 16 juillet, est le plus grand rodéo d'Amérique du Nord. Au menu, courses de « chuckwagons » et parades. De semblables spectacles ont lieu ailleurs dans la province, notamment à Ponoka. Après le Festival des artistes de rue, à Edmonton (Alberta), du 7 au 16 juillet, et le Festival de musique folk de Vancouver, du 15 au 17 juillet (programmé par Access Voyages, du 11 au 18 juillet). Les Klondike Days, à Edmonton (Alberta), du 20 au 29 juillet, font revivre la ruée vers l'or. Avec le Festival de feux d'artifice de Vancouver, du 29 juillet au 9 août, c'est la baie qui s'illumine. A noter encore l'International Native Arts Festival, à Calgary, du 12 au 20 août, et le Festival des films de montagne, à Banff (Alberta), du 30 octobre au 3 novembre.

PACIFIQUE ET ROCHEUSES
De Vancouver, une boucle (en voiture) qui explore les Rocheuses et s'achève par l'île de Vancouver. Deux semaines, de 5 800 F à 7 200 F chez Jetset, en chambre double, sans les repas. Une variante avec, en plus, une croisière dans l'Inside Passage, de Prince Rupert à Port Hardy : 16 jours, de 5 800 F à 8 000 F. Même boucle et même croisière chez Pacific Holidays (avec hébergement en ranch), Passages (16 jours, à partir de 6 600 F en chambre double) et chez Canadien National, qui choisit le train, avec de brefs trajets en car. Forfait de 14 jours au départ de Paris, 11 480 F en chambre double. De son côté, Jetset alterne, de Vancouver à Calgary, les trajets en voiture et en train (le Rocky Mountainer) avec une journée de rafting à Whistler et une balade en canoë sur le lac Louise. Hébergement dans les hôtels Canadien Pacifique, dont le Banff Springs, le Château Lac Louise et l'Empress à Victoria : 11 jours, 15 000 F de Paris, en chambre double et voiture de location, non inclus les ferries et les frais d'abandon de la voiture (240 $ environ). A noter également, chez Scanditours, deux circuits, l'un de Vancouver à Calgary, l'autre en boucle de Vancouver : respectivement environ 5 000 F et 8 000 F en chambre double en catégorie supérieure, repas et avion non compris.

EN SOUPLESSE
Avec les circuits proposés par la brochure *Trek Adventures* de Jetset, en petits groupes internationaux, sous la conduite d'un *trekleader*. Ce dernier conduit le minibus climatisé et s'adapte aux desiderata des participants, l'itinéraire pouvant être modifié ainsi que la durée des étapes. Hébergement en tente spacieuse. On explore, par exemple, les Rocheuses canadiennes en 2 semaines, de Seattle à Seattle. Départs en juillet et août : 4 790 F. Compter environ 30 dollars US par semaine pour les repas. A consulter également *Trek America*, la brochure de Forum Voyages consacrée au voyage-camping-aventure en Amérique du Nord, par petits groupes cosmopolites encadrés par un chauffeur anglophone.

A PIED
Pour revivre l'émotion des premiers pionniers, Terres d'aventure propose, de juillet à septembre, un trekking soutenu (avec nuits en auberge, en refuge et sous la tente) dans les Rocheuses et les montagnes Columbia : 18 jours dont 12 de marche, autour de 15 700 F de Paris. Avec Atalante, une randonnée de 20 jours (14 900 F de Paris) dans la partie orientale des Rocheuses, à travers les parcs de Banff, Jasper, Yoho et Kootenay. L'UCPA a choisi la même région pour y randonner et y camper lors d'un circuit de 1 400 km en 16 jours (environ 10 000 F, de Paris). Programme semblable, chez Allibert (19 jours dont 13 de marche, 15 300 F de Paris). Avec Explorator, une promenade de 16 jours conjugue, randonnées en moyenne montagne et étapes en minibus : 15 800 F de Paris, nuits sous la tente.


PHOTOS LOUIS PSIHOYOS/MATRIX/COSMOS

Trente-cinq dinosaures complets et le plus grand musée du monde. Ci-dessous, un bébé « Hypocrosaurus », retrouvé en 1987.

ALBERTA

Os en kit

Quand la raison du plus fort était la meilleure, les dinosaures se pavanaient. A présent, ils s'exposent

MARTY HICKIE parcourt encore les réserves du Royal Tyrrell Museum avec ravissement : soixante-quinze millions d'années la contemplent. Des allées sans fin, des étagères, des caisses, des cartons soigneusement étiquetés renferment l'une des plus incroyables collections de fossiles antédiluviens. Des squelettes de dinosaures à recomposer, un fémur invraisemblable, une mâchoire monstrueuse. Un bric-à-brac d'ossements démesurés où s'affairent des scientifiques infiniment patients.

Marty est directrice du Musée des dinosaures de Drumheller, à une centaine de kilomètres de Calgary, dans les grandes plaines de l'Alberta. Une trentaine d'employés, trois cent mille visiteurs par an, des laboratoires bourrés d'informatique et de pinceaux, une serre géante – baptisée *palaeoconservatory* – pour cultiver des plantes préhistoriques, une bibliothèque pour les chercheurs, des salles majestueuses où s'ébattent, avec élégance, des squelettes aux proportions gigantesques. Au total, trente-cinq dinosaures complets et le plus grand musée du monde, construction moderne plantée dans un paysage de désert américain.

A l'entrée du bâtiment, un *Albertosaurus* (l'enfant du pays) poursuit deux malheureux *Struthiomimids*, sculptures hyperréalistes. Délicieuse allégorie évoquant un temps où la raison du plus fort était toujours la meilleure ; une époque où la Terre était livrée à des espèces surdimensionnées et où l'Alberta était une sorte d'Amazonie maritime, chaude et humide, riche en végétaux et propice à la vie. Ce qu'on appelle aujourd'hui les *badlands* (les mauvaises terres) ressemblait, quand les dinosaures s'y ébattaient, quelque 230 à 65 millions d'années avant Jésus-Christ, à une série de deltas et de rivières qui se fondaient, à l'est, dans une mer intérieure et tiède. Les géologues ont interrogé les pierres – notamment les *hoodoos*, étonnantes cheminées de fées – pour dessiner ce paysage préhistorique. Mais on suppute toujours sur les raisons qui ont entraîné la disparition brutale de ces grands animaux : catastrophe cosmique (impact d'un astéroïde, formation d'une supernova ?) volcanisme ? refroidissement de la planète ?

> A l'entrée du bâtiment, un *Albertosaurus* poursuit deux malheureux *Struthiomimids*

Une chose est certaine : c'est en cherchant des filons de charbon (fossile végétal), lors d'une expédition menée au printemps 1884, que Joseph Tyrrel découvrit, dans la région de Drumheller, les restes du premier dinosaure nord-américain. Avant de mettre au jour le squelette entier d'une espèce unique au monde, vieille de soixante-dix millions d'années, l'*Albertosaurus*, de la famille des *Tyrannosaurus rex* : 8 mètres de long, 3 mètres de haut, 2 tonnes, ce qui n'empêchait pas cet excellent chasseur d'atteindre, en cas de besoin, la vitesse de 40 km/h.

A partir de cet instant, la région de Drumheller, si riche en charbon, en pétrole et en gaz, se lança fébrilement dans la paléontologie. *« Nous travaillons dans la durée »*, insiste Marty Hickie, qui, mieux que quiconque, a appris à mesurer le temps. Et d'ajouter : *« Le phénomène* Jurassic Park *est intéressant mais passager. L'année de la sortie du film de Spielberg, nous avons enregistré une augmentation des visites de 30 %. Depuis dix ans, c'est-à-dire depuis la création de ce musée, nous trouvons régulièrement de nouvelles pièces, sources de riches enseignements. Que ce soit dans le tout proche Dinosaur National Park, dans différents sites de l'Alberta mais aussi en Colombie-Britannique. »*

Parmi ces trouvailles, des œufs avec embryon d'*Hypacrosaurus stebingeri* (les seuls au monde), ramenés de Devil's Coulée, en 1987 ; l'impression d'un lambeau de peau de *Tyrannosaurus* (elle ressemble étrangement à celle d'un rhinocéros) trouvée par un enfant de douze ans, l'année dernière à Edmonton ; un morceau de fémur du plus formidable oiseau de l'histoire terrestre, le *Pterosaurus* (ou *Quetzalcoatus*) : 13 mètres d'envergure ! Au total, près d'une trentaine d'espèces de dinosaures, figées dans la roche, ont ainsi pris le chemin du musée.

Cernée par les champs de céréales et les puits de pétrole, la petite ville de Drumheller gère sa célébrité préhistorique avec sagesse. Le tourisme est un nouveau filon, mais on protège la vallée des dinosaures contre toutes tentatives de fouilles sauvages. Après la ruée vers l'or, pas question de se lancer dans la ruée vers le fossile...

De notre envoyé spécial
BRUNO BARBIER

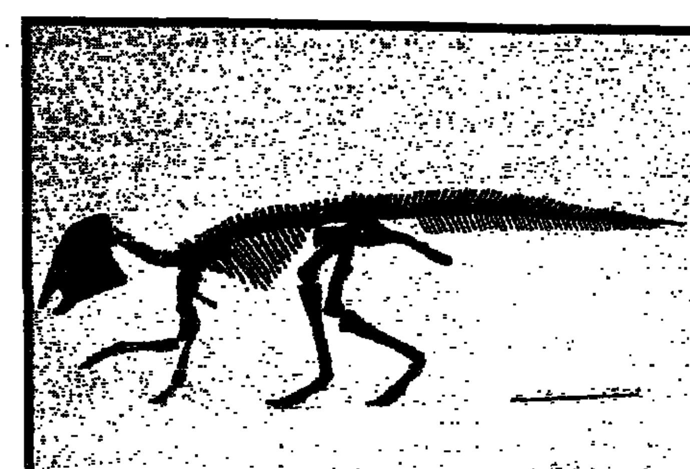
CARNET DE ROUTE

Y ALLER. Au départ de Paris, Calgary est notamment desservie par Air Canada, *via* Toronto où se pose également Air France. Louer une voiture : Drumheller est à 140 km par une très bonne route.

Y SÉJOURNER. Au Drumheller Inn, sur la South Railway Avenue (tél. : (403) 823-8400), établissement fréquenté par le monde coloré des soudeurs qui travaillent dans l'industrie pétrolière. Ou au Rosedeer Hotel (tél. :(403) 823-9189), à Wayne, confortable et animé avec, au rez-de-chaussée, le Last Chance Saloon. Nombreux B&B dans la localité.

A VOIR. Le Royal Tyrrell Museum of Palaeontology est ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 à 17 h en hiver et de 9 à 21 h en été. Le Prehistoric Park, à environ 1 km du centre. A 10 km, Atlas Coal Mine, une ancienne mine de charbon, fermée dans les années 60 mais remarquablement préservée. Près de Brooks, à 55 km de Drumheller, le Dinosaur Provincial Park : visite guidée dans une succession de canyons riches en ossements. Possibilité, pendant une semaine (environ 2 000 F), d'assister aux fouilles sur le terrain. Renseignements au (403) 823-7707.
A Calgary, le Prehistoric Park expose vingt-deux représentations de dinosaures grandeur nature.

LIRE. *L'Empreinte des dinosaures*, de Philippe Taquet (Odile Jacob, 1994). *Le Monde perdu des dinosaures*, de Jean-Guy Michard, et *Les Fossiles, empreinte des mondes disparus*, d'Yvette Gayrard-Valy, tous deux dans la collection « Découvertes », Gallimard.



…OMBIE-BRITANNIQUE

La vie en vert



CARNET DE ROUTE



COLOMBIE-BRITANNIQUE

La vie en vert

Un vrai cocktail de barman écolo : un tiers de mer, un tiers de montagne et un tiers de forêt. A consommer de préférence très frais

ENTRE Alaska et Etats-Unis, la Colombie-Britannique a tout l'air d'un caprice des dieux. Des dieux qui, en des temps reculés, y auraient mêlé à profusion les trois « fondamentaux » de la création : mer, montagne et forêt. Dans leur délire créatif, ils ont vu grand, large, vaste. Ils n'ont mégoté sur rien ! Les vertigineux cèdres jaunes et rouges, plusieurs fois centenaires, dans leur étonnante robe d'écorce fibreuse, sont là pour dire que le sol est ici généreux et le climat stimulant. Sur cette terre aux côtes déchirées de fjords profonds, plus grande que la France et les îles Britanniques réunies, ont vécu en harmonie, pendant des siècles, Indiens, ours et saumons. Avant que des Européens entreprenants et conquérants, Russes en tête, ne viennent troubler ce paisible âge d'or. Et si la Colombie-Britannique est, selon la formule proscrite, « une terre de contrastes », c'est bien parce que s'y juxtaposent des cultures et des paysages d'une étonnante variété : culture indienne et tradition britannique, massifs montagneux et régions désertiques, stations « suisses » pour ski huppé et vastes espaces pour randonnée musclée, buildings made in Hongkong et fermettes « norvégiennes » posées au bord d'une rivière à saumon.

Plutôt peu ou mal connue en France, cette région doit à Véronique Sanson et à la grande exposition de 1986 d'être sortie de son semi-anonymat. Région en pleine expansion économique – Vancouver a notamment bénéficié des capitaux apportés par des Chinois de Hongkong –, elle est aujourd'hui l'interlocutrice naturelle de la lointaine Asie tout comme celle des proches Etats-Unis. La ville de Vancouver (nom de l'un des lieutenants de James Cook) offre un concentré des richesses naturelles de la région, même si l'homme y a mis son grain de béton. D'immenses buildings, dans le plus pur style new-yorkais, s'élèvent dans un triple écrin de montagnes, de mer et de verdure. Pouvoir pêcher du haut de sa terrasse ne doit pas être totalement impossible pour peu que l'on ait un bon lancer et suffisamment de fil pour atteindre l'eau du trentième étage.

Le superbe parc Stanley (nom du gouverneur général du Canada, de 1888 à 1893), verte presqu'île de 405 hectares, est jalousement préservé, pour le plus grand bonheur des oiseaux, des joggers et des adeptes de la petite reine. Bref, le rêve d'Alphonse Allais est ici réalisé : la ville a été transférée à la campagne.

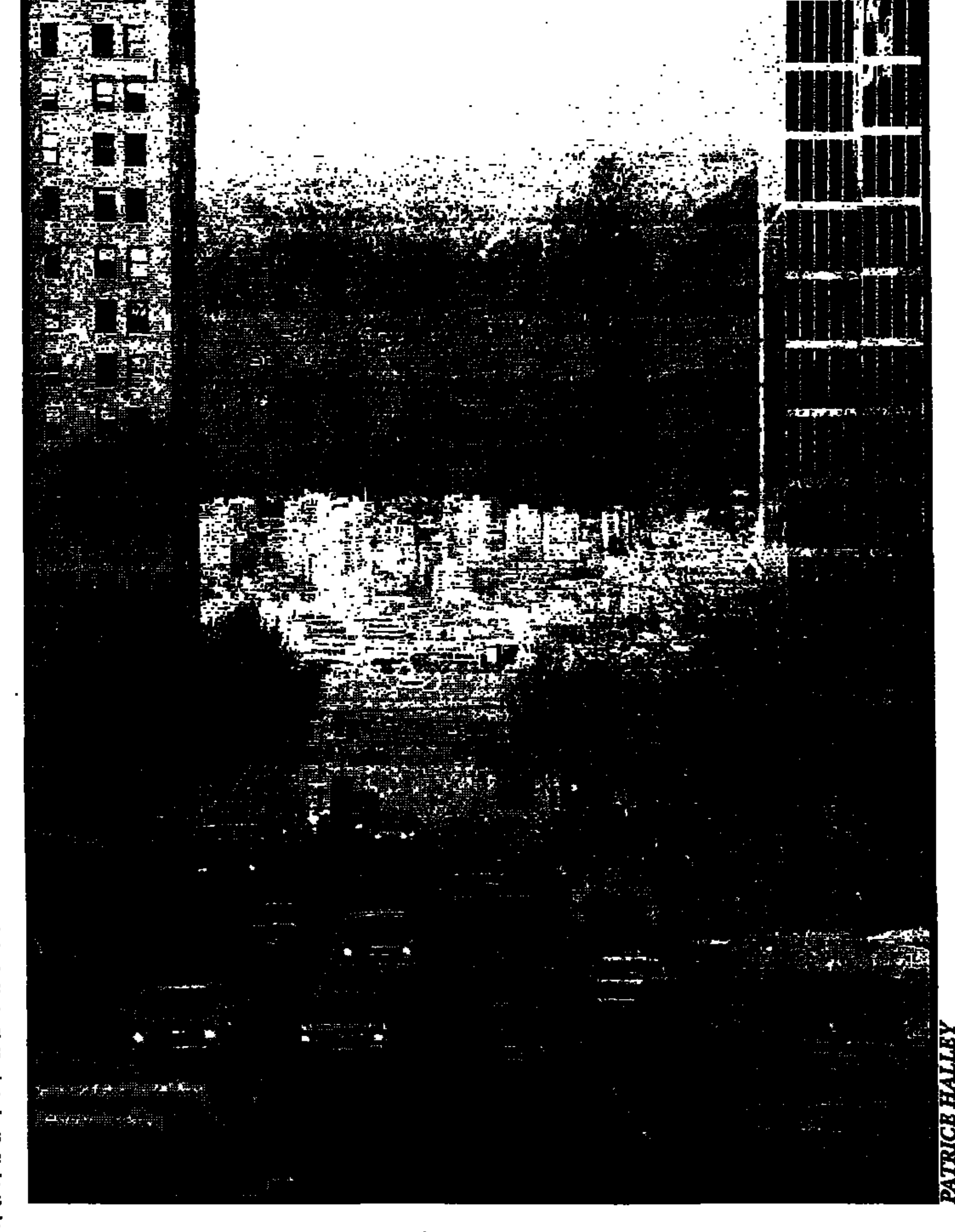
Difficile, d'ailleurs, à Vancouver, de faire beaucoup de kilomètres sans se retrouver nez à nez avec le bleu de l'eau, le blanc des montagnes ou le vert des forêts. Facile, en revanche, de pratiquer, dans la même journée, ski alpin et ski nautique. A ceux qui sont fascinés par la culture indienne, la ville réserve un musée d'anthropologie au design moderne et où totems, masques et parures racontent les grandes légendes des anciennes tribus, notamment haida ou kwakint, qui avaient fait de la communion avec la nature et les animaux plus qu'un mode de vie, une véritable religion. Ainsi les guerriers indiens ne voulaient-ils pas seulement porter le nom d'un animal mais en accaparer l'âme. Un rêve dont témoigne tout leur art.

C'est cette nature préservée que l'on retrouve sur l'île de Vancouver (450 km de long, 34 000 km²), à une heure et demie de ferry de la ville qui porte le même nom. Le petit port indien de Tofino, sur la côte ouest, est une base de départ privilégiée pour qui rêve de rencontrer cet animal mythique qu'est la baleine. Dans l'un des innombrables fjords qui griffent la côte ouest de l'île, une masse blanchâtre, tachetée de noir, émerge puis disparaît dans un mouvement puissant après avoir, avec un bruit de karscher, expédié dans les airs une gerbe d'eau. La nageoire caudale se déploie élégamment avant de retomber puissamment dans l'eau bleutée. Cette baleine grise fait partie d'un groupe de cinq, repéré depuis déjà plusieurs jours.

Les petites compagnies qui, depuis Tofino, proposent aux touristes l'observation des baleines en Zodiac ou en bateau, sont ravies de l'aubaine car baleines et orques (les « baleines tueuses », comme les surnomment les Anglo-Saxons) ne sont pas toujours au rendez-vous de ces virées nautiques.

Aujourd'hui, elles se frottent les mains. La matinée s'annonce faste dans ce bras de mer intérieur de l'océan Pacifique, auréolé de forêts épaisses et ponctué d'un dédale de petites îles. Revêtue de combinaisons rouges, la fournée de touristes internationaux (Japonais, Américains et Français) peut en effet contempler à loisir ces bêtes fascinantes qui semblent surgir de la nuit des temps. Soudain, à quelques mètres, une tête d'otarie, noire et luisante, se dresse à la verticale devant le bateau, et observe, une fraction de seconde, ces intrus qui envahissent son domaine et braquent sur elle leurs appareils photos. Un manège que l'otarie cabotine répétera plusieurs fois. Sur le chemin du retour, deux aigles viendront se poser sur un gros nid planté au sommet d'un arbre dominant une île minuscule. Le spectacle est complet, au grand plaisir des accompagnateurs qui, tout au long du parcours, n'auront cessé de rabâcher consciencieusement leur credo, appelant au respect de *« cette nature préservée qu'il faut continuer de protéger pour le bien des générations futures »*.

Après les émotions écologiques du Pacifique, séquence « nostalgie » avec la capitale de la Colombie-Britannique, Victoria, située au sud de l'île. Une capitale de poupée qui présente toutes les caractéristiques des petites stations balnéaires du Sussex au charme raffiné et un brin suranné. Avec son Parlement néo-gothique, ses autobus à impériale et ses boîtes à lettres très « british », on comprend qu'elle ait pu être le plus prisé des derniers refuges pour les colonels de l'armée des Indes. Des colonels qu'on imagine volontiers accoudés au Bengal Bar (peau de tigre et ventilateurs) de l'Empress Hotel. Fleuron hôtelier de la pimpante cité, l'établissement est devenu une véritable attraction touristique grâce, surtout, à son *afternoon tea* que l'on célèbre ici dans le respect scrupuleux des usages en vigueur dans la lointaine Albion. Tenue correcte et cravate sont de mise si on veut avoir une chance de décrocher une des tables « avec vue sur mer » de la vénérable institution et d'y croquer les succulents gâteaux qu'y sert une armée de dames austères en robe noire et souliers blancs.



Face au mont Hollybum pieds dans l'eau, les gratte-ciel du centre ville.

PATRICE HALLEY

Le rêve d'Alphonse Allais est ici réalisé : la ville a été transférée à la campagne

De retour sur le continent, mettre le cap à l'est. En direction de la station de ski de Whistler (à 90 km de Vancouver), l'une des plus réputées d'Amérique du Nord. Deux sommets, la Whistler (2 176 m) et le Blackcomb (2 284 m), s'y disputent, jusqu'en mai, les faveurs des skieurs matinaux.

Les mordus peuvent toujours tenter l'héliski, coûteux certes mais source de sensations. Autre sport roi dans cette station chic et décontractée, le vélo, avec lequel, en suivant la « Valley Trail » on peut faire le tour complet de la vallée. Quant aux amateurs de chevaux, il leur faudra pousser encore un peu plus au nord, du côté d'Ashcroft, pour trouver des paysages qui font penser à l'Arizona. D'autant que les bisons, réimplantés depuis quelques années, fournissent l'ultime touche requise pour recréer, dans les ranches de la région, une ambiance « cowboy » qui ne soit pas trop factice.

Le retour sur Vancouver s'effectuera en quelques heures, par la superbe vallée du fleuve Fraser, du nom de l'explorateur qui sillonnera cette région au début du XIXe siècle.

Un endroit qui, comme beaucoup d'autres dans cette contrée, connut son heure de gloire en 1858, année où on y découvrit un important filon d'or. Signe que les dieux locaux, qui avaient déjà si généreusement distribué les richesses à la surface de cette terre, n'ont pas pour autant oublié le sous-sol.

De notre envoyé spécial
PIERRE SERVENT

À MOTO
De Vancouver à Vancouver, 15 jours pour parcourir nez au vent, avec Nouvelles Frontières, jusqu'en septembre, les parcs de Banff, de Jasper et de Yoho, sur une Kawasaki 650 ou une Vucan 750 (BMW, Honda Goldwing ou Harley avec supplément) : à partir de 9 530 F pour le pilote, 4 560 F pour le passager. Formule identique avec Canadien National : 11 200 F pour le pilote, 5 365 F pour le passager, avec un forfait de 3 000 km, un roadbook, des étapes en auberge, chalet ou lodge, et un téléphone vert en cas de besoin.

TERRE DE BAFFIN
Prises dans les glaces plus de neuf mois, les côtes de la terre de Baffin (un territoire habité par l'ours polaire et les Inuits) ne sont jamais navigables avant la mi-juillet. Grand Nord/Grand Large y programme randos en kayak (2 semaines en août, 14 800 F de Paris), balades à pied et cabotage au pays des baleines franches (12 jours en août, 21 400 F de Paris) et des marches dans le parc Auyuittuk (6 700 F ou 12 800 F de Paris). Une région qu'Allibert explore à pied, en autonomie complète, du 6 au 22 juillet (16 800 F de Paris), lors d'un circuit de 17 jours. Egalement chez Terres d'Aventure dont le circuit de 13 jours (deux départs en août) comprend 7 jours en petit bateau à moteur pour une rencontre privilégiée avec les Inuits : 21 400 F de Paris. Quant à Back Roads, il y propose, d'Ottawa, un trekking de 11 jours dont 8 de grande randonnée.

EN AUTOCAR
De Vancouver à Calgary, Terrien, grand spécialiste du voyage en autocar, propose un circuit de 15 jours en pension complète (autour de 26 000 F de Paris, de 27 000 F de Nantes) qui, après l'île de Vancouver et une croisière dans l'Inside Passage, traverse les Rocheuses de Prince Rupert à Calgary. Départs les 27 juin (on assiste au Stampede de Calgary) et 28 août. Circuit comparable (18 000 F de Paris, en demi-pension) avec l'association Arts et vie qui explore également, en deux semaines, les Rocheuses, en boucle de Vancouver : 17 000 F de Paris en demi-pension. Kuoni fait de même et affiche un bon prix : 9 360 F en chambre double et demi-pension, de Vancouver, avion non compris. Chez Fram, un circuit accompagné de 13 jours (à partir de 16 000 F de Paris, en chambre double et pension complète), de Calgary à Vancouver avec Victoria.

EN TRAIN
De Vancouver, Marlboro Country Travel propose, de mai à septembre, un circuit individuel à bord du *Rocky-Mountainer* jusqu'à Banff via Kamloops puis en car jusqu'à Calgary : 9 jours, 9 960 F en chambre double dans des hôtels de luxe, repas et vols transatlantiques non compris. De Vancouver également, avec Jetset, quatre jours de train jusqu'à Jasper via Whistler (nuits en hôtel), balades dans les Rocheuses en voiture et en car (Banff) puis deux jours à bord du Rocky-Mountainer pour un spectaculaire trajet ferroviaire jusqu'à Vancouver : 12 jours, 8 800 F en chambre double, repas et avion non compris. De Vancouver, Canadien National propose deux parcours de 2 jours, l'un vers Jasper, l'autre vers Banff (2 655 F) et Calgary (2 935 F), en train-couchettes avec une nuit d'hôtel et 2 déjeuners. En wagon panoramique et salle à manger privée, 4 780 et 5 290 F.

LE ROI DES RODÉOS
Du 7 au 16 juillet, le Stampede de Calgary : le plus grand rodéo du monde, la fête du cheval, des parades et des courses de chariots, des cowboys, des Indiens, des majorettes et la police montée. Un grand spectacle programmé par Access Voyages et Pacific Holidays (3 jours- 2 nuits à partir de 915 F), stetson et santiags non compris.

CARNET DE ROUTE

REPÈRES. Troisième plus grande province du Canada, la Colombie-Britannique fait deux fois et demie la superficie du Japon et quatre fois celle de la Grande-Bretagne. Ne pas être trop gourmand, donc, et se contenter, dans un premier voyage, d'explorer la façade maritime, avec Vancouver et l'île du même nom (une île à la canadienne avec ses 450 km de long), et l'arrière-pays, pour une petite incursion dans les Rocheuses, jusqu'à Whistler (archétype de la station de montagne nord-américaine), histoire aussi de séjourner dans un ranch et d'y humer le parfum de l'Ouest. On a le choix entre un « vrai », le Cariboo Rose Guest Ranch, par exemple, ou un « touristique », à l'image du Sundance Guest Ranch, près d'Ashcroft, dans les écuries duquel piaffent une centaine de chevaux de bonne composition.

Y ALLER. De Paris via Toronto, avec, notamment, Canadian Airlines (réservations au (1)42-99-99-30) ou Air Canada. Louer une voiture est indispensable pour rayonner dans la région.

SE LOGER. Dans l'un des hôtels de la chaîne Canadien Pacifique. A Vancouver, l'Hôtel Vancouver ou, surtout, le Waterfront Centre Hotel. On peut également s'offrir le Four Seasons, le Pan Pacific ou le Méridien. A Victoria, The Empress. Si un hôtel a « une gueule d'atmosphère », c'est bien celui-là ! Un « must » pour les amateurs de nostalgie. A Whistler, le Château Whistler Resort : au pied des cimes, le sommet du confort alpin chic. Renseignements au 05-90-93-27 (appel gratuit).

VOIR. A Vancouver, Stanley Park et son aquarium (pour observer orques et bélugas), le Musée d'anthropologie de l'université pour sa collection d'art et de totems indiens. Sur l'île (agréable traversée en ferry), butiner Victoria (paradis du shopping à l'anglaise et des buveurs de thé), explorer son superbe Musée royal, magistrale introduction à l'univers des Indiens de la côte (les Kwakiutls, les Bella Coolas, les Nootkas, les Haidas et les Tlingits), un univers également à l'honneur au centre culturel de Duncan. Dans les environs, flâner à Butchart Gardens, magnifiques jardins illuminés le soir et où l'on peut dîner. Entre Victoria et Tofino (325 km), voir Chemainus (célèbre pour ses peintures murales) et « Cathedrale Grove », nef naturelle aux arbres gigantesques.

A LIRE. *La Colombie-Britannique et les Rocheuses canadiennes*, de Jane King. Un guide de l'éditeur québécois Ulysse (diffusé en France par Vilo), pratique et détaillé. A compléter par le Guide Jika sur *L'Ouest canadien* et quelques bons guides généraux sur le Canada tels le Guide Lonely Planet et le Guide Bleu (Hachette) ainsi que Le Petit Futé Canada (Olivier Orban). Sur Victoria, *More English Than the English*, de Terry Reksten (Orca Book Publishers) et *Tea-Time Victoria* (Monk Publications), la bible des salons de thé locaux. Des livres que l'on achètera sur place, de même que ceux traitant de la vie des Indiens, *People of the Totem* (Peter Bedrick Books New York), *Sea and Cedar* (Douglas & McIntyre, Vancouver/Toronto) et *Indian Art and Culture of the Northwest Coast* (Hancok House Publishers).

S'INFORMER. A Vancouver, au 562 Burrard Street (tél : (604) 683-2000) ou auprès du Greater Vancouver Convention and Visitors Bureau, au 682-2222. A Whistler, au (604) 938-2709, pour tout savoir sur cette station, fréquentée par les skieurs, en hiver, et par les randonneurs, les cyclistes et les golfeurs, en été. A Tofino, sur l'île de Vancouver, les amateurs de baleines ou de pêche au saumon contacteront le Tofino Lodge, au 725-3274 : la croisière pour observer les baleines coûte entre 15 et 30 dollars.

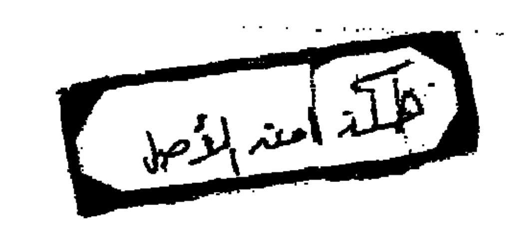
RENDEZ-VOUS
1995 marque le centenaire de la présence de la Police montée dans le territoire du Yukon. L'événement donnera lieu à de nombreuses manifestations, notamment à Whitehorse, les 21, 23 et 24 juillet, à Skagway, le 22 juillet et à Dawson City, le 26 juillet. Les Championnats des chercheurs d'or, à Dawson City (Yukon), le 1er juillet, feront revivre le temps où l'on cherchait fortune dans les rivières.
A Yellowknife (territoires du Nord-Ouest), le Folk on the Rocks, les 15 et 16 juillet, présente les musiques autochtones.
Encore plus au nord, le septième Festival du Grand Nord, à Inuvik (TNO), présente, du 21 au 30 juillet, les diverses facettes de l'art inuit. Original, le Yukon International Storytelling Festival, à Whitehorse (Yukon), du 23 au 25 juillet, où, sous le soleil de minuit, se rencontrent des conteurs venus des régions polaires. Trois jours de fête pour les Discovery Days, à Dawson City, du 18 au 21 août, histoire de se souvenir de la découverte de l'or dans le Klondike.
Côté sports, la course à pied qui, sur les traces de London, se déroule de Whitehorse à Skagway, les 8 et 9 septembre. Quant à la Yukon Quest, du 20 au 26 février, c'est une spectaculaire course de traîneaux à chiens de 1 600 km, de Fairbanks (Alaska) à Whitehorse.
Autre compétition, la Yukon Gold Loppet, rendez-vous, début mars, des adeptes du ski de fond.

LES ROUTES DU CIEL
Dans le Yukon, les voies de circulation, carrossables ou ferroviaires, ont tendance à prendre de la hauteur. Exemple la Canol Road qui, depuis 1958, dessert le village indien de Ross River et culmine à 2 100 m. Agréable variante à la Klondike Highway qui part également de Whitehorse, elle rejoint, elle aussi, Dawson City mais *via* Faro. Recouverte, comme la précédente, de graviers, la Dempster Highway offre un périple inoubliable qui, de Dawson City (embranchement à 40 km à l'est de la ville), mène aux Territoires du Nord-Ouest et à l'océan Arctique. Sur 730 km la route, inaugurée en 1979, franchit les monts Tombstone, gravit la chaîne Ogilvie, traverse, en bac, les rivières Peel et Mackenzie avant d'atteindre Inuvik, fief des Inuits. Des paysages déserts où hommes et voitures sont rares. Emporter un jerricane, la prochaine pompe à essence se trouvant à 369 km.

AU FIL DE L'EAU
Dépose en hydravion sur le lac de Rabbitkettle, au cœur du parc national de la rivière - Nahanni (inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco) pour 12 jours d'expédition en canoë, proposés par Atalante avec franchissement des chutes Virginia (deux fois plus hautes que celles du Niagara) et passage du First Canyon (plus profond que celui du Colorado). Départs de Fort Simpson les 23 juin, 7 et 21 juillet, 4 et 18 août : 10 200 F. De son côté, Fleuves du monde (1/43-25-54-19) propose une descente du Yukon, en kayak - biplace, sur plus de 700 km, de Whitehorse à Dawson City. Campements avec tentes biplaces. Départs les 6 août et 27 août (avec les couleurs de l'automne), 20 jours, 16 400 F de Paris. Egalement programmée par Grand Nord/Grand Large.

LE SOMMET DES AIGLES
Affublé d'un nom très prosaïque par les naturalistes anglophones (*bald eagle*, aigle chauve) ; mieux traité par leurs collègues francophones (ils l'ont baptisé pygargue à tête blanche), le fameux aigle américain, gravé sur les pièces de monnaie et symbole de l'Alaska, est désormais protégé. Depuis 1982, un espace de 20 000 hectares lui est consacré. Deux cents locataires y résident à l'année mais, à la mi-novembre, plus de trois mille autres les rejoignent pour former la plus grande concentration au monde d'aigles américains. Le grand rendez-vous annuel a lieu très exactement dans la Chilkat Bald Eagle Preserve, à 30 km de la ville de Haines, en Alaska, et à 35 km de la frontière canadienne, sur la Haines Road, route qui longe le Kluane National Park.

PÊCHE MIRACULEUSE
Perdu dans l'Antarctique canadien, le Grand Lac des Esclaves, royaume de la truite et du brochet, hante les rêves des pêcheurs en quête de trophées. Avec Grand Nord/Grand Large on y dort sous la tente, on y cuisine au feu de bois et on s'y déplace en kayak. Du 8 au 23 juillet, 14 800 F de Paris.





Un ours brun.
Les mâles, plus téméraires, s'installent dans la rivière.
Les poissons qu'ils capturent y sont plus gras.

YUKON

Des grizzlis et des hommes

A Dawson City, les machines à sous ont remplacé les chercheurs d'or, et les danseuses de french-cancan dépriment. Il était une fois dans l'Ouest

LA débâcle n'a pas la faveur des pays civilisés. Elle engendre des protestations. Au Yukon, elle suscite des enthousiasmes. Au point d'être l'enjeu de paris. De grands blocs de glace heurtent les rives, s'entrechoquent avec un bruit sourd évoquant de lointains roulements de tonnerre. Le grondement s'amplifie avant de s'éteindre. Chaque année, à la mi-mai, le fleuve Yukon sort de sa réserve et le territoire auquel il a donné son nom, de sa torpeur. Peu après, les grizzlis affamés par l'hiver s'aventurent au bord des rivières. Les femelles se tiennent à l'affût sur un rocher, guettant le passage des saumons affaiblis qui luttent contre le courant. Les mâles, plus téméraires, s'installent dans la rivière : les poissons qu'ils capturent sont plus gras que ceux pris sur les bords. Ainsi va la vie dans le Grand Nord canadien.

Avec la débâcle reviennent aussi les chercheurs d'or et les danseuses de french-cancan. Voici dix ans, le Diamond Tooth Gerties, à Dawson City, était le lieu nocturne le plus poétique du Yukon. Seul casino autorisé au Canada, c'était un aimant et une bénédiction. On y rencontrait des chercheurs d'or et des trappeurs priés de laisser leurs armes au vestiaire. On y croisait également des gens du meilleur monde : membres de la Police montée, notables (le maire de la ville, le gouverneur de l'Alaska), et même le curé. Lorsque les danseuses se présentaient, une belle sarabande se faisait entendre. Assis autour des tables de black-jack, les chercheurs d'or lorgnaient leurs jambes. Lorsque le spectacle leur plaisait, ils n'hésitaient pas à jeter des pépites sur la scène.

C'était le bon temps. L'alcool, le jeu, l'or, les filles, la musique. Comme à l'époque bénie de la ruée vers l'or de 1897. Jean-Pierre Monfette, dit « Crazy Pierre », a vite fait d'entonner le grand air de la nostalgie. « *Ils ont tué l'âme du Gerties en introduisant des machines à sous modernes. Ils auraient dû placer des modèles anciens afin de préserver l'esprit du lieu.* » Et c'est vrai qu'aujourd'hui le Diamond ne représente plus rien et que s'y déroule un triste spectacle de french-cancan devant un auditoire surtout préoccupé par le bruit des pièces de monnaie dans les bacs métalliques. Venu en vacances pour deux semaines, ce Québécois est resté vingt ans à Dawson avant d'émigrer, par dépit amoureux et pour raisons de santé, à Whitehorse. Lui prétend être le dernier chercheur d'or à prospecter à l'ancienne. Ce qui a toujours fait sourire ses collègues qui le considèrent comme un doux dingue. Le matin, on peut le voir, au bar du Taku Hotel, arborant son chapeau orné de pépites. Juste de quoi alimenter la rêverie.

Il vient d'immenses étendues glacées des nouvelles incroyables. Une rumeur circule dans les rues de Seattle selon laquelle cette terre, alors inconnue, serait l'Eldorado. Le 17 juillet 1897, le *SS Portland* débarque soixante-huit prospecteurs lestés d'une tonne d'or ! Ce fabuleux butin fait chavirer les esprits. En Amérique, et bientôt dans le reste du monde, le Yukon devient de moins en moins un mystère et de plus en plus un espoir. 500 000 personnes – dont une majorité d'Américains – vont tout abandonner sans se poser de questions et sans avoir le temps de douter. Dès le 25 juillet, Jack London embarque à bord de l'*Umatilla*. La découverte de l'or dans le Klondike vient, à point nommé, semer un peu de rêve dans la grisaille économique de cette fin de siècle. Lorsque le premier bateau accoste, le 29 juillet, à Skagway, en Alaska, les « argonautes », comme on les surnommait à l'époque, découvrent, stupéfaits, qu'ils sont attendus. Prévenu par son ami indien Skookum Jim – l'un des trois pères de cette découverte –, un certain William Moore, propriétaire des terrains, avait senti la bonne affaire et imaginé le flot des prospecteurs. D'autres petits malins avaient établi des commerces : saloons, tripots, restaurants, cabarets. Tout aussi avisés, les Indiens Tlingits s'étaient attribué le monopole du portage sur les Chilkoot et White Pass, les deux voies d'accès étriquées qui menaient au Yukon. En fait, la faune impliquée dans cette ruée vers l'or se divise en deux catégories : ceux qui savent et ceux qui imaginent. Avec ses magasins aux devantures colorées, Skagway reste à peu près telle que la ruée vers l'or l'avait laissée. Et ses citoyens s'appliquent, sourire commercial accroché aux lèvres, à maintenir l'attrait du passé pour contenter le demi-million de visiteurs que déversent, chaque année, les paquebots de croisière.

Le choc sera rude pour les aventuriers de 1897. La contrée se révèle inhospitalière, et l'hiver, qui les surprend, s'avère précoce. Les cols de la White et de la Chilkoot Pass s'avèrent infranchissables dès septembre. Un certain nombre, dont le beau-frère de Jack London, préféreront revenir, défaits, au pays plutôt que de s'échiner à tenter de conquérir une fortune dont ils pressentent qu'ils ne l'atteindront jamais. Les autres, têtus et butés, affronteront toutes les embûches que le relief dressera devant eux. Charlie Chaplin en fera un commentaire amusé sur la vanité humaine dans *La Ruée vers l'or*. London, dans *La Fille des neiges*, en sera la mémoire attendrie : « *Sur le flanc du Chilkoot, des hommes grimpaient l'un derrière l'autre. Ce défilé ininterrompu partait du pied de la montagne, traçait une ligne noire sur une étendue éblouissante de glace et continuait le long de la pente escarpée en un ruban de plus en plus étroit... Quelque part là-haut, les fourmis continuaient leur ascension vers le ciel.* »

On est prié de laisser fusils et couteaux au vestiaire

De Skagway à Whitehorse et de Whitehorse à Dawson City, la Klondike Highway est une leçon d'histoire, de courage, d'abnégation et d'orgueil qui court sur près de 800 km de route asphaltée. Les paysages magnifiques qu'elle traverse traduisent mal les traquenards, les coups du sort qu'allaient vivre les chercheurs d'or. Après un voyage de six mois au bout de l'enfer, ils arrivent à Dawson City, terme de leur périple. Cruelle désillusion : d'autres pionniers, avertis et avisés, ont ouvert des saloons, des hôtels, des dancings, des salles de jeu, des magasins de toutes sortes. Et ils se sont emparés des meilleures concessions. Dawson inspire aux arrivants des sentiments mitigés. La passion s'émousse, et la vie est chère, si chère... Le mirage du Yukon s'évanouit en l'espace de deux ans. En 1899, quand sera annoncée la découverte de gisements aurifères à Nome (Alaska), la majorité des chercheurs d'or quitteront Dawson City, et la cité divinisée retournera à son silence. De 1 500 habitants à l'été 1897, elle passera à 40 000 en 1898 pour retomber à 2 500 l'année suivante.

Aux abords de Dawson, la Klondike Highway traverse, sur une vingtaine de kilomètres, un paysage d'après bataille : des monticules de terre, séparés par des crevasses d'eau stagnante, évoquent le passage des B 52 au Vietnam. En fait, ce sont seulement le fruit des folles espérances des mineurs. De nos jours, ces terrains vagues du souvenir donnent du relief à cette ville d'illusion. Avec ses huit avenues en terre battue, parallèles au fleuve Yukon, son sol spongieux (à cause du permafrost) et sa centaine de constructions en bois, Dawson City signe une époque. C'est une ville belle parce que décatie. Par temps de pluie, la gadoue recouvre le sol, imposant à la population des grâces de patineuse. Ce n'est certainement pas Gérard qui me contredira. Installé à Dawson depuis 1983, ce Français se meut parfaitement dans un univers où le temps semble s'être arrêté. « *On voulait goudronner les rues, mais c'était trop cher car il aurait fallu recommencer chaque année. C'est mieux ainsi. A Dawson, on doit respirer la poussière et patauger dans la gadoue, car c'est de la poussière et de la gadoue d'or. Elles font partie de la culture de la* gold rush. » Entendez : le Yukon ne se visite pas, il se parcourt avec les yeux du pionnier. Les souvenirs défilent, comme les nuages...

« *Après un voyage sur la côte ouest américaine*, raconte Gérard, *je ne pouvais plus vivre en France. J'avais faim d'espace. Un jour, ma copine m'a montré un reportage sur le Yukon. Ce fut l'illumination. J'ai tout laissé derrière moi, mon studio à Paris, mes parents, mes amis, ma copine et mon métier. Direction Dawson City. Et je ne le regrette pas.* » Le seul Français de Dawson s'est offert un paysage d'utopie. A quelques kilomètres de la ville, sa maison de Rock Creek donne sur le bois et un étang. Ses voisins ne savent rien de son histoire et ne veulent rien en savoir. Pour qui cherche un lieu où recommencer sa vie, Dawson City paraît tout indiqué. A moins de préférer Chicken, un hameau de 29 habitants, de l'autre côté du Yukon.

La balade le long de la « Top of the World Highway » s'effectue de préférence en 4×4, surtout par temps de pluie. La route raffole des virages à flanc de montagne et des nids-de-poule. Elle se faufile avec adresse sur la crête des altières montagnes Ogilvie. Lorsque l'occasion se présente, l'oeil balaie un panorama d'une grande sérénité : toundra alpine aux cimes tapissées de bruyères, monts habillés d'épicéas et, en contrebas, la Fortymile River prisée des prospecteurs. On croise si peu de voitures qu'à la frontière le douanier américain a le temps de vous parler. Il s'appelle Paul Kelly et anime le poste de Little Gold Creek de la mi-mai à la mi-septembre, la route étant fermée le reste de l'année. Avec cordialité, il appose sur votre passeport un tampon représentant un caribou.

A Chicken, quelques maisons s'accrochent à un haut plateau. En bas, une piste d'atterrissage où stationnent trois biplans. Chicken a eu droit, elle aussi, à la même époque, à sa ruée vers l'or. A vrai dire, Chicken devait s'appeler Ptarmigan, c'est-à-dire Lagopède, du nom d'un oiseau qui pullule dans la région. Mais les mineurs n'arrivant pas à prononcer correctement le mot, ils opteront pour Chicken. L'été, l'or trotte encore dans les têtes et attire dans ce lieu deux cents mineurs. « *Lorsque j'ai débarqué de France l'an dernier*, se souvient Evelyne, *un mineur barbu m'a dit le premier jour qu'ici on ne comptait qu'une femme pour vingt-sept hommes !* » Evelyne travaille comme fille au pair pour Gregory et Susan, les propriétaires de Downtown Chicken. Lorsqu'on arrive au centre-ville, on sait tout de suite de quoi il retourne : trois baraques en bois ! Le Chicken Creek Café, où sont attablés des mineurs qui auraient pu faire de la figuration dans un film de Sergio Leone. Le Mercantile Emporium, une épicerie doublée d'un magasin de vagues souvenirs. Et le saloon, où, à partir de minuit, l'ambiance est plutôt joyeuse. Ici, comme jadis au Diamond Tooth Gerties, on est prié de laisser fusils et couteaux à l'entrée. Quand on n'en a pas, on se sent un peu ridicule. Pas facile, au Yukon, d'être dans le ton.

De notre envoyé spécial
JONATHAN FARREN

CARNET DE ROUTE

REPERES. Presque aussi vaste que la France, le Yukon jouxte l'Alaska. 32 000 habitants (moyenne d'âge 32 ans) dont 11 % d'Européens et 3 % de francophones. Les animaux sont nettement plus nombreux : plus de 200 000 caribous, 50 000 orignaux, 10 000 ours noirs, 6 à 7 000 grizzlis et 5 000 loups. Whitehorse, la capitale, affiche 22 000 habitants, la deuxième ville, Dawson City, seulement 2 000 âmes. Quant au thermomètre, il joue volontiers au yo-yo, oscillant par exemple, à Dawson City, entre 30 en juin et -30 en janvier. De mai à septembre, le mercure dépasse les 10 et le jour vous tient compagnie de 18 à 21 heures d'affilée.

Y ALLER. De Vancouver, on gagne Whitehorse (2 700 km) avec Canadian Airlines, seule compagnie à s'y rendre, deux fois par jour (2 h 40 de vol). La même compagnie dessert également Toronto de Paris (8 heures 15 de vol de Roissy) et rallie Vancouver en moins de 5 heures. Il faut passer la nuit à Vancouver. Idem au retour où on peut prendre, le lendemain, le vol de 9 heures pour Toronto puis celui de Paris à 19 h 55 (un conseil : passer les trois heures d'attente à Toronto au centre de remise en forme du Sheraton, face à l'aéroport). De 5 700F (juin) à 6 300F (juillet-août) A/R. Renseignements au (1) 49-53-07-07.

S'Y DEPLACER. Sur place, Air North effectue une liaison quotidienne (1 h 40) Whitehorse-Dawson City en DC3. A partir de 260 $. A Dawson City, Bonanza Aviation Ltd (tél. : 993-6904) propose, pour 80$, un survol de 50 minutes des montagnes Tombstone, du fleuve Yukon, des terrains aurifères et de la ville. Survols en hélicoptère du Kluane National Park avec Trans North (tél. : 634-2242) à Haines Junction. En bateau, de Dawson City, le *Yukon Queen* (tél. : 993-5599) se rend chaque jour (130 $ A/R) à Eagle, une ville d'Alaska associée à la ruée vers l'or. Un service de ferries assure également, quotidiennement, la liaison entre Skagway et Haines. En train, de Skagway, le *White Pass & Yukon Route* suit la piste des chercheurs d'or. Deux options : la White Pass (75 US$) ou Lake Bennett et sa ville abandonnée (124 US$). En voiture, les loueurs Budget, Avis et Tilden sont représentés à Whitehorse. Compte tenu de l'état du réseau routier, choisir un 4x4, un pick-up ou un motorhome.

CIRCUITS. Compter 3 semaines pour explorer le Yukon. Parmi les voyagistes y proposant des circuits organisés, citons Atalante, Canadien National, Nomade, Pacific Holidays et Tourmonde, ainsi que les associations Arts et Vie et Destination Globe International. Pour les voyages à la carte (voiture + hôtels), consulter Access Voyages, Canadien National, Pacific Holidays, Travel'Am et Vacances Air Canada. Spécialistes de l'aventure, Allibert, Fleuves du Monde, Grand Nord/Grand Large et, en Belgique, Continents Insolites (tél : 02/218-24-84) qui dispose sur place d'un sympathique guide, Marc d'Haenen, et programme notamment un circuit de 23 jours dont 7 en canoë, sur le Yukon. Egalement sur place, multiples activités : rafting sur des rivières de classe 4, descente du Yukon de Whitehorse à Dawson City, location de house boats sur le lac Atlin. Se renseigner auprès des Visitor Centers.

HOTELS. A Whitehorse, le High Country Inn et le Hawkins House, charmant B&B. A Dawson City, le Midnight Sun et l'Eldorado ainsi qu'un B&B, le 5th Avenue. A Haines Junction, The Raven. Côté américain, à Haines, le victorien Halsingland et à Skagway, le Skagway Inn, ancien bordel de la ruée vers l'or. Côté nature, The Cabin, sur la Haines Rd (des cabanes en rondins, sans eau ni électricité), à deux pas du Kluane National Park, ainsi que le Cranberry Point et le Moose Creek Lodge, sur la Klondike Highway, entre Whitehorse et Dawson City.

BARS. A Whitehorse, ceux des hôtels Taku et Town &Mountain. Pour une ambiance plus épicée, le 98 Hotel et le Capital Hotel. A Dawson, optez, si le bruit ne vous effraie pas, pour le Midnight Sun et l'Eldorado. The Pit, au Westminster Hotel, est le rendez-vous des trappeurs, Indiens et chercheurs d'or. Sur la Klondike Highway, s'arrêter au Caribou Hotel, à Carcross, et à Stewart Crossing.

VADE-MECUM. Pour tout savoir sur la vie locale, lire le *Whitehorse Star*, un excellent quotidien. Les banques ouvrent de 9 h 30 à 16 heures, du lundi au jeudi, jusqu'à 18 heures le vendredi. Distributeurs automatiques à Whitehorse et à Dawson City. Les postes de douane entre le Yukon et l'Alaska sont ouverts de 8h à 24 heures, et de 9 heures à 21 heures, de la mi-mai à la mi-septembre sur la Top of the World Highway. A Whitehorse, une association (302, rue Strickland) diffuse un annuaire des commerçants parlant français. Le décalage horaire est de 9 heures entre la France et le Yukon et d'une heure entre le Yukon et l'Alaska.

LIRE. Aucun guide en français. Avant de partir, se procurer à la librairie de l'Astrolabe (1) 42-85-42-95), *Pacific Northwest* (Rough Guide), *Alaska/Yukon* (Moon) et le *Milepost* sur l'Alaska-Yukon. Pour se mettre dans l'ambiance, lire *La fièvre de l'or*, de Michel Le Bris (Découvertes Gallimard), *Journal d'un autre monde, Un voyage dans l'Ouest canadien*, de Edward Hoagland (Hoëbeke), *En Alaska*, de John McPhee (Payot), *Alaska*, de James Michener (2 tomes, Presses Pocket), ainsi que les romans et les recueils de nouvelles de Jack London, dont *Croc Blanc, l'Appel de la forêt, Souvenirs et aventures du pays de l'or, Le Fils du loup, Belliou la Fumée, Construire un feu* (10/18 ou Bouquins-Laffont). Sur place, chez Mac's à Whitehorse ou chez Maximilians à Dawson City, se procurer *Klondike*, de Pierre Berton, le livre de référence sur la ruée vers l'or (McClelland and Stewart), *Yukon*, superbe album de Richard Hartmier (Yukon Publishers) et *Yukon River*, de Mike Rourke, pour qui veut refaire la route de London (Rivers North). Excellente carte diffusée par les bureaux du tourisme.

S'INFORMER. Auprès des Visitor Centers, ouverts de mi-mai à mi-septembre. A Whitehorse, près de l'aéroport et à côté du Musée du Transport, remarquable audiovisuel sur le Yukon.

Histoires naturelles

Balbuzard pêcheur et saumon. Dessin d'Audubon. Coll. Musée du petit séminaire de Québec

PHOTO ALAIN LE TOQUIN

TERRITOIRES protégés pour le bénéfice des Canadiens et des visiteurs étrangers en quête de sanctuaires naturels, les parcs nationaux offrent des conditions idéales pour observer faune et flore locales. Y sont organisés des programmes d'interprétation et des randonnées. La plupart disposent de terrains de camping fonctionnant sur le principe du premier arrivé premier servi. Au prix d'entrée appliqué aux véhicules s'ajoutent les prestations spécialisées telles que golf, pêche.

Nous en dressons l'inventaire, province par province, liste complétée d'une sélection de lieux historiques nationaux commémorant des personnages, des sites et des événements ayant joué un rôle dans l'histoire du pays. Certains sites sont ouverts toute l'année ; d'autres seulement en été, de la mi-printemps au début de l'automne. Se renseigner à Paris.

TERRE-NEUVE

Parc national Terra-Nova, au sud-est de Gander. Fjords profonds et icebergs. Orignaux, baleines et aigles à tête blanche.

Parc national du Gros-Morne, au nord de Corner Brook. Paysages spectaculaires aux montagnes tabulaires creusées de fjords et de lacs aux parois vertigineuses.

Parmi les lieux historiques, le cap Spear, au sud de St-John (l'un des plus anciens phares du Canada, restauré et remeublé), Castle Hill, au sud-ouest de St-John (reconstitution d'un village du XVIe siècle), l'Anse-aux-Meadows, à 400 km au nord de Corner Brook (vestiges vikings de la plus ancienne colonie européenne identifiée au Nouveau Monde) et Port-au-Choix, à 250 km au nord de Corner Brook, avec trois cimetières amérindiens remontant à plus de cinq mille ans.

NOUVELLE-ÉCOSSE

Parc national des Hautes-Terres du Cap Breton, au nord-ouest de Sydney. Une route côtière panoramique, le Cabot Trail, et des forêts de fougères et d'orchidées.

Parc national Kejimkujik, au sud-ouest de Halifax. Sur les traces des Indiens Micmacs, dans la forêt boréale. Des lacs parsemés d'îles et des rivières sinueuses, à parcourir en canot.

Parmi les lieux historiques, le canal de St-Peters (entre le lac du Bras-d'Or et l'Atlantique), le site dédié à l'inventeur du téléphone, Alexander Graham Bell (à Baddeck, à l'ouest de Sydney), Louisbourg *(lire notre reportage)*; la citadelle de Halifax (fortifications du XIXe), Port-Royal, à 210 km à l'ouest de Halifax (place fortifiée, une des premières colonies européennes d'Amérique du Nord) et Grand-Pré, à 100 km au nord-ouest de Halifax, un des grands lieux de la mémoire acadienne.

ILE DU PRINCE-EDOUARD

Parc national de l'île du Prince-Edouard, au nord de Charlottetown. Des kilomètres de plages adossées aux dunes.

Parmi les lieux historiques, Province House, à Charlottetown, berceau de la Confédération.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Parc national Fundy, au sud de Moncton. Les plus grandes marées au monde. Sentiers de randonnée, tennis, golf et boulingrin.

Parc national Kouchibouguac, au nord de Moncton. Un long cordon littoral de plages et de dunes protégeant lagunes et marais. A explorer à pied, à vélo, en bateau.

Parmi les lieux historiques, celui de Saint-Joseph, près de Moncton, dédié à l'histoire des Acadiens établis dans la région au XVIIe siècle. En Gaspésie, près de Campbellton, le site de la bataille de la Ristigouche, engagement naval qui scella la fin de la Nouvelle-France.

QUÉBEC

Parc national Forillon, en Gaspésie (à 724 km au nord-est de Québec). Des paysages de mer et de montagne à découvrir au fil de randonnées pédestres, cyclistes ou équestres. Camping, croisières, plongée sous-marine, observation d'une faune variée et, notamment, des baleines, de mai à octobre. En hiver, ski de fond et raquette.

Réserve de l'archipel de Mingan (858 km au nord-est de Québec). Un chapelet d'îles dans le golfe du Saint-Laurent, des rochers sculptés par la mer. Pour observer le macareux-moine et le guillemot noir, baleines et marsouins.

Parc marin du Saguenay (220 km au nord-est de Québec). Au confluent du Saguenay et du Saint-Laurent, un écosystème complexe qui attire une faune exceptionnelle, notamment les mammifères marins. Croisières pour observer les baleines et explorer le fjord. Randonnées, camping et plongée.

Parc national de la Mauricie (50 km de Trois-Rivières, 220 km de Montréal). Un univers de lacs et de rivières idéal pour les activités de plein air et la pêche.

Parmi les lieux historiques, Québec, bien sûr, et notamment le secteur du Vieux Port qui illustre le rôle commercial de la ville au XIXe siècle, la Grosse-Ile (à 80 km) « l'île de la quarantaine », qui, de 1815 à 1941, fut la porte d'entrée en Amérique de quatre millions d'immigrants en majorité européens, Lachine (ancien hangar de la Compagnie de la baie d'Hudson, et l'histoire du commerce de la fourrure au XVIIIe siècle) ainsi que son canal qui, jusqu'à l'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent, en 1959, permit aux bateaux de naviguer sur le fleuve en évitant les rapides. En Gaspésie, le monument de Jacques Cartier, à Gaspé, et les Forges du Saint-Maurice (à Trois-Rivières), première communauté industrielle au Canada.

ONTARIO

Parc national des îles du Saint-Laurent (entre Kingston et Brockville), la plupart accessibles uniquement par bateau en été.

Parc national de la baie Georgienne (Midland), une soixantaine d'îles, au coeur de la région de vacances de l'Ontario : navigation, pêche, plongée et camping.

Parc national de la péninsule Bruce (Tobermory) avec un sentier qui serpente sur 700 km entre la rivière Niagara et l'extrémité de la péninsule.

Parc national marin Fathom-Five (Tobermory). Dix-neuf îles et une vingtaine d'épaves qui reposent dans des eaux limpides et glacées (centre de plongée et excursions en bateau).

Parc national de la Pointe-Pelée (à 56 km au sud-est de Windsor), un triangle de sable qui pénètre dans le lac Erié. Spectaculaire migration d'oiseaux au printemps et en automne.

Parc national Pukaskwa, sur le lac Supérieur. Forêts vierges, lacs et rivières. Une région aussi sauvage qu'elle l'était au temps des premiers explorateurs.

Parmi les lieux historiques, la Maison Laurier à Ottawa (résidence de deux premiers ministres), le Fort George (à Niagara-on-the-Lake), le complexe militaire du Fort Malden (Amherstburg, au sud de Windsor) et le site du Fort Wellington, à Prescott.

MANITOBA

Parc national du mont Riding (307 km au nord-ouest de Winnipeg), plateau verdoyant couvert de forêts de trembles, avec des lacs et des ruisseaux. En vedette, un très important troupeau de wapitis et une flore unique.

Parmi les lieux historiques, trois sites liés à l'histoire de la Compagnie de la baie d'Hudson et de la traite des fourrures : Lower Fort Garry (30 km au nord de Winnipeg), Fort Prince-de-Galles (Churchill) et, sur la baie d'Hudson, York Factory. La maison Riel, à Saint-Vital, où est retracée la vie de Louis Riel, fondateur de la province du Manitoba, prophète du peuple métis et personnage tragique de l'histoire canadienne.

SASKATCHEWAN

Parc national des Prairies (à 100 km au sud de Swift Current) avec, à perte de vue, collines et ravins, survolés par les aigles et parcourus par les bisons, les antilopes d'Amérique et les cerfs mulets.

Parc national de Prince Albert (200 km au nord de Saskatoon) réputé pour l'abondance de sa faune. Cours d'eau et sentiers en permettent l'exploration.

Parmi les lieux historiques, le Fort Walsh, à Mapple Creek (171 km au sud-ouest de Swift Current), construit par la police montée et restauré sur un site qui évoque le massacre dont furent victimes les Indiens de la région, et Fort-Espérance (222 km à l'est de Régina), l'un des plus importants postes d'approvisionnement de la Compagnie du Nord-Ouest. Egalement le village de Batoche (à 88 km au nord-est de Saskatoon), quartier général de Louis Riel et de son gouvernement provisoire, cadre de la bataille qui, en 1885, mit fin à l'insurrection sécessionniste.

ALBERTA

Parc national de Banff, le plus ancien du pays, célèbre pour ses sommets enneigés, ses vallées profondes et ses lacs, dont le lac Louise et le lac Moraine. A voir, la station de Banff, les sources minérales et la « route des glaciers », la plus spectaculaire des Rocheuses canadiennes.

Parc national de Jasper, le plus vaste des Rocheuses, de nombreux glaciers, la station de Jasper, et du rafting sur la Maligne.

Parc national des lacs Waterton (276 km au sud de Calgary) avec lacs et paysages étonnants.

Parc national Elk Island (35 km à l'est d'Edmonton). Paysage ondulé de forêts qui contraste avec la prairie entourant Edmonton. Important troupeau de bisons.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Parc national Pacific Rim (306 km au nord-ouest de Victoria, sur l'île de Vancouver), célèbre pour son sentier de randonnée de la côte Ouest, l'un des plus impressionnants des parcs nationaux. Observation des otaries, baleines et autres animaux marins. Réserves du parc national et du parc marin Moresby-Sud/Gwaii Haanas (à 640 km au nord de Vancouver), un archipel sauvage (90 km de long, 138 îles) situé au sud des îles de la Reine-Charlotte, à 130 km de la côte. De multiples sites témoignent de la présence des Indiens Haïda.

Parcs nationaux du mont Revelstoke et de Glacier, dans les monts Columbia. Dans le premier (sur le versant ouest des monts Selkirk), on randonne sur un tapis de fleurs, au milieu des pics, des glaciers et des lacs. Le second compte plus d'une centaine de glaciers et des forêts de cèdres.

Parc national de Yoho (à 95 km au nord-ouest de Banff). Sommets majestueux, glaciers, cascades et lacs glaciaires. Ses tunnels en spirale illustrent la construction acrobatique du chemin de fer.

Parc national de Kootenay (134 km au sud-ouest de Banff). Glaciers élevés, gorges profondes, lacs glaciaires et sources chaudes.

Parmi les lieux historiques, Fort Langley (40 km au sud-est de Vancouver), poste de traite de la Compagnie de la baie d'Hudson qui, restauré, illustre le mode de vie de 1840, tout comme Fort-St-James, à 160 km au nord-ouest de Prince George.

YUKON

Réserve du parc national Kluane, à 158 km à l'ouest de White Horse, sur la route de l'Alaska. Les plus hautes montagnes du Canada et des glaciers imposants. Peuplée de mouflons de Dall, de grizzlis et de caribous.

Réserve du parc national du Nord Yukon, à l'extrême nord de la province. Idéal pour la randonnée, la descente de rivières et l'observation des caribous, oies blanches, grizzlis, ours polaires, mouflons, loups, renards et lynx.

Deux lieux historiques, celui du Klondike (à Dawson City), qui évoque la découverte de l'or, en 1896, et, à Whitehorse, le vapeur *S.S.Klondike*, qui, pendant quinze ans, relia Whitehorse à Dawson.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Réserve du parc national Nahanni (Fort-Simpson), du nom d'une des plus belles rivières du monde.

Réserve du parc national Auyuittuq (Pangnirtung). Sommets dentelés, fjords et glaciers. A parcourir à pied ou à ski.

Parc national Wood Buffalo (Fort-Smith) avec le plus important troupeau de bisons du pays.

Réserve du parc national de l'île d'Ellesmere (aux confins est de l'Arctique). Au sommet du monde, un univers sans nuits ni arbres.



